

Eau, terre et vie



Communication participative pour le développement
et gestion des ressources naturelles

pul L'Harmattan

IDRC  CRDI

Collection Nord-Sud

Sous la direction de Gérard Verna et Yvan Conoir

Nombreux sont les problèmes concernant le Nord et le Sud, la pauvreté et la richesse, le développement et le mal-développement, la modernité occidentale et la tradition et bien d'autres oxymores encore, significatifs par nature de la dualité de notre société terrienne.

Nous sommes bien loin encore d'un monde où tous les problèmes se posent de la même façon, et où les solutions de l'un peuvent toujours aider l'autre. Nous sommes tout aussi loin de la justice, de l'équité et même de conditions de vie minimales pour tous. La collection Nord-Sud a été créée pour aborder ces contradictions et tenter d'aider à y voir plus clair, à travers des thèmes d'importance (l'action humanitaire, la consolidation de la paix, l'éthique Nord-Sud, etc.), dans des ouvrages alliant la réflexion et les études de cas concrets.

Déjà parus

Martin Kalulambi Pongo et Tristan Landry, *Terrorisme international et marchés de violence*, PUL, 2003.

Naila Kabeer, *Intégration de la dimension genre à la lutte contre la pauvreté et objectifs du Millénaire pour le développement. Manuel à l'intention des instances de décision et d'intervention*, CRDI, PUL et L'Harmattan, 2005.

Franck Michel, *Voyage au bout du sexe. Trafics et tourisms sexuels en Asie et ailleurs*, PUL, 2006.

Yvan Conoir et Gérard Verna (dir.), *DDR : Désarmer, démobiliser et réintégrer. Défis humains, enjeux globaux*, PUL, 2006.

À paraître

Hachimi Sanni Yaya, *Les privatisations en Afrique occidentale. Entre mythes et réalités, promesses et périls, l'administration publique africaine à la croisée des chemins*.

This page intentionally left blank

Eau, terre et vie

Communication participative pour le développement
et gestion des ressources naturelles

This page intentionally left blank

Eau, terre et vie

Communication participative pour le développement
et gestion des ressources naturelles

Sous la direction de Guy Bessette

LES PRESSES DE L'UNIVERSITÉ LAVAL

CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

Les Presses de l'Université Laval reçoivent chaque année du Conseil des Arts du Canada et de la Société d'aide au développement des entreprises culturelles du Québec une aide financière pour l'ensemble de leur programme de publication.

Nous reconnaissons l'aide financière du gouvernement du Canada par l'entremise de son Programme d'aide au développement de l'industrie de l'édition (PADIE) pour nos activités d'édition.

Révision et notes introductives : Manon Hogue

Traduction au français : Manon Hogue

Illustrations : Lucie Brunel Design

Cet ouvrage est la traduction de *People, Land and Water. Participatory Development Communication for Natural Resource Management*, publié en anglais par Earthscan aux États-Unis et en Grande-Bretagne en 2006.

Cette édition est publiée conjointement par

Les Presses de l'Université Laval

3103, pavillon Maurice-Pollack, Université Laval

Québec (Québec), Canada, G1K 7P4

ISBN 978-2-7637-8459-5

et le

Centre de recherche pour le développement international

BP 8500, Ottawa (Ontario), Canada, K1G 3H9

www.crdi.ca/info@idrc.ca

ISBN 1-55250-333-X (édition électronique)

Mise en pages : In Situ inc.

Maquette de couverture : Hélène Saillant

© 2007, Centre de recherches pour le développement international.

Tous droits réservés. Imprimé au Canada

Dépôt légal 1^{er} trimestre 2007

ISBN 978-2-7637-8459-5 (PUL)

ISBN 978-2-296-02609-4 (L'HARMATTAN)

Distribution de livres Univers

845, route Marie-Victorin

Lévis (Québec)

Canada G7A 3S8

Tél. 418 831-7474 ou 1 800 859-7474

Télec. 418 831-4021

www.pulaval.com

L'Harmattan

5-7, rue de l'École Polytechnique

75005 Paris - France

Tél. 01 40 46 79 20

Fax 01 43 25 82 03

Table des matières

Avant-propos	1
<i>Nora Cruz Quebral, Fondation Nora Quebral pour la communication pour le développement</i>	
Préface	3
<i>Guy Bessette, Centre de recherches pour le développement international</i>	
Remerciements	5
Auteurs	6
Liste des sigles et abréviations	9

- I -

INTRODUCTION

Faciliter le dialogue, l'apprentissage et la participation pour une meilleure gestion des ressources naturelles	13
<i>Guy Bessette, Centre de recherches pour le développement international, Canada</i>	

- II -

POINTS DE VUE RÉGIONAUX

La communication participative pour le développement : un point de vue asiatique	55
<i>Nora Quebral, Collège de communication pour le développement, Université des Philippines à Los Baños</i>	
La communication participative pour le développement : un point de vue africain	63
<i>S.T. Kwame Boafo, UNESCO</i>	

- III -
PERSPECTIVES DU TERRAIN

La vieille femme et les hirondelles	75
<i>N'Golo Diarna, Mali</i>	
L'intégration de la communication participative pour le développement à des projets en cours : une expérience égyptienne	83
<i>Rawya El Dabi, Égypte</i>	
Chèvres, cerisiers et cassettes vidéo. Communication participative pour le développement et gestion communautaire des ressources naturelles en milieu semi-aride au Liban	89
<i>Shadi Hamadeh, Mona Haidar, Rami Zurayk, Michelle Obeid et Corinne Dick, Liban</i>	
D'utilisateurs pauvres en ressources à gestionnaires des ressources naturelles : un exemple de Java-Ouest	97
<i>Amri Jabi, Indonésie</i>	
Recherche participative au Malawi : la gestion par bassin versant axée sur la communication	108
<i>Meya Kalindekaffe, Malawi</i>	
Communiquer au-delà des cultures et des langues	118
<i>Lun Kimhy et Sours Pinreak, Cambodge</i>	
Discuter avec les décideurs : la communication participative pour le développement comme outil d'évaluation	124
<i>Lun Kimhy, Cambodge</i>	
De Rio jusqu'aux confins du Sahel : la lutte contre la désertification	130
<i>Yacouba Konaté et Ahmadou Sankaré, Sahel</i>	
Favoriser l'engagement des groupes les plus désavantagés dans le développement local : le cas du Viêt Nam	145
<i>Le Van An, Viêt Nam</i>	

Conservation de la biodiversité : le défi de la participation	158
<i>Pierre Mumbu, République démocratique du Congo</i>	
La parole qui étanche la soif	167
<i>Souleymane Ouattara et Kadiatou Ouattara, Burkina Faso</i>	
Culture de la banane en Ouganda : le fruit de la communication participative pour le développement	176
<i>Nora Naiboka Odoi, Wilberforce Tushemereirwe, Drake N. Mubiru, Carol N. Nankinga, Dezi Ngambeki, Moses Buregyeya, Enoch Lwabulanga, Esther Lwanga, Ouganda</i>	
Gestion des ressources naturelles et élaboration des politiques : la voix des femmes rurales en Afrique de l'Ouest	185
<i>Rosalie Ouoba, Burkina Faso</i>	
L'eau, source de conflits, source de cohésion sociale	199
<i>Karidia Sanon et Souleymane Ouattara, Burkina Faso</i>	
Regard sur des expériences de communication participative pour le développement en Afrique de l'Ouest	207
<i>Fatoumata Sow et Awa Adjibade, Sénégal et Côte-d'Ivoire</i>	
La communication stratégique dans le domaine des pêches et de la foresterie communautaires : le cas du Cambodge	214
<i>Jakob S. Thompson, FAO</i>	
La communication participative pour le développement : paver la voie à la création d'un espace local de gestion de la forêt	228
<i>Cleofe S. Torres, Philippines</i>	

- IV -

OUTILS DE COMMUNICATION ET APPROCHE PARTICIPATIVE

...Et notre petit « à-côté » était un crocodile !

Radio Ada et la gestion participative des ressources naturelles à Obane	237
<i>Kofi Larweh, Ghana</i>	

Des outils de communication entre les mains des agriculteurs	244
<i>Nora Naiboka Odoi, Ouganda</i>	

De l'information à la participation : l'univers inexploré de la radio	252
<i>Souleymane Ouattara et Kadiatou Ouattara, Burkina Faso</i>	

Récit de la palabre qui sauve les villages du Burkina Faso	265
<i>Diaboado Jacques Thiamobiga, Burkina Faso</i>	

Quand les femmes paysannes font du théâtre	275
<i>Diaboado Jacques Thiamobiga, Burkina Faso</i>	

- V -

EXPÉRIENCES D'APPRENTISSAGE COLLABORATIF EN MATIÈRE DE COMMUNICATION PARTICIPATIVE POUR LE DÉVELOPPEMENT APPLIQUÉE À LA GESTION DES RESSOURCES NATURELLES

Nouer les liens entre la recherche et le développement : le chaînon manquant	289
<i>Claude Adandedjan et Amadou Niang, Sabel</i>	

Isang Bagsak - Asie du Sud-Est : vers l'institutionnalisation d'un programme de renforcement des capacités et des réseaux en matière de communication participative pour le développement appliquée à la gestion des ressources naturelles	295
<i>Maria-Celeste H. Cadiz et Lourdes Margarita A. Caballero, Philippines</i>	

Réflexions sur le développement participatif et les besoins existants en matière de renforcement des capacités en Égypte et dans la région arabe	309
<i>Waad El Hadidy, Égypte</i>	

La mise en œuvre d'Isang Bagsak en Afrique australe et de l'Est	322
<i>Chris Kamlongera et Jones Kaumba, Afrique australe</i>	

Mise en œuvre d'Isang Bagsak : la gestion communautaire des ressources côtières dans le centre du Viêt Nam	336
---	-----

Madeline Baguio-Quiamco, Viêt Nam

Le renforcement des capacités en matière de communication pour la gestion des ressources naturelles au Cambodge	347
--	-----

Jakob S. Thompson et Mario Acunzo, FAO

La mise en œuvre d'Isang Bagsak : une fenêtre ouverte sur le monde pour les gardiens des forêts des Philippines	356
--	-----

Ma. Theresa H. Velasco, Luningning A. Matulac, Ma. Vicenta P. de Guzman, Philippines

– VI –

CONCLUSION

La facilitation des processus de groupes participatifs : réflexions sur les expériences de communication participative pour le développement	367
--	-----

Chin Saik Yoon

This page intentionally left blank

AVANT-PROPOS

Nora Cruz Quebral,

Fondation Nora Quebral pour la communication pour le développement

Pour un grand nombre de communicateurs professionnels qui ont fait du développement un engagement personnel, le va-et-vient entre la théorie et la pratique, puis entre l'application et la re-conceptualisation, constitue l'essence même de leur vocation. Pour eux, le « terrain » est leur laboratoire et leur lieu d'expérimentation. Le travail de terrain peut être frustrant ou inspirant, il peut susciter la réflexion, mais il n'est jamais ennuyeux, comme ceux qui ont contribué à ce livre peuvent en témoigner. Cela est plus particulièrement le cas lorsque l'on se questionne sur des concepts fondateurs et qu'on en expérimente de nouveaux à leur place. C'est précisément ce que fait la communication participative pour le développement (CPD) dans cet ouvrage.

Étant donné qu'ils sont des nouveaux venus dans le domaine du développement et dans celui de la communication, les communicateurs pour le développement n'ont peut-être pas encore complètement gagné l'approbation de leurs pairs. Ils constituent toutefois un groupe dynamique, qui affirme ses positions avec passion ou avec une persévérance délibérée. Les multiples appellations qu'ils ont données à leur discipline sont un signe d'indépendance. Outre la CPD, la « communication participative » et la « communication pour le changement social » sont mentionnées dans le présent ouvrage. La participation et le dialogue font partie intégrante de toutes ces variantes.

Cependant, aucune d'entre elles n'a été mieux systématisée que la CPD. Cet ouvrage présente une méthodologie et une terminologie bien au point dans le domaine. En tant que résultat d'une suite d'ateliers d'écriture, de sessions de travail et d'une conférence - table ronde à laquelle ont participé des chercheurs qui ont recours à la recherche-action et des agents de terrain d'Asie et d'Afrique, l'expérience collective a été une véritable expérimentation en matière de dialogue entre ces deux continents. Les différences linguistiques et culturelles n'étaient pas négligeables. Elles étaient en fait un macrocosme des fossés auxquels les praticiens et les chercheurs sur le terrain font face constamment dans leur travail auprès des communautés locales.

Cet effort de groupe relate diverses interventions où les concepts relatifs à la communication participative pour le développement ont été expérimentés, modifiés ou se sont révélés tout à fait appropriés. Dans l'ensemble, les résultats devraient encourager d'autres intervenants qui œuvrent sur le terrain à contribuer à la discussion par leurs propres expériences. Pour ceux qui ont collaboré à ce livre, une nouvelle lecture des cas qui y sont présentés leur permettra d'approfondir le processus d'apprentissage. Ils pourront mieux saisir les différences conceptuelles entre les approches de communication et les associer aux méthodes et aux termes appropriés.

Les amitiés qui se sont forgées tout au long de ce processus et la compréhension accrue de la façon de faire des uns et des autres qui en a résulté constituent des résultats tout aussi importants de leur aventure de CPD. Elles sont de bon augure pour la création d'un réseau international de CPD, ce qui est probablement ce que les organisateurs avaient en tête dès le départ.

Pour terminer, mentionnons que les mots « communication participative pour le développement », ensemble ou séparément, évoquent certaines valeurs qui définissent la communication participative pour le développement tout autant que ses stratégies, ses outils et ses techniques. Ces valeurs la distinguent des autres types de communication et sont au cœur de la philosophie qui l'anime. Les professionnels de la CPD se doivent de les laisser guider leur pratique et de garder à l'esprit que la gestion durable des ressources naturelles n'est qu'une facette de l'objectif beaucoup plus vaste que constitue le développement humain.

PRÉFACE

Guy Bessette, Centre de recherches pour le développement international

Ce livre traite de questions conceptuelles et méthodologiques relatives à l'utilisation de la communication pour faciliter la participation communautaire à la gestion des ressources naturelles. Il présente également un recueil de textes qui portent sur la communication participative pour le développement et la gestion des ressources naturelles, particulièrement en Asie et en Afrique.

Il existe de nombreuses approches en matière de communication pour le développement. La plupart d'entre elles sont déjà utilisées dans le domaine de l'environnement et de la gestion des ressources naturelles. Or, même en tenant compte des approches participatives qui existent dans ce domaine, on s'aperçoit que la communication s'y limite souvent à des activités de diffusion d'information qui ont principalement recours à des documents imprimés, des émissions de radio et des vidéos pédagogiques pour transmettre des messages, expliquer des technologies ou illustrer des activités. Ces approches, de même que leurs forces et leurs faiblesses, sont déjà bien documentées.

La communication participative pour le développement adopte une autre perspective. Cette forme de communication facilite la participation à une initiative de développement définie et choisie par une communauté, avec ou sans appui extérieur. De nombreux auteurs ont déjà eu recours à cette terminologie afin de mettre en valeur l'approche participative de la communication, par opposition à l'approche diffusionniste, plus traditionnelle. D'autres utilisent les termes *communication participative* ou *communication pour le changement social* pour décrire des approches similaires.

Dans cet ouvrage, la communication participative pour le développement se définit comme une action planifiée, fondée d'une part sur des processus participatifs et d'autre part sur des médias et la communication interpersonnelle. Elle facilite le dialogue entre les intervenants réunis autour d'un problème de développement ou d'un but commun, afin de définir et de mettre en œuvre un ensemble d'activités qui contribuent à solutionner

ce problème ou à atteindre le but fixé, et qui soutiennent et accompagnent cette initiative¹.

Pour que ce type de communication soit possible, un changement doit prendre place : au lieu de mettre l'accent sur l'information et la persuasion, il s'agit désormais de faciliter les échanges entre les parties prenantes, afin de s'attaquer à un problème commun et de mettre sur pied une initiative concrète permettant d'expérimenter les solutions possibles. Il s'agit ensuite de définir les partenariats, les connaissances et le matériel nécessaires à la mise en œuvre de ces solutions.

Ce livre présente le concept et ses aspects méthodologiques. Il a été produit selon un processus qui s'est déroulé en trois étapes. D'abord, des praticiens d'Asie et d'Afrique ont été invités à soumettre des textes offrant des exemples qui illustrent l'application de la communication participative pour le développement à la gestion des ressources naturelles. Dans un deuxième temps, un atelier de révision par les pairs a été organisé à Perugia, en Italie, en septembre 2004, en vue de la Table ronde pour la communication pour le développement organisée par la FAO. À ce stade, il s'agissait de discuter de chacun des textes et de les améliorer. En troisième lieu, au cours de la Table ronde, le premier chapitre de ce livre a été présenté en séance plénière, en guise d'introduction aux discussions du groupe de travail sur la communication et la gestion des ressources naturelles.

Ces étapes ont mené à la préparation de l'ouvrage qui vous est ici présenté et qui, nous l'espérons, contribuera à promouvoir les approches participatives en matière de communication pour le développement dans le domaine de la gestion des ressources naturelles, de même qu'à faire connaître les points de vue des praticiens d'Asie et d'Afrique.

1. Voir G. Bessette (2004). *Communication et participation communautaire*, Québec, Les Presses de l'Université Laval.

REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier sincèrement les auteurs de ce volume, qui ont accepté de partager leurs expériences et leurs réflexions sur la communication participative pour le développement et la gestion des ressources naturelles.

Mes remerciements vont également à Manon Hogue, qui a révisé les contributions de ce volume avec beaucoup de patience et d'enthousiasme. Manon a également écrit les notes d'introduction aux textes et a traduit tous les textes anglais. Sans son apport et son soutien, ce volume n'aurait pu être réalisé. Sa contribution et son expertise dépassent de loin un apport purement technique. Merci, Manon.

AUTEURS

Mario Acunzo est responsable de la communication pour le développement au Service de la vulgarisation, de l'éducation et de la communication de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) à Rome.

Claude Adandedjan est responsable de la formation et de l'éducation au Centre international pour la recherche en agroforesterie (ICRAF), Programme Sahel.

Awa Adjibade est une sociologue qui vit présentement à Lomé, au Togo.

Madeline Baguio Quiamco est professeure assistante au Collège de communication pour le développement de l'Université des Philippines à Los Baños.

Guy Bessette est gestionnaire principal de programme au Centre de recherches pour le développement international à Ottawa.

S. T. Kwame Boafo est directeur du bureau exécutif du Secteur de la communication et de l'information à l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

Maria Celeste Cadiz est doyenne et professeure agrégée au Collège de communication pour le développement de l'Université des Philippines à Los Baños.

Rawya El Dabi travaille pour la Division des partenariats et du développement des affaires du Centre de recherches pour le développement international au Caire.

Waad El Hadidy est gestionnaire de programme au Centre de services pour le développement en Égypte.

N'Golo Diarra est chercheur et formateur au Centre de services de production audiovisuelle (CESPA) au Mali.

Corinne Dick travaille à l'Université américaine de Beyrouth.

Vicenta P. De Guzman est directrice du Centre d'aide juridique pour les autochtones philippins (PANLIPO) aux Philippines.

Mona Haidar est chercheure à l'Unité environnement et développement durable de l'Université américaine de Beyrouth.

Shadi Hamadeh est professeur de sciences animales et dirige présentement l'Unité environnement et développement durable de l'Université américaine de Beyrouth.

Amri Jahi est chercheur et enseignant à l'Université agricole de Bogor en Indonésie.

Meya Kalindekafe enseigne l'écologie à l'Université du Malawi.

Chris Kamlongera est directeur du Centre de communication pour le développement de la Communauté de développement de l'Afrique australe.

Jones Kaumba est formateur en communication pour le développement au Centre de communication pour le développement de la Communauté de développement de l'Afrique australe.

Lun Kimhy est conseiller adjoint au programme provincial de partenariat pour la gouvernance locale à Ratanakiri, au Cambodge.

Yacouba Konaté est décédé en 2003. À son décès, il était coordonnateur d'un programme de communication participative pour le développement au Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS).

Kofi Larweh est le coordonnateur de Radio Ada, au Ghana.

Lourdes Margarita A. Caballero est chercheuse associée au Collège de communication pour le développement de l'Université des Philippines à Los Baños.

Luningning A. Matulac est professeur de communication éducative au Collège de communication pour le développement de l'Université des Philippines à Los Baños.

Pierre Mumbu est chercheur et enseignant à l'Institut supérieur de développement rural de Bukavu, République démocratique du Congo. Il travaille aussi comme consultant en radio communautaire et en communication pour le développement.

Amadou Niang est directeur du Centre pour les objectifs de développement du millénaire pour l'Afrique de l'Ouest, à Bamako.

Michelle Obeid est chercheuse à l'Unité environnement et développement durable de l'Université américaine de Beyrouth au Liban.

Nora Naiboka Odoi travaille comme spécialiste de la communication pour le développement à l'Institut Kawanda pour la recherche en agriculture, en Ouganda.

Kadiatou Ouattara est journaliste et travaille avec Journalistes en Afrique pour le développement (JADE) au Burkina Faso.

Souleymane Ouattara est journaliste et coordonnateur de Journalistes en Afrique pour le développement (JADE) au Burkina Faso.

Rosalie Ouoba est coordonnatrice du Réseau pour la citoyenneté des femmes rurales en Afrique de l'Ouest et au Tchad, au Burkina Faso.

Sours Pinreak est conseiller auprès de l'équipe de vulgarisation des droits fonciers au Cambodge.

Nora Cruz Quebral est reconnue comme étant la fondatrice de la discipline de la communication pour le développement. Elle dirige présentement la Fondation Nora Quebral pour la communication pour le développement et continue de collaborer avec le Collège de communication pour le développement de l'Université des Philippines à Los Baños.

Chin Saik Yoon est éditeur et directeur de Southbound en Malaisie.

Ahmadou Sankaré est coordonnateur d'un projet de communication participative pour le développement au Comité inter-États de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS) au Burkina Faso.

Karidia Sanon est chercheure et enseigne à l'Université de Ouagadougou, au Burkina Faso.

Fatoumata Sow est journaliste et travaille présentement pour le bureau régional de l'UNESCO au Sénégal.

Diabodo Jacques Thiamobiga est un agronome et sociologue qui travaille dans le domaine du développement rural au Burkina Faso.

Jakob S. Thompson est cadre associé au Service de la vulgarisation, de l'éducation et de la communication de la FAO.

Cleofe S. Torres est professeure agrégée au Collège de communication pour le développement de l'Université des Philippines à Los Baños.

Le Van An est directeur adjoint du Département des sciences et des relations internationales à l'Université d'agriculture et de foresterie de Hue.

Maria Theresa H. Velasco est professeure agrégée et directrice du département des sciences de la communication au Collège de communication pour le développement de l'Université des Philippines à Los Baños.

Rami Zurayk est chercheur à l'Unité environnement et développement durable de l'Université américaine de Beyrouth, au Liban.

LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS

ARDA	Association pour le développement rural à Arsaal
CDC	Collège de communication pour le développement
CESAO	Centre d'études économiques et sociales de l'Afrique de l'Ouest
CESPA	Centre de services de production audiovisuelle
CIERRO	Centre interafricain d'études en radio rurale de Ouagadougou
CPD	Communication participative pour le développement
CRDI	Centre de recherches pour le développement international
FAO	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
ICRAF	Centre international pour la recherche en agroforesterie
JADE	Journalistes en Afrique pour le développement
MARP	Méthode active de recherche participative
NARO	Organisation nationale pour la recherche en agriculture
NEPAD	Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique
ONG	Organisation non gouvernementale
PANLIPI	Centre d'aide juridique pour les autochtones philippins
PNKB	Parc national Kahuzi-Biega
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
RDC	République démocratique du Congo
SADC-CDC	Centre de communication pour le développement de la Communauté de développement de l'Afrique australe
UNESCO	Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture
URTN	Union des radiodiffusions et télévisions nationales d'Afrique

This page intentionally left blank

- I -

INTRODUCTION

This page intentionally left blank

FACILITER LE DIALOGUE, L'APPRENTISSAGE ET LA PARTICIPATION POUR UNE MEILLEURE GESTION DES RESSOURCES NATURELLES

Guy Bessette,

Centre de recherches pour le développement international, Canada

Sécurité alimentaire, promotion d'un environnement durable et lutte contre la pauvreté : la contribution de la communication participative

La sécurité alimentaire, la promotion d'un environnement durable et la lutte contre la pauvreté, phénomènes étroitement liés, posent des défis de taille à tous les acteurs du développement œuvrant en gestion des ressources naturelles. Certes, la lutte contre la pauvreté nécessite une croissance économique soutenue, mais encore faut-il s'assurer que les pauvres en profitent. Des efforts doivent aussi être consentis pour accroître la sécurité alimentaire, non seulement en augmentant la productivité, mais également en créant les conditions nécessaires pour que les plus pauvres aient accès à ces ressources et puissent les utiliser de façon adéquate.



La promotion d'un environnement durable passe par la poursuite d'objectifs tels la lutte contre la dégradation des sols et la désertification, la diminution du déboisement, la gestion appropriée des ressources en eau et la protection de la biodiversité. Ces activités doivent aussi être planifiées et mises en œuvre avec la participation active des familles et des communautés qui tentent d'assurer leur subsistance dans un contexte à la fois changeant et défavorable. Cependant, elles doivent aussi inclure d'autres parties prenantes qui jouent ou peuvent jouer un rôle dans ces changements, notamment les services techniques publics, les ONG, les initiatives de développement, les médias ruraux, les organisations communautaires et les chercheurs. Enfin, les autorités (locales et nationales), les décideurs et les prestataires de services doivent eux aussi contribuer à définir le cadre de réglementation dans lequel les changements nécessaires pourront intervenir.

Afin de faire face à ces trois défis interdépendants, les intervenants en développement ont avantage à faciliter le dialogue, l'apprentissage et la participation active aux initiatives de gestion des ressources naturelles, avec l'ensemble des parties prenantes.

Dans le meilleur des cas, ce sont les communautés locales, les équipes de recherche ou de développement et les autres parties prenantes qui définissent conjointement les paramètres de la recherche ou de l'initiative de développement et qui participent au processus décisionnel. Ce processus va au-delà de la seule consultation ou de la participation de la communauté à des activités prédéterminées par des chercheurs ou des gestionnaires de programme. Et, quelquefois, le processus de recherche ou de développement crée lui-même une situation où les participants transforment leur vision de la réalité et acquièrent les capacités qui leur permettent d'agir sur cette même réalité.

La communication participative pour le développement (CPD) renforce ce processus. Elle permet également aux communautés locales d'analyser leurs pratiques en matière de gestion des ressources naturelles et de s'attaquer aux problèmes vécus, ainsi que de mobiliser d'autres intervenants pour renforcer les actions entreprises.

Que dire alors des enjeux de l'application de la CPD à la gestion des ressources naturelles et à la recherche-action dans ce domaine ? Quels sont les défis et les difficultés que présente une telle approche ? Quelles idées et quelles leçons pouvons-nous tirer des pratiques en ce domaine ? Le texte qui suit propose une réflexion sur ces questions et propose des pistes d'action applicables à la gestion des ressources naturelles.

De la diffusion d'information à la participation communautaire

En matière d'environnement et de gestion des ressources naturelles, les efforts de communication déployés par le passé ont pour la plupart porté sur la diffusion de solutions techniques destinées à de futurs utilisateurs qui, croyait-on, allaient les adopter. Les chercheurs voulaient diffuser leurs résultats de recherche et les faire adopter par les communautés. Non seulement ces pratiques basées sur la simple transmission d'information ont-elles eu peu d'effet mais, de plus, elles ne tiennent pas compte d'autres dimensions importantes telles la résolution des conflits ou encore l'influence sur les politiques.

La communication participative adopte une approche différente. Plutôt que d'informer les gens avec l'objectif de changer leurs comportements et leurs attitudes, elle vise à faciliter les échanges entre les diverses parties prenantes. Ces échanges ont pour but de faciliter l'identification d'un problème commun, de susciter la collaboration afin d'expérimenter diverses solutions et de définir les partenariats, les connaissances et les conditions matérielles nécessaires.

L'accent n'est pas mis sur la transmission d'information par des experts à des utilisateurs potentiels, mais bien sur des processus de communication horizontaux qui permettent aux communautés locales de définir leurs besoins en matière de développement, ainsi que des actions concrètes qui pourraient y répondre. Pour ce faire, il faut établir et nourrir un dialogue avec toutes les parties prenantes : membres des communautés, agents de vulgarisation, agents de développement, chercheurs, décideurs, etc. Ce type de communication vise principalement à s'assurer que les participants réunissent suffisamment d'information et de connaissances – tant traditionnelles que modernes – pour entreprendre leurs propres initiatives de développement, évaluer leurs actions et en apprécier les résultats.

Il vise aussi à modifier ou à renforcer les pratiques relatives à l'utilisation de l'eau et à la productivité des sols pour rendre la gestion des ressources naturelles plus efficace, ainsi qu'à renforcer le capital de ressources des communautés. Enfin, il vise à établir des liens avec les autorités locales et nationales, les décideurs et les prestataires de services. Il importe aussi d'établir des approches de communication appropriées pour mettre en œuvre les initiatives nécessaires, en assurer le suivi et en évaluer les retombées, tout en planifiant les actions qui seront entreprises.

La communication participative permet aux chercheurs et aux praticiens de devenir des facilitateurs au cours d'un processus auquel participent les communautés locales et d'autres parties prenantes, afin de résoudre un problème ou d'atteindre un but commun. Pour ce faire, un changement d'attitude est nécessaire. On ne devient pas facilitateur du jour au lendemain. Il faut apprendre à écouter les gens, à les aider à exprimer leurs points de vue et à les accompagner dans la recherche d'un consensus menant à l'action. Pour un grand nombre de chercheurs et de praticiens de la gestion des ressources naturelles, il s'agit d'un rôle nouveau, auquel ils ne sont pas préparés. Le défi consiste alors à ce qu'ils puissent s'approprier le processus de communication pour faciliter la participation et le partage des connaissances.

Certains des textes présentés dans cet ouvrage décrivent ce processus en action. Dans un texte qui nous vient d'Afrique, Konaté et Sankaré expliquent comment une telle démarche a été mise au point dans le contexte de la lutte contre la désertification. Auparavant, la plupart des stratégies de communication utilisées mettaient l'accent sur la diffusion d'information, la mobilisation et la persuasion. Or, ces stratégies avaient peu d'effet. Il fallait donc expérimenter et utiliser d'autres approches. Une expérience de communication participative a alors été mise sur pied pour faciliter la participation communautaire et appuyer diverses initiatives locales de lutte contre la désertification au Sahel.

L'exercice a amené les membres de la communauté et les acteurs du développement local à cerner les problèmes auxquels ils devaient faire face en matière de désertification, à exprimer leurs besoins ainsi qu'à décider des solutions locales et des initiatives concrètes qu'ils souhaitaient expérimenter. Afin d'appuyer les initiatives et de les accompagner, le projet a eu recours à des outils de communication tels que des démonstrations pratiques, des émissions de radio, des discussions communautaires, ainsi que des chants et des poèmes.

Le processus comprenait quatre grands volets, soit la formation, la planification, l'expérimentation et l'évaluation. La formation et la planification en ont constitué l'assise parce qu'elles ont mobilisé tous les acteurs (ex. : membres des communautés, intervenants du projet et communicateurs de la localité), afin de discuter du processus de recherche-action et de la façon d'utiliser la communication pour faciliter la participation. L'exercice a non seulement favorisé la participation communautaire, mais il a aussi contribué à créer une synergie entre diverses structures de développement.

Ces initiatives ont réussi, notamment parce que les gens ont participé au processus décisionnel et n'ont pas été simplement invités à participer à des activités précises. Le projet a également démontré que, comme c'est le cas pour d'autres défis en matière de développement, la participation communautaire et la synergie entre les acteurs du développement sont des éléments clés.

À partir d'une initiative de recherche-action menée avec des producteurs de bananes en Ouganda, Odoi raconte comment le changement s'est opéré grâce à une stratégie de communication favorisant la participation. Le programme de recherche sur la banane mené par l'Organisation nationale de recherche agricole (NARO) a établi une stratégie de communication facilitant la participation des agriculteurs à l'expérimentation de diverses technologies destinées à améliorer la productivité. Le programme a également encouragé la formation d'agriculteur à agriculteur, à l'aide d'outils de communication mis au point de façon participative. Dans le contexte de cette recherche, la communication participative a été utilisée pour susciter la participation active de la communauté à la définition de ses problèmes de gestion des ressources naturelles et à la recherche de solutions.

En outre, les chercheurs ont encouragé les agriculteurs à se regrouper. Ils ont ensuite aidé les représentants des groupes d'agriculteurs à répertorier les problèmes de gestion des ressources naturelles dans leurs bananeraies, à les classer par ordre de priorité, à en cerner les causes et à trouver des solutions potentielles à ces problèmes. Les chercheurs ont également collaboré avec les agriculteurs pour définir leurs besoins et leurs objectifs en matière de communication, les activités qu'il serait possible d'entreprendre pour s'attaquer aux problèmes recensés et les outils de communication qui pourraient leur être utiles pour partager leurs nouvelles connaissances avec les membres de leur groupe.

Ce faisant, ils ont découvert que certains agriculteurs avaient déjà les connaissances requises pour répondre aux problèmes soulevés, mais que celles-ci pourraient être renforcées. Ils ont aussi constaté que les agriculteurs ne disposaient pas d'un cadre où échanger les uns avec les autres. Ils avaient donc besoin d'outils de communication.

Grâce à ces activités de recherche, des terres auparavant abandonnées par les agriculteurs ont commencé à produire de bonnes bananes. De plus, les agriculteurs ont acquis suffisamment de confiance en eux-mêmes pour faire visiter leurs lopins de terre à d'autres agriculteurs et partager leurs

connaissances avec eux. Ils ont appris à utiliser des outils tels la photographie, les affiches, les brochures, le chant et la danse.

Après avoir pris conscience de l'avantage d'appartenir à un groupe, les agriculteurs ont officiellement créé une association par l'entremise de laquelle ils peuvent maintenant chercher, consulter et mettre en commun de l'information relative aux problèmes auxquels ils font face. Ainsi, ils ont désormais adopté une attitude dynamique, au lieu d'attendre passivement une aide extérieure.

Un projet de recherche-action mené dans le bassin du Nakanbé au Burkina Faso (Sanon et Ouattara) offre un autre exemple de démarche de communication participative ayant facilité la participation des parties prenantes à la gestion des conflits communautaires autour des points d'eau.

Les méthodes de gestion des ressources en eau sont souvent centralisées. Elles laissent peu de place à la participation des populations locales, qui sont pourtant les premières concernées par les problèmes relatifs à l'eau. Une recherche sur le terrain effectuée dans ce bassin a révélé que 50 % des forages (pompes à main et puits) mis en place lors de différents projets n'étaient pas fonctionnels, en raison de l'absence de participation des bénéficiaires et du manque d'appropriation du processus par ces derniers. La démarche de communication participative adoptée par les chercheurs a mis l'accent sur le dialogue entre les parties prenantes autour de la question de l'utilisation de l'eau. Elle a aussi insisté sur le renforcement des capacités locales en matière d'organisation, de participation et de prise de décision en ce qui concerne la gestion des ressources en eau et la résolution des conflits. La création de comités locaux de gestion de l'eau ou le renforcement des comités existants faisait aussi partie de la stratégie.

Là encore, la communication participative a contribué à trouver des solutions à des situations de conflit dans les villages et à créer ou à renforcer des institutions sociales comme les comités de gestion de l'eau. Elle a également permis à la communauté de commencer à croire en sa capacité de résoudre ses problèmes par elle-même. Dans ce cas-ci, la communication a aussi tenu compte du rôle central des femmes dans la gestion des ressources en eau dans les villages.

Dans un autre cas, qui s'est déroulé cette fois au Viêt Nam (Le Van et collab.), les auteurs expliquent comment la communication participative a été utilisée pour renforcer la recherche sur la gestion communautaire des ressources naturelles avec des communautés des hautes terres. La recherche

a commencé après l'instauration, par le gouvernement, de nouvelles politiques de protection des forêts en région montagneuse. Or, en raison de ces nouvelles mesures, seulement 1 % des terres étaient désormais disponibles pour la production agricole. Les communautés locales habituées à pratiquer l'agriculture itinérante ont dû changer leurs habitudes et adopter l'agriculture sédentaire. Dans ce nouveau contexte, les chercheurs ont essayé de les aider à améliorer leurs moyens de subsistance.

En raison des changements apportés à leur façon traditionnelle de cultiver la terre et de leur accès limité aux ressources naturelles, la production agricole avait décliné. De plus, les options pour générer d'autres revenus étaient très limitées. La communication participative a été utilisée pour encourager ces communautés locales à définir leurs besoins et leurs priorités, ainsi qu'à discuter des moyens d'améliorer leurs moyens de subsistance. Rompant avec les pratiques traditionnelles définies de l'extérieur, on a demandé à des groupes d'agriculteurs qui présentaient les mêmes caractéristiques et partageaient les mêmes intérêts à quels problèmes ils souhaitaient s'attaquer et quelles solutions potentielles ils aimeraient expérimenter.

L'une des principales préoccupations de cette initiative était de rejoindre les pauvres et les groupes les plus désavantagés de la communauté, dont les femmes, étant donné que ces groupes ont habituellement peu de possibilités de participer à des programmes de recherche ou de développement. En renforçant les capacités des leaders et des organisations de la commune, on les a aussi aidés à adopter eux-mêmes des approches participatives dans leur travail auprès des membres de leur communauté, afin que ces derniers puissent contribuer à l'élaboration des plans et à la mise en œuvre des activités.

Le rôle d'acteur et de facilitateur du processus de communication

Établir une relation avec une communauté

Lorsqu'un chercheur ou un praticien de terrain communique pour la première fois avec une communauté locale dans le but d'établir une relation de travail, il devient un acteur du processus de communication. La manière selon laquelle l'intervenant extérieur établit un premier contact avec une communauté locale et facilite par la suite la discussion collective sur ses problèmes ou ses objectifs de développement détermine le type de communication et de collaboration qui pourra se développer par la suite.

La façon dont cette communication est établie et alimentée fait en sorte que les gens se sentent concernés ou non par les problèmes abordés. Elle définit aussi leur degré de participation à l'initiative de recherche ou de développement.

Dans ce contexte, il est important de promouvoir un processus de communication multidirectionnelle. D'une part, les chercheurs ou les agents de développement entrent en contact avec la communauté par l'intermédiaire des autorités et des groupes communautaires. D'autre part, les groupes communautaires définissent leurs liens avec les nouvelles personnes-ressources, avec d'autres parties prenantes et avec d'autres groupes communautaires.

Un grand nombre de chercheurs perçoivent encore les membres d'une communauté comme des bénéficiaires et de futurs utilisateurs des résultats de recherche. Même si la plupart des gens reconnaissent que le transfert unidirectionnel de technologies à des utilisateurs potentiels a tout simplement peu d'effet, il n'est pas facile de changer les attitudes et les pratiques. Pour qu'il y ait changement, il faut d'abord reconnaître que les membres de la communauté sont des intervenants dans le processus de recherche et de développement. Ainsi, établir une relation avec une communauté signifie aussi penser en fonction de la participation des parties prenantes aux différentes étapes du processus d'intervention dans son ensemble. À ce stade, le renforcement de la confiance et de la compréhension mutuelles constitue un défi de taille et continuera de l'être tant et aussi longtemps que les chercheurs ou les praticiens et la communauté seront en interaction.

Négocier un mandat

Les chercheurs interviennent auprès d'une communauté locale avec leur propre mandat et leurs propres objectifs. Pour leur part, les communautés souhaitent que les personnes-ressources qui viennent chez elles répondent à leurs besoins et s'attaquent à leurs problèmes. La plupart du temps, elles ne font pas la différence entre les problèmes de gestion des ressources naturelles, les difficultés à obtenir du financement ou les problèmes de santé, puisque ces éléments font tous partie de leur réalité.

Comme ils ne peuvent traiter de toutes ces questions, les chercheurs et les praticiens devraient expliquer la portée et les limites de leur mandat aux membres de la communauté et en discuter avec eux. Dans certains cas, il est possible de s'assurer la collaboration d'autres organisations qui pour-

raient discuter de ces problèmes qui ne font pas partie du mandat des intervenants, tels faciliter l'accès au financement, réparer un équipement, etc.

Relations de pouvoir et problématique hommes-femmes

Il existe un lien étroit entre la gestion des ressources naturelles, le contexte sociopolitique, la répartition du pouvoir au sein d'une communauté donnée et les rôles assignés aux hommes et aux femmes. C'est pourquoi l'analyse sociale et l'analyse de genre sont utiles. Faute d'utiliser ces outils, le processus participatif risque de devenir sélectif et de ne tenir compte que d'un petit nombre de personnes ou de groupes au sein de la communauté.

Un texte de Ouattara et Ouattara fait référence à une situation où un guérisseur traditionnel détenait un pouvoir incontestable sur tout ce qui concernait la communauté et utilisait le processus de communication participative pour renforcer son autorité sur cette communauté. Les membres de l'équipe d'intervention, qui n'étaient pas habitués à un tel comportement, se sont retrouvés manipulés *de facto*. Quel type de participation était alors possible ?

Cette situation n'a rien d'exceptionnel. Le seul moyen d'éviter qu'elle se produise consiste à répertorier les principaux acteurs au sein d'une communauté et à comprendre leurs rôles et les relations qu'ils entretiennent avant d'entreprendre quoi que ce soit. L'analyse sociale, l'analyse de genre ainsi que la recension des systèmes et des outils de communication locaux devraient précéder toute intervention.

Comprendre le contexte local : collecte de données ou coproduction de connaissances ?

Ce changement d'attitude a son corollaire dans la méthodologie. Les chercheurs ont été formés à la collecte de données selon des méthodes extractives. Cela ne facilite pas la participation. En communication participative, on suggère que les intervenants collaborent avec les membres de la communauté et les autres parties prenantes pour réunir et mettre en commun les données de base. Cette collaboration suppose un processus de coproduction de connaissances qui repose sur les points forts des différentes parties prenantes.

Les méthodes actives de recherche participative (MARP) sont devenues monnaie courante dans le domaine de la gestion des ressources naturelles. Elles sont utilisées pour réunir des données de base en un temps record et faciliter la participation des membres des communautés. Cependant, il arrive souvent que ces techniques soient utilisées de façon extractive, qu'il s'agisse d'un exercice collectif de cartographie, de randonnée par transect, du classement des problèmes par ordre de priorité ou encore de l'établissement de calendriers, etc. À ce moment, l'information sert alors principalement au chercheur et les besoins en information de la communauté ne sont pas vraiment pris en compte ; il n'y a pas d'activités de restitution qui assureraient le partage des résultats avec les membres de la communauté.

Ainsi, même si on les qualifie de « participatives », il arrive parfois que ces techniques ne fassent que renforcer un processus guidé de l'extérieur. La communication participative insiste sur la nécessité d'adapter les attitudes tout autant que les techniques. En effet, la coproduction de connaissances diffère de la simple collecte de données. De plus, elle peut jouer un rôle essentiel en facilitant la participation aux processus de prise de décision que suppose un projet de recherche ou de développement.

Comprendre le contexte de la communication

Quels sont les groupes qui composent la communauté locale ? Quelles sont les principales coutumes et croyances en ce qui concerne la gestion des terres et de l'eau ? Comment les gens communiquent-ils entre eux à ces sujets ? Quels sont les canaux de communication interpersonnelle efficaces ? Quelles sont les opinions exprimées par les leaders ou échangées par les gens dans des endroits donnés ? Quelles associations et institutions locales les gens utilisent-ils pour échanger de l'information et des points de vue ? Quels moyens de communication modernes et traditionnels sont utilisés ?

Encore une fois, il est utile d'intégrer les aspects biophysiques et sociaux, de même que les éléments de la communication, dans un effort global visant à comprendre le contexte local. Au moment de recueillir de l'information d'ordre général sur la communauté, les intervenants devraient également s'attacher à répertorier les canaux et les outils de communication les plus utilisés, de même que le contexte global dans lequel s'inscrit la communication. Ce travail devrait lui aussi être réalisé en collaboration avec la communauté.

Recenser les connaissances locales et les utiliser

La recension des connaissances locales liées aux pratiques de gestion des ressources naturelles fait partie intégrante du processus de coproduction des connaissances. Elle devrait également être associée à deux autres éléments : la validation de ces connaissances et la définition des connaissances modernes et scientifiques qui pourraient renforcer les savoirs locaux.

Dans certains contextes, des connaissances ou des pratiques locales particulières peuvent fort bien convenir. Cependant, dans d'autres situations, elles peuvent se révéler incomplètes ou présenter peu de valeur réelle. Parfois, certaines pratiques ont pu convenir dans des situations antérieures, mais ces situations ont depuis évolué. Il est donc important de valider les savoirs locaux en les comparant aux données scientifiques et en en discutant avec des experts, des aînés locaux et des membres de la communauté. Il peut aussi être utile de combiner les données scientifiques aux pratiques locales afin de rendre ces dernières plus efficaces ou pour faire en sorte qu'elles correspondent mieux aux besoins locaux.

Un autre point mérite d'être soulevé en ce qui concerne l'utilisation des savoirs locaux. La recherche sur les savoirs locaux a fréquemment été menée de façon extractive, par des gens extérieurs à la communauté. Or, dans un contexte de communication participative, c'est plutôt la communauté elle-même qui devrait décider de l'utilisation de ces savoirs. Ces savoirs doivent aider la communauté à trouver des solutions à ses propres problèmes, plutôt que d'enrichir les connaissances des chercheurs. Deux textes illustrent ces questions relatives à la communication participative et aux connaissances locales.

Dans la recherche menée par Ouattara et Ouattara sur la communication et le développement durable, des femmes ont reçu une formation de facilitatrices afin de pouvoir s'adresser aux autres femmes de la communauté. Par la suite, des réunions ont été organisées séparément pour les hommes et les femmes. Les facilitatrices ont toujours fait valoir auprès des femmes que leurs propres connaissances étaient très importantes dans la recherche de solutions à un problème donné.

Une solution moderne à un problème donné aura aussi plus de chance d'être adoptée s'il existe déjà une pratique semblable au sein de la communauté. Ainsi, au Sahel, l'utilisation de pierres pour protéger les champs contre l'érosion a été facilement acceptée parce que les gens utilisaient déjà des branches mortes pour empêcher l'eau d'envahir leurs champs.

Dans un autre texte, Diarra décrit une situation au Mali où des connaissances ancestrales ont servi à améliorer la production agricole et le bien-être de la communauté. Dans ce cas, une vieille femme du village était capable de prédire les années de pluies abondantes et les années de sécheresse. Elle pouvait ainsi conseiller aux agriculteurs de cultiver les terres situées sur les hauts plateaux (les années de pluies abondantes) ou à proximité de la rivière (les années de sécheresse). C'est pourquoi chaque famille possédait deux lopins de terre, un près de la rivière et l'autre en montagne. Son secret, jalousement gardé, était qu'elle faisait ses prédictions en observant la hauteur à laquelle les hirondelles construisaient leurs nids dans les arbres situés aux abords de la rivière.

Après sa mort, et avec la permission des autorités du village, son secret a été dévoilé aux villageois afin d'inciter la communauté à protéger la rivière, peu profonde, contre une érosion excessive des berges. Les villageois ont accepté de participer aux activités afin de protéger les oiseaux et l'information qu'ils apportaient chaque année. Cette histoire démontre que les connaissances locales peuvent non seulement être utiles dans la vie quotidienne, mais qu'elles peuvent aussi inciter les gens à mieux gérer leurs ressources.

Participation de la communauté locale au diagnostic et à la planification

La communication participative pour le développement aide également la communauté locale à cerner un problème de développement (ou à définir un but commun), à découvrir ses nombreuses dimensions, à formuler des solutions possibles et à choisir celles qu'elle souhaite expérimenter ou mettre en œuvre. Elle facilite aussi les échanges et la collaboration avec tous ceux qui prennent part ou pourraient prendre part au processus.

Par le passé, un grand nombre de chercheurs et de praticiens avaient l'habitude de repérer un problème au sein d'une communauté pour ensuite tenter de convaincre la population locale de participer à l'expérimentation de diverses solutions. Avec la communication participative, l'intervenant devient plutôt le facilitateur d'un processus qui met les communautés locales et les autres parties prenantes à contribution afin de choisir le problème auxquelles elles souhaitent s'attaquer et de définir les façons possibles de le résoudre.

Le processus de communication devrait aider les gens à cerner un problème auquel ils veulent s'attaquer, à comprendre ses causes et à en discuter, à trouver des solutions possibles et à s'entendre sur un ensemble d'activités à expérimenter. On ne saurait trop insister sur le fait que cela ne se produit pas au cours d'une seule réunion avec des représentants de la communauté, comme c'est souvent la pratique.

Parfois, le point de départ d'une intervention n'est pas un problème précis, mais bien un but commun que se fixe une communauté. Comme dans le cas d'un processus visant à résoudre un problème, il s'agira de déterminer un ensemble d'actions permettant d'atteindre ce but.

Idéalement, c'est à ce stade qu'il faudrait définir les objectifs de développement ou de recherche afin de renforcer et d'accompagner l'initiative choisie par la communauté. Toutefois, la plupart du temps, ces objectifs ont déjà été définis dans un projet de recherche ou de développement qui a été conçu avant même de commencer à en discuter avec la communauté. Ce problème peut être résolu en prévoyant de réviser les objectifs initiaux avec la communauté au début du projet de recherche ou de développement. Cependant, dans le meilleur des mondes, les règles administratives des bailleurs de fonds devraient être modifiées, tout comme les habitudes méthodologiques des praticiens, afin de faciliter la participation de la communauté à la définition du projet.

Établissement de partenariats à l'échelon local

Le concept d'établissement de partenariats entre les parties prenantes est au cœur de la communication participative pour le développement.

Il arrive souvent qu'un projet de recherche ou de développement soit mené en collaboration avec une communauté locale, mais sans tenir compte des autres initiatives qui tentent peut-être de mobiliser la même communauté dans d'autres processus participatifs. Ce type de situation peut donner lieu à beaucoup de lassitude au sein des communautés et peut aussi entraîner une « surdose » de participation. Il convient donc de repérer les autres initiatives en cours, d'entrer en communication avec elles et de chercher des possibilités de synergie ou de collaboration.

Ces activités menées avec une communauté locale permettent aussi aux intervenants de trouver des partenaires éventuels pouvant appuyer le processus de recherche ou de développement. Il peut s'agir d'une radio ru-

rale, d'une troupe de théâtre ou d'une ONG qui travaille avec la même communauté. Si des contacts sont établis dès le début du projet, ces groupes sentiront qu'ils peuvent jouer un rôle utile dans sa conception, au lieu d'avoir l'impression d'être de simples prestataires de services.

Les communautés locales sont en lien avec des services techniques publics, des ONG, des initiatives de développement, des médias ruraux, des organismes communautaires et des organismes de recherche. Toutes ces entités arrivent avec leur propre perspective et il arrive souvent qu'il n'y ait aucun lien entre les diverses initiatives de développement. Afin de maximiser les résultats, il semble important d'établir des liens de partenariat et des synergies à l'échelon communautaire.

Or, la collaboration n'est pas toujours facile. Le texte de Ouattara et Ouattara soulève la question de la collaboration avec les techniciens des services gouvernementaux, plus précisément le problème de la cohabitation d'approches participatives et non participatives. De nombreux techniciens sont habitués à exécuter et à mettre en œuvre des programmes déjà définis par les instances gouvernementales. Leur mandat consiste souvent à amener les gens à adopter leurs recommandations et à prendre part à leurs programmes, ce qui est loin d'une démarche participative. Il faut donc prévoir de former à la communication participative les partenaires avec lesquels on souhaite collaborer.

Contraintes et défis

Pour franchir les étapes ci-dessus, certaines conditions doivent être en place. El Dabi donne un exemple où il n'a pas été possible d'implanter un processus de communication participative. L'initiative dont il est question dans son texte visait à définir des mécanismes de mise en œuvre d'un plan de développement stratégique dans le sud de l'Égypte. Il s'agissait notamment de répertorier les obstacles à prendre en compte et de proposer des modifications réalistes propres à favoriser la participation éventuelle des acteurs du secteur public, du secteur privé et de la société civile au développement local.

Les autorités locales devaient être formées à la planification participative et à la CPD. Cette dernière devait être implantée en procédant d'abord à la recension des problèmes, de même qu'à celle des canaux et du matériel de communication déjà en usage. Un programme de formation à l'intention des intervenants devait ensuite être conçu afin qu'ils puissent com-

prendre la démarche de communication participative et l'appliquer au sein de leur communauté. À terme, ces intervenants devaient être aptes à élaborer une stratégie de communication participative en appui aux plans de développement de leur communauté.

La mise en œuvre de ce projet s'est toutefois heurtée à plusieurs obstacles. D'abord, la participation était perçue comme un processus pour permettre aux parties prenantes d'exprimer leurs problèmes, mais non comme un moyen pour qu'ils puissent chercher des solutions à ces problèmes. Ensuite, le temps alloué au diagnostic de communication était insuffisant. Les contraintes de temps ont également fait en sorte que la formation ne pouvait être dispensée de façon participative. Enfin, l'insuffisance des ressources prévues pour institutionnaliser les approches participatives s'est révélée un autre problème important. Par conséquent, il n'a pas été possible d'implanter la communication participative dans ce contexte particulier.

Le texte de Sow et Adjibade présente également des exemples de difficultés pratiques vécues lors de la mise en œuvre d'une démarche de communication participative, en particulier en milieu rural. Ce texte décrit aussi certaines des conditions qui doivent être respectées. Les auteurs rappellent qu'il est important de connaître la langue locale ainsi que les canaux et les outils de communication utilisés au sein de la communauté. Il faut aussi négocier avec les hommes pour assurer la participation des femmes, tenir compte de considérations de temps et de distance, établir des liens de partenariat avec des organisations locales et prendre en compte les autorités locales (traditionnelles, administratives et familiales). De plus, il importe d'harmoniser la compréhension de la CPD parmi les facilitateurs, les décideurs et les participants. Ce texte nous rappelle aussi que la mise en œuvre d'un processus de communication participative nécessite plus de temps qu'on n'en prévoit habituellement dans les initiatives de développement.

Sow et Adjibade soulignent également que les activités de communication participative conduisent généralement à l'expression de besoins d'appui matériel et financier, afin de mettre en œuvre la ou les solutions retenues au cours du processus. Il faut prévoir des façons de répondre à ces besoins, que ce soit lors du projet lui-même ou par l'intermédiaire de partenariats, sans quoi le processus s'arrête là où il devrait commencer. Le texte démontre également qu'il n'est pas utile de séparer les activités de communication participative des activités de développement et qu'il faut prévoir des ressources pour appuyer ces deux aspects complémentaires.

Un autre texte décrit une expérience visant à implanter une démarche de communication participative dans un projet de gestion des ressources naturelles dans la région de Tonle Sap, au Cambodge (Thompson). Cette initiative mettait l'accent sur la communication comme partie intégrante de ses activités. Elle a eu recours à un vaste éventail d'outils et de méthodologies pour informer, éduquer et susciter la participation. Cependant, faute de plan de communication global, ces efforts sont restés limités. La communication participative permet de définir les initiatives communautaires les plus appropriées, de même que les options qui s'offrent à chaque communauté pour assurer la gestion communautaire de ses ressources naturelles. Toutefois, les diverses activités de communication doivent être intégrées dans un plan systématique et stratégique pour en réaliser l'efficacité potentielle.

Stratégies et outils de communication en appui à la gestion des ressources naturelles

En communication participative, les stratégies de communication sont élaborées autour d'une initiative définie par la communauté pour s'attaquer à un problème précis ou atteindre un but commun.

Une fois que les membres de la communauté ont défini une initiative concrète qu'ils souhaitent réaliser, l'étape suivante consiste à répertorier les diverses catégories de personnes les plus touchées par le problème, ainsi que les groupes qui pourraient aider à le résoudre. Il peut s'agir de groupes communautaires en particulier ou d'autres intervenants qui participent à l'initiative ou qui pourraient y participer.

Il importe de percevoir « la communauté » ou « les agriculteurs » non comme des ensembles homogènes, mais comme incluant divers sous-groupes. Chacun de ces sous-groupes a ses propres caractéristiques (ex. : âge, genre, origine ethnique, langue, métier et situation socioéconomique), sa propre façon de percevoir un problème et sa solution, ainsi que sa propre façon d'agir. Dans le même ordre d'idées, les besoins en matière de communication varient considérablement d'un sous-groupe à l'autre.

Dans tous les cas, il importe d'accorder une attention particulière à la problématique hommes-femmes. Les besoins, les rôles sociaux et les responsabilités des hommes et des femmes sont différents. Cela vaut aussi pour l'accès aux ressources, la participation aux processus décisionnels et la

façon de percevoir un problème commun ou les solutions possibles. Ce constat s'applique également aux jeunes. Il existe souvent une nette distinction entre les rôles et les besoins des jeunes filles et ceux des femmes plus âgées, ainsi qu'entre les perceptions des hommes âgés et celles des plus jeunes en ce qui concerne un problème donné. Par conséquent, leurs intérêts et leurs besoins sont différents, tout comme leur façon de voir les choses et la contribution qu'ils peuvent apporter à l'initiative de recherche ou de développement.

Besoins et objectifs en matière de communication

De façon générale, les besoins en matière de développement peuvent être classés en deux catégories : les besoins matériels et les besoins en communication. En effet, tout problème de développement comporte à la fois des besoins en ressources matérielles et des besoins liés aux conditions d'acquisition et de gestion de celles-ci. Il existe également d'autres besoins complémentaires qui concernent la communication et qui ont pour but de partager de l'information, d'influencer des politiques, de résoudre des conflits, de sensibiliser, de faciliter l'apprentissage ainsi que d'appuyer la prise de décisions et l'action concertée. De toute évidence, ces aspects liés aux ressources matérielles et à la communication doivent aller de pair. Tout effort de recherche ou de développement doit en tenir compte de manière systématique.

Cela dit, la communication participative met l'accent davantage sur la deuxième catégorie de besoins. Elle cherche à répondre à ces besoins et, ce faisant, à contribuer à répondre aux besoins en ressources matérielles qui font l'objet de l'initiative de recherche ou de développement.

Les objectifs en matière de communication sont définis à partir des besoins exprimés à cet égard par chaque sous-groupe concerné par le problème que l'on cherche à résoudre. Ces besoins en matière de communication doivent d'abord être définis par les différentes catégories d'intervenants et classés par ordre de priorité. Les choix peuvent être faits en fonction des besoins les plus urgents ou en fonction des possibilités d'action. Ces besoins sont ensuite traduits en un ensemble d'actions qui devraient être réalisées pour répondre à chaque besoin.

La plupart du temps, ces actions sont liées à l'une ou l'autre des fonctions suivantes de la communication : sensibiliser, partager des informa-

tions, faciliter l'apprentissage, appuyer la participation, la prise de décisions et l'action collective, faciliter la médiation de conflits ou encore influencer les politiques.

Utilisation participative des moyens de communication

Il arrive souvent que les intervenants qui veulent utiliser la communication dans leurs activités veuillent d'emblée produire une vidéo, une émission de radio ou une pièce de théâtre sans tenter d'abord de savoir en quoi cet outil de communication contribuera au projet. L'expression « outils de communication » sous-entend qu'ils ne sont ni le « produit » ni le « résultat » des activités de communication.

La communication participative pour le développement adopte une autre perspective. Elle guide les participants dans un processus de planification qui commence par la recension des groupes particuliers ainsi que la définition de leurs besoins et de leurs objectifs en matière de communication. En collaboration avec les membres de la communauté et les autres parties prenantes, l'équipe de recherche ou de développement définit ensuite les activités et les outils de communication appropriés pour atteindre ces objectifs. Il s'agit d'un processus collectif propice au consensus plutôt que d'une stratégie élaborée en dehors de la dynamique sociale.

La communication participative place aussi la communication interpersonnelle sur un pied d'égalité avec les médias, qu'ils soient traditionnels ou modernes. L'important est d'utiliser ces outils de communication de manière à appuyer une communication multidirectionnelle plutôt qu'un processus de transmission d'information.

En ce qui concerne les outils de communication, nous devons tenir compte de deux aspects. Cette question est souvent abordée du point de vue des intervenants qui utilisent des outils de communication en appui à leurs activités. Cependant, les membres de la communauté doivent aussi pouvoir utiliser ces outils de communication à leurs propres fins.

Trois critères semblent particulièrement utiles pour choisir les outils de communication : leur utilisation effective dans la communauté, le coût et les contraintes liées à leur utilisation, ainsi que leur polyvalence. Dans la mesure du possible, nous devrions d'abord avoir recours aux outils qui sont déjà en usage dans la communauté, ou ceux avec lesquels les gens se sentent le plus à l'aise. D'autres critères, comme le coût d'utilisation de l'outil, la

possibilité qu'il continue à être utilisé au-delà de la durée du projet, de même que le type d'utilisation que l'on souhaite en faire, devraient également être pris en compte au moment de choisir les outils les plus appropriés.

En ce qui concerne les outils utilisés par les praticiens de la gestion des ressources naturelles, les textes réunis dans cet ouvrage accordent une attention particulière à différentes combinaisons de communication interpersonnelle et de médias communautaires : les discussions communautaires, le théâtre participatif, la radio, les écoles de terrain, la vidéo, la photographie, les illustrations, etc.

Rencontres causeries

De l'avis général, les rencontres causeries sont un outil de communication important. Cependant, ces discussions supposent aussi un processus et des attitudes particulières de la part du facilitateur.

Le texte de Thiamobiga présente deux exemples des processus à l'œuvre lorsque l'on utilise cet outil. Ce texte fait également état d'un cas particulier où des discussions communautaires ont contribué à la gestion des feux de brousse et à la protection de l'environnement. L'auteur insiste sur le lien entre la communication participative et la palabre, un moyen traditionnel de résoudre les problèmes à l'échelon communautaire.

Théâtre participatif

Le théâtre participatif semble aussi constituer un outil de communication particulièrement prisé. Un autre texte de Thiamobiga décrit l'expérience de femmes agricultrices qui ont utilisé le théâtre-débat comme outil de communication participative. Le théâtre-débat, où la représentation est suivie d'une discussion et où certains passages de la pièce sont repris à la suite des commentaires des participants, a permis d'aborder les problèmes de fertilité des sols avec les agricultrices. L'idée de départ était d'utiliser cet outil pour aider ces femmes à exprimer leurs préoccupations, de même que pour illustrer les causes des problèmes et les solutions possibles. Le processus a toutefois donné naissance à un processus d'autonomisation, où les femmes ont décidé de jouer elles-mêmes sur scène.

Dans la culture de la localité dont il est question dans ce texte, il existe une cérémonie traditionnelle qui a lieu en période de sécheresse. Lors de cette cérémonie, les femmes sont autorisées à se déguiser en hommes pour appeler la pluie. Les participantes ont choisi d'avoir recours à cette cérémonie afin de pouvoir mettre sur la place publique des sujets que les femmes de la communauté n'auraient pu aborder directement, sans risquer d'offenser les hommes. En effet, pendant cette cérémonie, les hommes n'ont pas le droit de se vexer.

En participant à la discussion pour cerner les problèmes liés à la fertilité des sols et en apprenant à s'exprimer en tant que comédiennes dans une pièce de théâtre, les femmes ont non seulement réussi à aborder la question de la fertilité des sols, mais elles ont aussi pris confiance en elles et commencé à s'affirmer davantage. En outre, cette initiative a connu beaucoup de succès parce qu'il s'agissait de femmes originaires de la communauté qui discutaient avec les autres habitants du village, et non d'agents de développement extérieurs à la communauté.

Toutefois, cette participation de membres de la communauté, dans ce cas-ci des agricultrices, a suscité des attentes auxquelles il n'a pas été possible de répondre après la fin de l'intervention. Il n'y pas eu de suivi direct après cette expérimentation et, même si l'expérience a permis aux participantes d'acquérir une plus grande autonomie, elle a eu peu d'effet à un niveau plus global. Ce problème démontre que, dès l'étape de la planification, il importe de prévoir comment celle-ci sera éventuellement élargie à d'autres communautés.

Radio et communication participative

Un autre texte de Ouattara et Ouattara nous rappelle que la radio est le moyen de communication le plus utilisé en milieu rural africain, mais aussi qu'elle est encore sous-développée en tant qu'outil de communication participative.

Lors de cette initiative, les chercheurs ont commencé à utiliser la radio pour promouvoir la participation des villageois, tout en mettant en place une stratégie de communication fondée sur des communicateurs « endogènes ». Les émissions étaient conçues à partir d'entrevues et de discussions avec des membres de la communauté, par une équipe de communication constituée d'un producteur d'émissions de radio, d'un représentant des agriculteurs et d'un représentant d'une structure de développement active dans

la région. Les agriculteurs-producteurs ont reçu une formation de façon à ce qu'ils puissent préparer les activités sur le terrain, participer à la production des émissions et recueillir des commentaires auprès des auditeurs après la diffusion.

D'autres activités ont ensuite été lancées pour compléter l'approche médiatique et renforcer la participation communautaire. Les problèmes de gestion des ressources naturelles ont d'abord été répertoriés. Puis, des solutions possibles ont été proposées à des groupes de discussion constitués de femmes, de jeunes et d'hommes adultes. Dans chaque localité, un comité a été créé afin de définir les activités qui pourraient répondre aux besoins prioritaires. À l'échelon des villages, un comité de communication a été chargé d'en faciliter la mise en œuvre. Ces activités de terrain ont ensuite servi à produire des émissions de radio qui ont été diffusées par la station de radio rurale locale entre les visites sur le terrain. Au cours de ces émissions, des questions de première importance posées par des membres de la communauté ont fait l'objet de discussions. Des spécialistes ont également été appelés à commenter ces questions, en établissant un dialogue avec les membres de la communauté.

Ces activités ont ouvert un espace de dialogue sur les problèmes de gestion des ressources naturelles au sein des communautés, tout en favorisant une synergie entre différents acteurs du développement qui intervenaient dans la même localité. Les membres de la communauté ont participé aux échanges et à la prise de décision et se sont ensuite engagés dans un processus de recherche active de solutions, plutôt que d'attendre passivement une aide extérieure. À titre d'exemple, en relançant le dialogue entre agriculteurs et éleveurs et en donnant aux femmes l'occasion de se faire entendre lors des réunions communautaires, ils ont réussi à se débarrasser d'un parasite qui infestait les orangers.

Cependant, cette expérience démontre aussi les difficultés auxquelles peut donner lieu l'approche participative, en particulier le danger de susciter des attentes sans pouvoir y répondre par la suite. Par exemple, après que les discussions avec la communauté eurent démontré que le manque d'accès à l'eau potable était le problème prioritaire dans la localité, l'équipe n'avait pas beaucoup de solutions à proposer parce qu'on n'avait pas établi de lien entre l'initiative de communication et une initiative de développement spécialisée dans ce domaine. Il n'y avait pas non plus de structure locale dotée des ressources techniques et financières nécessaires pour répondre à ces besoins.

Un texte de Radio Ada (Larweh) décrit une situation où une communauté a dû choisir entre deux options : migrer ou assainir son cours d'eau étouffé par les mauvaises herbes, les arbres et les détritus. En fait, ce cours d'eau disparaissait pendant la majeure partie de l'année. La radio communautaire s'est inscrite dans un processus au cours duquel la communauté a examiné la situation et décidé de draguer le cours d'eau, entravé par les détritus qui s'y étaient accumulés depuis 40 ans. Des communautés voisines ont elles aussi participé au travail collectif. Au bout de quatre ans, la rivière avait recommencé à irriguer les champs et était redevenue navigable. Ainsi par la communication participative, la communauté a pu s'unir autour d'un même but et transformer sa situation par ses propres moyens.

Vidéo, photographie, affiches et brochures

Dans d'autres situations, en particulier celles qui visent l'autonomisation des populations, les membres de la communauté voudront utiliser eux-mêmes les outils de communication ou prendre les décisions relatives à la conception, à la production et à l'utilisation des outils de communication. Ce type de contribution de la part d'une communauté est bien documenté dans un texte qui nous vient d'Ouganda (Odoi), qui décrit comment des villageois ont appris les rudiments de la production vidéo, de la photographie et de la production d'affiches et de brochures.

Ce texte raconte l'expérience d'agriculteurs qui ont repris la production d'un document vidéo initialement produit par l'équipe de recherche pour faire part des résultats de leurs activités à d'autres agriculteurs. En fait, les agriculteurs ont voulu le reprendre parce qu'ils étaient convaincus qu'ils pouvaient mieux communiquer leurs propres messages et leurs propres expériences. Ils ont défini qui présenterait quoi et comment, ont établi une nouvelle date de tournage et, le moment venu, ont informé les chercheurs qu'ils étaient prêts pour le tournage. Cela ne serait jamais arrivé si les chercheurs n'avaient pas amorcé un processus de communication participative avec les agriculteurs. Il s'agit d'un exemple clair du renforcement de leur capacité à prendre en charge leur propre développement.

La même chose s'est produite pour les photographies. Une fois les clichés développés, les agriculteurs ont refusé de les utiliser et ont décidé de les reprendre eux-mêmes. À un moment donné, les chercheurs étaient découragés et se demandaient quand le processus de production prendrait fin.

Quant aux documents imprimés, l'auteur explique que les agriculteurs n'ont pas eu de mal à produire une brochure, mais que la production de l'affiche s'est révélée plus difficile parce que le concept était nouveau pour eux. À titre d'exemple, après avoir examiné une affiche sur les bonnes pratiques en matière d'eau et d'hygiène placardée à l'entrée de la salle communautaire, les agriculteurs ont déclaré qu'on y voyait quelqu'un en train d'apprendre à écrire. Il est clair que l'outil n'était pas adapté à cette communauté.

Les outils de communication devraient également être considérés du point de vue de leur utilisation. Dans un cas survenu au Liban (Hamadeh et collab.), un mode de communication traditionnel utilisé pour régler les différends au sein des communautés a servi d'inspiration à une initiative qui a eu recours à la vidéo pour résoudre les conflits et permettre aux groupes les plus marginalisés de s'exprimer.

Cette recherche visait à comprendre les changements survenus dans la gestion des ressources dans un village de montagne isolé en voie de passer d'une économie traditionnelle fondée sur la production de céréales et de bétail à un système de culture de fruits. Elle visait également à améliorer les perspectives de développement communautaire durable. Les membres de la communauté ont participé aux étapes de la recherche. On a aussi cherché à renforcer les capacités communautaires par l'établissement d'un réseau d'utilisateurs locaux.

Ce réseau a servi de médium pour réunir les utilisateurs des ressources (femmes, producteurs de cerises, propriétaires de troupeaux), les chercheurs, les représentants de projets de développement, des fonctionnaires et des représentants des décideurs traditionnels. Il a également favorisé la participation, la communication et le renforcement des capacités.

Lors de cette initiative, on a eu recours à un mode de communication et de règlement des différends traditionnel appelé *majli* (assemblée) qui permet de discuter des problèmes au sein de la communauté. Au fur et à mesure que le réseau prenait de l'ampleur, les chercheurs ont commencé à mieux comprendre les principes de la communication. La nécessité de créer des sous-réseaux spécialisés s'est alors imposée. Deux sous-réseaux portant sur les principaux secteurs de production du village (bétail et culture de fruits) ont donc été créés, de même qu'un troisième qui portait sur les besoins des femmes.

Le projet a eu recours surtout à des outils et à des pratiques de communication interpersonnelle : tables rondes, stages d'étudiants sur le terrain, expérimentation conjointe de bonnes pratiques de gestion des ressources naturelles et ateliers sur différents thèmes s'y rapportant. De courts documents vidéo ont également été produits et utilisés pendant les réunions.

Par ailleurs, une expérimentation visant à utiliser la vidéo pour susciter un dialogue et régler les conflits au sein de la collectivité a aussi été menée. Des groupes marginalisés ont ainsi pu exprimer leur point de vue. Les images ont contribué à jeter un nouvel éclairage sur certains aspects des dissensions et des conflits qui étaient jusque-là restés dans l'ombre. Les vidéos, qui ont été projetées en présence de toutes les parties, ont été suivies de discussions, qui ont elles aussi été filmées. Par la suite, une version révisée de la vidéo comprenant les discussions antérieures a été projetée pour tout le village jusqu'à ce qu'un dialogue constructif commence à prendre forme dans l'auditoire. La vidéo a également été utilisée pour mettre en évidence la productivité économique des femmes et provoquer des discussions.

On a constaté que la vidéo aidait les groupes marginalisés à s'exprimer, alors qu'ils sont généralement réticents à le faire dans les réunions officielles. On a aussi constaté que la vidéo suscitait la discussion entre différentes factions et qu'elle contribuait à sensibiliser les gens.

Influencer les politiques ou contribuer à leur mise en œuvre

Pour promouvoir la lutte contre la pauvreté, la sécurité alimentaire et la pérennité de l'environnement, il est également nécessaire d'agir sur le cadre institutionnel et législatif. Les autorités, les décideurs et les prestataires de services à l'échelon local et national contribuent tous à l'élaboration et à l'application du cadre de réglementation dans lequel s'inscrivent les changements nécessaires. Il est donc important de faciliter le dialogue à ce niveau afin de mobiliser l'appui nécessaire aux initiatives concrètes qui sont mises de l'avant par les communautés locales.

En tant qu'acteur du processus de communication, le chercheur ou le praticien de la gestion des ressources naturelles a pour rôle de faciliter le dialogue entre les autorités, les décideurs et les prestataires de services à l'échelon local et national. Il doit aussi contribuer à l'établissement d'un dialogue entre la communauté et l'environnement politique.

Deux textes du Cambodge (Kimhy, Kimhy et Pinreak) présentent des exemples de la façon dont la communication participative peut influencer les politiques et contribuer à leur mise en œuvre.

Le premier texte décrit les expériences de communautés autochtones qui ont évalué un projet de gestion des ressources naturelles mis en œuvre par le gouvernement et présenté leurs conclusions à des fonctionnaires. Leur exposé comprenait des recommandations au gouvernement dans un contexte où les fonctionnaires ont l'habitude de dire aux communautés ce qu'elles doivent faire. Dans ce cas-ci, l'évaluation a servi d'outil d'autonomisation pour les membres de la communauté et d'outil de plaidoyer pour influencer le gouvernement.

Le deuxième texte décrit une situation où une équipe se rendait dans des villages à l'occasion de l'entrée en vigueur d'une nouvelle loi sur la vulgarisation des droits fonciers, afin d'informer les populations de leurs droits et des lois en vigueur. Il est difficile de transmettre de l'information et des connaissances au-delà des barrières culturelles et linguistiques, mais la tâche se complique nettement quand certains concepts n'existent même pas dans la langue des gens avec qui l'on veut établir un dialogue. C'était le cas dans ce projet, car des concepts tels que les lois et les titres fonciers étaient inconnus de ces communautés autochtones. Cependant, il était important de les leur faire connaître, car ces communautés étaient en voie de perdre leurs terres et leurs forêts aux mains d'étrangers bien nantis. Les communautés se sentaient dépourvues face à cette situation.

Dans un premier temps, l'équipe, qui ne parlait pas les langues autochtones et avait préparé ses documents d'information sans la participation des communautés, n'a pas réussi à communiquer avec elles. Par la suite, elle a expérimenté une nouvelle approche en faisant participer les membres des communautés à la préparation des sessions d'information et des outils de communication. L'équipe a également accueilli des autochtones dans ses rangs, à titre de membres à part entière de l'équipe de vulgarisation des droits fonciers. Par conséquent, la façon de travailler avec les communautés s'en est trouvée considérablement modifiée.

Par ailleurs, les membres de l'équipe ont aussi appuyé les communautés pour qu'elles puissent analyser leurs moyens de subsistance. Les idées exprimées par les communautés ont été représentées par des dessins, que les communautés ont ensuite révisés. Dans ce cas, les éléments visuels ont grandement contribué à stimuler la discussion et l'expression des différents points de vue.

Un autre texte, qui nous vient cette fois des Philippines (Torres), explique comment la communication participative a contribué à la gestion des ressources naturelles avec des populations autochtones. Lorsque les Philippines ont adopté la gestion communautaire des forêts en tant que stratégie nationale, certaines questions ont fait surface en ce qui concerne la capacité des communautés à s'acquitter des tâches et des fonctions qui leur étaient dévolues.

C'est dans ce contexte que l'Association pour le développement communautaire de Bayangong, qui regroupe des populations des régions montagneuses, a pu affirmer et officialiser son contrôle sur des terres forestières que ses membres occupaient *de facto* depuis nombre d'années. À cette fin, les membres de la communauté ont entrepris un processus de planification de la gestion participative des ressources. La CPD a été au cœur de la méthode utilisée tout au long de cette recherche-action, qui s'est échelonnée sur une année.

Cette expérience a aidé les participants à mieux saisir la qualité de leurs ressources, à évaluer leurs propres capacités et leurs faiblesses, ainsi qu'à cerner les menaces internes et externes, de même que les moyens d'y faire face. Elle leur a permis d'acquérir les connaissances, les attitudes et les compétences nécessaires pour mieux gérer leurs terres forestières et implanter des méthodes de gestion rationnelles. L'expérience leur a aussi appris à se montrer plus ouverts et à affirmer davantage leurs droits. Ils ont acquis une plus grande autonomie en définissant leurs besoins et en tentant d'y répondre à l'aide des ressources disponibles dans leur milieu plutôt que de se tourner d'emblée vers des sources d'aide extérieures.

La communication participative a joué un rôle essentiel dans ce processus. Elle a notamment permis d'instaurer un climat favorable à la prise de contrôle des terres forestières par la communauté. Toutefois, ce succès n'est pas attribuable seulement à la communication. D'autres facteurs, tels que l'existence d'un capital social important et de politiques appropriées, de même que l'appui fourni par des acteurs extérieurs, ont aussi joué un rôle. Toutefois, la spécificité de cette initiative réside dans le fait que la communication participative a permis l'évolution d'un processus de « participation-engagement » différent du processus habituel de « participation-mobilisation ».

Un texte d'Indonésie (Jahi) décrit un projet de recherche qui a débuté par une question soulevée par des chercheurs au moment où ils réalisaient une étude visant à recueillir les données de base dans une région rurale

éloignée. À ce moment, les chercheurs voulaient savoir si les agriculteurs pauvres et les travailleurs agricoles sans terre qui vivaient dans la région pourraient participer à la gestion d'une bande de terre publique le long d'une rivière et en retirer des bénéfices.

La loi interdisait les activités agricoles sur cette bande de terre. Seule la production d'herbe et la plantation d'arbres qui aideraient à stabiliser les sols était autorisée sur les berges, qui avaient été relevées pour éviter les inondations. Or, en dépit de cette loi, des agriculteurs sans terre continuaient de cultiver sur les berges. Des fonctionnaires du ministère des Travaux publics procédaient chaque fois à la destruction de leurs récoltes, en vertu des règlements en vigueur. Les parties en sont finalement venues à une entente : les agriculteurs pourraient poursuivre leurs activités, à condition de faire pousser l'herbe à au moins un mètre de la rive. De plus, l'élevage de moutons serait encouragé.

Les chercheurs ont par la suite établi des liens entre des chercheurs universitaires, des représentants d'administrations locales, des services de vulgarisation, les autorités villageoises et les communautés agricoles locales. Des outils de communication tels que des diaporamas, des affiches et des bandes dessinées ont été préparés et mis à l'essai auprès des agriculteurs et des agents de vulgarisation. Différents thèmes ont été abordés, en fonction des auditoires. Ainsi, les exposés sur les possibilités offertes par l'élevage du mouton s'adressaient aux décideurs locaux. Ceux qui étaient destinés aux agents de vulgarisation et aux agriculteurs portaient sur des aspects de la production de moutons et du budget des familles rurales.

Par la suite, des activités de renforcement des capacités des leaders paysans et des agents de vulgarisation ont été réalisées. Des prêts en nature, sous forme de moutons, ont été accordés aux agriculteurs, qui ont accepté de remettre une partie de la progéniture de leurs bêtes au projet. Des activités de surveillance et d'encadrement ont aussi été proposées aux leaders paysans, qui ont accepté de partager l'information avec d'autres agriculteurs après avoir acquis suffisamment d'expérience.

Par ailleurs, la communication d'agriculteur à agriculteur a été encouragée. Ce faisant, on a constaté qu'il s'agissait d'un moyen plus efficace de susciter l'intérêt des agriculteurs que ceux qui étaient auparavant utilisés par les chercheurs ou les agents de vulgarisation. L'expérience a aussi suscité l'intérêt d'acteurs des secteurs public et privé pour appuyer des activités économiques telles que l'élevage de moutons. Quinze ans après le début du projet, la production de bétail s'est nettement développée dans le district.

Encore aujourd'hui, de petits agriculteurs peuvent gagner leur vie grâce à cette activité.

Dans le domaine des politiques, il existe certaines situations où la communication participative doit aider à trouver des solutions tout en coexistant avec de « mauvaises » politiques. Le texte qui présente le cas du Parc national Kahusi-Biega, en République démocratique du Congo (Mumbu), rapporte une situation où une mesure de conservation (la création d'un parc pour protéger un écosystème unique et une population de gorilles de montagne) a été appliquée de façon verticale, sans la participation de la population qui vit sur ce nouveau territoire protégé ou dans les environs de celui-ci. Dans ce modèle de conservation, la population était exclue de la gestion des ressources naturelles. Par conséquent, elle refusait de participer à la mise en œuvre de cette nouvelle mesure impopulaire, avec laquelle elle n'était pas d'accord.

Il a donc fallu préparer un plan de rechange. À l'aide de techniques de communication environnementale et en collaboration avec les populations vivant dans la zone, le projet a commencé à planifier et à mettre sur pied des activités de développement communautaire compatibles avec la conservation du parc et de ses ressources naturelles. Ces activités ont rapidement mené à la création de mécanismes de gestion participative. En peu de temps, quelque 200 « Parlements de village » ont été mis sur pied pour faciliter le processus. Les communautés ont non seulement changé d'avis à l'égard du parc, mais elles ont même commencé à assurer sa protection.

La promotion de politiques va de pair avec l'action collective. Un cas d'Afrique de l'Ouest (Ouoba) raconte la vie quotidienne d'une femme rurale du Sahel africain et décrit ses difficultés en ce qui concerne les ressources naturelles : manque d'accès à l'eau et au bois de chauffe, problèmes de fertilité des sols et impossibilité d'accéder à la propriété foncière. Il décrit aussi les efforts déployés par une association de femmes rurales pour trouver des réponses collectives à ces problèmes individuels. Les solutions aux problèmes de gestion des ressources naturelles que connaissent les femmes rurales doivent résulter de leurs propres efforts, un processus que la communication participative peut faciliter.

Ouoba raconte également une expérience qui visait à élaborer un plan d'action en gestion des ressources naturelles avec des femmes rurales d'Afrique de l'Ouest. Cette expérience démontre que de telles initiatives s'inscrivent dans un processus d'autonomisation dans lequel des groupes marginalisés qui n'ont pas l'habitude de s'exprimer sur ces questions pren-

nent confiance en eux et apprennent à faire connaître leurs difficultés et leurs besoins, ainsi qu'à formuler des idées d'actions précises pour y répondre.

Aspects relatifs au renforcement des capacités

Les chercheurs et les praticiens de la gestion des ressources naturelles doivent s'approprier la communication participative et, plus généralement, l'utilisation de la communication pour appuyer un processus de recherche ou de développement participatif. La communication participative doit aussi faire l'objet d'échanges et de discussions avec les autres intervenants qui participent à ces activités, par exemple les membres de la communauté.

Cinq documents (Adandedjan et Niang ; Caballero et Cadiz ; Kaumba et Kamlongera ; Velasco et Matulac ; Quiamco) traitent d'un programme d'apprentissage et de recherche en communication participative pour le développement nommé Isang Bagsak. L'expression *Isang Bagsak*, qui vient des Philippines, signifie *arriver à un consensus, à une entente*. Parce qu'elle renvoie à la communication en tant que processus participatif, cette expression a donné son nom au programme.

Le programme vise à accroître les capacités des praticiens, des chercheurs et des autres parties prenantes actives dans le domaine de l'environnement et de la gestion des ressources naturelles à utiliser la communication participative pour travailler plus efficacement avec les communautés locales. Le programme cherche notamment à améliorer les capacités des praticiens et des chercheurs à communiquer avec les communautés locales et les autres parties prenantes. Il vise également à faire en sorte qu'ils soient capables de planifier, en collaboration avec les membres de la communauté, des stratégies de communication en appui à des initiatives de développement communautaire.

Le programme combine des activités en face à face à un forum électronique et à des activités terrain. Le forum électronique permet au programme de répondre aux besoins des chercheurs et des praticiens qui ne peuvent pas s'absenter facilement de leur travail pour assister à un cours donné sur un campus. Le programme est présentement en cours en Asie du Sud-Est, en Afrique australe et de l'Est, ainsi qu'au Sahel.

En Asie du Sud-Est, Isang Bagsak est mis en œuvre par le Collège de communication pour le développement de l'Université des Philippines à Los Baños dans trois pays de la sous-région, soit les Philippines, le Cambodge et le Viêt Nam.

Aux Philippines, le programme est mis en œuvre en partenariat avec PANLIPI, une ONG qui fournit des services d'aide juridique aux autochtones philippins. Le programme vise à intégrer les peuples autochtones aux efforts de co-apprentissage en matière de gestion des ressources naturelles.

Au Viêt Nam, le renforcement des capacités en communication participative vise à améliorer la gestion des ressources côtières, à comprendre comment on peut influencer les politiques locales et à former un réseau national de gestion communautaire des ressources côtières. En outre, une version vietnamienne du programme, appelée Vong Tay Lon, a été lancée.

Au Cambodge, les participants proviennent du Service d'administration des forêts, un organisme national nouvellement créé qui est chargé de formuler et d'appliquer des politiques forestières sur plus de la moitié de la superficie totale du pays. Son mandat comprend notamment l'élaboration d'un énoncé de politique forestière nationale, un exercice auquel participeront tous les intervenants concernés par cette question.

En Afrique australe et de l'Est, le programme est mis en œuvre au Zimbabwe, au Malawi et en Ouganda par le Centre de communication pour le développement de la communauté de développement de l'Afrique australe (SADC-CDC). Par la communication participative, le programme vise à faciliter la collaboration entre décideurs, planificateurs, agents de développement et communautés en vue d'améliorer la gestion de l'environnement et des ressources naturelles, de même que les initiatives de recherche et de développement. Le programme travaille en partenariat avec l'Organisation nationale de recherche en agriculture en Ouganda, avec une initiative de recherche en gestion des ressources naturelles appelée Projet d'action dans les zones en marge du désert au Malawi, ainsi qu'avec le ministère de la Recherche agricole et de la Vulgarisation au Zimbabwe.

Une autre initiative, mise en œuvre par le programme Sahel du Centre international de recherche en agroforesterie (ICRAF-Sahel), a aussi démarré au Sénégal, au Burkina Faso et au Mali. Dans cette région, le programme Isang Bagsak a été mis sur pied après qu'on eut constaté le faible taux d'adoption de nouvelles technologies agroforestières par les populations auxquelles elles étaient destinées, malgré tous les efforts déployés pour les promouvoir. Ce constat a entraîné une remise en question des méthodologies de recherche. Le programme vise à renforcer les capacités des acteurs afin de leur permettre de coproduire et de codiffuser de nouvelles connaissances, en collaboration avec tous les intervenants concernés.

Deux autres textes traitent eux aussi du renforcement des compétences. El Hadidy aborde cette question dans le contexte de la région arabe, tout en situant la communication participative dans le cadre plus vaste du développement participatif. Elle préconise que les praticiens se livrent à une réflexion critique sur leurs pratiques. Elle soutient que le mode de fonctionnement qui vise à transmettre un savoir-faire et des compétences spécialisées n'est pas suffisant. En effet, ce concept sous-entend que des compétences sont transmises par ceux qui en ont à ceux qui n'en ont pas, au lieu de reconnaître que chaque praticien a des compétences qui ne demandent qu'à se révéler.

Contrairement au renforcement des compétences qui exige une approche axée sur le « savoir-faire », comme la rédaction de propositions ou la planification commerciale, le renforcement des capacités en communication participative devrait chercher avant tout à reconnaître que la communication est un processus naturel. L'auteur préconise donc une approche qui vise à faciliter « l'auto-apprentissage ». Ce processus va de pair avec la documentation et la discussion des pratiques locales en matière de participation.

Un autre texte, qui nous vient cette fois de la FAO (Acunzo et Thompson), décrit un effort national de renforcement des capacités au Cambodge qui devait aider une équipe de communication composée de membres du personnel des services de communication de deux ministères à concevoir et à mettre en œuvre des interventions en matière d'information et de communication. Ces interventions visaient notamment à appuyer les plans et les efforts des communautés locales en matière de gestion des ressources naturelles. La démarche était axée sur l'application de stratégies d'information et de communication sur le terrain, ainsi que sur la formation en milieu de travail sur des sites pilotes. Le processus d'apprentissage comprenait une analyse participative, la formation des villageois, la conception et la production de matériel, ainsi que le suivi et l'évaluation des progrès réalisés en ce qui concerne les méthodes d'agriculture et de pêche. Le texte décrit les leçons tirées de cette initiative, de même que les contraintes auxquelles elle a dû faire face. Au nombre des défis rencontrés, les auteurs expliquent qu'en raison de l'insuffisance des budgets opérationnels les membres de l'équipe de communication qui venaient d'être formés n'ont pas eu suffisamment d'occasions d'appliquer leurs nouvelles compétences. Une situation similaire s'est produite dans d'autres initiatives de renforcement des capacités. Cette question mérite donc qu'on s'y attarde, afin de voir

comment ces efforts peuvent mieux s'intégrer aux plans opérationnels des institutions ciblées.

Enfin, les efforts de renforcement des capacités et de co-apprentissage devraient aussi documenter et promouvoir l'utilisation systématique de la communication participative pour le développement appliquée à la gestion des ressources naturelles.

En premier lieu, il importe de préciser qu'il n'existe pas de recette universelle pour amorcer un tel processus. Il faut chaque fois chercher la meilleure façon d'établir le processus de communication entre les sous-groupes au sein de la communauté et les diverses parties prenantes, dans le but de faciliter et d'appuyer la participation à une initiative menée par une communauté pour susciter le changement.

Cependant, la participation au processus de planification revêt une importance particulière. Nous avons déjà insisté sur le fait que, pour utiliser une démarche de communication participative pour le développement, les intervenants doivent adopter de nouvelles attitudes. En effet, nombreux sont ceux qui ont l'habitude de cerner un problème dans une communauté donnée et qui cherchent ensuite à expérimenter des solutions avec la collaboration de la population locale. Sur le plan de la communication, cette approche se traduit par une tendance à informer sur les nombreuses dimensions de ce problème et à faire connaître les solutions qui devraient être mises en œuvre, selon le point de vue des experts. Malgré que ces pratiques aient peu d'effet, de nombreux intervenants y ont encore recours.

L'utilisation de la communication participative pour le développement demande de faciliter la participation de la communauté aux efforts pour cerner un problème de développement (ou définir un but commun), de découvrir ses nombreuses facettes, de chercher des solutions possibles et de décider d'un ensemble de mesures concrètes pouvant être expérimentées. La responsabilité n'appartient plus uniquement aux chercheurs ou aux praticiens du développement et à leur organisation.

La communication participative vient en appui à la recherche participative. Ce processus est habituellement représenté sous forme de quatre grandes phases interreliées. Ces phases sont le choix et l'analyse du problème à résoudre, la planification, l'expérimentation, y compris le suivi et l'évaluation, et, finalement, l'appréciation des résultats. Au terme du processus, on décide soit de revenir à la case départ (choix et analyse du problème) soit de commencer un autre cycle, ou encore de réviser la planification

ou d'intensifier les efforts, en entamant un autre cycle de planification, de mise en œuvre et d'appréciation des résultats.

Le modèle de la communication participative pour le développement vient en appui à ce processus. Il propose un processus global et systématique en dix étapes, qui doivent être vues comme des points de repère plutôt que des étapes qui doivent nécessairement se réaliser dans un ordre immuable. Ces étapes sont :

- Étape 1 : Établir une relation avec une communauté et approfondir sa compréhension du contexte local.
- Étape 2 : Faire participer la communauté à la définition d'un problème, des solutions possibles et à une décision concernant la réalisation d'une initiative concrète.
- Étape 3 : Identifier les groupes communautaires et les autres intervenants concernés par le problème et l'initiative de développement.
- Étape 4 : Déterminer les besoins et établir les objectifs et les activités de communication.
- Étape 5 : Choisir les moyens de communication appropriés.
- Étape 6 : Préparer et prétester les contenus et le matériel de communication.
- Étape 7 : Faciliter la mise en place de partenariats et réviser la planification.
- Étape 8 : Établir un plan de suivi et de mise en œuvre.
- Étape 9 : Assurer le suivi et l'évaluation de la stratégie de communication et documenter le processus de recherche ou de développement.
- Étape 10 : Mettre au point une stratégie d'utilisation des résultats.

Tel que mentionné ci-dessus, ce processus n'est pas séquentiel. Certaines de ces étapes peuvent être réalisées en parallèle ou dans un ordre différent. On peut aussi les définir autrement, selon le contexte. Il s'agit d'un processus continu, plutôt que linéaire. Cependant, ces étapes peuvent être utiles pour guider les intervenants dans leur démarche.

Aspects institutionnels

La mise en œuvre de la communication participative pour le développement se heurte aux mêmes contraintes que le processus de développement participatif qu'elle appuie : elle demande du temps, des ressources et des modalités pratiques qu'on peut assurer seulement en négociant avec les bailleurs de fonds concernés.

Lancement du processus

Dans la culture traditionnelle du développement, l'aide financière n'arrive souvent qu'après l'examen et l'approbation d'une proposition officielle, qu'il s'agisse d'un projet de recherche ou d'un projet de développement. Pour qu'elle puisse franchir toutes les étapes d'examen et d'acceptation des demandes d'appui financier, la proposition doit être claire et complète. Il faut définir clairement le problème de développement ou le but visé, justifier le projet, décrire les objectifs avec précision et donner le détail de toutes les activités. Bien entendu, la proposition doit comprendre un budget détaillé, accompagné de toutes les notes budgétaires pertinentes.

De plus en plus d'organisations remettent désormais en question cette façon de faire et préconisent une approche par programme plutôt que par projets individuels. Cependant, dans la plupart des cas, c'est encore l'approche par projets qui prévaut. Il est important d'inscrire cette question à l'ordre du jour des bailleurs de fonds et d'appeler à une révision de ce processus. En effet, si nous voulons mettre en marche un processus de développement participatif où les membres de la communauté et les autres parties prenantes ont leur mot à dire à toutes les étapes du processus, il faut du temps et des ressources.

Lorsque l'on ne dispose pas du temps ni des ressources nécessaires, deux modalités peuvent être proposées aux bailleurs de fonds. La première consiste à présenter une proposition préliminaire qui vise à définir et à planifier le projet avec la participation de toutes les parties prenantes concernées. La deuxième, qui est en fait un second choix au cas où la première option ne serait pas possible, consiste à bâtir la proposition de façon à en permettre la révision avec les membres de la communauté et les autres parties prenantes.

Changements au cours de la mise en œuvre de l'initiative

Au fur et à mesure que la participation prend de l'ampleur et que de plus en plus de points de vue sont exprimés, un consensus plus large commence à émerger et des décisions sont prises, pavant ainsi la voie au changement. Il importe donc de toujours garder à l'esprit qu'il s'agit d'un processus itératif, où des modifications peuvent être apportées aux plans initiaux pour faciliter l'atteinte des objectifs.

À cet égard, il peut être utile d'aborder cette question avec les bailleurs de fonds concernés, étant donné que, dans certains cas, les conditions de financement stipulent qu'aucun changement ne peut être apporté une fois la proposition acceptée. Or, une discussion franche avec un bailleur de fonds peut souvent permettre un assouplissement des règles en vigueur.

Considérations relatives au temps

La durée des activités constitue un autre problème que les chercheurs doivent souvent affronter. Les initiatives proposées sont souvent échelonnées sur une période de deux ou trois ans. Or, la participation prend du temps, de sorte qu'une durée de deux ou trois ans peut parfois être insuffisante pour atteindre les résultats attendus. Ainsi, même si ceux-ci ne se sont pas encore concrétisés, il est important de répertorier les progrès accomplis par l'activité de recherche ou de développement et de présenter les arguments en faveur du maintien de l'appui. Cela démontre aussi l'importance d'un mécanisme d'évaluation continu mis en place pendant le processus.

Perspectives régionales

Deux documents, l'un d'Afrique et l'autre d'Asie, abordent la communication participative pour le développement d'un point de vue régional.

En Asie, Quebral, qui a été la première à utiliser l'expression « communication pour le développement », il y a plus de 30 ans, retrace l'évolution des approches participatives en matière de communication pour le développement. Le texte situe cette évolution dans le contexte des unités, des départements et des collèges de communication dans les universités asiatiques et dans l'optique de la lutte contre la faim et la pauvreté. L'auteur fait remarquer que la communication pour le développement ne s'identifie

pas à la technologie en tant que telle, mais bien aux personnes et, en particulier, aux populations défavorisées des régions rurales. La communication participative pour le développement utilise les outils et les méthodes de communication nécessaires pour donner aux gens les capacités et les informations dont ils ont besoin pour prendre leurs propres décisions.

Le texte souligne qu'il importe de ne pas balayer du revers de la main les méthodologies qui ont marqué les débuts de la communication pour le développement. La discipline ayant évolué, il est important de reconnaître les résultats et de s'appuyer sur ce qui a été accompli au cours des dernières décennies. Les modèles plus anciens demeurent pertinents dans certaines situations ; il peut donc être opportun d'y avoir recours lorsque la situation s'y prête. Le texte présente aussi les leçons et les observations tirées de cette expérience asiatique.

Dans le contexte de la gestion des ressources naturelles, Quebral insiste sur l'importance de trouver un équilibre entre la technologie et l'autonomisation des populations. Elle met également en relief les façons dont la communication participative peut aider les populations à bien cerner leurs problèmes et à choisir les technologies qu'elles veulent expérimenter.

Dans un texte qui présente un autre point de vue régional, Boafó décrit et analyse l'application de la communication participative pour le développement dans le contexte africain et insiste sur les liens entre la communication et les aspects du développement sur le continent.

Depuis les années 1960 et 1970, un grand nombre de stratégies et de démarches de communication pour le développement ont été utilisées dans de nombreux programmes et projets. Cependant, il reste encore beaucoup à faire pour venir à bout des contraintes auxquelles se heurte la CPD sur le terrain, notamment dans les communautés rurales et marginalisées où l'on retrouve la majeure partie de la population dans la plupart des pays d'Afrique.

Dans ce contexte, poursuit Boafó, les points d'accès communautaires à la communication et les médias traditionnels revêtent une importance particulière. L'application effective de démarches et de stratégies de communication participative à l'échelon local et communautaire devrait nécessairement s'appuyer sur l'utilisation et la mise en valeur de ces ressources de communication. Avec leurs approches horizontales et participatives, ces approches peuvent contribuer efficacement à accroître la participation au changement culturel, social et politique. Elles peuvent aussi contribuer aux programmes de développement.

Conclusion

Dans le domaine de la gestion des ressources naturelles, la communication participative pour le développement est une démarche méthodologique qui renforce les processus de recherche et de développement participatifs. Elle vise à faciliter la participation des communautés à leur propre développement et à encourager le partage des connaissances nécessaires dans ces processus. La communication participative réunit la communication, la recherche et l'action à l'intérieur d'un cadre intégré et met à contribution chercheurs, spécialistes, membres de la communauté et autres parties prenantes aux étapes du processus de développement. Toutefois, sa plus grande contribution est sans contredit sa capacité de démontrer par la pratique qu'une gestion efficace des ressources naturelles est liée aux objectifs des communautés locales : elle doit ainsi viser le renforcement des efforts que ces dernières entreprennent pour lutter contre la pauvreté et améliorer leurs conditions de vie.

Pour jouer un rôle efficace en matière de sécurité alimentaire, de promotion d'un environnement durable et de lutte contre la pauvreté, la communication doit faire en sorte que les communautés locales s'approprient véritablement l'initiative, plutôt que de seulement y adhérer. Elle doit également apporter son appui à l'acquisition des nouvelles connaissances nécessaires à la réalisation de l'initiative, faciliter la circulation des connaissances et permettre l'établissement de partenariats, de liens et de synergies avec les acteurs du développement qui travaillent avec les mêmes communautés. Enfin, elle doit faciliter l'influence des populations concernées sur les processus d'élaboration des politiques et de prise de décision à tous les niveaux (familial, communautaire, local et national).

Pour atteindre ces objectifs, des efforts considérables doivent être consentis en matière de renforcement des capacités des praticiens de la gestion des ressources naturelles, plus précisément en matière d'apprentissage participatif. Les praticiens du développement, les ONG, les chercheurs, les agents de vulgarisation et les fonctionnaires responsables des services techniques doivent pouvoir acquérir les compétences nécessaires en communication. Ils doivent notamment être capables de travailler avec les communautés locales à l'aide d'une démarche participative et en tenant compte des relations hommes-femmes. Ils doivent aussi être en mesure d'appuyer les processus d'apprentissage, d'établir des partenariats avec d'autres intervenants du développement et d'influencer les politiques. Ces

compétences doivent être considérées comme étant tout aussi importantes que les connaissances d'ordre technique.

Par ailleurs, les agents de terrain, les chercheurs et les membres de la communauté qui participent à des initiatives de gestion des ressources naturelles ont tous une certaine expérience d'utilisation de la communication lors d'initiatives de recherche ou de développement participatives. Il n'y a pas de recette universelle, mais nous pouvons apprendre beaucoup en partageant nos expériences et en suscitant la discussion et la réflexion autour de celles-ci. Comme le préconise El Hadidy dans son texte, il faut adopter une démarche d'autoapprentissage au lieu de se limiter à transmettre des compétences.

Un tel processus va évidemment de pair avec la documentation et la discussion des pratiques en matière de communication participative et de gestion des ressources naturelles. Voilà pourquoi il importe de mettre sur pied, d'appuyer et de renforcer les initiatives telles que le programme Isang Bagsak et le projet de la FAO au Cambodge dans divers contextes et diverses situations. C'est aussi pourquoi l'apprentissage de la communication participative, autant pour les praticiens que pour les autres parties prenantes, devrait faire partie des priorités de toute organisation qui appuie des initiatives de recherche et de développement en gestion des ressources naturelles. C'est seulement par de tels efforts que le développement participatif pourra se concrétiser, non seulement dans les discours, mais aussi là où la gestion des ressources naturelles se concrétise, c'est-à-dire sur le terrain. C'est aussi par de tels efforts que nous pourrons assurer que les actions entreprises localement auront une incidence globale en agissant sur l'environnement politique et en mettant les connaissances à la portée de ceux qui en ont vraiment besoin.

Enfin, c'est grâce à de tels efforts que nous pourrons promouvoir et cultiver les valeurs qui sont au cœur même de notre travail, y compris celle qui veut que les gens devraient pouvoir participer pleinement à leur propre développement. Dans un texte récent, Nora C. Quebral insiste sur le fait que « nous devons maintenant expliquer plus précisément ces valeurs et les cultiver plus rigoureusement dans nos actions. Nos méthodes de formation mettent peut-être trop l'accent sur les compétences au détriment des valeurs. Nous devons rendre les valeurs plus explicites et, au besoin, les jumeler délibérément avec les compétences correspondantes. » Le premier défi que je lance aux communicateurs pour le développement, écrit-elle, consiste

donc à mettre davantage l'accent dans leur pratique sur les valeurs de la communication pour le développement¹. »

On peut lancer le même défi aux intervenants en gestion des ressources naturelles : nous devons faire en sorte que le développement participatif se concrétise, si nous voulons appuyer les efforts déployés par les communautés et les gouvernements pour relever ces trois défis interdépendants que sont la sécurité alimentaire, la promotion d'un environnement durable et la lutte contre la pauvreté. Les valeurs du développement participatif, les connaissances locales et modernes en gestion des ressources naturelles et les techniques de communication en constituent la clé.

1. Nora C. Quebral, 2002. *Reflections on Development Communication (25 Years Later)*. Collège de communication pour le développement, Université des Philippines à Los Baños (UPLB), Los Baños, Philippines.

This page intentionally left blank

- II -

POINTS DE VUE RÉGIONAUX

This page intentionally left blank

LA COMMUNICATION PARTICIPATIVE POUR LE DÉVELOPPEMENT : UN POINT DE VUE ASIATIQUE

Nora Quebral,
Collège de communication pour le développement,
Université des Philippines à Los Baños



L'Asie est une région aux multiples visages. Le texte qui suit décrit l'expérience asiatique en matière de communication participative pour le développement (CPD) du point de vue de l'une de ses sous-régions, en l'occurrence le regroupement de nations connu sous le nom d'Asie du Sud-Est. Plus précisément, ce texte aborde la CPD telle que la conçoivent les unités de communication établies dans les collèges et les universités de l'Asie du Sud-Est, en tant que partie intégrante de leurs services de vulgarisation agricole ou de leur travail sur le terrain. Les affinités entre ces unités et les bureaux de médias des services de vulgarisation qui existent au sein des Land Grant Colleges¹ des États-Unis sont évidentes. Néanmoins, elles ont

1. Aux États-Unis, les Land Grant Colleges sont un ensemble d'institutions d'études supérieures sous la responsabilité des États et des territoires, qui reçoivent du financement de l'administration fédérale pour des programmes intégrés d'enseignement, de recherche et de vulgarisation dans le domaine de l'agriculture, de l'alimentation et des systèmes environnementaux.

évolué et continuent à le faire. Elles sont aujourd'hui devenues des structures hybrides plus conformes à leur culture et qui reflètent davantage l'état actuel des connaissances dans le monde du développement et celui de la communication.

Il existe d'autres points de vue sur la CPD, en particulier en Inde et ailleurs en Asie du Sud. Ils s'apparentent à l'expérience de l'Asie du Sud-Est à certains égards et en diffèrent à d'autres égards. Toutes ces expériences ont des leçons à offrir en ce qui concerne les efforts consentis pour décrire la relation entre la communication et le développement humain.

Les unités de communication dans les universités

On trouve des unités de communication dans les universités d'Indonésie, de Malaisie, des Philippines, de Thaïlande et du Viêt Nam. Elles en sont à leurs débuts dans des sociétés en transition comme le Cambodge, le Laos et peut-être le Myanmar. Les plus vieilles d'entre elles, qui étaient initialement perçues comme de simples auxiliaires des départements de biologie et de physique de leurs universités, étaient au départ chargées de vulgariser les résultats de recherche générés par ces départements, tout en assumant certaines tâches de publicité et de relations publiques pour les administrateurs. On s'attendait à ce que ces unités s'acquittent de leur tâche en ayant recours aux médias, raison pour laquelle leur personnel se composait de rédacteurs, d'artistes et de spécialistes de l'audio et de la vidéo. L'interaction face à face avec les familles d'agriculteurs était considérée comme quelque chose que les vulgarisateurs pouvaient faire et, par le fait même, était exclue du mandat du personnel de communication.

Un modèle de CPD obsolète qui date du dernier millénaire, dites-vous ? Pourtant, il est encore bien vivant en Asie du Sud-Est malgré la mondialisation, les nouvelles technologies de l'information et de la communication, l'activisme manifesté par la communication participative, le terrorisme, et malgré tous ces autres phénomènes porteurs de changement qui secouent présentement la planète. La preuve qu'elle subsiste encore aujourd'hui pourrait bien être palpable, à des degrés divers, au sein des organisations qui sont habituellement représentées dans les événements internationaux : l'accent placé sur la technologie, la mise au rancart des praticiens de la communication au sein des organisations, la fusion forcée de la communication avec d'autres unités en apparence connexes pour des raisons d'efficience, d'économie, etc.

L'évolution de la CPD en Asie du Sud-Est

Toutefois, il y a un envers de la médaille. C'est dans ce type d'unité de communication que la CPD en tant qu'objet d'étude et de pratique a d'abord vu le jour en Asie du Sud-Est, qu'elle s'est développée, et qu'elle a par la suite été diffusée dans d'autres domaines du développement tels que la santé et l'environnement. Au moins sept de ces unités de communication universitaires sont devenues des départements à part entière, qui comptent aujourd'hui leurs propres programmes de recherche et de travail sur le terrain. L'un d'entre eux a même obtenu le statut de collège, quoique ses bases ne soient pas encore très solides pour l'instant.

Chaque pas en avant a signifié pour elles une plus grande marge de manœuvre pour se démarquer des conceptions traditionnelles et pour développer leur propre vision, tout en étendant leur sphère d'influence. Au Collège de communication pour le développement (CDC) de l'Université des Philippines à Los Baños, par exemple, le personnel continue de se soucier du contenu agricole de la CPD, mais dans un contexte plus vaste de gestion des ressources naturelles (par son association avec la FAO et le CRDI) et de la santé reproductive (par des projets menés de concert avec le ministère de la Santé des Philippines et le Centre pour les programmes de communication de l'Université John Hopkins. Grâce à ses programmes de formation traditionnels et non traditionnels, le CDC a formé des centaines de communicateurs pour le développement qui ont essaimé vers d'autres domaines, outre l'agriculture, et vers d'autres pays à l'extérieur de l'Asie du Sud-Est. Ainsi, avec ses divers programmes et ses publications, fort de ses liens avec des programmes de recherche et d'action comme Isang Bagsak², le CDC est aujourd'hui au cœur d'un important réseau qui se consacre à l'étude et à l'application des principes de la communication dans ou pour le développement.

La nature participative de la communication pour le développement a toujours été considérée comme un fait dans la majeure partie de l'Asie du Sud-Est, quoique le type et le degré de participation n'aient peut-être pas toujours été uniformes. Jusqu'à tout récemment, en Malaisie par exemple,

-
2. Isang Bagsak est un réseau d'apprentissage et de réseautage qui vise à améliorer la communication et la participation chez les chercheurs, praticiens, communautés et autres parties prenantes dans le domaine de la gestion des ressources naturelles, ainsi qu'à fournir un appui en matière de communication aux initiatives de développement, dans l'optique d'aider les communautés à sortir de la pauvreté.

le terme « participatif » ne se traduisait pas toujours par des critiques directes à l'endroit des politiques gouvernementales, comme c'est le cas notamment aux Philippines où les institutions politiques sont plus occidentalisées, certains diront trop occidentalisées. D'un autre côté, même dans une vieille démocratie comme celle de la Thaïlande, il est possible que la CPD, telle qu'elle est enseignée dans les universités, se manifeste encore par des modes de diffusion verticaux, simplement parce que les gens y sont moins exposés aux plus récents changements en matière de communication pour le développement, alors que de nouvelles perspectives font constamment leur apparition. Dans les sociétés hiérarchiques comme le Cambodge, en particulier avec sa forme actuelle de gouvernement, la participation est encore inégale. Elle est limitée dans les rencontres de communication officielles, mais de toute évidence elle est beaucoup plus présente entre pairs dans le contexte du travail de terrain. Il ne fait aucun doute que la CPD est le produit de la culture d'une société et de ses institutions sociopolitiques, ainsi que de son acceptation de la pensée actuelle en matière de communication pour le développement. De plus, il est clair que, partout, les professionnels de la CPD ont la possibilité d'accroître le degré de participation des citoyens au sein de leurs sociétés, en faisant connaître les principes du développement participatif.

Par conséquent, quelle est l'essence de la CPD en Asie du Sud-Est aujourd'hui ? Consciente de ses origines, la CPD s'allie à ceux qui souhaitent réduire et même éliminer la faim, la pauvreté et la maladie dans le monde. Or, en tant que science sociale, elle ne s'identifie pas avec la technologie en tant que telle mais bien avec les gens qui l'utilisent ou ne l'utilisent pas, plus particulièrement avec les populations les plus désavantagées en milieu rural. Ainsi, ses finalités sont l'égalité et la justice sociale pour tous, ainsi que la liberté, pour chaque individu, de développer son potentiel. Elle utilise des outils et des méthodes de communication, en premier lieu pour éduquer de façon non formelle, afin que les gens puissent disposer des capacités et de l'information qui leur sont nécessaires pour prendre leurs propres décisions.

Quelques observations et réflexions

Par le passé, les communicateurs pour le développement d'Asie du Sud-Est ont sans contredit expérimenté certains problèmes et connu des revers. Mais ils ont aussi connu de bons moments et certains succès, avec

l'aide de collègues. Tout au long de ce processus, ils ont appris de leurs propres expériences et de celles d'autres communicateurs. Certaines de leurs observations et de leurs réflexions actuelles sur la CPD sont décrites ci-dessous :

1. Il semble qu'il vaille la peine de réitérer de temps à autre la différence conceptuelle entre la communication en tant que processus et la communication en tant que média ou canal. En tant que processus, il s'agit de l'échange de tout type d'information au sein d'une société ou d'un groupe social, raison pour laquelle la communication est souvent considérée comme le plus élémentaire des processus sociaux. Plusieurs la voient aussi comme l'utilisation de médias communautaires ou de masse. Cette perception traditionnelle peut être élargie dans le but d'y inclure tous les canaux interpersonnels et technologiques par lesquels l'information circule entre les membres d'un même groupe social. Qu'elle soit vue comme un processus ou comme un canal, la communication peut être consciemment utilisée pour le développement. Elle devient alors un processus d'échange d'information à plusieurs niveaux au sein d'une société, processus qui peut être canalisé à travers divers médias, dans le but de faire avancer le développement humain.
2. Les moyens de communication ont pendant longtemps été classés en fonction de la dichotomie technologiques *vs* interpersonnels. Les médias technologiques tels que la radio, la télévision et maintenant les technologies de l'information et de la communication (TIC), ont fait l'objet d'une attention beaucoup plus soutenue. Il est grand temps de faire valoir les nuances que permet la communication interpersonnelle qui promeut le développement. Des initiatives comme Isang Bagsak sont un pas dans la bonne direction. Elles peuvent aussi explorer les combinaisons possibles de communication face à face et de communication médiatisée qui caractérisent les processus. Ainsi, elles peuvent contribuer à tirer le concept de processus de communication pour le développement du stade générique où il se trouve encore et ainsi lui donner une plus grande précision, de même qu'une plus grande spécificité.
3. Il semble qu'il soit devenu la norme pour les jeunes professionnels d'un grand nombre de disciplines de rejeter du revers de la main les travaux de leurs prédécesseurs aux quatre coins du globe qu'ils considéraient trop traditionnels, en oubliant peut-être qu'ils ont l'avantage de porter sur eux un regard rétrospectif. Ainsi, ils tentent de réinventer la roue. Sans les fondations établies par ces penseurs de la première heure partout dans le monde, les communicateurs d'aujourd'hui ne

disposeraient pas du concept de communication pour le développement, auquel on attache aujourd'hui l'épithète « participative ». La leçon suivante mérite d'être partagée avec les autres professionnels du développement : ne tournez pas le dos à vos propres débuts. Reconnaissez leur importance, même lorsque vous êtes en voie de les surpasser.

4. Dans la pratique, les nouveaux modèles de communication ne remplacent pas toujours les anciens. Ils ont plutôt tendance à coexister. Cette situation se manifeste par l'utilisation sans discernement de termes associés à la fois aux anciens et aux nouveaux modèles. À titre d'exemple, les termes « public-cible », et « bénéficiaires » continuent d'être utilisés, parallèlement à des termes comme « parties prenantes » et « participants ». Les professionnels de la CPD devraient donner l'exemple en exprimant clairement le type de communication qu'ils promeuvent et en adaptant leur terminologie en conséquence. De la même façon, ils devraient reconnaître que les anciens modèles continuent d'être valables dans certaines situations et peuvent encore être utilisés lorsque la situation l'exige.
5. Il est maintenant accepté que les gens en milieu rural et les autres groupes désavantagés ont le droit de participer à la prise des décisions qui ont une incidence sur leur vie. Leur pouvoir doit être renforcé, comme le veut une expression à la mode, afin qu'ils prennent conscience de leur propre valeur, qu'ils fassent connaître leur opinion et pour que leurs points de vue soient intégrés au dialogue sur le développement. On peut dire la même chose d'un autre groupe du monde de développement constitué des vulgarisateurs, praticiens des médias et autres travailleurs de terrain. En vertu du modèle diffusionniste fondé sur le transfert technologique, ceux-ci sont des intermédiaires sans visage qui font le lien entre les scientifiques et les communautés locales. Dans les modèles de communication plus récents, ils sont à peine visibles et peut-être tout autant négligés. Ils doivent eux aussi être reconnus en tant que participants à part entière dans le processus de développement, à qui l'on doit accorder la même considération qu'aux autres acteurs.
6. En tant que terme générique pour signifier l'innovation, le contenu technique, les pratiques améliorées ou, dans notre cas, la gestion des ressources naturelles, la technologie n'a pas de sens péjoratif. Les professionnels de la CPD devraient se réconcilier avec ce terme.

Le développement nécessite un équilibre entre les aspects technologiques et les aspects sociaux. Aucun des deux ne peut fonctionner en vase clos. La CPD peut être un outil qui aide les gens à bien cerner leurs problèmes et à appliquer la technologie qu'ils souhaitent utiliser, dans la mesure où un vaste éventail d'options leur est présenté et en autant qu'ils aient la capacité de faire ce choix.

7. Toujours en ce qui concerne l'équilibre entre les aspects technologiques et sociaux, la tendance qui semble se dessiner consiste à ce que la communication pour le développement, en tant qu'art et langage, sorte des sentiers battus et aille là où la communication pour le développement en tant que science sociale ne s'est aventurée que de façon secondaire. Ce changement est le bienvenu, quoique certaines mises en garde pourraient être utiles. Les réponses unilatérales n'ont jamais fonctionné par le passé et il n'y a aucune raison de croire qu'elles puissent fonctionner aujourd'hui. Le développement est une entreprise aux multiples facettes. Les praticiens de la CPD doivent donc y intégrer autant de facettes que possible. Par ailleurs, les études de cas anecdotiques qui ne s'appuient pas sur des recherches systématiques pourraient nous ramener au point où la conception de la CPD se limitait aux canaux de communication, qu'ils soient technologiques ou interpersonnels, plutôt que d'être perçue comme un processus.
8. On a accusé les communicateurs de ne parler qu'à eux-mêmes. Les professionnels de la CPD ne devraient-ils pas aussi discuter avec les chercheurs, les praticiens, de la gestion des ressources naturelles des préoccupations qu'ils ont en commun ? Un grand nombre de professionnels du développement continuent de travailler selon le vieux paradigme chercheur-vulgarisateur-agriculteur fondé sur le transfert technologique, peut-être parce qu'ils n'ont pas été en contact avec de nouveaux paradigmes. La CPD pourrait faciliter ce type de dialogue, non seulement par la communication médiatisée, mais aussi lors de rencontres qui rassemblent des chercheurs, des praticiens et des administrateurs du domaine de la gestion des ressources naturelles.
9. Étant donné l'état actuel des finances mondiales, un grand nombre de pays, y compris certains pays développés, ne sont plus en mesure d'assumer les coûts de systèmes de communication intensifs mais coûteux, d'individu à individu, laissant ainsi le champ libre aux entreprises commerciales. Quelles options de rechange la grande richesse qui caractérise la technologie de l'information et de la communication a-t-

elle à offrir aux petits agriculteurs, dont les besoins sont très diversifiés ? Isang Bagsak a expérimenté une façon de faire qui s'appuie sur la communauté. Les expériences de ce type sont d'une grande utilité lorsqu'elles sont mises en œuvre de façon systématique, tout en tenant compte de l'importance d'assurer leur viabilité financière dans le contexte des pays pauvres.

10. La CPD est-elle un moyen, une fin, ou les deux à la fois ? Des programmes comme Isang Bagsak visent-ils à améliorer la gestion des ressources naturelles dans une communauté, ou s'agit-il d'une façon pour les chercheurs et les habitants des communautés d'intérioriser la communication participative pour le développement ? Les deux objectifs sont-ils valables ? La réponse dictera quels indicateurs devraient être utilisés pour mesurer le succès de projets comme Isang Bagsak.
11. En dernier lieu, la CPD peut être institutionnalisée de deux façons : par des politiques, afin d'assurer son adoption par les praticiens sur le terrain, et au moyen de la théorie, afin d'assurer sa viabilité et sa validité par de la recherche menée par les étudiants et les chercheurs du monde académique. Dans les deux cas, la communication pour le développement s'en trouvera enrichie, en tant que pratique et en tant que domaine d'étude.

Conclusion

La communication participative pour le développement, sous les formes diverses qu'elle adopte d'un pays à l'autre, est un domaine récent mais dynamique, qu'alimentent un grand nombre de disciplines. De la même façon, la fenêtre unique qu'elle ouvre sur le développement humain lui permet de jouer un rôle de pionnier en matière de nouveaux concepts et de nouvelles pratiques, que d'autres domaines peuvent par la suite adopter. Le chemin qu'elle a parcouru au cours des 30 dernières années n'est pas négligeable. En tant qu'art et science, elle est en mesure de contribuer encore bien davantage, pour autant que ses promoteurs, avec leurs propres outils et expertise, conservent leur vision d'égalité, de justice sociale et de liberté, pour chaque individu, de développer son potentiel.

LA COMMUNICATION PARTICIPATIVE POUR LE DÉVELOPPEMENT : UN POINT DE VUE AFRICAIN

S.T. Kwame Boafo, UNESCO*



Depuis que Nora Quebral de l'Université des Philippines à Los Baños a utilisé le terme « communication pour le développement » pour la première fois en 1971¹, le concept s'est taillé une place de choix dans l'étude et la pratique de la communication en Afrique. Plusieurs théoriciens, chercheurs et praticiens de la communication issus du continent africain ont écrit sur le sujet et tenté d'adapter l'application du concept au contexte africain. Une quantité importante de matériel pédagogique a également été produite. De plus, à peu près toutes les institutions d'enseignement et de formation en communication du continent offrent aujourd'hui des cours

* Les opinions exprimées dans ce texte sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement celles de l'UNESCO.

1. Nora C. Quebral (1971). « Development communication in the agricultural context », Communication présentée au symposium intitulé « In search of breakthroughs in agricultural development », College of Agriculture, Université des Philippines, Laguna, Philippines.

et des programmes portant sur ce concept, sous des appellations diverses, telles que « communication et développement », « communication participative pour le développement », « communication pour le développement », « communication pour le changement social » et « communication en appui au développement », un terme plus ancien mais axé davantage sur la pratique².

Le concept et ses diverses appellations ont déjà été définis en long et en large dans la littérature relative à la communication, raison pour laquelle nous ne tenterons pas d'en faire ici une analyse définitionnelle ou opérationnelle en profondeur³. Dans le texte qui suit, nous adopterons plutôt une définition de travail qui comprend un grand nombre des principes et des prémisses qui sous-tendent le concept. Cette définition décrit la « communication pour le développement » comme étant l'application planifiée et systématique des ressources, canaux, approches et stratégies de la communication dans le but d'appuyer des objectifs de développement socioéconomique, politique et culturel. La « communication participative pour le développement » repose pour sa part sur un processus de planification et d'utilisation des ressources, canaux, approches et stratégies de communication en vertu de programmes conçus pour susciter le progrès, le changement ou le développement, de même que sur la participation des personnes ou de la communauté aux efforts visant le changement. Comme Ascroft et Masilela⁴ l'ont judicieusement noté, dans le contexte africain comme partout ailleurs, la participation se manifeste par l'engagement actif des individus au sein des programmes et des processus de développe-

-
2. Voir par exemple Ugboajah (1986), Akinfeleye (1988), Nwuneli et Opubor (1988), Bofo (1991), Moemeka (1991) et Kasoma (1994). Sur les questions de formation, il convient notamment de signaler la mise en place d'un programme de maîtrise en communication pour le développement au Département des médias de masse de l'Université de la Zambie ; les programmes du Centre de communication pour le développement de la communauté de développement de l'Afrique australe établi à Harare, au Zimbabwe, le Centre interafricain d'études en radio rurale à Ouagadougou, Burkina Faso, de même que la formation pratique offerte par des institutions de développement, des ONG et des groupes communautaires. En ce qui concerne le matériel pédagogique, mentionnons les modules de formation sur la communication pour le développement préparés par le Conseil africain pour l'éducation à la communication en vertu d'un projet financé par l'UNESCO en 1991.
 3. Pour une discussion et une analyse complète de la communication participative pour le développement, voir par exemple Servaes, Jacobson et White (1998), Derwin et Huesca (1997), Servaes (1999), Wilkins (2000), Melcote et Steeves (2001) et Huesca (2002).
 4. J. Ascroft et S. Masilela (1994). « Participatory decision-making in Third World development ». Dans S.A. White, K.S. Nair et J. Ascroft (dir.) *Participatory Communication : Working for Change and Development*, Sage Publications, New Delhi.

ment, auxquels ils contribuent en formulant des idées, en prenant des initiatives et en exprimant leurs besoins et leurs problèmes, tout en affirmant leur autonomie.

Le texte qui suit décrit et analyse brièvement l'application de la communication participative pour le développement dans le contexte des pays africains. Il tente de situer l'utilisation de la communication pour le développement à l'intérieur des réalités et des défis existants en matière de développement social, économique, politique et culturel dans la région, tout en soulignant un certain nombre de facteurs contextuels qui déterminent l'efficacité de la communication participative pour le développement en Afrique.

La communication pour le développement et les défis existants en matière de développement

Les défis existants en matière de transformation et de développement économique, culturel et politique dans les pays africains ont été très clairement décrits dans divers documents, publications, conférences, plans d'action et programmes. En outre, ils sont particulièrement bien résumés dans le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD)⁵, qui a été lancé récemment. Bien qu'il ne soit pas utile d'énumérer ici les divers défis auxquels l'Afrique fait face en matière de développement, il convient cependant de souligner que des liens existent entre la communication et les diverses dimensions du développement en Afrique, qu'elles soient politiques, sociales, économiques ou culturelles. Les recherches et les expériences menées dans divers contextes et pays d'Afrique ont clairement démontré que les approches en matière de communication pour le développement peuvent être utilisées pour accroître la participation au changement culturel, social et politique de même que dans les programmes de développement communautaire en matière d'agriculture, d'économie locale et de santé. En résumé, peu importe le type de défis auxquels font face les pays africains, la communication et l'information peuvent jouer un rôle dans les efforts déployés pour les relever.

-
5. Pour une analyse des problèmes et des défis auxquels les pays africains font face présentement en matière de développement, voir par exemple « African common position on human and social development in Africa », Assemblée générale des Nations unies, Document A/Cont : 166/PC/10/add. 1, janvier 1994 ; « Relaunching Africa's economic and social development : the Cairo agenda for action », 17^e session ordinaire des ministres du Conseil de l'OUA, 25-28 mars 1995, Document ECM/2(XVII) Rev. 4 ; et « The causes of conflict and the promotion of durable peace and sustainable development in Africa », Rapport du Secrétaire général au Conseil de sécurité de l'ONU, 16 avril 1998.

Depuis les années 1960 et 1970, les diverses stratégies et approches dont dispose la communication pour le développement ont été utilisées dans un grand nombre de projets et de programmes de développement aux quatre coins de l'Afrique. Des organisations internationales, y compris des bailleurs de fonds, des ministères gouvernementaux, des organisations non gouvernementales et des groupes de la société civile, ont eu recours à plusieurs de ces approches et stratégies en vertu de programmes et de projets de développement conçus notamment pour améliorer la production agricole, trouver des solutions à des problèmes environnementaux, prévenir et gérer des problèmes de santé et des pandémies telles que la malaria et le VIH-SIDA, améliorer le bien-être de la communauté, le statut des femmes et le niveau d'éducation, promouvoir ou approfondir la démocratie ou la bonne gouvernance, ainsi que pour encourager la production et l'expression culturelle locale et endogène. Cependant, la pratique de la communication pour le développement fait face à plusieurs contraintes importantes dans la région. Ces contraintes, qui ont été bien documentées dans un grand nombre de publications et de rapports sur la communication en Afrique⁶, comprennent notamment : (i) une infrastructure médiocre et insuffisante en matière de systèmes d'information et de communication, dont la portée, par ailleurs, n'est pas suffisamment étendue. À ce premier problème s'ajoute l'insuffisance des ressources financières pour développer et renforcer ces systèmes ; (ii) les déséquilibres dans les flux de communication et d'information entre les centres urbains et les communautés rurales, de même que l'existence de groupes désavantagés au sein de la population qui n'ont qu'un accès limité aux moyens de communication et d'information modernes ; et (iii) la faible priorité accordée par les décideurs à la communication et à l'information en tant qu'éléments essentiels des programmes de développement. Cette faible priorité se traduit souvent par l'absence de politiques et de structures capables de guider, de gérer, de coordonner et d'harmoniser les activités de communication pour le développement qui ont cours dans à peu près tous les pays africains.

Des efforts considérables sont présentement déployés dans les pays africains pour faire face aux contraintes et aux difficultés existantes en matière de communication décrites ci-dessus, avec l'aide de certaines agences des Nations unies, d'organisations régionales et internationales, de bailleurs de fonds multilatéraux et bilatéraux ainsi que de regroupements profes-

6. Pour une discussion de ces contraintes, voir par exemple Boafo et George (1991), James (1994), Moemeka (1994) et Agunga (1997).

sionnels. Ces efforts ont beaucoup contribué à rehausser l'infrastructure de communication et d'information, à renforcer les capacités en matière de communication, à alimenter les médias indépendants et pluralistes en émergence, à accroître l'accès aux systèmes d'information et de communication et à développer les ressources humaines en communication et en information en Afrique. En outre, ils ont donné lieu au développement rapide de radios communautaires dans des pays tels que le Cameroun, le Ghana, le Mali, le Malawi, le Mozambique, l'Afrique du Sud et la Zambie, au développement de centres multimédia et de télécentres en Éthiopie, au Mali, au Mozambique, au Sénégal, en Tanzanie et en Ouganda, à la croissance des structures médiatiques indépendantes et pluralistes dans des pays tels que le Botswana, le Burkina Faso, le Ghana, le Kenya, l'Afrique du Sud et la Tanzanie, ainsi qu'à l'amélioration des programmes de formation en matière de communication dans un grand nombre de pays africains. En retour, ces développements ont permis l'émergence de praticiens formés de façon plus professionnelle. Dans le contexte des changements profonds du monolithisme vers le pluralisme qui ont eu lieu dans le paysage politique de plusieurs pays d'Afrique, ces praticiens ont contribué à créer un milieu de la communication qui facilite l'utilisation de canaux d'information et de communication pour exprimer divers point de vue et opinions sur les questions nationales relatives au développement, en particulier en Afrique du Sud, au Ghana, au Mozambique et en Tanzanie, pour ne nommer que ceux-là. Des efforts supplémentaires doivent être déployés sur les plans qualitatif et quantitatif, afin de répondre aux contraintes auxquelles la pratique de la communication pour le développement fait face en Afrique. Cependant, étant donné la corrélation entre le développement des communications et la communication pour le développement, ces efforts devraient contribuer à mettre en valeur l'utilisation de la communication et de l'information dans les processus de développement socioéconomique, politique et culturel en Afrique.

L'efficacité de la communication participative pour le développement : quelques facteurs contextuels

Une revue de la littérature portant sur la communication pour le développement en Afrique indique qu'un grand nombre de facteurs jouent un rôle déterminant dans l'application effective des approches de communication pour le développement en appui à des programmes nationaux dans le contexte africain. Parmi ces facteurs, on compte :

- La création d'un environnement de communication participative qui non seulement accorde une place à l'expression d'idées diverses sur les questions reliées au développement à l'échelon de la société, mais qui facilite également l'interaction à l'échelon local ;
- Le renforcement du flux d'information publique et des espaces de dialogue public sur les politiques et les programmes de développement ;
- Une participation populaire informée, fondée sur un accès accru à des médias indépendants et pluralistes ;
- La production et la diffusion de contenu informatif qui reflète les valeurs locales et répond aux besoins de la population à la base en matière d'information ;
- L'utilisation d'approches de communication et de contenus appropriés culturellement ;
- L'utilisation de points d'accès communautaires, en particulier les radios communautaires et, plus récemment, les centres multimédias, de même que les médias de groupes à portée plus restreinte ;
- L'importance d'assurer aux femmes et aux jeunes l'accès à l'information et la possibilité de développer leurs compétences et leurs capacités en matière d'utilisation des technologies de l'information et de la communication ;
- La mise à profit des forces des médias traditionnels (théâtre, danse, chants, contes, etc.) et leur combinaison avec les nouvelles technologies de l'information et de la communication ;
- L'importance d'offrir aux praticiens une formation appropriée en matière de communication et d'information grâce à des programmes de développement.

Dans le contexte des programmes de développement menés dans les communautés rurales et marginalisées, où réside la majorité de la population de la plupart des pays africains, les points d'accès communautaire à la communication, les médias traditionnels et les pratiques de communication dont le contenu est culturellement approprié revêtent une importance toute particulière pour la communication participative pour le développement. Alumuku et White⁷ ont fait remarquer que la « capacité à

7. P. Alumuku et R. White (2004). « Community radio for development in Africa », conférence prononcée lors de la 24^e Conférence générale de l'International Association for Media and Communication Research, Porto Alegre, Brésil, juillet 2004.

communiquer » des communautés locales doit être mise à profit dans la conception de stratégies de communication dans la région. Dans cette optique, les médias communautaires des pays africains, en particulier la radio communautaire, offrent un espace aux membres de la communauté afin qu'ils puissent faire connaître leurs points de vue et leurs opinions sur les problèmes de développement et participer à la résolution de ces problèmes. Dans leur étude menée au Ghana, en Afrique du Sud et en Zambie, Alumuku et White (2004) rapportent que, dans ces pays, la « capacité de communiquer » des communautés locales par l'entremise des radios communautaires a été mise à profit pour produire et diffuser des émissions abordant des questions telles que l'éducation à la santé, la résolution de conflits, l'équité hommes-femmes, l'éducation pour la gouvernance démocratique responsable, la défense des intérêts locaux en matière de développement, la stimulation du développement économique et la promotion de la culture locale. Il s'agit là de problèmes de développement communs à un grand nombre de communautés africaines que la communication, avec ses approches horizontales et participatives, peut contribuer à résoudre.

De la même façon, dans l'univers de la communication africain, étant donné que certains groupes de la population n'ont qu'un accès limité aux médias de masse, en particulier les segments de la population les plus marginalisés qui vivent dans des villages éloignés et des communautés rurales, la « capacité de communiquer » des communautés locales réside dans les médias et canaux dits traditionnels (théâtre, concerts, chants, contes, marionnettes, percussions, danse, leaders traditionnels, etc.). Ceux-ci servent de canaux fiables pour la circulation des nouvelles et pour la collecte, le traitement et la diffusion de l'information dans un grand nombre de communautés rurales. En outre, ils abordent souvent des questions d'intérêt local dans les langues nationales et à partir du contexte culturel propre à ces communautés, de sorte que les gens peuvent facilement les comprendre et s'y identifier. L'application effective des approches et des stratégies de communication participative pour le développement à l'échelon communautaire devrait nécessairement avoir recours à ces ressources et aux outils de communication traditionnels, qui sont omniprésents. Les médias traditionnels, en particulier les contes, les chants, le théâtre et les théâtres de rue locaux, sont issus des normes culturelles et des traditions locales. De plus, leur contenu est habituellement présenté de manière culturellement appropriée et ils sont souvent utilisés comme moyens de canaliser efficacement les questions relatives au développement. Ils sont notamment utilisés lors d'interventions de communication qui abordent des questions reliées à l'amé-

lioration de la productivité agricole, la gestion de l'environnement et des ressources naturelles, ainsi que le VIH-SIDA et autres problèmes de développement. Les exemples de ce type d'utilisation abondent en Afrique.

Afin d'illustrer l'utilisation des médias traditionnels pour traiter des défis du développement, on peut mentionner (i) le théâtre pour l'action communautaire au Zimbabwe, qui a recours au théâtre pour appuyer et faciliter la participation des membres des communautés dans plusieurs districts du Matabeleland dans la lutte contre le VIH-SIDA ; (ii) l'utilisation du théâtre et de groupes de musique traditionnelle pour diffuser de l'information agricole aux fermiers dans des communautés rurales du Nigeria ; (iii) la transmission de messages sur la santé reproductive et la prévention du VIH-SIDA au moyen de danses et de musique traditionnelles dans des communautés rurales du Ghana, du Kenya, du Malawi, du Mozambique, de la Tanzanie, de l'Ouganda et de la Zambie, notamment ; (iv) l'utilisation du théâtre participatif et de la musique traditionnelle pour aborder la question des inégalités entre les sexes et le VIH-SIDA dans l'état du Niger au Nigeria ; et (iv) la diffusion de messages sur la gestion des ressources naturelles au moyen de représentations théâtrales en Ouganda. En somme, les médias traditionnels offrent des formes de communication horizontales qui stimulent la discussion et l'analyse des questions ainsi que la sensibilisation et la mobilisation des communautés pour le développement. Toutefois, il faut demeurer prudent et ne pas tomber dans le romantisme en ce qui concerne les capacités et l'influence des médias traditionnels en matière de développement. Comme tout autre moyen d'information et de communication, ils ont leurs faiblesses et leurs limites dans le temps et l'espace. Ils sont particulièrement déficients en ce qui concerne la diffusion simultanée d'information sur les questions de développement auprès de populations qui sont dispersées sur une vaste étendue géographique. La recherche et l'expérience en matière d'utilisation des médias traditionnels indiquent que leur efficacité atteint son point maximal au sein des communautés rurales lorsqu'ils sont combinés à des médias de masse, en particulier à la radio. Le défi auquel les praticiens de la communication participative pour le développement font face dans les pays africains est celui de connaître suffisamment le potentiel et les limites des médias traditionnels, de même que les façons de les mettre habilement à contribution et de les combiner à d'autres formes de communication et d'information pour le développement. Les indications pratiques et techniques sur la façon de concevoir et de mettre en œuvre des interventions de communication participative pour le développement en ayant recours aux médias traditionnels en combinaison avec

d'autres formes de communication (y compris l'analyse des besoins, la conception et le prétest des messages et contenus, la formation, l'analyse des coûts, la recherche du financement nécessaire, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation, etc.) sont au-delà de la portée de ce texte.

En guise de conclusion

L'information et la communication ont un rôle important à jouer dans les efforts qui visent la transformation et le développement socioéconomique, culturel et politique des pays africains. Ce rôle, qui est désormais reconnu par les chercheurs, les formateurs et les praticiens de la communication, constitue d'ailleurs l'essentiel de la littérature sur la communication et le développement en Afrique. De plus, les programmes de formation existants en matière de communication en tiennent tous compte à différents niveaux. Enfin, il offre une base sur laquelle la pratique de la communication peut s'appuyer d'un bout à l'autre du continent. Dans ce texte, nous avons tenté de situer l'utilisation de la communication participative pour le développement dans le cadre des réalités et des défis sociaux, économiques, politiques et culturels de la région, tout en attirant l'attention sur un certain nombre de facteurs contextuels qui déterminent l'efficacité de la communication participative pour le développement en Afrique. Ce texte s'est fondé sur la prémisse conceptuelle selon laquelle l'essence même de l'enseignement, de la recherche et de la pratique de la communication en Afrique tient à leur contribution aux efforts pour affronter la myriade de problèmes et de défis auxquels le continent doit faire face en matière de développement.

Références

- Agunga (1997). *Developing the Third World: A Communication Approach*, Nova Science, Commack, N.Y.
- Akinfeleye, R. (1998). *Contemporary Issues in Mass Media for Development and Security*, Unimedia, Lagos.
- Alumuku, P., et R. White (2004). «Community radio for development in Africa», conférence prononcée en juillet 2004 lors 24^e Congrès de l'International Association for Media and Communication Research, Porto Alegre, Brésil.
- Ascroft, J., et S. Masilela (1994). «Participatory decision-making in Third World development», dans S.A. White, K.S. Nair et J. Ascroft (dir.), *Participatory Communication: Working for Change and Development*, Sage Publications, New Delhi.

- Assemblée générale des Nations unies (1994). *African Common Position on Human and Social Development in Africa*, Assemblée générale des Nations Unies, document A/Conf.166/PC/10/Add.1, janvier.
- Boafo, S.T.K. (1991). «Communication technology and dependent development in sub-Saharan Africa», dans G. Suusman et J.A. Lent (dir.). *Transnational Communications : Wiring in the Third World*, Sage Publications, Newbury Park, Londres et Delhi.
- Boafo, S.T.K. , et N. George (dir.) (1991). *Communication Processes : Alternative Strategies for Development Support*, ACCE, Nairobi.
- Dervin, B., et R.T. Huesca (1997). «Reaching for the communicating in participatory communication : A meta-theoretical analysis», *The Journal of International Communication*, vol. 4, n° 2, p. 46-74.
- Huesca, R. (2002). «Participatory approaches to communication for development», dans B. Mody et W. Gudykunst, *Handbook of International and Intercultural Communication*, Sage Publications, Thousand Oaks, Californie.
- Jeffkins, F., et F. Ugboajah (1986). *Communications in Industrializing Countries*, MacMillan, Londres.
- Kasoma, F. (dir.) (1994). *Journalism Ethics in Africa*, ACCE, Nairobi.
- Melcote, S. et H.L. Steeves (2001). *Communication for Development in the Third World : Theory and Practice for Empowerment*, Sage Publications, Londres.
- Moemeka, A. (dir.) (1994). *Communication for Development : A New Pan-Disciplinary Perspective*, SUNY Press, Albany, New York.
- OAU (Organization for African Unity) (1995). *Relaunching Africa's Economic and Social Development : The Cairo Agenda for Action*, OAU Council of Ministers, 17^e séance ordinaire, 25 au 28 mars 1995, document ECM/2 (XVII) Rev. 4.
- Quebral, N.C. (1971). «Development Communication in the agricultural context», conférence prononcée lors du symposium In Search of Breakthroughs in Agricultural Development», College of Agriculture, University of the Philippines, Laguna.
- Secrétaire général du Conseil des Nations unies (1998). *The Causes of Conflict and the Promotion of Durable Peace and Sustainable Development in Africa*, Rapport du secrétaire général au Conseil des Nations unies, 16 avril.
- Servaes, J. (1999). *Communication form Development : One World, Multiple Cultures*. Hampton Press, Cresskill, New Jersey.
- Servaes, J., T. Jacobson et S.A. White (dir.) (1996). *Participatory Communication for Social Change*, Sage Publications, Thousand Oaks, Californie.
- Wilkins, K. (dir.) (2000). *Redeveloping Communication for Social Change : Theory, Practice and Power*, Rowman and Littlefield, Boulder, Colorado.

- III -

PERSPECTIVES DU TERRAIN

This page intentionally left blank

LA VIEILLE FEMME ET LES HIRONDELLES

N'Golo Diarra, Mali



Pour que les changements soient durables, les savoirs locaux devraient occuper une place importante dans tout processus de communication participative. Or, il n'est pas toujours facile d'y avoir accès, pas plus que de faire face aux dilemmes d'ordre éthique qui se présentent parfois lorsque vient le temps de trouver les façons les plus judicieuses de les mettre à profit. Il faut alors se demander si les prérogatives associées au rôle de facilitateur de la communication nous autorisent à diffuser des connaissances jusque-là exclusives à quelques individus, qui en ont traditionnellement tiré des avantages et un certain pouvoir. La question est d'autant plus complexe lorsque les savoirs en question pourraient se révéler fort utiles pour l'ensemble de la collectivité...

Au cours d'une enquête pour la réalisation d'un paquet pédagogique¹ sur la lutte anti-érosion, j'ai découvert une connaissance ancestrale qui,

-
1. Un paquet pédagogique est un ensemble d'outils de formation audiovisuels et écrits, qui sont élaborés de concert avec les communautés. Le processus, mis au point par le Centre de services de production audiovisuelle (CESPA), compte plusieurs étapes, au cours desquelles les contenus sont structurés en fonction des connaissances des populations par rapport à un thème, tout en tenant compte de leurs codes culturels et des objectifs de formation. Le produit final est donc le fruit d'une action commune entre chercheurs, techniciens du développement, communicateurs et populations rurales.

pendant des décennies, a contribué à améliorer la production agricole et le bien-être des habitants d'une communauté villageoise. Le village concerné est situé à plus de 500 km de Bamako, la capitale malienne, en plein cœur de la zone cotonnière.

L'enquête devait porter à la fois sur les connaissances paysannes et sur les nouvelles techniques complémentaires qui pourraient être utilisées pour lutter contre l'érosion des terres cultivables. La stratégie adoptée était de tenir des rencontres avec les groupes socioprofessionnels du village, à partir d'un calendrier établi en commun en tenant compte des occupations de chacun.

Pendant les débats, les paysans ont démontré qu'ils connaissaient bien leur environnement, de même que les meilleures façons de le préserver. En outre, ils ont affirmé que, pour lutter contre l'érosion, il fallait diminuer la coupe abusive du bois sur les plateaux entourant le village. Mieux, mes interlocuteurs ont soutenu que, les champs étant situés sur les plateaux, il était nécessaire d'orienter les sillons dans le sens contraire de l'écoulement des eaux de pluies. Certains ont même proposé le système de la jachère, mais, en raison de l'insuffisance des surfaces cultivées causée par l'agriculture extensive, cette option a été écartée par la majorité des participants.

Après trois jours d'enquête, j'ai d'abord rendu compte de mes découvertes au chef de village, avant qu'une assemblée générale de restitution ne soit organisée. Satisfait de la

collaboration des villageois et des résultats obtenus, je pensais seulement à la réalisation de mon paquet pédagogique. Mais une surprise m'attendait. En effet, au moment où je m'y attendais le moins, le chef de village m'a interpellé en me demandant : « Quelqu'un vous a-t-il parlé de la régulatrice des saisons ? » Ne sachant pas de quoi il s'agissait, ma réponse ne pouvait être que négative. Je n'ai donc pas hésité à lui poser à mon tour une question, afin de connaître l'identité de cette « régulatrice des saisons ». Tout en esquivant ma question avec un sourire de sage, il m'a alors tapoté l'épaule et m'a invité à partager son repas du soir. Très tôt le lendemain matin, le chef de village m'a réveillé et, sans même prendre le temps d'avaler notre petit déjeuner, il m'a conduit chez une vieille femme, qui nous a accueillis comme si nous étions annoncés. Le chef de village a alors fait les présentations, tout en expliquant brièvement à la vieille femme les raisons de mon séjour dans le village. Puis, après des excuses, il s'est éclipsé pour me laisser seul avec la régulatrice des saisons.

La dame a commencé par m'entretenir de sa vie privée : la mort tragique de son mari, la perte de ses six enfants, sa vie de solitaire que, malgré tout, elle juge heureuse... Puis, elle est entrée en transe et a commencé à prononcer des paroles que j'avais du mal à comprendre. Pris de peur, j'ai néanmoins gardé mon calme. Mais elle s'est rapidement ressaisie, m'a regardé un instant, et m'a alors demandé si les « hirondelles noires » étaient arrivées. Surpris par la question, j'ai tout simplement répondu que je ne les avais pas vues, ce qui l'a fait éclater de rire.

Elle m'a alors fait asseoir à côté d'elle sur le canapé, et a commencé à me raconter pourquoi on disait dans le village qu'elle était la régulatrice des saisons. « Mon père était le grand féticheur du village », m'a-t-elle dit avec beaucoup d'assurance. « À sa mort, il n'y avait personne dans sa lignée directe à qui il pouvait transmettre ses connaissances, sauf moi. Un jour, il m'a appelée dans sa case et m'a dit qu'il était au crépuscule de sa vie, qu'il détenait des connaissances et qu'il avait le devoir de les transmettre à ses descendants. Cependant, il ne pouvait pas toutes me les transmettre, étant donné que je suis une femme mariée dans une autre famille. Je lui ai alors répondu que le peu qu'il me transmettrait servirait à tout le village, car moi non plus je n'ai plus d'enfant dans ce monde ici-bas à qui je pourrais transmettre ces connaissances. C'est alors que mon père m'a appris l'histoire des hirondelles noires dans la régulation des saisons au niveau de la contrée. »

Me regardant droit dans les yeux, la vieille femme a continué à me raconter son histoire : « Retiens bien, ma fille, m'a alors dit mon père. Les hirondelles noires sont des oiseaux fabuleux. Elles arrivent dans les bois de la grande rivière qui passe à côté du village au début de l'hivernage, pour y confectionner leurs nids. Leur arrivée et celle des cigognes annoncent l'hivernage pour les habitants de notre village et ceux des environs. Quand elles confectionnent leurs nids dans la vallée de la rivière, selon mes constats, elles tiennent compte de la quantité d'eau attendue dans le cours d'eau. Trois semaines après leur arrivée, je constate que les nids de ces oiseaux sont confectionnés soit plus haut dans les arbres, soit en bas. Je conclus alors que, la couvaison se faisant en période de hautes eaux, peut-être pour éviter que leurs œufs pourrissent dans les eaux de la rivière, les hirondelles choisissent la position de leurs nids en fonction de la quantité d'eau attendue dans la rivière. Dès que je repère la position des nids, le même soir, je demande la permission aux esprits et à mes fétiches avant d'annoncer la nouvelle au chef de village pour les sacrifices. L'annonce de la nouvelle est un événement pour tout le village. Elle détermine en quelque sorte la production

agricole et pastorale de la saison qui commence. Toutes les familles font des promesses de cadeaux en cas de bonne récolte et de bonne santé des bras valides du village. »

Poursuivant son récit, la vieille dame m'a alors confié que, son père étant aujourd'hui décédé, elle continue à jouer ce rôle d'éclaireur du village. « Cela a fait la richesse de ma famille et celle du village depuis des générations, car après les récoltes tous les villageois honorent leurs promesses et l'autosuffisance alimentaire de notre village et de ceux des environs est ainsi assurée. Bravo, les hirondelles ! » a-t-elle conclu en éclatant de rire.

Après avoir obtenu l'accord de principe de la vieille et m'être engagé à ne jamais révéler le nom du village et encore moins le sien, j'ai pu intégrer l'exemple de ce village dans le scénario du paquet pédagogique sous forme d'exemple.

Une perception différente de la part des communautés

Deux ans après avoir appris l'histoire de la vieille femme, j'ai eu la chance de retourner dans le même village pour la formation des paysans, qui devait se réaliser à l'aide du paquet pédagogique sur la lutte anti-érosion que nous avons produit à la suite de cette enquête. Les retrouvailles ont été très chaleureuses, les seuls points noirs étant l'annonce du décès du chef de village et celui de la vieille femme.

La formation a bien débuté. Comme convenu, j'ai pris l'exemple de la vieille femme et des hirondelles en faisant comme si l'histoire se déroulait dans une autre localité. Les villageois étaient en faveur de la protection de ces oiseaux par une meilleure gestion du lit de la rivière. Mais, quand j'ai ramené l'exemple au cas de la rivière qui passe à côté du village où nous étions, les critiques ont commencé à fuser de toutes parts, au point de perturber la formation.

Certains paysans sont même allés très loin dans leurs propos, en affirmant que cette rivière était hantée par des *djinns*² de mauvaise foi, car, selon eux, toutes les inondations qui frappent le village et ses environs sont dues à la crue de la rivière, provoquée par la colère des *djinns*. On ne parlait

2. Selon la conception du monde de certaines ethnies maliennes, les *djinns* sont des esprits maléfiques qui logent le plus souvent dans des cours d'eau. Les phénomènes naturels dévastateurs sont souvent attribués à la colère des *djinns*, provoquée par des actions des être humains qui leur ont déplu.

surtout pas de l'importance de la rivière dans le développement socioéconomique de la localité, et encore moins du fait qu'après les pluies toutes les eaux des plateaux se déversent directement dans la rivière. Ainsi, le côté mystique du cours d'eau occupait une place prépondérante dans l'esprit des villageois, tandis que son rôle dans la valorisation et la conservation des ressources locales demeurait dans l'ombre.

Les savoirs locaux et les questions d'éthique

Les savoirs locaux des communautés sont très difficiles à manier car, le plus souvent, ils sont détenus par des particuliers ou par des familles qui ont une très grande notoriété et une grande influence au sein de la communauté, comme dans le cas de ce village. De ce fait, nous, praticiens de la communication participative, devons peser le pour et le contre avant de divulguer quelque savoir que ce soit. La situation que j'ai vécue ce jour-là était grave. Je suis resté hésitant et pensif pendant longtemps, me demandant s'il fallait révéler l'histoire de la vieille dame. J'ai finalement décidé d'en parler d'abord au nouveau chef de village qui, après des consultations, m'a donné l'autorisation de conter l'histoire aux participants à la session de formation.

Quand j'ai commencé mon récit, ce fut le calme plat sous le grand fromager. Les gens étaient surpris de ce qu'ils entendaient. La culpabilité, l'étonnement, l'intérêt et même la révolte se lisaient sur les visages et dans les propos. Certains étaient contre la divulgation de ce secret tellement important pour la communauté. La majorité des participants, par contre, étaient soulagés d'apprendre cette histoire. Plusieurs se sentaient coupables en raison de leurs pratiques et de leur comportement à mon égard, mais surtout vis-à-vis de la rivière, cette ressource vitale pour leur communauté qui était mise en cause depuis des générations, du fait des inondations.

Ainsi, la formation sur les techniques de lutte anti-érosion pour préserver les terres cultivables s'est transformée en une véritable discussion sur le changement de comportement de la communauté à l'égard de la rivière. Tout le débat a été recentré sur la protection et la sauvegarde de la rivière. À la fin de la session, la nécessité d'appliquer ou non les moyens de lutte anti-érosion pour protéger la rivière et ainsi éviter les inondations dans les villages a été abordée. Puis, nous avons débattu de l'importance de restaurer les terres cultivables, afin d'assurer le développement économique et la sécurité alimentaire de la communauté. Les participants étaient unanimes : il

fallait utiliser les mesures de lutte anti-érosion pour protéger la rivière et sécuriser les villages contre les inondations. Pour ce faire, ils se sont fixé pour objectif de créer une zone tampon tout autour de la rivière. Cette zone devait également permettre de protéger les hirondelles. Ils se sont aussi engagés à utiliser les moyens de lutte anti-érosion aux alentours des plateaux, afin de freiner la vitesse des eaux de pluies et du vent et ainsi contribuer à la restauration des terres et à l'amélioration de la production agricole.

Tout cela est bien beau, mais, après la divulgation de ce secret, que restera-t-il de la vision et du comportement des populations face aux détenteurs de savoirs locaux ? Que deviendront les lieux considérés jusqu'ici comme sacrés ? En tant que praticiens du développement, comment pouvons-nous mettre judicieusement à profit les savoirs locaux tout en respectant les questions d'éthique, de droits d'auteurs et de propriété intellectuelle ?

Les leçons tirées de l'expérience

Une des leçons que j'ai tirées de cette expérience de communication participative est que les villageois étaient très heureux de me revoir et, surtout, de se voir dans le film. L'occasion qui leur avait été donnée de s'exprimer et d'être écoutés les a grandement encouragés. Ils ont compris qu'ils avaient leur mot à dire pour tout ce qui concerne le développement de leur localité, et ils n'ont pas manqué de me le faire savoir.

Il est clair que, grâce à la communication participative, les paysans ont pu se mettre d'accord sur le rôle fondamental joué par la rivière dans leur communauté, ainsi que sur les meilleures façons de gérer cette ressource. Auparavant, la vieille dame était considérée dans le village comme un simple oracle qu'il fallait consulter à chaque début d'hivernage pour orienter les braves paysans. Les hirondelles étaient vues comme de simples oiseaux migrateurs dont l'arrivée annonçait la saison des pluies, tandis que la rivière était considérée comme un endroit hanté par des esprits malfaisants. Ainsi, si l'histoire de la vieille dame n'avait pas été révélée, il aurait été beaucoup plus difficile que la population entreprenne de protéger ce cours d'eau. Ces gens auraient continué à penser que la rivière était hantée par des *djinnns* et elle serait laissée à son triste sort. Dans ce contexte, ni les terres cultivables ni la rivière ne seraient aujourd'hui protégées.

Des acquis de la communication participative

Dans l'expérience décrite ci-dessus, les nouvelles connaissances en matière de lutte anti-érosion, jumelées aux savoirs paysans, dont ceux de la vieille dame, ont permis de gérer de manière rationnelle et efficace les ressources naturelles de la localité : la rivière et ses environs, les terres cultivables, les pâturages mais aussi le village lui-même, qui était constamment dévasté par les eaux de pluies.

Par ailleurs, il est important de mentionner que ce village fait maintenant figure de pionnier dans l'utilisation des moyens de lutte anti-érosion comme les haies vives, les lignes en cailloux, les fascines et les bandes enherbées. Il a même réussi à faire adhérer ses voisins à sa cause. Les paysans ont érigé des cordons pierreux tout le long de ce cours d'eau et sur les flancs des plateaux qui entourent le village, afin de freiner la vitesse des eaux de pluies. Cela a permis de protéger la rivière et d'exploiter les champs situés sur les plateaux pour les cultures sèches et ceux qui sont situés dans les plaines pour la riziculture de bas-fonds.

De plus, les paysans ont reboisé tout le long de la rivière dans un rayon d'environ 300 mètres de part et d'autre du cours d'eau. Ils ont également interdit aux villageois de couper du bois et d'allumer des feux dans ce périmètre, sauf autorisation du chef de village et de ses conseillers, qui constituent le comité local de gestion de cette forêt villageoise.

Un grand nombre d'activités ont vu le jour à ses abords, dont la pêche, l'élevage, la riziculture et surtout le maraîchage, qui occupe les femmes pendant une bonne partie de l'année. Le village a maintenant sa petite forêt le long du cours d'eau, dans laquelle les hirondelles continuent à venir sans crainte pondre leurs œufs. Les alentours de la rivière sont aujourd'hui transformés en un « microclimat tropical » où hommes, animaux et oiseaux se bousculent toute l'année durant pour partager le bonheur légué par la vieille femme et ses hirondelles.

Bien sûr, la question de la durabilité de ces acquis se pose encore, d'autant plus que le chef de village et la vieille femme sont aujourd'hui décédés. Cependant, tout porte à croire que la participation des paysans aux efforts de protection de la rivière contribuera à assurer la pérennité des actions entreprises.

En guise de conclusion, j'aimerais souligner qu'à travers cette expérience il m'est apparu évident que les savoirs locaux des communautés doi-

vent occuper une place importante dans tout processus de communication participative. Il nous appartient, en tant que communicateurs, de savoir les découvrir, d'être en phase avec leurs détenteurs et de trouver des façons de les intégrer à nos outils pédagogiques, afin qu'ils apportent quelque chose d'utile aux communautés engagées dans le développement de leur localité.

Au chef de village et à « la régulatrice des saisons », qui m'ont permis d'apprendre et de diffuser cette connaissance, je souhaite que la terre leur soit légère.

L'INTÉGRATION DE LA COMMUNICATION PARTICIPATIVE POUR LE DÉVELOPPEMENT À DES PROJETS EN COURS : UNE EXPÉRIENCE ÉGYPTIENNE

Rawya El Dabi, Égypte

Intégrer la communication participative pour le développement à des projets en cours n'est pas une tâche facile. Les conditions nécessaires doivent être en place ou doivent être mises en place. Les attitudes doivent aussi refléter la méthodologie que l'on tente d'implanter. Lorsque ces conditions sont absentes, la collaboration entre les parties prenantes peut être sérieusement entravée. Cela est particulièrement vrai lorsque plusieurs partenaires travaillent à différents niveaux sans avoir le même poids dans le processus de prise de décision. Ce texte aborde les obstacles auxquels nous avons dû faire face lorsque nous avons joint un projet déjà en marche avec l'intention d'implanter une méthodologie qui remettait en cause la façon dont les choses avaient été faites jusque-là.



En Égypte, 95 % de la population est concentré sur 5 % de la superficie totale du pays. Par conséquent, le gouvernement favorise la construction d'agglomérations à l'extérieur de la vallée du Nil, dans le désert et dans les gouvernorats frontaliers.

Cependant, l'établissement de communautés en dehors de l'ancienne vallée se heurte à plusieurs contraintes, tels le caractère inhospitalier des lieux et le manque de définition des mécanismes institutionnels de gestion du développement dans les zones désertiques situées à l'extérieur des juridictions existantes. Le manque de coordination et de coopération entre les autorités locales des gouvernorats en place et les nouvelles communautés constitue aussi un problème.

Dans ce contexte, le bureau gouvernemental chargé de la planification urbaine s'est vu attribuer la responsabilité de la conception des plans régionaux, urbains et structurels des nouvelles agglomérations, ainsi que celle de leur architecture. Il est aussi responsable de superviser la mise en œuvre de ces plans. Il fallait donc mettre en place des relations de travail étroites avec les autorités locales, étant donné que l'insuffisance des compétences techniques du gouvernement local ne permettait pas encore une décentralisation complète.

Pour faire face à ces difficultés, un projet a été mis sur pied grâce à un financement conjoint du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et du bureau gouvernemental chargé de la planification urbaine. Il avait pour objectif principal de concevoir des mécanismes de mise en œuvre des plans stratégiques, afin de créer un cadre de règlements et procédures qui facilite la croissance et le développement durable. Le projet devait débiter par une expérience pilote dans deux communautés relativement nouvelles.

L'initiative visait plus particulièrement à améliorer les compétences du bureau gouvernemental de planification urbaine et des partenaires locaux en matière de planification et de gestion participative, dans lesquelles la communication participative pour le développement joue un rôle essentiel. Il visait aussi à aider les partenaires de l'initiative à institutionnaliser ces nouvelles compétences, à établir des partenariats et à créer des alliances stratégiques afin d'attirer des investissements et d'appuyer la mise en œuvre des travaux. Ces partenaires comprenaient le bureau gouvernemental de planification urbaine, les autorités locales des deux communautés participantes, des petits et moyens entrepreneurs, des associations d'entreprises et les communautés dans leur ensemble. L'élaboration et la diffusion de prin-

cipes directeurs pour les consultations dans les communautés et les villes ont aussi été prises en compte dans ce projet, tout comme la tenue de consultations en vue de préparer des plans de développement local à la lumière du plan stratégique.

Origine de l'initiative

Cette initiative a vu le jour après trois ans de travail de sensibilisation et d'efforts de conscientisation menés par un expert en développement institutionnel sur l'importance et les avantages des approches participatives pour planifier le développement. En effet, un premier diagnostic avait révélé que les pratiques de planification et de gestion participatives des nouvelles agglomérations de la zone visée auraient avantage à être approfondies. Les partenaires de l'initiative avaient également besoin d'aide pour adopter une façon de faire plus rassembleuse, en vue d'établir des partenariats et des alliances stratégiques conduisant à la mise en œuvre du plan stratégique.

Au cours de cette phase préparatoire, il est devenu évident que la planification participative pour le développement va bien au-delà des stratégies élaborées d'un point de vue de planification strictement physique, qui se sont révélées un échec total. En fait, l'échec de ce type de stratégie est particulièrement flagrant lorsqu'on constate le caractère inachevé des nouvelles villes dont les plans, déjà conçus, ont été remis aux gouvernements locaux pour leur mise en œuvre. Par conséquent, les citoyens étaient réticents à déménager dans ces nouvelles villes. Ceux qui s'y sont installés ont fait face à d'énormes difficultés car les services disponibles ne répondaient pas à leurs besoins ou n'existaient tout simplement pas.

De la théorie à l'action

Au cours de la première phase du projet, il s'agissait de déceler les obstacles les plus sérieux qui, à l'intérieur du cadre institutionnel existant, devraient être révisés. Il s'agissait ensuite de proposer des modifications réalistes afin d'accroître la possibilité de participation publique au développement local, de même que celle de la société civile.

Ainsi, par le dialogue direct et constructif et par la tenue de consultations, on a tenté d'aider les intervenants à cerner et à corriger les sources de friction et à proposer des changements institutionnels pragmatiques. De

plus, les choix réalisés en matière de politiques municipales ont donné lieu à un climat propice aux affaires et au développement participatif.

Plusieurs étapes ont été prévues afin d'intégrer la communication participative pour le développement au projet. Il fallait avant tout revoir l'ensemble des documents relatifs à l'initiative afin d'en connaître la nature et prendre connaissance des principaux problèmes vécus, des solutions suggérées, des parties prenantes, etc.

La deuxième étape consistait à évaluer et à analyser les problèmes de communication, en plus des canaux de communication et du matériel utilisé par les parties prenantes de première ligne.

Troisièmement, un programme de formation devait être élaboré et mis en œuvre pour aider les partenaires du projet à comprendre le concept de communication participative pour le développement et à acquérir les compétences leur permettant de l'appliquer dans leur travail. À cet effet, il a fallu définir quelle unité, à l'intérieur de la structure organisationnelle des autorités locales des communautés, pourrait éventuellement devenir l'acteur clé qui pourrait veiller à ce que les approches participatives continuent d'être utilisées tout au long de la mise en œuvre des stratégies de développement des communautés. Il s'agissait donc de former le personnel de ces unités en communication participative et en planification du développement, en même temps que les membres du personnel du bureau gouvernemental de planification.

La formation a été conçue de façon à être pratique et axée sur des situations représentatives de la vie et du travail des participants, afin de faciliter l'application des compétences nouvellement acquises directement sur le terrain. À l'origine, il avait été question de former le personnel de ces unités en communication participative et en planification du développement, afin qu'il puisse mettre en œuvre les stratégies de développement de leurs communautés. Le programme de formation devait se réaliser sur une très longue période afin de s'assurer que les participants apprennent réellement et mettent en pratique les compétences nécessaires à un processus de communication participative pour le développement.

L'étape suivante consistait à appuyer les plus proches intervenants en élaborant une stratégie de communication participative pour les plans de développement de leurs communautés. Enfin, le plan comprenait la participation à des activités d'ordre général, tels des ateliers, en vue de l'élaboration de documents de réflexion, de consultations municipales, etc.

Des résultats loin des attentes

Plusieurs obstacles ont entravé la mise en œuvre du plan décrit plus haut. Premièrement, l'équipe du projet issue du bureau gouvernemental de planification a continué à considérer la participation comme un processus visant à permettre à tous d'exprimer leurs difficultés, sans pour autant leur fournir l'aide nécessaire pour les surmonter.

Par ailleurs, l'ingérence constante de cette équipe gouvernementale a perturbé le travail des spécialistes de la communication et de la planification du développement. En outre, les agents gouvernementaux n'ont pas consacré assez de temps à l'analyse des besoins avant l'élaboration du programme de formation. De plus, ils demandaient constamment aux spécialistes de la communication de se procurer des documents de formation déjà existants, comme si le fait de distribuer une masse de documents aux participants constituait un gage de réussite de la formation.

La plus grande difficulté relevait probablement du fait qu'ils considéraient la formation comme un processus vertical s'appuyant sur des cours magistraux. Selon eux, le temps de formation ne devait pas s'étendre au delà de deux ou trois jours (en raison de contraintes budgétaires). De plus, ces courts ateliers de formation abordaient à la fois la communication et la planification du développement. Les participants n'ont donc pas eu suffisamment de temps pour réellement appréhender le sens de la communication participative pour le développement et la place qu'elle occupe dans le cycle de la planification. La même situation a prévalu en ce qui concerne l'institutionnalisation des approches participatives au sein du bureau gouvernemental de planification et des structures des autorités locales : les ressources allouées n'étaient pas suffisantes, en temps et en argent.

Enfin, la sélection du personnel des unités spéciales n'était pas encore terminée au moment de démarrer le programme. De nombreux points de désaccord ont alors fait surface en ce qui concerne le processus de sélection. La mise en œuvre des sessions de formation en a souffert, ce qui a eu des conséquences graves sur la capacité des structures participantes à intégrer les méthodologies participatives de façon durable.

Retour sur l'initiative

Malgré de sérieux revers, nous pouvons tirer des leçons de cette initiative en ce qui a trait à l'intégration de la communication participative pour

le développement dans des projets en cours, particulièrement dans les cas où il y a plus d'un partenaire financier. Rétroactivement, il semble que la réalisation de plusieurs étapes préparatoires aurait accru les chances que cette initiative atteigne ses objectifs.

En premier lieu, l'organisation internationale appuyant le projet doit connaître la communication participative pour le développement, ses avantages et ses préalables. Cette connaissance faciliterait le travail des spécialistes en communication de plusieurs façons. Par exemple, les termes de référence seraient mieux formulés et le facilitateur de communication pourrait compter sur l'appui de l'organisation internationale au moment de traiter avec le partenaire gouvernemental. Malheureusement, jusqu'à maintenant, de nombreuses agences de financement ou organisations internationales ne comprennent pas encore réellement les principes de la communication participative pour le développement. Nombre d'entre elles s'intéressent davantage à l'approche axée sur les droits, qu'elles tentent aujourd'hui d'intégrer à tous leurs programmes. La communication participative pour le développement devrait faire l'objet d'une considération semblable.

Par ailleurs, la communication participative pour le développement ne devrait pas être considérée comme un « accessoire complémentaire » devant être intégré au projet dans une phase ultérieure (surtout la phase de mise en œuvre) comme ce fut le cas pour l'initiative décrite dans cet article. La communication participative pour le développement devrait débiter avec l'idée du projet, ce qui, bien entendu, n'est possible que lorsque l'organisation internationale partenaire est parfaitement consciente et convaincue de son importance.

Par conséquent, le partenaire gouvernemental devrait aussi recevoir une formation sur la méthodologie et les concepts de la communication participative pour le développement. Cette formation permettrait au spécialiste de la communication de travailler main dans la main avec le partenaire gouvernemental en vue de l'élaboration d'une stratégie de communication destinée au projet devant être mis en œuvre. Une fois toutes ces conditions en place, on peut s'attendre à ce que le partenaire gouvernemental appuie le processus de communication participative pour le développement d'un bout à l'autre du projet, au lieu de l'entraver.

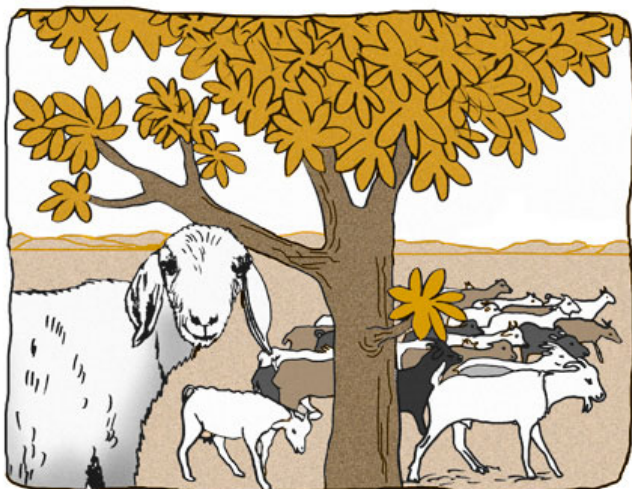
CHÈVRES, CERISIERS ET CASSETTES VIDÉO

Communication participative pour le développement et gestion communautaire des ressources naturelles en milieu semi-aride au Liban

Shadi Hamadeh, Mona Haidar, Rami Zurayk,
Michelle Obeid et Corinne Dick, Liban

Lorsque les sociétés vivent des changements profonds, il arrive que les structures traditionnelles, les systèmes de gestion des ressources et les moyens de communication existants ne parviennent pas à suivre le rythme des transformations. De plus, des conflits peuvent surgir en raison du stress croissant auquel doivent faire face les populations et leur environnement. La bonification des pratiques de communication et de résolution de conflit déjà en place par des méthodologies et des outils novateurs peut alors contribuer à reconstruire le tissu social et à donner aux communautés un sens de direction commun.

Les villages agro-pastoraux traditionnels situés sur les pentes marginales des montagnes de la région semi-aride du Liban vivent depuis quelques années des bouleversements profonds, en raison des pressions économiques



des 25 dernières années. En 1991-1993, une étude de cas portant sur les changements survenus dans les systèmes de gestion des ressources a été menée à Arsaal, un vaste village situé en région montagneuse. Cette étude a révélé que le village était déjà bien engagé sur la voie d'une conversion massive d'une économie traditionnelle axée sur la production de céréales et de bétail vers un système de production fruitière non irriguée.

Par la suite, une étude complémentaire a été menée dans le but d'analyser les composantes de ces changements, les principales tendances et le potentiel de pérennité du système de production émergent, de même que pour améliorer les perspectives de développement communautaire durable. À cette occasion, le système de propriété foncière en vigueur à Arsaal, y compris ses composantes socioéconomiques, a fait l'objet d'une description détaillée. De plus, sa base de ressources a été évaluée, en portant une attention toute particulière aux stratégies de conservation des sols et de l'eau. Les bénéficiaires locaux ont été associés à chaque étape du projet. En outre, des efforts ont été déployés pour renforcer les capacités locales par l'établissement d'un réseau local d'utilisateurs. Par ailleurs, diverses avenues ont été explorées dans le but de mettre sur pied des activités non agricoles génératrices de revenus pour les femmes. Une deuxième phase a par la suite été conçue afin d'expérimenter et d'évaluer les technologies, ainsi que les modes de gestion mis en place par le réseau des utilisateurs au cours de la première phase. Cette deuxième phase visait également à mesurer le progrès accompli en matière de pérennité des principaux systèmes d'utilisation du territoire. Enfin, elle prévoyait le suivi et l'évaluation du réseau local d'utilisateurs et le renforcement de ses capacités, en particulier en matière d'analyse des questions relatives à l'égalité entre les sexes, dans une optique de gestion durable des ressources naturelles.

Le portrait dressé par cette étude montrait une société en transition d'un système agropastoral vers une plus grande diversification de ses moyens de subsistance, notamment par l'intégration de la production fruitière non irriguée, de sources d'emploi non agricole, d'activités d'exploitation des carrières et autres activités connexes. Ces nouvelles activités s'ajoutaient aux activités traditionnelles d'élevage de moutons et de chèvres et de production de céréales et de légumineuses. Au sein de la communauté, les stratégies de gestion traditionnelles fondées sur le consensus avaient cédé la place à des conflits entre éleveurs, producteurs de fruits et propriétaires de carrières autour de l'utilisation du territoire, où ces derniers exerçaient une influence sociopolitique de plus en plus importante. Ces conflits étaient profondément enchevêtrés dans le réseau familial traditionnel du village.

Or, malgré les ramifications qu'ils avaient engendrées au sein des familles et des clans, les structures traditionnelles démontraient une bonne capacité de résistance. Bref, la société d'Arsaal se trouvait dans un état prolongé de crise, de déséquilibre et de gestion de crise.

De plus, à partir du milieu des années 1960, l'effondrement des pratiques traditionnelles de gestion des ressources avait mené au démantèlement et à la paralysie complète de la municipalité locale. Cette situation s'est poursuivie au cours des décennies suivantes, qui ont été marquées par une grande agitation au sein de la société civile. En effet, les nouvelles forces émergentes (les partis politiques et les milices) étaient préoccupées davantage par la politique nationale que par la gestion des ressources locales. Cette situation chaotique s'est poursuivie après le retour de centaines de jeunes de Beyrouth, attirés par la disparition des milices de gauche après l'invasion du Liban par Israël et l'espoir de pouvoir éventuellement participer aux activités de contrebande de part et d'autre des frontières syriennes.

L'année 1998 a vu l'élection d'un premier conseil municipal en 35 ans. La communauté s'est alors dotée d'un organe administratif qui devait faire face au défi de gérer plusieurs formes d'utilisation du territoire et les exigences qui en découlent, qui sont souvent en conflit les unes avec les autres. Toutefois, l'élection avait été pensée et organisée surtout en fonction des alignements familiaux, menant ainsi à la formation d'un conseil municipal qui ne connaissait pas grand-chose à l'administration locale et qui manquait de vision en ce qui concerne le développement des ressources locales.

Création d'un réseau local d'utilisateurs

À la suite des discussions avec notre facilitateur local, l'Association pour le développement rural à Arsaal (ARDA), il était devenu évident qu'un médium était nécessaire pour faciliter l'interaction entre les divers bénéficiaires locaux et d'autres groupes tels les chercheurs, les agents de développement et les organisations non gouvernementales. L'existence d'un tel médium offrirait une plateforme aux parties prenantes pour qu'elles puissent cerner les besoins existants en matière de recherche et de développement et atteindre une compréhension commune de ceux-ci, ainsi que des solutions possibles au problème que constituait l'absence de structures de vulgarisation.

Un « réseau local d'utilisateurs » a donc été créé afin de rapprocher les parties prenantes et d'assumer les fonctions cruciales de participation, de communication et de renforcement des capacités.

Dans le monde arabe, le moyen traditionnel de communication et de résolution des différends est en grande partie l'interaction face à face. Celle-ci est à la base des *majlis* tribaux, au cours desquels des questions sont soulevées au sein de la communauté, habituellement dans la maison du chef de la communauté.

Le rôle stratégique prévu pour le réseau était de donner naissance à une plateforme interactive participative fondée principalement sur la communication interpersonnelle dans des rencontres de groupes, en tant que variante des *majlis* tribaux traditionnels. Cependant, les rencontres s'étendraient cette fois au-delà de la communauté pour inclure les parties prenantes, soit la communauté, les chercheurs, les agents de développement et le gouvernement.

Après consultation auprès des ONG locales et après avoir rencontré les autorités locales, les *mukhtars* (chefs de villages) et les fonctionnaires de la municipalité par intérim (la municipalité avait été dissoute en 1965), les mécanismes pour l'établissement du réseau ont été définis de façon à assurer la représentation des décideurs traditionnels, de même que celle des nouvelles forces émergentes. L'ARDA a joué un rôle de facilitateur dans ce processus en contactant les divers groupes d'utilisateurs (producteurs de cerises, propriétaires de troupeaux, femmes, etc.)

Par la suite, les objectifs du projet ont fait l'objet de discussions et ont été évalués. Les membres du réseau ont alors décidé de participer activement aux activités.

On espérait que la structure souple du réseau, les intérêts que ses membres avaient en commun et les avantages que pourraient en retirer tous ceux qui y participaient lui permettraient d'atteindre un certain niveau de pérennité au fur et à mesure qu'il se développait et s'adaptait aux nouvelles situations. Les avantages pouvant en être retirés comprenaient les retombées de la formation d'agriculteur à agriculteur, l'amélioration de la productivité due à la recherche scientifique, l'amélioration de la capacité de formation des ONG participantes, ainsi que le renforcement des liens entre les agriculteurs et les autorités locales.

À mesure que le réseau prenait de l'ampleur, notre compréhension des principes de la communication évoluait avec lui. Ainsi, il est devenu évident qu'il fallait définir une typologie utilisable et compréhensible ou un système de catégorisation des utilisateurs qui tienne compte de leur nature subjective. Des groupes de travail spécialisés ont vu le jour et ont ensuite donné naissance à trois sous-réseaux, dont deux qui traitaient des princi-

paux secteurs de production dans le village : l'élevage et la production fruitière. Le troisième visait à répondre aux besoins des femmes. Des coordinateurs locaux ont été choisis pour coordonner chaque sous-réseau. Des expérimentations devant être menées sur le terrain ont ensuite été définies et ont fait l'objet de discussions avec les agriculteurs, avant d'être mises en œuvre. Dès ses débuts, le projet a veillé à ce que les membres du réseau soient représentatifs des groupes d'utilisateurs des ressources au sein de la communauté. Cela a contribué à ce que les besoins de l'ensemble de la communauté soient exprimés au sein du réseau, afin que les solutions proposées soient pertinentes aux yeux de tous, favorisant ainsi le partage des connaissances à grande échelle.

De plus, une unité spécialisée membre du réseau, le « forum environnemental », a été créée dans le but précis de servir de catalyseur au partage des connaissances avec la communauté dans son ensemble. Le Forum se composait de jeunes d'Arsaal, pour la plupart des enseignants, qui avaient été formés par l'équipe du projet aux bonnes pratiques mises de l'avant par le réseau et qui avaient pour mission de les faire connaître à l'ensemble de la population. À cette fin, ils ont utilisé principalement la communication interpersonnelle, particulièrement dans les périodes sensibles. De plus, ils ont eu recours à du matériel écrit élaboré par le projet qui décrivait les meilleures pratiques, tout en résumant et en simplifiant les résultats du projet dans un langage accessible aux agriculteurs. Le forum a aussi servi de canal de communication entre la communauté et le réseau local des utilisateurs. Par son entremise, des améliorations et des mesures de correction ont été proposées.

Une attention particulière a été portée à l'évaluation de même qu'à l'analyse des observations et des commentaires acheminés par les membres du réseau, dans l'optique d'évaluer la réponse de la communauté aux nouvelles techniques et d'adapter ces dernières aux besoins de la communauté. Les résultats obtenus par les agriculteurs ont été intégrés au processus de recherche lors de rencontres régulières et de contacts avec les membres de l'équipe de recherche. Ainsi, ces agriculteurs ont joué un rôle central dans la diffusion des résultats de la recherche et dans les discussions autour de ceux-ci. Les contributions et les réactions des membres du réseau ont été les principaux éléments utilisés pour définir des stratégies d'intervention ayant pour but de donner lieu à des améliorations durables.

Une vaste gamme d'outils

Le réseau local des utilisateurs a eu recours surtout à des outils et des pratiques de communication interpersonnelle. Parmi ceux-ci, on compte la tenue régulière de rencontres du type « table-ronde » réunissant les membres des sous-réseaux, au cours desquelles les diverses questions étaient abordées, des travaux de terrain réalisés par des étudiants dans les communautés à l'intérieur de leurs programmes de formation, l'organisation de séjours dans les villages afin de mieux connaître la réalité des agriculteurs en partageant leur vie quotidienne, la mise en œuvre conjointe de bonnes pratiques en matière de gestion des ressources naturelles sur le terrain, la production de courts documentaires vidéo sur différentes questions, également utilisés comme de puissants outils de participation, des bulletins de liaison, un site Web et, surtout, un ensemble d'ateliers portant sur différents thèmes relatifs à la gestion communautaire des ressources naturelles et au développement communautaire.

Le réseau, qui fonctionnait comme une plateforme de communication participative et interactive qui s'alimentait de ses propres expériences, s'est révélé une expérience novatrice et efficace faisant la promotion du développement économique et d'une meilleure compréhension des aspects sociopolitiques par les acteurs concernés. Il a également permis à la communauté de connaître d'autres interventions en matière de développement.

L'arsenal du réseau comprenait également des outils de communication artistique et visuelle. Au cours de sa seconde phase, le projet a établi un partenariat avec « Zico House », un centre communautaire culturel alternatif spécialisé dans l'utilisation de l'art à des fins de développement communautaire. La production de vidéos a été expérimentée par des efforts visant à engager la communauté dans un processus de dialogue et de résolution de conflits, en partant du principe que l'utilisation de l'image peut mettre en lumière certains aspects du conflit et de la dissension jusque-là demeurés plus obscurs. Plus important encore, elle constitue une plateforme pour la liberté d'expression des groupes marginaux et une référence visuelle d'un contexte de développement particulier à un certain moment.

La vidéo à des fins de résolution de conflit

Le réseau a offert un environnement dans lequel la résolution de conflit a pu prendre place entre différents utilisateurs du territoire, étant donné

que les besoins des parties en conflit ont pu être exprimés et des compromis, explorés. Les premières rencontres qui se sont tenues pour discuter des questions conflictuelles entre les parties ont révélé que ces dernières étaient réticentes à s'engager dans un dialogue. Après la tenue de quelques sessions sans grand succès, notre unité de communication a suggéré d'avoir recours à des images pour faciliter le démarrage du processus de dialogue. Initialement, les représentants des parties en conflit qui refusaient de discuter des questions en litige ont été interviewés et filmés séparément. La vidéo a ensuite été projetée en présence de toutes les parties, puis elle a fait l'objet d'une discussion qui a également été documentée sur bande vidéo. Les acteurs locaux qui avaient été filmés ont été consultés pendant le montage. En dernier lieu, la nouvelle vidéo a été projetée à un auditoire plus vaste, parmi lequel on comptait un plus grand nombre d'habitants du village. Les discussions se sont poursuivies jusqu'à ce qu'un dialogue positif commence à émerger dans l'auditoire. Le moment où un consensus a été atteint a également été filmé et formulé par un facilitateur local sous forme de recommandations précises pour le suivi. Par exemple, les parties en conflit se sont mises d'accord pour s'en remettre aux autorités locales (municipales et *Mukhtars*) et les investir de la responsabilité de définir et de recommander différents scénarios pour gérer les utilisations du territoire dans le village.

Une vidéo pour contribuer à l'affranchissement des femmes

Une autre vidéo a été produite dans le but de souligner la productivité économique des femmes au sein des ONG, de la coopérative alimentaire et d'une société pastorale. La vidéo abordait plus particulièrement l'amélioration de la perception d'elles-mêmes par les femmes et le sentiment d'affranchissement qui accompagne la production. Le film a été projeté à un groupe d'hommes et femmes qui prenaient la parole dans le film, pendant un *iftar* (déjeuner) organisé par l'ARDA. Ceux et celles qui prenaient la parole dans le film ont ressenti une grande fierté en se voyant à l'écran, notamment parce que d'autres personnes les ont félicités au sujet des opinions exprimées dans le film. Tant les hommes que les femmes ont fait ressortir l'importance du travail hors de la sphère domestique. Les femmes ont fait valoir que, même si l'argent est essentiel et qu'il contribue à améliorer le statut de la femme dans le ménage, la seule possibilité d'apprendre et de socialiser qu'offre le travail rémunéré est satisfaisante et augmente l'estime de soi.

Des discussions ont également eu lieu sur la question des femmes qui ne participent pas à la production et sur l'importance de reconnaître leur rôle dans la société. Certains ont même soulevé que le film aurait dû présenter d'autres types de femmes, comme les enseignantes et les femmes au foyer.

Le groupe était d'accord pour dire que le film leur a plu et que celui-ci était une façon très appropriée de documenter, en particulier dans un contexte comme celui d'Arsaal, où les gens préfèrent « regarder » plutôt que lire.

Conclusion

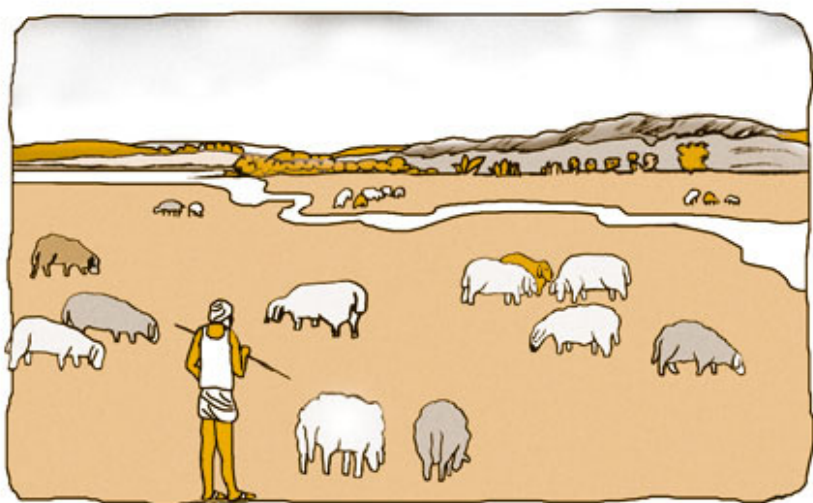
L'utilisation d'une vaste gamme d'outils et de méthodes de communication, allant des *majlis* traditionnels jusqu'aux ateliers, en passant par des outils novateurs comme la vidéo et la production audiovisuelle, a été très révélatrice. Des groupes marginaux qui étaient traditionnellement exclus de la structure de pouvoir local, qui en étaient méfiants et qui étaient habituellement peu loquaces dans le contexte officialisé des *majlis* sont devenus très candides devant la caméra et ont exprimé leur opinion sans ambages. Comme si, pour eux, les lentilles étaient des objets neutres et que la politesse formelle qui est de mise lors des affrontements au sein des *majlis* n'était pas nécessaire. Les vidéos ont été très utiles pour susciter des discussions et une prise de conscience parmi les factions. Le monde de l'image a permis de rétablir une plateforme de communication pour engager les populations locales et refléter leurs besoins réels. Il a également permis aux groupes marginalisés de s'exprimer librement, de jeter un éclairage sur la nature des conflits existants au sein du village, et de faciliter la résolution des conflits en matière de gestion des ressources naturelles.

L'une des questions les plus pressantes auxquelles nous faisons maintenant face est celle de savoir jusqu'à quel point les communautés locales seront capables d'utiliser les résultats obtenus grâce à la communication participative pour le développement pour améliorer leurs moyens de subsistance. Les activités de communication participative pour le développement doivent être étroitement liées aux activités de développement, notamment à l'octroi de ressources. C'est seulement lorsque des éléments de développement ont été injectés dans notre processus de recherche communautaire que des changements ont commencé à poindre dans les comportements et les aspirations des gens.

D'UTILISATEURS PAUVRES EN RESSOURCES À GESTIONNAIRES DES RESSOURCES NATURELLES : UN EXEMPLE DE JAVA-OUEST

Amri Jahi, Indonésie

Dans les démarches de protection de l'environnement, il arrive souvent qu'on ne tienne pas compte du fait que, pour que les populations locales soient en mesure de modifier leur façon d'utiliser les ressources naturelles, des solutions de rechange doivent exister. Le long de la rivière Cimanuk à Java-Ouest, les tentatives pour interdire l'agriculture sur les berges surélevées ont irrémédiablement échoué jusqu'à ce que d'autres options viables soient disponibles sur le plan économique. Grâce à la communication participative pour le développement, le dialogue entre les chercheurs, les décideurs, les petits agriculteurs et les paysans sans terre a permis de transformer une pratique agricole qui rendait les villages plus vulnérables aux inondations annuelles en un florissant élevage de moutons sur les berges de la rivière.



Il y a quinze ans, alors que nous étions en train de préparer une étude préliminaire afin d'explorer les possibilités de développement qui pourraient améliorer les conditions de vie des petits agriculteurs et des paysans sans terre vivant le long de la rivière Cimanuk, dans le district de Majalengka, Java-Ouest, nous nous sommes demandé si les agriculteurs pauvres en ressources seraient capables de participer à la gestion d'une bande de terre publique s'étendant le long de la rivière. Nous nous sommes également demandé s'ils pourraient retirer des bénéfices d'une telle entreprise.

À cette époque, la principale préoccupation du gouvernement local et des communautés vivant le long de la rivière était d'endiguer les inondations. À chaque saison des pluies, de fortes averses faisaient monter le niveau de la rivière et inondaient les villages. Dans le but de maîtriser ces inondations annuelles, le Département des travaux publics avait acheté une bande de terre le long de la rivière qui traverse les villages et les petites villes du district et avait surélevé les berges à une certaine hauteur. Les inondations étaient donc maîtrisées, libérant les communautés de la menace annuelle de ce cataclysme.

Cependant, cette technique de prévention des inondations avait créé un autre problème pour les petits agriculteurs et les paysans sans terre, qui cultivaient sur les berges bien avant qu'elles soient surélevées. En effet, en vertu des nouvelles lois gouvernementales, les activités agricoles étaient interdites sur les terres publiques le long de la rivière, en raison des risques de déstabilisation de la structure des sols et d'entrave du cours d'eau.

Ainsi, malgré les lois édictées par le gouvernement, les petits agriculteurs et les paysans sans terre ont poursuivi leurs activités agricoles comme d'habitude. De leur côté, les fonctionnaires du Département des travaux publics ont continué d'appliquer les lois en détruisant les récoltes susceptibles d'affaiblir la structure du sol des rives surélevées.

À la recherche de solutions de rechange

Après avoir joué au chat et à la souris durant plusieurs années et fatigué des conflits avec les communautés locales, le Département des travaux publics a finalement proposé aux agriculteurs une solution favorable à tous. Ces derniers ont en fin de compte été autorisés à cultiver le long des rives, à condition de faire pousser de l'herbe à au moins un mètre du bord de la rivière et sur les deux berges surélevées. Ils n'ont toutefois pas été autorisés

à cultiver des bananes ni aucun autre type de culture pouvant déstabiliser la structure des sols.

Pour encourager davantage les agriculteurs à cultiver de l'herbe, les fonctionnaires du gouvernement avaient promis de leur fournir des moutons. Or, cette promesse n'a pas connu beaucoup de succès. Les agriculteurs ont été déçus des quelques moutons de classe inférieure qui leur avaient été livrés et l'abondant pâturage s'est gaspillé.

À ce moment crucial, une étude préliminaire a été entreprise afin d'évaluer la disponibilité des ressources naturelles locales tels la terre, les cultures, les animaux et l'eau, ainsi que les limites, possibilités et problèmes liés à leur utilisation et à leur mise en valeur. L'étude visait aussi la compréhension des systèmes traditionnels et l'évaluation des capacités locales.

L'étude a conclu à l'existence d'un potentiel pour que les petits agriculteurs soient partie prenante de la gestion des terres publiques situées le long de la rivière et des canaux d'irrigation et qu'ils en retirent des bénéfices, pourvu qu'une instance de financement soit mise en place.

Une étude pilote de suivi a alors été mise en branle. Fondamentalement, le défi consistait à aider les agriculteurs à résoudre leurs problèmes et à profiter de l'abondance du pâturage, tout en assurant la protection des berges. Après discussion sur l'approche la plus adéquate, notre équipe a décidé d'utiliser la communication participative pour le développement. Par conséquent, des liens ont été établis entre les chercheurs universitaires, le gouvernement local, le Département des travaux publics, le service local de vulgarisation en matière d'élevage, les autorités municipales et les communautés agricoles locales.

L'utilisation d'outils de communication appropriés

Avant le travail sur le terrain, des outils de communication telles des présentations audiovisuelles, des affiches, et même des bandes dessinées, ont été produits et expérimentés auprès des agriculteurs et des vulgarisateurs. Des étudiants des études supérieures en communication pour le développement ont collaboré à l'élaboration et à l'expérimentation de ces outils, lors de leurs travaux en conception de messages ou de la recherche pour leurs thèses.

Plus particulièrement, des thèmes comme le potentiel économique et social de l'élevage de moutons dans le district de Majalengka ont été abor-

dés avec les décideurs locaux et les vulgarisateurs en matière d'élevage. D'autres thèmes concernant les nombreux aspects techniques de la production ovine, la gestion du budget familial en milieu rural et le marketing ont été abordés au profit des vulgarisateurs, des agriculteurs et de leurs épouses.

Le travail sur le terrain a commencé dès que les outils de communication ont été au point. Lors du premier trimestre de 1992, un protocole d'entente a été signé entre le gouvernement du district de Majalengka et la Faculté des sciences animales de l'Université agricole de Bogor.

Au cours de la cérémonie, un diaporama sur le potentiel économique et social de l'élevage de moutons dans le district de Majalengka a été présenté aux fonctionnaires du gouvernement et à la Chambre des représentants locale, avant la signature de l'entente. Il a soulevé l'enthousiasme parmi les fonctionnaires présents à la cérémonie. De plus, les médias locaux ont couvert l'événement. Le reportage a été diffusé en soirée, au bulletin de nouvelles de la station régionale de télévision.

L'étape suivante a consisté à promouvoir le renforcement des capacités auprès du personnel du service local de vulgarisation en matière d'élevage et des représentants des agriculteurs. Ainsi, une fois par mois, des chercheurs ont animé une rencontre de formation sur place pour les vulgarisateurs et d'autres fonctionnaires du Service d'élevage du district. Des aspects techniques de l'élevage ovine, incluant la construction d'étables, l'alimentation, la reproduction et les soins vétérinaires ont été abordés. Deux diaporamas sur la production ovine ont été présentés aux vulgarisateurs, qui ont pu en discuter par la suite.

Dans tous les cas, un pré-test et un post-test ont été menés auprès des vulgarisateurs sur les thèmes de la formation avant et après la présentation des diaporamas, afin de susciter leur intérêt à l'égard des sujets traités. De plus, les tests se sont révélés utiles pour savoir si la présentation des diaporamas avait contribué à approfondir les connaissances des agents sur les thèmes discutés.

Après la formation des agents, une courte rencontre a eu lieu avec les représentants des agriculteurs des quatre sites pilotes. À cette occasion, ils ont été informés qu'ils étaient admissibles à un prêt en nature, sous forme de moutons. S'ils acceptaient, ils seraient tenus de retourner au projet une partie de la progéniture de leurs moutons pendant une période de quatre ans.

Après la rencontre, les participants ont été invités à se rendre chez un agriculteur d'expérience dans le village de Balida pour voir comment le fourrage y était ramassé. Un mois plus tard, ils se sont rendus dans le district de Garut pour visiter un projet d'élevage des moutons. Le mouton de Garut est particulièrement reconnu pour sa croissance rapide et sa fécondité.

L'expérimentation de nouvelles techniques

À leur retour, on a demandé à chacun des représentants des agriculteurs de construire une bonne étable capable d'abriter deux béliers adultes et dix brebis, ainsi que de préparer une parcelle pour y cultiver des variétés améliorées d'herbage et de légumes destinées à l'alimentation des moutons et à servir de parcelle modèle.

Dans le mois qui a suivi, les agriculteurs ont bénéficié d'une supervision intense et d'un soutien technique pour leur permettre d'acquérir de l'expérience sur place, en élevant des nouvelles espèces de moutons dans leur propre environnement. Un mois plus tard, les représentants des agriculteurs possédaient suffisamment d'expérience en matière de soins à apporter aux moutons et étaient en mesure d'informer d'autres agriculteurs dans les villages en ce qui concerne l'élevage du mouton de Garut.

Une fois la période expérimentale terminée chez les représentants des agriculteurs, des rencontres de formation mensuelles de soir ont été organisées pour le reste des agriculteurs dans les quatre sites de recherche. La première rencontre de formation traitait de la construction d'une étable pour les moutons qui soit robuste, salubre, économique et fabriquée à partir de matériaux locaux, alors que la deuxième s'est concentrée sur l'alimentation appropriée à donner à cette espèce particulière de moutons. Lors de ces rencontres, tous les agriculteurs ont répondu à un pré-test et à un post-test afin de mesurer leur niveau de connaissances sur les sujets de formation, avant et après la présentation des diaporamas.

Environ deux semaines après les sessions de formation, on a demandé aux représentants des agriculteurs de vérifier si tous les agriculteurs avaient bâti ou amélioré les étables pour les nouveaux moutons qui devaient arriver. Les agriculteurs qui ne l'avaient pas fait ont été incités à rebâtir ou à améliorer leurs étables.

Deux semaines après la fin des préparatifs, on a demandé à un dirigeant agricole ayant une grande expérience dans l'élevage de moutons de se joindre aux chercheurs pour choisir des béliers et des brebis pour 100 agriculteurs des quatre sites de recherche.

Les rencontres de formation ont continué après la distribution des moutons aux agriculteurs. Les thèmes abordés allaient des aspects techniques de l'élevage de moutons à la gestion du budget familial en milieu rural.

Pendant ce temps, l'assistant de recherche, accompagné des représentants des agriculteurs, visitait chacune des fermes sur une base hebdomadaire afin de vérifier l'état de santé des moutons et les conditions dans lesquelles ils étaient tenus, de même que pour continuer à fournir un soutien technique aux agriculteurs.

Environ un an après la distribution des moutons, tous les agriculteurs ont été invités à une rencontre dans la capitale du district afin de partager leur expérience en matière d'élevage de moutons de Garut avec les agriculteurs d'autres villages. Cet échange entre agriculteurs s'est révélé un excellent moyen de susciter l'intérêt d'autres agriculteurs, bien meilleur en fait que ceux qu'auraient pu utiliser les chercheurs ou les vulgarisateurs.

Des résultats prometteurs

Le projet a eu un premier résultat positif lorsque le chef du service technique local en agronomie a réussi, grâce au rapport d'étape annuel de la première année, à convaincre le gouvernement local d'octroyer davantage de financement à son bureau.

Vers la fin de la deuxième année, des résultats ont commencé à se faire sentir au niveau local lorsque plusieurs agriculteurs ont pu remettre des agneaux au projet. Selon un accord établi au préalable, les agneaux devaient être partagés moitié-moitié. Les agneaux devaient être distribués à d'autres agriculteurs intéressés à l'élevage des moutons. Cela était un indicateur de l'effet positif du projet sur les petits agriculteurs concernés. En effet, entre septembre et décembre 1993, le troupeau de moutons s'était accru de 159 %. Un an plus tard, l'augmentation atteignait 271 %, alors qu'à la fin de 1995 elle s'élevait à 306 %.

La valeur des avoirs des agriculteurs participants avait augmenté en conséquence. En moins de trois ans, la valeur des moutons avait presque triplé, une contribution positive à l'économie locale. De plus, le bien-être de la plupart des agriculteurs engagés dans le projet s'était considérablement amélioré car le revenu provenant de la vente de moutons valait plus d'une fois et demie le capital prêté.

En plus des avantages économiques tels un nombre plus élevé de moutons dans les étables et un gain supplémentaire en revenu, le projet a aussi procuré des avantages sociaux aux villageois participants, qui ont gagné le respect de leur famille et de leur communauté. L'un des représentants des agriculteurs a même réussi à envoyer son fils à l'Université agricole de Bogor, où il a obtenu un diplôme en zootechnie l'an dernier.

En mai 1996, au terme de près de cinq ans de travail continu sur le terrain, le projet prenait fin officiellement. Cependant, à partir du moment où les brebis continuaient à se reproduire et les agriculteurs à remettre des agneaux au projet, la poursuite des activités était assurée.

Un nouveau souffle pour le projet

Au début de 1999, à la suite de la grave crise financière asiatique qui a frappé durement l'économie indonésienne, le projet obtenait un financement supplémentaire pour l'achat de 55 nouveaux moutons. Ces moutons ont été distribués dans deux autres villages du district de Majalengka.

À peu près au même moment, un ancien groupe du projet dans le village de Kadipaten recevait un prêt de trois cents millions de rupiahs provenant des fonds du réseau de sécurité sociale de la Banque mondiale. Ce prêt devait aider les communautés locales à se sortir de la crise économique. Le groupe d'agriculteurs l'a utilisé pour développer davantage ses entreprises d'élevage de moutons.

Huit ans après la fin du projet, nous aidons encore les agriculteurs, bien qu'à un rythme plus lent et sur une plus petite échelle. Le travailleur de terrain a été autorisé à vendre les moutons non productifs afin de couvrir les coûts d'exploitation de la supervision et du soutien technique.

En ce moment, la production du cheptel, incluant la production ovine, croît à un bon rythme dans le district de Majalengka. Les investissements publics et privés ont augmenté régulièrement, surtout depuis la crise éco-

nomique de 1998. Entre 2002 et 2004, le gouvernement de Majalengka a à lui seul investi plus de neuf millions de rupiahs dans l'élevage de bétail.

Des fonds publics ont été acheminés aux agriculteurs sous forme de prêts par l'entremise des banques locales, principalement pour le bœuf et la production bovine. De plus, une importante infrastructure de marketing pour le bétail a récemment été construite dans la région. Les marchands de bétail de l'est et du centre de Java apportent et vendent leurs moutons et leurs bovins aux marchands locaux et à d'autres marchands et acheteurs de Bandung, Bogor et Jakarta dans le nouveau marché de bétail.

Autrement dit, la situation de l'économie d'élevage dans le district de Majalengka a beaucoup évolué comparativement à celle qui existait en 1989 à l'arrivée de l'équipe de recherche. Nous pensons qu'au cours des quinze dernières années notre travail a contribué à cette situation en soulevant le sujet dans des assemblées publiques et privées, en faisant connaître l'existence d'un immense potentiel qui ne demandait qu'à être exploité dans un district éloigné de Java-Ouest.

Aujourd'hui, le long de la rivière et des canaux d'irrigation des anciens sites de recherche, on peut voir que les canaux d'irrigation sont bien entretenus et que les agriculteurs récoltent régulièrement l'herbe sur les berges de la rivière. De loin, on peut voir de nombreux petits drapeaux blancs plantés de façon ordonnée dans le sol tous les dix mètres, sur les deux côtés du canal d'irrigation. Que signifient ces drapeaux ? Marquent-ils une limite ? Effectivement. À l'exception des agriculteurs qui plantent les drapeaux dans le sol, personne n'est plus autorisé à récolter l'herbe. Aux yeux des communautés rurales, l'herbe a maintenant une signification, en raison du rôle clé qu'elle a joué dans le développement de l'économie locale tout en contribuant à résoudre les problèmes environnementaux.

En résumé, grâce à la communication participative pour le développement, les chercheurs, les techniciens agronomes, les fonctionnaires gouvernementaux et les petits agriculteurs qui ont coopéré ont été capables de travailler main dans la main et de résoudre certains problèmes de la communauté.

Grâce à l'introduction de l'élevage de moutons en tant qu'activité économique de rechange, les petits agriculteurs et les paysans sans terre des communautés agricoles situées le long des rives de la rivière Cimanuk ont été capables d'assurer la gestion des maigres ressources publiques naturelles de leur environnement.

Les problèmes vécus

Ce récit ne serait pas complet sans la description de certains des problèmes vécus par les chercheurs au cours de ce projet.

Le premier problème est survenu au tout début du travail sur le terrain, lorsque nous tentions d'obtenir l'approbation et l'appui des chefs de village. La plupart des chefs de village dans les sites de recherche se sont montrés très intéressés aux bénéfices qu'ils pourraient tirer des activités devant être mises de l'avant dans leur secteur. Ils étaient enthousiastes à l'idée de toucher une part des bénéfices.

Nier cette possibilité aux chefs de village aurait sans doute signifié des problèmes à venir ou, pire encore, conduire à l'échec de l'ensemble du projet. Par contre, les laisser toucher une part des bénéfices pouvait peut-être éviter aux chercheurs et aux représentants des agriculteurs bien des querelles et des tensions avec les chefs de village.

Pour ces raisons, le meilleur choix à ce moment semblait être de leur donner une petite partie des bénéfices. Avec cette idée en tête, nous avons inclus les familles des chefs de village sur la liste de distribution des moutons, à condition qu'elles s'en tiennent aux politiques et aux règles du projet.

Il nous semblait qu'en agissant de la sorte nous allions nous épargner bien des efforts et éviter de futurs conflits entre les représentants des agriculteurs et les chefs de village. Ce compromis nous faciliterait également l'accès aux salles municipales pour nos rencontres de formation.

Au fur et à mesure du déroulement du projet, nous nous sommes rendu compte d'un taux élevé de mortalité chez les moutons élevés par les familles des chefs de village. Pourquoi ? La réponse était simple. Ces familles ne connaissaient pas l'agriculture et ne s'y prenaient pas de la bonne façon pour élever les moutons. De plus, elles ne consacraient pas suffisamment de temps à leurs tâches, raison pour laquelle elles n'ont pas réussi à élever des moutons et à retourner des agneaux au projet.

Le deuxième problème que nous avons vécu a été le recours à des pratiques d'alimentation inappropriées. Les agriculteurs avaient l'habitude de nourrir leurs animaux avec de l'herbe fraîche. Ils ont fait de même avec les nouveaux moutons, très prolifiques, sans ajouter assez de légumes aux rations. C'est pourquoi beaucoup d'animaux souffraient de sous-alimentation.

La sous-alimentation provoquait beaucoup de fausses couches chez les brebis enceintes et un taux élevé de mortalité chez les agneaux nouveau-nés. Afin de résoudre ces problèmes, l'équipe de recherche a ajouté des blocs de mélasse enrichie d'urée à la nourriture des moutons, en tant que complément riche en protéines et en minéraux.

Le troisième problème concernait le manque d'approvisionnement en herbe et en fourrage durant la saison sèche. Ce problème récurrent était saisonnier et préoccupait les agriculteurs année après année. Au début du travail sur le terrain, l'équipe, avec certains représentants des agriculteurs, avait entrepris de cultiver une parcelle de démonstration afin d'améliorer la qualité de l'herbe et des légumes dans les quatre sites de recherche. Or, très peu d'agriculteurs étaient prêts à cultiver de l'herbe et des légumes, sous prétexte que l'herbe avait toujours été abondante. Pourquoi prendre la peine de la cultiver ?

Parmi les autres difficultés, mentionnons le fait que les agriculteurs n'ont pas très bien répondu à la proposition de construire des silos pour y conserver l'herbe, en particulier pendant la saison des pluies, alors que l'herbe est abondante. Ils n'aimaient pas son odeur.

Finalement, après la fin du projet, lorsque nous avons dû réduire la fréquence de nos visites aux agriculteurs en raison du manque de fonds, beaucoup d'agriculteurs n'ont pas tenu leur engagement de retourner des agneaux de bonne qualité au projet. Cette situation a gravement affecté les tentatives de distribution d'agneaux à des agriculteurs potentiels. La question de la pérennité a alors été soulevée. Combien de temps encore le projet pourrait-il continuer ?

Malgré ces faiblesses, le projet a fourni de nombreuses occasions d'apprentissage. Un retour sur le travail accompli nous permet de tirer des leçons et de définir les éléments les plus caractéristiques qui ont contribué à faire de ce projet une réussite.

Tout d'abord, la conduite d'une étude préliminaire approfondie sur les sites de recherche a été très utile pour comprendre la situation, les possibilités et les problèmes liés à la mise en valeur des ressources naturelles locales, ainsi que les systèmes traditionnels et les compétences autochtones des communautés locales. Cela a également permis l'élaboration d'un solide plan d'action pour la mise en œuvre du projet.

En deuxième lieu, le fait qu'un partenaire financier s'était fermement engagé à assurer un financement adéquat afin de mettre en œuvre le plan d'action et de préparer les outils de communication s'est révélé un élément d'une importance cruciale. En outre, l'appui des responsables des politiques locales, des autorités des villages et des représentants des agriculteurs s'est aussi révélé extrêmement important pour assurer une mise en œuvre réussie du plan d'action.

La participation directe des vulgarisateurs locaux et des représentants des agriculteurs à la diffusion des outils, à la distribution des moutons et à l'apport de soutien technique semble aussi avoir grandement contribué à établir la confiance nécessaire avec les agriculteurs locaux. De plus, la tenue de rencontres mensuelles s'est révélée une bonne façon d'obtenir des commentaires et de faire le suivi des activités, tout en fournissant aux groupes d'agriculteurs davantage d'information sur l'élevage de moutons et le marketing de leurs produits.

Finalement, la tenue de séminaires pour faire connaître les réussites du projet avec la participation de représentants des agriculteurs, de la communauté universitaire et des décideurs a été très importante pour que le projet puisse être mis en application ailleurs et à une plus grande échelle.

RECHERCHE PARTICIPATIVE AU MALAWI : LA GESTION PAR BASSIN VERSANT AXÉE SUR LA COMMUNICATION

Meya Kalindekafe, Malawi



Les ressources en eau sont tellement importantes pour le maintien de la vie et des moyens de subsistance que leur gestion peut s'avérer des plus complexes, en raison du grand nombre et de la diversité des parties prenantes concernées. Cependant, l'absence d'une stratégie intégrée et coordonnée constitue souvent une entrave à la résolution des problèmes liés à l'eau auxquels les collectivités locales doivent faire face. Les chercheurs peuvent grandement contribuer à modifier cette situation, à condition d'adopter des méthodologies participatives et de ne pas limiter la portée de leur recherche à l'environnement biophysique, au détriment de l'environnement social.

Au Malawi, la responsabilité des ressources en eau est considérablement fragmentée. À titre d'exemple, selon l'usage que l'on fait de l'eau, cette responsabilité peut incomber au Département de l'eau, aux conseils municipaux, au Département des pêches ou au ministère de l'Agriculture et de l'Irrigation. Cette situation empêche la mise en œuvre de plans inté-

grés et durables de gestion des ressources en eau. Jumelée à une utilisation inadéquate de la recherche-action, elle fait souvent obstacle à la résolution de la plupart des problèmes relatifs à l'eau, parmi lesquels on compte une mauvaise gestion des ressources en eau à l'échelon local, l'absence de prise en compte des questions relatives à l'égalité entre les sexes dans la gestion de ces ressources, la contamination de l'eau et les maladies hydriques, la dégradation des bassins versants de même que les insuffisances en matière de capacités humaines pour aider les populations locales.

En raison de l'existence de ces problèmes, le Département de biologie de l'Université du Malawi a lancé une initiative de recherche pour analyser l'étendue de la dégradation environnementale, en lien avec l'utilisation et la disponibilité de l'eau dans les régions des rivières Lisungwi, Mwanza et Mkulumadzi. La recherche vise également à apprécier et à documenter les connaissances traditionnelles en matière de gestion des ressources en eau, y compris les stratégies utilisées localement pour faire face à ces problèmes.

Les rivières à l'étude sont situées dans le district de Mwanza, dans le sud-ouest du Malawi, qui couvre une superficie de 2 239 km² et compte 138 015 habitants. Elles sont des affluents importants de la rivière Shire, un déversoir du lac Malawi et la principale source d'hydroélectricité du pays. L'intérêt particulier de ces rivières réside dans le fait qu'elles traversent des régions qui présentent divers degrés de dégradation environnementale, attribuable principalement à l'activité humaine. En outre, le fait que la région visée par l'étude soit située en milieu rural signifie que les moyens de subsistance de la population locale dépendent fortement de l'exploitation des ressources naturelles, dont l'eau.

À long terme, l'étude servira à l'élaboration de stratégies intégrées et durables de gestion des ressources en eau et favorisera le développement économique de la région. Autrement dit, les résultats de cette étude présenteront une démarche permettant l'élaboration de stratégies et de plans de gestion des ressources en eau appropriés et intégrés. Ces plans et stratégies permettront en retour d'atténuer les problèmes liés à l'eau dans la région et de contribuer à la réalisation des objectifs sociaux, économiques et environnementaux de la population locale.

Pour ce faire, l'étude tentera plus particulièrement de cerner les influences économiques et sociales qui devraient être prises en considération dans l'élaboration des politiques. Elle tentera également de répertorier les connaissances traditionnelles qui existent déjà à l'échelon local et qui peuvent être utilisées comme point de départ pour l'élaboration de plans de

gestion des ressources en eau. Elle accordera aussi une attention particulière aux questions relatives à l'égalité entre les sexes et aux moyens de les intégrer dans les plans de gestion de l'eau. De plus, en ce qui concerne les aspects plus techniques, on évaluera la qualité de l'eau, afin de déterminer si elle est suffisamment pure pour la consommation humaine. Si nécessaire, des mesures d'atténuation pouvant être mises en place pour éviter la dégradation des bassins hydrographiques seront définies, tout comme des moyens permettant d'assurer la formation des personnes de la localité.

L'utilisation d'approches et d'outils participatifs

Afin d'accroître la participation, l'initiative a recours à une approche désignée sous le nom de « gestion par bassin versant axée sur la communication ». Tel qu'elle a été décrite par Martin¹, cette approche consiste en une recherche axée sur l'action (des experts qui entreprennent des activités participatives bien ancrées dans la théorie, de concert avec les collectivités), à partir d'une réflexion systématique portant notamment sur les liens étroits entre l'environnement social et l'environnement naturel. Il s'agit d'une approche qui permet à la fois aux experts et à la population locale de participer à la prise de décision en ce qui concerne l'utilisation du territoire, ainsi que d'évaluer l'efficacité de leurs actions à long terme. En tant que participants à part entière, les collectivités locales gèrent le bassin versant, tandis que les gestionnaires de ressources jouent un rôle de facilitateur de la participation de la population et de coordination de celle-ci.

Pendant longtemps, la plupart des chercheurs en sciences naturelles ont centré leurs recherches sur l'environnement biophysique, sans tenir compte de l'environnement social. Cependant, l'expérience a démontré que l'environnement social joue un rôle primordial dans le fonctionnement des systèmes naturels. L'écologie et la gestion des bassins versants fournissent également de l'information importante pour parvenir à l'adoption de pratiques durables d'utilisation du territoire. Cependant, les apports et la coopération des résidents sont absolument nécessaires². Quoique plusieurs

-
1. P. Martin (1991). « Environmental care in agricultural catchments : towards the communicative catchment ». *Environmental Management*, 6 (15), 773-783.
 2. Robert Brown et Meyas Kalindekaffe (1999). « A Landscape Ecological Approach to Sustainability : Application of the Communicative Catchment Approach to Lake Chilwa, Malawi ». In *Advance in Planning and Management of Watersheds and Wetlands in Eastern and Southern Africa*. Weaver Press, Harare, Université de Guelph.

méthodes de collecte des données et de communication participatives aient été utilisées au fil des ans pour favoriser la participation des communautés locales et obtenir leur apport, dans la plupart des cas, rien ne leur est revenu une fois que le projet fut terminé.

Dans ce cas-ci, l'équipe de recherche a d'abord procédé à une revue de la littérature existante, afin de définir les grandes lignes de l'étude. Cependant, étant donné que l'origine des problèmes environnementaux était inconnue, il a fallu faire appel à la collectivité locale. Cela n'a pas été facile, car les gens ont leurs propres priorités quand il s'agit de leur subsistance. Pour surmonter cette difficulté, l'équipe a dû se doter d'une approche de communication participative efficace, qui faciliterait les relations avec les communautés locales. Pour cette étude, la gestion par bassin versant axée sur la communication a été retenue afin d'assurer la plus grande participation possible des communautés et de veiller à ce que l'information leur soit retournée.

La gestion par bassin versant axée sur la communication, comme d'autres méthodes similaires telles que la foresterie communautaire, se fonde sur des concepts semblables à ceux de la communication participative pour le développement, qui peut se définir comme l'échange effectif d'idées et d'information au moyen de la participation active des communautés et autres parties prenantes, en vue d'améliorer le bien-être des populations. Dans cette étude, l'utilisation de la gestion par bassin versant axée sur la communication est considérée comme un substitut à la communication participative pour le développement.

Dans ce contexte, de nombreux outils sont utilisés, dont les questionnaires, les groupes de discussion, la cartographie des ressources et les entrevues avec des informateurs-clés.

La formation

Au cours de la première phase, des enquêteurs originaires de la région ont été formés à l'aide de techniques participatives. Les apprentis ont contribué à l'amélioration des questionnaires et à l'élaboration de questions-clés pour les groupes de discussion. Les sessions de formation ont aussi permis de renforcer les capacités en ce qui concerne notamment la prise de conscience des problèmes principaux et le rôle joué par les différents groupes dans la gestion des ressources naturelles. Les enquêteurs ont aidé les chercheurs en leur donnant des conseils relativement aux normes culturel-

les, comme la façon d'aborder les femmes et les personnes âgées de façon à obtenir leur collaboration. De plus, les lieux où se sont tenues les sessions de formation ont été disposés de façon à ce que le facilitateur n'apparaisse pas comme celui qui décide de tout, mais plutôt comme un participant de plus. Cela a contribué à créer un processus très interactif. Dans certains cas, des étudiants des cycles supérieurs ont accompagné les chercheurs principaux, afin qu'ils apprennent par l'observation et par l'action. Les connaissances acquises par l'expérience de terrain ont ensuite été discutées en classe et intégrées à leurs propres projets de recherche.

Les questionnaires semi-structurés

La seconde phase a consisté à demander aux participants de répondre à un questionnaire portant sur chacune des trois rivières, où tous les aspects essentiels aux objectifs de la recherche étaient abordés. L'utilisation de cet outil a nécessité beaucoup de temps auprès des populations locales. Dans un premier temps, les enquêteurs ont demandé aux participants de remplir le questionnaire. En plus de répondre aux questions, les personnes pouvaient également en poser et faire des commentaires sur les sujets qui leur semblaient importants, même ceux qui n'étaient pas inclus dans le questionnaire. Cela a permis d'améliorer les questionnaires au fur et à mesure, tout en veillant à ce que les questions discutées avec les répondants précédents ne soient pas omises.

Les groupes de discussion

Les groupes de discussion, qui sont des conversations ouvertes et semi-structurées avec de plus petits groupes composés d'hommes, de femmes et de chefs traditionnels, ont également été utilisés. Cette technique a facilité la participation de différents groupes d'intérêt qui auraient peut-être été réticents à exprimer leur opinion et leurs préoccupations en présence de membres d'autres groupes, en raison des coutumes et des croyances traditionnelles. Une journée entière a été consacrée aux groupes de discussion pour chacune des rivières.

Il est habituellement difficile de réunir les gens, dans un contexte où leur priorité est de résoudre leurs besoins immédiats plutôt que de discuter des questions environnementales. Cela est particulièrement vrai dans le cas

des femmes, dont la charge de travail est souvent exténuante. L'approche adoptée pour cette étude consiste à tenir les discussions pendant que les femmes continuent de vaquer à leurs occupations habituelles (dans le cas présent, la vente de marchandises devant l'école primaire). Il a été plus facile de réunir les hommes.

Les entrevues avec des informateurs-clés

Parmi les informateurs-clés de cette étude, on comptait des dirigeants à la retraite, des chefs de village et des agents de développement communautaire, selon leurs disponibilités. La plupart de ces informateurs possédaient de vastes connaissances et se montraient très coopératifs. Toutefois, il est arrivé que certains d'entre eux cherchent à faire passer leur intérêt personnel avant celui de la communauté.

La cartographie des ressources

À la suite de la tenue des groupes de discussion, des cartes des ressources ont été établies par les membres de ces mêmes groupes, afin d'examiner les ressources utilisées par les femmes et les hommes, de même que la valeur personnelle et d'usage que les femmes et les hommes attachent à ces ressources. Cet exercice avait deux objectifs. En premier lieu, il visait à établir un relevé des ressources qu'on croyait associées aux catégories socioculturelles dominantes « femmes » et « hommes ». En second lieu, il cherchait à définir les espaces utilisés par chacun des deux groupes (hommes et femmes). Cet exercice a permis aux chercheurs de cerner les contradictions entre d'une part l'idéologie locale relativement au rôle joué par chacun des deux sexes et à l'espace dans lequel il devait s'inscrire (c'est-à-dire ce qui devrait être) et, d'autre part, les pratiques quotidiennes (c'est-à-dire ce qui est). Autrement dit, cet exercice a permis les idéaux sociaux locaux relativement aux rôles des hommes et des femmes, de même que l'utilisation des espaces et des ressources dans la réalité quotidienne.

On a ensuite demandé à chacun des deux groupes d'illustrer les espaces, les ressources et les lieux utilisés par les femmes et les hommes, en ayant recours à des couleurs, des codes et des symboles différents pour chaque sexe. Puis, il leur a été demandé d'indiquer et de commenter les lieux-clés, les éléments particuliers (leur maison, un chemin du voisinage), de même que les structures et les ressources qui étaient importantes pour eux. Enfin,

il leur a été demandé d'énumérer et de dessiner les endroits et les espaces essentiels (ou périphériques) à la réalisation de leurs activités quotidiennes, ainsi que les endroits et espaces qui leur semblaient importants pour les « hommes » et pour les « femmes », de même que pour eux-mêmes. Les participants ne pouvaient être interrompus, sauf s'ils cessaient de dessiner. Dans un tel cas, des questions leur étaient posées pour les inciter à continuer.

Cette approche représentait un défi étant donné qu'elle exige beaucoup de temps. Pour cette raison, lorsqu'on y a recours, on sert habituellement des boissons et des plats typiques comme le « nsima ». Le fait d'offrir des boissons et des mets, comme du jus d'orange, du riz et de la viande, est perçu comme une occasion spéciale et attire les gens. On achète la viande chez les gens de la communauté et les boissons chez les marchands locaux. Les chercheurs et les assistants aident à cuisiner. Bien que certains jugent cette pratique controversée, l'équipe a découvert que, lorsque l'on partage leur repas, les gens avaient l'impression que vous faisiez partie de leur groupe et se prêtaient plus facilement à la discussion.

Le tableau d'analyse des avantages

En tant que point de départ des groupes de discussion, l'utilisation de tableaux d'analyse des avantages permet d'examiner et d'analyser en profondeur quels sont les usagers et les bénéficiaires de ressources particulières. Il en résulte un ensemble de données qui révèlent qui profite réellement des ressources, peu importe qui y a accès, qui en a le contrôle et qui les utilise. Dans les groupes de discussion, on utilise de grandes feuilles de papier pour y dessiner les tableaux. Les chercheurs explorent pourquoi les femmes et les hommes utilisent les ressources naturelles qu'ils ou elles utilisent (c'est-à-dire les avantages qu'ils ou elles tirent d'une ressource en particulier) en examinant les attributs que les femmes et les hommes confèrent aux différentes ressources (nutrition, usage médical, et ainsi de suite). Nous cherchons également à savoir quels sont les détenteurs des connaissances traditionnelles, quelles ressources sont habituellement vendues dans les marchés locaux et régionaux et qui vend ces ressources.

Les randonnées par transect

En collaboration avec la population locale, l'état de l'eau et de la biodiversité est estimé, de même que la dégradation environnementale le long des berges de

Défis	Stratégies
Un niveau d'éducation peu élevé, jumelé à la pauvreté, ce qui se traduit par une compréhension limitée de la nécessité de s'occuper des problèmes environnementaux à long terme au lieu de répondre aux besoins immédiats.	Avant de commencer le travail, les chercheurs consacrent plus de temps à la discussion, avec les membres de la communauté, des fondements de l'étude et des avantages d'une approche intégrée.
Une attitude négative envers les chercheurs. Par le passé, d'autres organisations ont fait des entrevues avec les gens, mais les résultats n'ont pas été communiqués aux communautés.	Les membres de l'équipe de chercheurs discutent avec les comités de gestion de l'eau des endroits où les résultats pourraient être exposés, ainsi que de la façon dont ils souhaiteraient qu'ils soient communiqués.
Des activités ou des événements locaux, comme des funérailles, empêchent parfois la tenue des activités planifiées. Lorsqu'on travaille avec un budget réduit qui ne tient pas compte des imprévus, cela peut être un problème.	Le chercheur négocie avec la population locale, afin de fixer une date dans un avenir assez rapproché. Les chercheurs apprennent à utiliser le temps prévu pour les activités de la communauté pour accomplir d'autres tâches, comme le travail de terrain ou l'analyse du travail déjà réalisé.
Certains endroits sont difficiles d'accès, de sorte qu'on perd du temps à marcher.	On a recours à des gens de la localité pour qu'ils nous recommandent des raccourcis pour se rendre dans les endroits visés. Dans certains cas, les chercheurs commencent leur journée de travail quelques heures plus tôt que prévu.
Les questionnaires soutirent du temps aux gens. Certains se plaignent de perdre leur temps.	Les activités de communication, telles que les groupes de discussion, sont réalisées de façon à interrompre le moins possible les activités quotidiennes des gens, par exemple en se rendant sur les lieux du marché.

Les pluies ont commencé en retard et certaines des activités planifiées ont dû être annulées parce que les gens sont occupés à leurs activités agricoles.	Le moment où les entrevues seront réalisées fait l'objet de discussions avec le chef du village.
Il n'a pas été possible de communiquer avec le groupe de discussion des jeunes, plus particulièrement celui des filles, en raison des mariages précoces.	Le groupe peut être éliminé et les entrevues avec les écoliers peuvent avoir lieu à l'école même.
Certains individus interrompent les rencontres de groupe.	La population s'occupe généralement de les discipliner.
Les chercheurs ne parlent pas couramment la langue locale.	Des assistants de recherche et des enseignants locaux sont associés aux activités.

chaque rivière. Les gens de la localité expliquent habituellement les diverses utilisations des espèces, alors que les chercheurs en expliquent l'utilité écologique et biologique et expliquent l'importance de la conservation de ces ressources. Les deux parties apprennent l'une de l'autre au cours de ce processus.

Défis et stratégies en matière de communication

Au cours de ce processus, un grand nombre de défis peuvent se présenter en matière de communication. Certaines stratégies pouvant permettre de faire face aux défis les plus courants sont décrites ci-dessus.

Les prochaines étapes

Les chercheurs qui participent à cette étude se sont récemment joints au Forum Isang Bagsak, un programme de renforcement des capacités et de réseautage en matière de communication participative pour le développement. Au moyen des divers thèmes discutés dans le forum électronique, les chercheurs peuvent échanger des idées et apprendre les uns des autres en ce

qui concerne l'utilisation de la communication participative pour le développement dans la gestion des ressources naturelles. Les idées qui peuvent être mises en pratique localement sont ensuite transmises aux communautés locales pour obtenir leurs commentaires.

La plupart des gens de la région visée par l'étude sont pauvres. Leur niveau d'instruction traditionnelle est faible et leurs connaissances en matière de sciences fondamentales sont limitées. Cependant, ils détiennent de grandes connaissances écologiques traditionnelles.

Un atelier réunissant les membres du comité de gestion communautaire des ressources naturelles et les agents de vulgarisation locaux qui œuvrent dans les zones situées aux environs des trois rivières doit se tenir à la fin du projet, afin d'obtenir leurs derniers commentaires. Les résultats (y compris les cartes et qui les photographie) seront diffusés et finalisés au cours de cet atelier. Ils devraient également servir de base au travail futur.

On s'attend à ce que la capacité des communautés locales s'améliore à travers l'accroissement de leur base de connaissances et la promotion de changements technologiques en matière de gestion des ressources en eau. Afin de retourner l'information à la population, les cartes et les photographies acquises au cours de l'étude seront exposées dans divers endroits stratégiques de la région tels que les écoles, les centres de santé, les églises et autres lieux communautaires. On croit que les images rappelleront constamment aux gens l'existence des problèmes environnementaux et les solutions possibles. L'étude souhaite également gagner la confiance des communautés en ce qui concerne la valeur du projet et l'importance de leur participation. Ainsi, ceux qui participent au projet sont responsables d'établir le programme, de diffuser les messages, de définir les aspects méthodologiques, etc. La gestion par bassin versant axée sur la communication leur permet d'assumer ces responsabilités puisqu'à la fin de l'étude les comités locaux de gestion des ressources naturelles exerceront une surveillance périodique des ressources naturelles de la région, en particulier des « points chauds », et se chargeront de trouver de meilleures façons de gérer l'environnement.

Il est à espérer que cette méthode pourra garantir la gestion intégrée des ressources et améliorer le bien-être de la population locale.

COMMUNIQUER AU-DELÀ DES CULTURES ET DES LANGUES

Lun Kimhy et Sours Pinreak, Cambodge

Il n'est jamais facile de franchir les barrières culturelles et linguistiques dans le but de partager de l'information ou des connaissances. Cela peut cependant se révéler encore plus difficile lorsque certains des concepts que l'on veut partager n'existent pas dans la langue de l'autre groupe, ou lorsque cette dernière ne dispose pas de concept pour ce que l'on cherche à exprimer. Dans un tel cas, les images, les dessins et les photos peuvent servir de pont pour transmettre des idées et des concepts d'une culture à l'autre. Lorsqu'elles sont utilisées par des groupes minoritaires pour traduire leur vision du monde en mots et en idées, les images peuvent aider à décrire la complexité des relations qui définissent leur mode de vie et à améliorer la compréhension interculturelle.

Dans la province de Ratanakiri, située dans le nord-est du Cambodge, la langue officielle est le khmer. Or, les peuples autochtones qui vivent dans la région ne comprennent pas cette langue. De plus, ils ont toujours vécu



de façon tellement isolée que des concepts modernes comme les lois et les titres de propriété foncière n'existent pas dans leur vocabulaire. Ils n'ont donc aucune idée de leur signification.

En vertu d'un programme de vulgarisation des droits fonciers, le gouvernement provincial a dépêché une équipe dans les villages pour informer les gens de leurs droits et des lois du pays. Ce programme était considéré important car les communautés autochtones se trouvaient dans une situation désespérée, étant donné que des étrangers bien nantis avaient commencé à s'approprier leurs terres et leurs forêts ancestrales. Les communautés ne savaient pas quoi faire, mais elles s'inquiétaient de ce qui pourrait arriver à leurs enfants. Dans certains cas, les nouveaux arrivants leur avaient montré des récépissés, en prétendant qu'il s'agissait de documents autorisant la vente de leurs terres. En raison de leur méconnaissance des lois du pays et des procédures de vente, les communautés autochtones étaient souvent portées à croire ce qu'on leur disait et à céder leurs terres. Dans d'autres cas, on leur avait demandé d'apposer leur empreinte digitale sur des documents en échange de sachets de sel ou d'autres produits de consommation à bon marché, pour ensuite se rendre compte qu'ils avaient sans le savoir vendu leurs terres ancestrales.

Malgré ses bonnes intentions, l'équipe de vulgarisation des droits fonciers avait un léger problème : tous ses membres étaient des Khmers qui ne comprenaient pas les langues autochtones parlées dans la région. Ainsi, ils avaient recours à des outils et à du matériel qu'ils croyaient adaptés aux besoins des autochtones, selon leur propre compréhension de la situation. Or, la plupart du temps, les communautés autochtones n'arrivaient pas à comprendre l'information qui leur était destinée. Parfois, lorsque quelqu'un demandait que les propos soient traduits dans la langue locale, la traduction était si littérale que les autochtones continuaient d'avoir du mal à comprendre. Malgré ces difficultés, l'équipe demeurait enthousiaste et motivée.

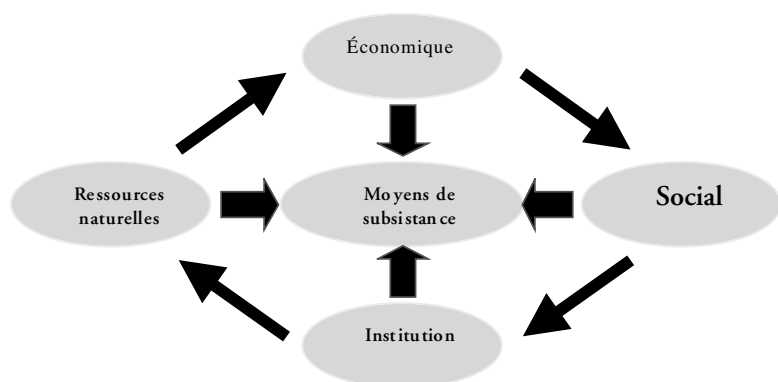
Bien qu'elle avait déjà recours à des approches participatives pour toutes ses activités de développement, l'équipe de vulgarisation était à la recherche d'options de rechange pour accroître la participation des communautés. À peu près au même moment, leur conseiller, M. Sous Pinreak, a été invité à se joindre à un groupe qui suivait une formation en communication participative pour le développement, à l'intérieur des activités du réseau Isang Bagsak. M. Pinreak s'est montré intéressé aux idées discutées lors des rencontres d'Isang Bagsak et les a présentées à l'équipe de vulgarisation des droits fonciers, qui a à son tour démontré un intérêt mar-

qué pour cette nouvelle façon de faire. Après discussion, les membres de l'équipe ont décidé de la mettre à l'essai.

Des discussions plus poussées ont été nécessaires pour se mettre d'accord sur la façon de procéder. Les membres de l'équipe considéraient qu'il pourrait être utile de s'assurer le concours du Réseau pour la promotion des communautés, un réseau composé de groupes communautaires de toute la province qui avait auparavant participé à la formulation de la Loi sur la forêt et du Décret sur les forêts communautaires.

À cette époque, l'équipe de vulgarisation des droits fonciers utilisait un modèle appelé le « cadre des moyens de subsistance » en tant qu'outil pour discuter avec les communautés et analyser leur système de moyens de subsistance. Ce modèle comprenait quatre aspects : socioculturel, économique, ressources naturelles et institution. Tous ces aspects étaient considérés importants pour que les membres de la communauté soient en mesure de vivre ensemble (voir figure 1). Le cadre était également considéré utile pour entamer des discussions avec le ministère de l'Agriculture et pour que les membres du personnel puissent comprendre les moyens de subsistance des communautés autochtones avec lesquelles ils travaillent.

Figure 1
Analyse du système de moyens de subsistance



Le cadre des moyens de subsistance a donc été présenté aux représentants du réseau, qui l'ont eux aussi trouvé utile pour amorcer la discussion sur les questions relatives aux ressources et à la propriété foncière. Toutefois, ils ont manifesté qu'il serait plus approprié d'avoir recours à des images, plutôt qu'à des mots, pour illustrer chaque aspect. De plus, les images sélectionnées devraient être représentatives de la réalité autochtone ; elles ont donc été préparées selon les conseils des membres du réseau. Au total, six jeux d'images ont été préparés. Chacun représentait un aspect du cadre des moyens de subsistance, tandis que le dernier présentait une combinaison de tous les aspects. On a alors demandé aux membres du réseau comment ces dessins pourraient être utilisés pour discuter des questions de propriété. Il a été décidé de commencer par le dessin représentant les ressources naturelles. Le processus s'est déroulé comme suit :

- On a d'abord demandé aux communautés ce que chaque dessin représentait et comment il était relié à leur vie ;
- Les différents aspects ont ensuite été présentés l'un après l'autre, puis diverses questions ont été posées aux gens, afin qu'ils fassent le lien entre les dessins et leur propre vie ;
- Finalement, le dessin illustrant les cinq aspects et l'interrelation entre eux a été présenté ;
- La deuxième étape consistait à présenter un dessin de la même zone, mais où les ressources naturelles avaient été détruites. On a alors demandé aux gens ce que représentait le dessin et ce qui arriverait à leurs moyens de subsistance dans une telle situation ;
- Une fois que les gens avaient mieux saisi le cadre, il leur était demandé d'énumérer les problèmes relatifs aux ressources naturelles auxquels leur communauté aurait à faire face ;
- Il leur a ensuite été demandé s'ils pouvaient nommer les causes à l'origine des problèmes reliés aux ressources naturelles qu'ils avaient énumérés ;
- Enfin, il leur a été demandé quelles solutions ils préconiseraient pour gérer le problème, en mettant l'accent sur les systèmes de gestion traditionnels. La plupart du temps, les gens ont répondu que les systèmes traditionnels peuvent résoudre seulement les problèmes qui se présentent aux autochtones, mais que ces solutions ne fonctionnent pas pour les étrangers. Cette ouverture aux différences culturelles a été l'occasion d'introduire de nouveaux concepts tels que les lois et les droits.

L'existence de similarités entre les cultures autochtones et la culture khmère a facilité le processus. En outre, ces deux cultures respectent les personnes âgées, elles souhaitent toutes deux l'harmonie et n'aiment pas les conflits ouverts et, dans les deux cas, les décisions sont prises par consensus. La conformité avec les normes sociales existantes est également importante dans les deux cultures. À partir de ces similarités, les membres du Réseau de promotion des communautés ont fait des suggestions sur la façon d'aborder les questions avec les communautés. Ils ont aussi fait ressortir l'importance d'utiliser la langue locale pendant ces sessions.

Une fois le matériel produit, l'équipe de vulgarisation des droits fonciers a commencé à planifier son travail de terrain. Une idée a alors surgi : pourquoi ne pas inclure des autochtones dans l'équipe ? Ainsi, une équipe élargie comprenant des autochtones et du personnel gouvernemental a été formée. Mais des difficultés ont rapidement fait surface : ceux qui, au sein de l'équipe, étaient issus du gouvernement et vivaient en ville avaient planifié leurs activités sans consulter les membres de la communauté qui, pour leur part, vivaient dans les villages. Par conséquent, ces derniers ont été forcés de respecter l'échéancier établi par l'équipe gouvernementale même s'ils avaient planifié d'autres activités. D'autres problèmes se sont aussi présentés en ce qui concerne la rémunération, de même que l'utilisation de la motocyclette. Tous ces problèmes ont dû être résolus avec tact, de façon à ce que personne ne soit blâmé et qu'un compromis puisse être trouvé.

L'équipe a commencé à se rendre dans les villages dans le but de partager certaines idées et préoccupations avec les communautés autochtones, ainsi que pour les sensibiliser à de nouvelles questions comme les droits de propriété foncière. Les résultats ont été très satisfaisants. Lors d'un atelier de réflexion, des membres de la communauté ont dit que « la facilitation, telle que menée par cette équipe, a été excellente ». Tandis que, dans les activités précédentes, les gens ne faisaient que s'asseoir et discuter entre eux pendant les présentations, dans ce cas-ci, ils écoutaient, posaient beaucoup de questions et contribuaient grandement aux discussions.

Il a été intéressant de voir que la réponse des communautés aux dessins a été très positive. De plus, le fait que les discussions aient été traduites par des autochtones membres de l'équipe s'est révélé un atout important, étant donné qu'ils ne traduisaient pas de façon littérale. Cela a été possible parce que le traducteur et le formateur étaient tous deux bien au fait des objectifs des ateliers et de l'utilisation du matériel. Ainsi, ils étaient capables d'expliquer les nouveaux concepts en utilisant au premier chef des exem-

ples locaux. Cela a permis à l'équipe de comprendre l'importance d'utiliser la langue locale et d'avoir recours à des images pertinentes au regard de la réalité locale.

Réflexions sur l'utilisation de la communication participative pour le développement

À la suite de cette expérience, l'équipe a eu l'occasion de réfléchir sur le processus et sur la possibilité d'étendre l'utilisation de la communication participative pour le développement à l'ensemble des activités de vulgarisation des droits fonciers. En outre, les membres de l'équipe ont conclu que la communication participative pour le développement nécessite parfois que les communautés travaillent avec des agents gouvernementaux. Toutefois, les organisateurs doivent être conscients des agendas des deux parties. Si ces agendas diffèrent, ils doivent être prêts à atténuer ou à résoudre ces différences de façon à ce que les deux côtés puissent travailler ensemble.

De plus, pour que des agents gouvernementaux puissent être intégrés aux activités qui utilisent avec succès la communication participative pour le développement, il faut que les organisateurs aient suffisamment de ressources à leur disposition pour pouvoir couvrir les frais de transport et les allocations de subsistance, de façon à ce que les communautés et les agents gouvernementaux puissent véritablement participer au processus.

DISCUTER AVEC LES DÉCIDEURS : LA COMMUNICATION PARTICIPATIVE POUR LE DÉVELOPPEMENT COMME OUTIL D'ÉVALUATION

Lun Kimhy, Cambodge

La plupart du temps, l'évaluation des initiatives de développement est menée par des évaluateurs externes, sans que les populations locales n'y participent ou avec leur participation restreinte. Bien qu'il ne fasse aucun doute que ce type d'évaluation puisse répondre à certains besoins exprimés par les décideurs ou par les partenaires financiers, son utilité est limitée en ce qui concerne le renforcement des capacités à la base. De plus, les opinions et les points de vue exprimés par les communautés peuvent se trouver grandement édulcorés au cours du processus. En ce sens, les efforts pour faciliter la communication directe entre les communautés et les décideurs lors d'un processus d'évaluation peuvent grandement contribuer à accroître sa transparence et son efficacité. De plus, l'appui aux communautés pour qu'elles puissent discuter des questions et des préoccupations qui devraient être soulevées, décider des meilleures façons de les exprimer et choisir les outils les plus appropriés pour le faire, peut aussi contribuer à susciter chez ces communautés un sentiment



d'appropriation de l'initiative de développement, tout en améliorant la gouvernance locale.

Toutefois, cela est plus facile à dire qu'à faire, et transformer ce vœu en réalité peut devenir tout un défi. Dans le nord-est du Cambodge, le Partenariat pour la gouvernance locale a décidé de relever ce défi et d'appliquer ses compétences nouvellement acquises en matière de communication pour le développement à l'intérieur d'un processus d'évaluation au cours duquel les communautés autochtones ont communiqué directement avec les représentants du gouvernement. Galvanisés par la possibilité que leur voix soit entendue au plus haut niveau, les participants n'ont même pas été rebutés par la perspective de devoir apprendre à manier des outils de communication sophistiqués.

Cette histoire est celle de communautés autochtones qui, même si elles parlent très peu le khmer (la langue nationale du Cambodge), ont présenté les conclusions de leur évaluation d'une initiative de développement à des représentants du gouvernement provincial de haut niveau qui, pour leur part, ne parlent que le khmer. Cette présentation comprenait des recommandations à l'endroit des responsables d'une initiative de développement de grande envergure, qui sont habitués à dire aux communautés quoi faire plutôt qu'à écouter leurs préoccupations.

Dans le but de répondre aux besoins des communautés locales en matière de développement, le gouvernement de la province de Ratanakiri a mis sur pied une initiative globale pluriannuelle qui porte le nom de Projet de gestion des ressources naturelles. Cette initiative a pour but d'appuyer les communautés autochtones des régions montagneuses dans leurs efforts pour acquérir un plus grand contrôle sur les ressources naturelles qu'elles ont traditionnellement utilisées et pour améliorer leurs systèmes d'agriculture sur brûlis. À ces fins, l'initiative appuie des activités de développement participatif axées sur la gestion communautaire des ressources naturelles, l'amélioration des systèmes d'agriculture, la planification à l'échelon du gouvernement local, l'éducation non traditionnelle, l'attribution de titres de propriété foncière et la résolution de conflits autour de ces questions, l'information du public et les questions de genre. Une évaluation est faite à la fin de chaque année par une équipe composée de représentants de différents ministères du gouvernement provincial.

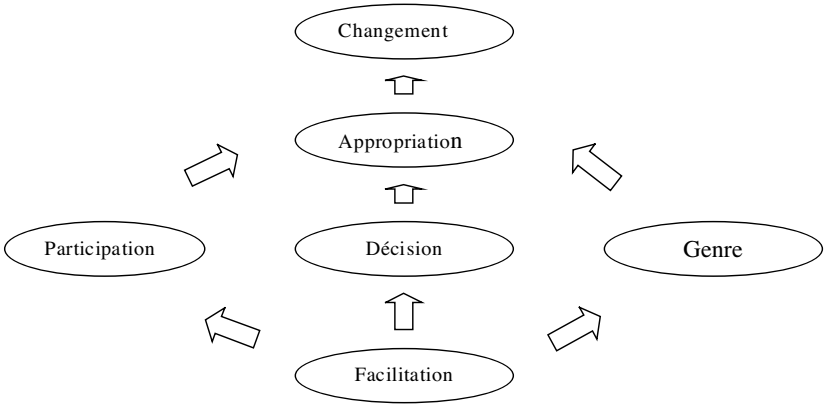
Après six mois d'apprentissage de la communication participative pour le développement au moyen d'un programme d'éducation à distance, le Partenariat pour la gouvernance locale, qui joue un rôle de conseiller auprès

de l'initiative, a pressenti le gouvernement provincial pour discuter de la possibilité d'avoir recours à un type d'évaluation plus participatif. Comme les individus à l'emploi des deux organisations en présence travaillent ensemble depuis plusieurs années, une relation de confiance mutuelle était déjà solidement en place. De plus, ces personnes se fréquentent régulièrement à l'extérieur de leur travail, par exemple lors de pique-niques ou de dîners. Forts de cette solide relation, les deux côtés sont habitués à travailler en tenant pour acquis que toutes les activités entreprises ont pour but de renforcer les capacités du gouvernement tout autant que celles des communautés. Pour cette raison, le gouvernement provincial s'est immédiatement manifesté en faveur de cette idée et a accepté de permettre aux communautés d'évaluer elles-mêmes l'initiative.

Les divers partenaires ont ensuite été sollicités pour repérer des membres des communautés ayant l'expérience des réunions et des ateliers et qui, par conséquent, manifestent une confiance en eux plus élevée que la plupart des autres membres de leur communauté. On a ensuite demandé aux individus proposés s'ils étaient d'accord pour participer à ce processus. Lors d'une rencontre préparatoire, le directeur du ministère de l'Environnement provincial a expliqué que le gouvernement avait par le passé effectué un certain nombre d'évaluations, mais qu'il lui semblait que certaines questions soulevées par les communautés avaient été édulcorées. Cette fois, le gouvernement voulait entendre directement la voix des communautés. Ainsi, l'objectif de l'évaluation était d'accroître le pouvoir des communautés en leur donnant l'occasion d'exprimer directement leurs points de vue aux décideurs. La plupart des personnes présentes ont accepté de participer à cette expérience.

Une fois l'équipe formée, les agents gouvernementaux, les conseillers du projet et les représentants des communautés qui avaient été sélectionnés ont discuté des indicateurs et de l'information qu'il faudrait recueillir. Cela a aidé les représentants des communautés à mieux comprendre la logique du projet. Ils ont ensuite élaboré des aide-mémoire et des questions, qui ont fait l'objet de pré-tests. L'étape suivante a consisté à discuter de la façon dont l'information recueillie serait analysée et à prendre une décision à cet effet (voir figure 1). À ce moment, trois agents gouvernementaux ont apporté leur aide à l'équipe d'évaluation communautaire, tandis que trois membres du Partenariat pour la gouvernance locale se sont assurés que les agents gouvernementaux coordonnaient le processus sans pour autant imposer leurs vues.

Figure 1 : Cadre d'analyse de l'information recueillie



La logique sous-jacente au cadre utilisé pour analyser l'information est la suivante : la facilitation d'activités de développement est la clé pour la création d'un sentiment d'appropriation. Pour sa part, une bonne facilitation permet à tout le monde de participer, et fait en sorte que la prise de décisions peut être faite par tous ou par un échantillon représentatif de la population, d'une façon considérée juste et équitable envers les hommes et les femmes. Si ces trois facteurs font l'objet d'une facilitation adéquate, la communauté sera en mesure de bien s'approprier le processus. Finalement, on croit qu'une bonne appropriation peut donner lieu aux changements visés par le projet.

Après avoir conclu un accord sur les rôles et les responsabilités, l'information a été recueillie auprès de 15 villages. Les données ont été organisées sous les rubriques suivantes : facilitation, prise de décision, participation, genre, appropriation et changement. L'équipe a ensuite résumé les données sous chacune de ces rubriques. L'étape suivante a consisté à demander à l'équipe de réfléchir sur ce que l'information recueillie révélait au sujet de chacune des rubriques.

Les principales conclusions indiquaient que, la plupart du temps, les agents gouvernementaux, les représentants du gouvernement et les travailleurs utilisent la langue khmère, qu'ils sont impatients et qu'ils n'écou- tent pas l'opinion des communautés. Par conséquent, les activités continuent d'être définies par le gouvernement. L'équipe d'évaluateurs a par la suite demandé que le but et les objectifs du projet soient expliqués clairement,

en utilisant la langue locale dans la mesure du possible. De plus, les agents gouvernementaux devraient consulter les communautés et discuter avec elles avant toute prise de décision. Ils devraient également se mettre d'accord sur un calendrier d'activités bien avant la tenue de celles-ci.

Il restait aux communautés à présenter ces résultats au gouvernement. À ce stade, il est apparu important d'examiner les méthodes et les outils qui pourraient être utilisés pour transmettre l'information d'une façon qui soit acceptable aux yeux des participants, tout en respectant les capacités de la communauté. À l'aide d'une méthodologie classique de conception de stratégies de communication, on a ensuite demandé à l'équipe d'évaluateurs de tenir compte du public-cible et de son attitude habituelle envers les communautés. Le choix des individus qui feraient la présentation a aussi été soulevé. Quels problèmes présageaient-ils ? Cela démontrait que, même si les communautés étaient capables de produire de bons résultats, il était tout aussi important de les présenter de façon adéquate et de définir les éléments de base de toute stratégie de communication.

Il a été décidé que les autochtones membres de l'équipe allaient présenter les résultats. Chaque membre de l'équipe s'est vu confier une partie de la présentation. Après avoir décidé qu'ils allaient se relayer, les gens ont décidé qu'ils voulaient utiliser des messages simples, courts et percutants, qui seraient présentés dans un ordre clair et fluide. Ils voulaient également avoir recours à des images. Venant tout juste de faire l'acquisition d'un projecteur LCD, les représentants du Partenariat pour la gouvernance locale ont laissé entendre qu'une présentation Power Point pourrait être appropriée dans ce type de situation. La présentation a donc été élaborée conjointement, et les membres de la communauté l'ont immédiatement mise à l'essai. Au cours de cet exercice, les conseillers et les autres membres de l'équipe ont posé des questions.

Pendant l'atelier, l'équipe a fait une bonne présentation, empreinte de clarté. Les représentants du gouvernement se sont dits très impressionnés, car ils ne s'attendaient pas à ce que les membres de la communauté soient en mesure d'utiliser cette technologie. Les membres de la communauté ont été capables de répondre à toutes les questions soulevées par les représentants du gouvernement, qui ont cherché à savoir comment cette évaluation avait été réalisée. Les deux parties se sont écoutées et comprises mutuellement. Cela démontre que la relation traditionnelle émetteur-récepteur (gouvernement-communauté) peut être transformée lorsque les récepteurs sont en charge du processus de communication.

La présentation Power Point étant une nouveauté à Ratanakiri, elle a littéralement cloué les spectateurs à leur siège. Tout le monde a porté une grande attention à ce qui était présenté. L'une des leçons apprises de cette initiative est qu'une nouvelle technologie peut parfois être efficace pour faire passer des messages dans les cas où les préjugés à l'égard d'un groupe social peuvent affecter la crédibilité des propos de ses membres, s'ils sont exprimés directement. Plus encore, la participation des membres de la communauté à l'ensemble du processus d'évaluation leur a permis d'accroître leur confiance en eux, de faire valoir les conclusions auxquelles ils étaient arrivés, et de clarifier ce qu'ils avaient accompli. Le fait de s'être exercés précédemment et d'avoir révisé l'analyse étape par étape a été d'une importance primordiale pour l'acquisition de cette confiance.

De façon générale, les représentants du gouvernement ont accepté les conclusions de l'évaluation. Certains changements ont été apportés. En outre, après l'atelier, le service d'information et d'éducation du projet a commencé à produire des cassettes audio en langue locale, la traduction pendant les discussions est devenue monnaie courante et les communautés ont été autorisées à discuter entre elles dans leur propre langue.

On ne peut affirmer que ces changements soient uniquement le fruit des conclusions de l'évaluation, car un certain nombre d'autres facteurs ont aussi fait sentir leur influence auprès du gouvernement provincial au cours de la même période. En effet, diverses organisations insistaient déjà sur l'importance de communiquer en langue locale, de faire preuve de patience et d'écouter les communautés.

Appuyer des communautés autochtones pour qu'elles puissent communiquer avec des représentants du gouvernement provincial de haut rang requiert du temps, des ressources, de l'énergie, de la patience et des efforts. La direction d'un projet peut faciliter ce processus en établissant de bonnes relations de travail avec ses partenaires gouvernementaux, en tenant régulièrement des rencontres avec eux, ainsi qu'en ayant recours à des documents produits lors de l'initiative pour les intéresser à expérimenter de meilleures façons de mettre en œuvre des initiatives de développement et à construire des relations plus étroites avec les membres des communautés. La direction d'un projet peut aussi appuyer les membres de la communauté dans leur apprentissage de nouveaux concepts et l'utilisation de nouvelles technologies.

DE RIO JUSQU'AUX CONFINS DU SAHEL : LA LUTTE CONTRE LA DÉSERTIFICATION

Yacouba Konaté et Ahmadou Sankaré, Sahel



On estime que 900 millions de personnes dans le monde sont touchées par le phénomène de la désertification, qu'on impute à la fois aux changements climatiques et à l'activité humaine. En 1994, dans la foulée du Sommet de la Terre tenu à Rio deux ans plus tôt, la Convention internationale de lutte contre la désertification (CCD) était signée. Cet événement a marqué un pas important dans la lutte contre la désertification à l'échelon international. Mais les accords signés dans les grands forums internationaux n'ont pas toujours l'effet escompté à l'échelon local. Toutefois, cette convention a innové en faisant d'emblée de la participation des populations le fer de lance de sa mise en œuvre. C'est dans ce contexte que le Comité inter-États de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS) s'est employé, depuis quelques années, à mettre au point et à expérimenter

une démarche de communication participative. L'idée sous-jacente à cette approche : ce sont ceux et celles qui voient leur sécurité alimentaire menacée et la biodiversité de leurs terroirs s'appauvrir qui sont les mieux placés pour concevoir et mettre en œuvre des initiatives pour protéger leur environnement.

L'idée a germé alors que la plupart des pays sahéliens s'attelaient à concevoir les Programmes d'action nationaux pour la mise en œuvre de cette convention. Conscients de l'importance d'adopter une démarche participative et de nouer des partenariats avec tous les acteurs concernés, au premier chef les populations à la base, les pays membres du CILSS ont cherché à définir de nouvelles façons de faire. Une analyse des stratégies utilisées par le passé a clairement démontré que leur caractère directif avait grandement limité leur influence. En mettant l'accent sur la diffusion d'information et de messages de persuasion, ces stratégies passaient à côté de l'objectif principal : la participation des populations.

L'expérimentation de la communication participative en tant que méthodologie s'est déroulée dans deux pays membres du CILSS : le Burkina Faso et le Tchad. Sept sites ont été retenus en tant que lieux d'expérimentation de la démarche, soit quatre au Burkina Faso et trois au Tchad. Les problèmes auxquels chacune de ces expérimentations s'est attaquée sont très diversifiés. Tous, cependant, sont directement reliés au phénomène de la désertification et à ses conséquences dans la vie quotidienne des populations concernées. Les pages qui suivent présentent quatre de ces expériences, dont deux se sont déroulées au Tchad et deux au Burkina Faso.

Doum-Doum : freiner l'avancée du désert

Situé à 200 km de N'Djaména, la capitale tchadienne, la sous-préfecture de Doum-Doum couvre une superficie de 2 647 km². Sa population est estimée à 1000 habitants. La localité est aux prises avec un problème d'ensablement des polders et des ouadis, les principaux lieux où se pratiquent les activités agricoles. En effet, tout comme la majeure partie du territoire tchadien, Doum-Doum est une zone très aride, quasi désertique. Les polders sont des parties de lac desséchées dont le sol est très fertile, car il contient beaucoup de matière organique. Les cuvettes interdunaires qu'on appelle ouadis présentent pour leur part un sol limono-argileux et une nappe phréatique peu profonde, ce qui en fait également des sites agricoles très

productifs. Ainsi, leur ensablement constitue une menace réelle à la sécurité alimentaire des populations locales.

C'est dans ce contexte que le Projet de développement rural de Doum-Doum, en collaboration avec le Projet de communication participative mis sur pied par le CILSS, a entrepris d'expérimenter la communication participative.

La démarche a commencé par des séances d'information et de débats, dans le but de bien cerner le problème et de parvenir à des solutions locales.

Pour ce faire, les animateurs ont d'abord organisé des rencontres d'information et d'échanges avec les principaux leaders d'opinion. Ils ont visité les polders et les ouadis, afin de mieux saisir l'ampleur du problème. Ils ont ensuite organisé des rencontres-débats avec la population, pour analyser ensemble le problème et proposer des solutions.

Au terme de ces débats, les populations se sont donné pour tâche de reboiser leur environnement, en produisant dix mille plants d'arbres par zone, à repiquer dès les pluies. Les paysans ont pris soin de choisir des espèces bien adaptées à la zone et résistantes à la sécheresse.

La « libération » de la parole pendant ces rencontres-débats a fait émerger des besoins latents que les populations ont fini par exprimer : celui, par exemple, d'avoir des puits à grands diamètres pour eux-mêmes, pour les animaux et pour les plants qu'ils auront à entretenir dans quelques mois.

À la lumière des débats, les villageois ont aussi vu l'intérêt de s'organiser en groupements. À titre d'exemple, on compte aujourd'hui vingt groupements féminins, alors qu'il n'y en avait que treize au démarrage.

L'une des activités organisées pour que les paysans puissent connaître les solutions adoptées par d'autres communautés aux prises avec des problèmes semblables a consisté en des visites inter-zones et inter-sites. Deux délégués par zone se sont ainsi rendus dans la sous-préfecture de Ngouri, où l'approche « haies vives » a suscité chez les paysans visiteurs le désir d'expérimenter à leur tour ce qui a bien fonctionné ailleurs.

Les populations ont également manifesté le besoin de renforcer leurs capacités. Les animateurs ont donc organisé des séances de formation sur les semis, les techniques d'arrosage, etc. À chaque séance, les animateurs étaient munis de fiches illustratives. Cette stratégie a servi de déclic dans le rôle que chacun doit jouer pour lutter contre l'ensablement.

De plus, à travers ces séances, les personnes âgées ont pu reconstituer l'état de l'environnement tel qu'il était jadis. Or, bien qu'il soit menacé, il n'était pas aussi dégradé. Une leçon pour les générations actuelles qui, sous la menace de l'ensablement, perdent progressivement les terres de culture.

La formation a aussi eu recours à la projection de films sur l'environnement, organisée par zone sous l'œil des animateurs. Là aussi, les réactions ne se sont pas fait attendre, comme ce sexagénaire de Kouloudia qui, après la projection de l'un des films, a laissé entendre que « le problème de l'ensablement n'est pas inéluctable », tout en ajoutant : « On se rend compte que les solutions existent, même localement. » Ces solutions qui sont aujourd'hui envisagées par les paysans ne sont autres que la plantation, le suivi et l'entretien des plants autour des principaux lieux de cultures que sont les ouadis et les polders.

La communication participative a donc permis aux communautés de cerner les problèmes et de les analyser, tout en facilitant l'expression des besoins cachés et la mise en œuvre de solutions endogènes.

Principaux résultats obtenus à Doum-Doum

Bien que la forte chaleur et le manque d'eau pour l'arrosage aient pesé sur le taux de levée des plants, 10 341 plants sur les 30 000 ont survécu aux intempéries et ont été repiqués pour fixer les dunes, soit environ 8 km de plantations sur 4 à 5 rangées de plants.

L'expérience de communication participative a également permis de soulever la question des dommages causés par la coupe des arbres à des fins de bois de chauffe, de même que l'importance d'utiliser des énergies de substitution. En outre, le dialogue sur ces questions a permis de discuter de l'usage des foyers améliorés et des tiges de maïs en tant que moyens pour économiser le bois.

L'initiative de communication participative a permis aux paysans de se rendre compte de leur capacité à analyser les problèmes et à trouver des solutions locales. Cela a suscité chez un grand nombre d'entre eux la volonté de se prendre en charge et le désir de faire des projections dans le futur. Au chapitre des réalisations, il faut aussi souligner la valorisation des ressources naturelles et l'élaboration de règles locales de lutte contre l'ensablement. De plus, on note aujourd'hui au sein de communautés une réelle volonté d'agir plutôt que de subir.

Bol : la révolution silencieuse

Dans la région du lac Tchad, la terre n'appartient pas de manière claire à celui qui la met en valeur. Comme la région est fortement islamisée, elle appartient théoriquement à Dieu. Dans les faits, la terre appartient à la communauté villageoise ou au clan qui s'est installé le premier sur le territoire. Les paysans du village ont leurs terres sur les dunes, dans les polders et les ouadis dont ils gardent le droit d'usage. Toutefois, la vente de la terre est apparemment inexistante, voire prohibée.

Pour leur part, les étrangers ont le droit de cultiver les terres vacantes, mais ils n'en ont pas le droit d'usage permanent. Ils peuvent toutefois l'acquérir s'ils résident suffisamment longtemps dans la localité ou s'ils épousent une fille du village. Ils deviennent alors membres à part entière de la communauté villageoise et c'est à ce titre qu'on leur accorde définitivement la terre.

La situation est tout autre pour les femmes, même lorsqu'elles sont originaires de la région. En effet, même si elles participent activement à tous les stades de la production aux côtés de leurs maris, elles ne sont jamais attributaires des parcelles, sauf exception. Outre leur travail sur la terre de leur mari, leurs principales activités se limitent à la cueillette, à la traite des animaux et à la vente des sous-produits de l'élevage. Or, cette situation n'est pas causée par une pénurie de terre, car certains des polders aménagés par la Société de développement du lac, notamment à Bérin et à Guini, demeurent sous-exploités, voire inoccupés. Les femmes pourraient bénéficier de ces terres et contribuer au revenu familial et à la sécurité alimentaire de la communauté, tout en développant leur autonomie. La tradition qui veut que les femmes n'aient pas droit à la terre freine donc le développement des villages situés autour de ces polders.

C'est ce problème, fort complexe, que l'initiative de communication participative a tenté de résoudre. Les résultats auxquels les animateurs sont parvenus, en suscitant un véritable dialogue autour de cette question au sein des villages, sont étonnants. Certains parlent même d'une révolution silencieuse...

Des femmes propriétaires terriennes

« C'est maintenant que nous sommes ouvertes, sinon nous étions fermées ; le groupement que le projet va aider à mettre en place ne fera que

renforcer davantage cette ouverture. » Ainsi s'exprime une femme de Sawa, un des trente petits villages autour du polder de Mamdi, en voie d'être aménagé. Aujourd'hui, les femmes de ce village font des projections en ces termes : « Nous allons, avec les revenus de nos parcelles, acheter un moulin, des semoirs et des batteuses... » Car les femmes de Bol ont bel et bien acquis le droit à la terre et se sont fixé pour objectif de se prendre en charge progressivement. N'eût été du retard accusé dans la construction des canaux d'irrigation, elles auraient déjà leurs parcelles. Elles ont cependant reçu l'assurance d'une répartition équitable des parcelles dès la fin des travaux.

La stratégie de communication

La stratégie de communication qui a permis d'en arriver là s'est déroulée en plusieurs étapes. D'abord, les animateurs se sont assurés de l'appui des autorités traditionnelles, en particulier de celui du sultan de Bol, qui jouit d'un grand prestige aux yeux des populations. Celui-ci a accepté de sillonner les villages, servant ainsi de porte d'entrée chez des hommes qui, de prime abord, laissaient peu de place aux femmes dans les échanges.

Le recours à cette personnalité traditionnelle a permis d'obtenir l'autorisation des maris pour que les femmes participent à l'initiative. On le sait, dans plusieurs régions africaines, la femme ne peut entreprendre une action publique sans l'autorisation de son mari. La femme peut, au cours d'un débat public, accepter telle ou telle proposition : ne vous y fiez pas trop. Tant qu'elle n'a pas l'accord de son mari, elle ne « bougera » pas. La participation du sultan a permis d'amoindrir la méfiance initiale des maris. Par conséquent, ils ont plus facilement accepté la participation de leurs épouses.

Par la suite, les animateurs ont entrepris des séries de rencontres avec les maris, puis avec les femmes. Après plusieurs séances de rencontres-débats, les maris ont finalement convenu que l'octroi des parcelles à leurs femmes serait un plus pour le budget familial.

Cependant, malgré ce consentement des hommes, la prise de parole par les femmes n'était pas acquise. Ce processus s'est déroulé en trois temps. Comme toujours, dans les premières discussions, seule la présidente des femmes prenait la parole ; à ce niveau, la parole était encore très « officielle » et ne comportait pas vraiment d'informations intéressantes. Dans un tel contexte, la porte-parole dit ce qui a été convenu, ce que son interlo-

cuteur voudrait entendre. Il en est de même pour les trois ou quatre interventions suivantes.

Chez les femmes de Bol, la prise de la parole est gérontocratique. La présidente est souvent la plus âgée ou une proche du chef de village. Celles qui prendront la parole après sont des femmes âgées. Ces interventions ne durent guère : deux à trois minutes. Soit une période de vingt à quarante-cinq minutes.

La transition entre cette période et la deuxième est assez délicate. Elle dépend de plusieurs facteurs : le degré de confiance acquis par les animateurs, leur tact et leur connaissance du milieu. L'animateur doit notamment connaître les traditions locales, utiliser des proverbes et des tournures paraboliques pour détendre la foule et inciter à la prise de la parole.

La troisième période, qui est véritablement celle où il y a échange, intervient sans prévenir. On s'en rend compte quand le temps de parole s'allonge (de deux à trois minutes du début, il peut atteindre dix minutes), quand les femmes n'attendent plus qu'on la leur donne. On voit aussi que les sujets varient, qu'on parle de tout et de rien. C'est à ce moment que les femmes racontent leurs problèmes, qu'elles soumettent leurs réflexions. À Sawa, il a fallu attendre plus d'une heure pour en arriver là. Toutes celles qui ont pris la parole au début ont fait référence au sultan, ce qui démontre son influence certaine, avant d'en arriver à leurs propres problèmes. À ce stade, nous avons vu trois femmes se lever en même temps pour prendre la parole ; il a fallu demander un certain ordre pour pouvoir les entendre toutes.

Une des séances s'est terminée par une danse populaire spontanée. Les maris n'avaient pas vu cela depuis longtemps. Un marabout se confiant à l'un des animateurs a déclaré : « Vous êtes venus libérer nos femmes, on ne les avait jamais vues comme ça auparavant ! »

De riches enseignements

Le site de Bol avait entrepris de résoudre un problème des plus délicats : celui de la marginalisation de la femme dans l'attribution et l'exploitation des parcelles aménagées.

L'expérience a démontré que, lorsque les outils de communication sont adéquatement utilisés, la communauté devient un acteur de premier plan. Dans ce cas-ci, la participation des autorités traditionnelles telles que

le sultan, les chefs de canton, les femmes leaders, les marabouts et les chefs de village a été déterminante. Ce sont eux qui ont facilité les rencontres avec les femmes en y participant eux-mêmes d'abord !

Il n'a pas été ici question de gros moyens de communication comme la radio, la télévision. L'accent a été mis sur les rencontres-débats, soutenues parfois par des photos, de même que par la projection de vidéos ou l'écoute collective de cassettes portant sur les expériences de communautés voisines.

Parmi les outils de communication qui ont eu le plus d'effet, on compte les photos des séances d'animation. Elles ont été affichées sur des tableaux sur la place publique, donnant ainsi une occasion au village en entier, plus particulièrement aux femmes, de se voir et de confirmer leur participation aux débats entourant les préoccupations qui sont les leurs.

Toujours présent pour enregistrer les débats, le magnétophone a pour sa part suscité des réactions positives lors des séances d'écoute. Les projections de films, suivies de débats, ont délié les langues. Après avoir visionné un vidéo portant sur l'expérience des femmes d'une autre région, qui ont fini par obtenir le droit à la terre, une femme de Sawa a lancé à l'assistance lors d'une projection : « Nous voulons être comme nos sœurs du village de Matafo qui, par l'organisation, ont eu accès à la terre. Les récoltes leur permettent aujourd'hui de couvrir certains besoins sans recourir à leurs maris. »

Béli : la gestion des ressources pastorales partagées

Le projet transfrontalier du Béli vise à mettre en place un cadre adéquat pour la gestion concertée et le partage des ressources pastorales. Dans ce contexte, l'initiative visait à faciliter la communication en vue de la création de ce cadre. À terme, le projet devait parvenir à la création de comités décentralisés dans les villages.

Un écosystème fragile

Département frontalier avec deux pays, le Mali au nord et le Niger à l'est, Tin-Akoff dispose de l'un des meilleurs pâturages de la province de l'Oudalan. Le fleuve Béli, qui traverse le département d'ouest en est, constitue le principal attrait des éleveurs.

Grâce à ce fleuve, une forêt d'épineux s'est développée tout au long des berges, de même qu'un riche fourrage très apprécié des troupeaux. Jadis fréquenté seulement par les éleveurs téméraires du fait de la présence de fauves, ce pâturage connaît aujourd'hui une affluence de troupeaux en provenance d'autres provinces, de départements de l'Oudalan ainsi que des villages riverains des pays frontaliers.

Très fragile parce qu'elle est constituée d'épineux et qu'elle subit un déficit pluviométrique chronique, la végétation de Tin-Akoff court le risque de dégradation rapide du fait de la surexploitation. Le fleuve, jadis profond, se transforme à partir de janvier en un lit de chapelets, à cause de l'ensablement et du grand nombre de troupeaux. De plus en plus de champs et de jardins encomrent les berges. Le manque de pistes à bétail donnant accès au plan d'eau fragilise davantage cet écosystème.

Le département, jadis zone de chasse de prédilection grâce à la variété d'animaux, voit maintenant cette faune diminuer. Des explications fournies, il ressort qu'en raison du braconnage anarchique qui y a été pratiqué les animaux sauvages sont décimés ou sont allés chercher refuge dans les pays voisins. Toutefois, on y rencontre encore quelques troupeaux de gazelles, des hyènes et des chacals, de même que diverses espèces d'oiseaux.

Deux groupes sociaux exploitent le pâturage de Tin-Akoff : les Kal-Tamacheck et les Fulbe (ou Peulh). Cohabitant de longue date, les deux groupes parlent la même langue : le tamacheck. L'élevage constitue l'activité économique dominante. Mais tout le monde s'adonne également à l'agriculture. Ainsi, l'espace villageois se subdivise en zones pastorales et en zones de culture.

Situés en hauteur, les champs occupaient traditionnellement les dunes. Mais, en raison des multiples sécheresses, ils se retrouvent de plus en plus sur les berges du fleuve. Quant aux pâturages, ils vont des dunes aux berges du fleuve, selon les saisons.

La stratégie de communication

La stratégie de communication poursuivait trois objectifs principaux : le partage des connaissances en matière de ressources naturelles, la mise en place de cadres décentralisés de concertation et le renforcement des capacités des cadres. Le partenaire principal du projet était l'association Waldé Ejef, chargée de l'exécution du projet transfrontalier. L'association a choisi

des animateurs connaissant le terrain et des animatrices socialement respectées (l'une d'elles relevait de la chefferie traditionnelle). Le seul inconvénient était qu'ils n'étaient pas basés dans les villages, mais bien dans le chef-lieu du département.

Pour atteindre le premier objectif, les animateurs et les villageois ont utilisé comme outils les rencontres-débats, les affiches et la vidéo. Deux films ont servi de support à l'animation. L'un portait sur la mare d'Oursi et l'autre sur la gestion des zones de chasse dans l'est du Burkina. Accompagnés par les forestiers de la zone (les animateurs ne sont pas des spécialistes des ressources naturelles), les animateurs ont discuté avec les populations de l'état de leurs ressources, de la pression qui s'exerce sur elles et de la meilleure façon de les préserver.

Les animateurs sont arrivés à faire témoigner les villageois sur l'état de leurs ressources naturelles, sur leurs rapports avec les migrants, ainsi que sur l'exploitation sauvage de la faune et de la flore. Tous les villages ont déploré la disparition des animaux sauvages du fait du braconnage. Ils se disent révoltés surtout par l'arrogance des braconniers qui brandissent à leur nez un permis de chasse délivré par l'administration. Unaniment, il a été proposé que des comités de chasse soient mis sur pied.

La communauté prend le taureau par les cornes

L'initiative expérimentée à Béli n'a pas mené à des réalisations physiques. Mais les animations ont donné lieu à une organisation sociale : existence dans les huit villages de groupements d'agriculteurs, d'éleveurs, de femmes, de jeunes, mise en place de cellules de gestion de la faune et de la pêche. Ce type d'organisation peut engendrer des actions de développement. Dans certains villages, des démarches ont été entreprises pour créer des pistes à bétail pour l'accès au fleuve. Lors de la rencontre entre l'administration et le bureau du cadre de concertation, les populations ont fait savoir à l'administration qu'elles souhaitaient être engagées dans la gestion de l'environnement. Des démarches sont en cours pour obtenir des permis pour gérer la faune et l'environnement. Si les démarches aboutissent, des activités génératrices de revenus pourront voir le jour. En somme, il se dégage une franche collaboration entre les populations et les services techniques.

Tout ne baigne pas dans l'huile

Malgré ces résultats éloquentes, l'initiative de Béli s'est heurtée à des obstacles qui ont entravé la bonne exécution des activités. En outre, l'éloignement des animateurs par rapport au terrain (au début du projet, seul un animateur était à Tin Akoff, le reste étant à Gorom-Gorom, à environ 70 km du terrain) a fortement limité le contact avec les populations. De plus, le nombre d'animateurs était insuffisant (trois animateurs pour huit villages assez éloignés les uns des autres). Par ailleurs, les animateurs formés au départ ont dû à un certain moment être remplacés par de nouveaux, qui n'ont pas pu être formés à la démarche avant d'être dépêchés sur le terrain.

L'engagement insuffisant de l'administration a aussi occasionné certaines difficultés. Les responsables administratifs connaissaient assez bien le projet et ses objectifs, malgré certaines confusions. En effet, ils ne faisaient pas la différence entre le projet Beli, Walde Ejef et l'initiative de communication participative. Cette confusion n'a pas eu de conséquences importantes, puisque tous ces acteurs concouraient au même résultat. Cependant, les responsables de l'administration ont déploré le manque d'information et l'absence d'appui financier ou matériel à leur endroit, ce qui a fortement limité leur participation. En effet, avec une administration complètement démunie (la direction provinciale des ressources animales n'a ni électricité ni téléphone, encore moins véhicule et carburant !), le suivi sur le terrain a été très limité.

Ouarkoye : la lutte aux feux de brousse

Trente pour cent du territoire burkinabè brûle tous les ans avec des conséquences incalculables pour la végétation, les sols, les animaux et les hommes. Le département d'Ouarkoye, dans la région de la boucle du Mouhoun, n'échappe pas au fléau.

Parmi les conséquences les plus graves qu'entraîne ce phénomène, on compte :

- le recul des superficies forestières résultant principalement des feux de brousse et des défrichements liés à l'extension des terres de cultures ;
- la très faible régénération de la végétation, causée principalement par les feux de brousse persistants ;
- l'érosion accélérée des berges des cours d'eau ;

- la réduction des produits de cueillette ;
- la baisse de la fertilité des sols ;
- l'occurrence élevée des feux (61 % des superficies brûlés par an) ;
- l'insuffisance des pâturages.

Les populations du département d'Ouarkoye sont comme la majorité de celles de l'ouest du pays : des sociétés acéphales où la chefferie a peu de prise sur les populations. Le pouvoir, y compris en matière de gestion des ressources, est entre les mains du chef de terre qui attribue les parcelles, notamment par l'entremise des familles autochtones. Les coutumes restent vivaces et réglementent la vie sociale.

Les canaux traditionnels de communication sont les marchés, qui ont lieu une fois par semaine ou tous les trois jours, les lieux de culte, les mariages, baptêmes et cabarets, qui sont assez nombreux dans la zone.

Les populations du site d'Ouarkoye, face à la dégradation des ressources naturelles, n'arrivaient pas à planifier et à exécuter un programme de gestion des feux. Pour cette raison, elles manifestaient un certain désintéressement par rapport à la protection des ressources.

La stratégie de communication

La première action avait pour objectif de discuter avec les villageois des causes et des conséquences des feux de brousse. Les animateurs, après avoir pris contact avec les responsables coutumiers du département, ont fait appel à une troupe théâtrale pour mettre en scène divers aspects de ce problème. Ce théâtre-forum a fait le tour des villages pour susciter des débats sur la question des feux et permettre aux populations de s'exprimer sur la question.

Parallèlement, les animateurs et les responsables des comités de gestion des feux ont eu des rencontres avec les divers groupes sociaux tels les femmes, les responsables de villages, les jeunes, les instituteurs et les chasseurs, pour les informer et recueillir leur avis.

La radio locale de la province a aussi contribué à informer et à faciliter l'expression des populations. Une série d'émissions portant sur la gestion des feux a été diffusée. Les émissions en langue dioula ont suscité beaucoup de réactions de la part des villageois ; certains sont même venus à la radio pour obtenir des compléments d'information.

Tour à tour, les responsables des comités villageois de gestion des feux, puis les populations se sont formés en techniques de gestion des feux.

S'allier les chefs coutumiers

Le rôle des chefs coutumiers a été déterminant dans la réussite du projet. Leur soutien au projet a permis une rapide adhésion de tous les acteurs. Il en est de même pour le théâtre-forum. En effet, une troupe villageoise est née à la suite des premières représentations et c'est elle qui a poursuivi les représentations dans la plupart des villages.

Résultats et contraintes

À la fin de l'intervention, chacun des 28 villages et hameaux de culture avait mis sur pied son comité de gestion des feux. Depuis, deux centres de formation ont été créés et sont maintenant fonctionnels : 362 personnes y ont été formées. Ces dernières ont à leur tour formé les villageois.

Parmi les principaux résultats engendrés par l'initiative, on compte la création d'une troupe théâtrale locale (la troupe Sininyasigi), la création de quatre centres d'animation, ainsi que l'élaboration et la diffusion de huit émissions relatives à la gestion des feux sur les ondes de la radio locale, Fréquence Espoir.

Selon un animateur, « avec le théâtre-forum et les projections vidéo, les paysans ont vu ce qui se passe là où le feu ne brûle pas. Ils peuvent comparer avec leur terroir où le feu brûle ». Et c'est ce que des membres du bureau du comité de gestion des feux de Miéna (un village entouré de hautes herbes bien sèches en ce mois de mars 2002, chose inimaginable avant le PCP) expliquent : « Le terroir s'est enrichi, car là où cela a brûlé et là où cela n'a pas brûlé, ce n'est pas du tout pareil ! »

Outre ces réalisations concrètes en matière de communication, l'expérimentation a donné lieu aux résultats suivants :

Réduction notable des feux de brousse

On a constaté une baisse notable des feux de brousse dans la plupart des villages où l'initiative est intervenue du fait des actions menées par les paysans (établissement de pare-feu longs parfois de plusieurs kilomètres

pour protéger les forêts sacrées, les villages et les champs). Signe de l'amélioration de l'environnement : le retour de certaines espèces animales disparues de la zone. Un éléphant a mis bas en août 2001 dans une forêt protégée par les villageois, ce qui est nouveau.

Changement qualitatif dans les relations entre les acteurs

En ce qui concerne les relations entre les acteurs, le projet a conduit à un changement palpable aussi bien chez les animateurs que chez les agents forestiers et les populations. « Autrefois, reconnaît un animateur, nous, agents forestiers, étions des gendarmes pour les paysans. Le forestier réunissait les paysans et leur donnait l'information et c'est tout. C'était une approche unilatérale. Aujourd'hui, ce sont les villageois qui expliquent ce qu'il faut faire et ne pas faire grâce au théâtre-forum. »

« Avant, si un paysan voyait un feu, il se taisait », assure un des animateurs. Maintenant, le village est vite prévenu et se mobilise pour l'éteindre. » De plus, les animateurs affirment qu'avant le projet il était difficile de trouver les auteurs des feux de brousse, ce qui n'est plus le cas de nos jours.

Les paysans, responsables de leurs terroirs et auxiliaires des agents forestiers

À l'heure actuelle, les paysans se sentent responsables de leurs terroirs et assument cette responsabilité nouvelle avec rigueur. Les animateurs ont pu constater qu'ils s'engagent totalement dans la gestion des feux de brousse de leur terroir. Ce sont les paysans qui règlent les petits litiges, avant l'intervention des forestiers. Ils fixent et font payer les amendes, dont une partie revient au village. Les chefs coutumiers délimitent les zones où allumer les feux pour les rites, qui sont donc sous contrôle maintenant. Le village de Kékaba a même créé une réserve d'environ 2000 ha. La plupart des villages veulent aujourd'hui imiter Kékaba.

Rétablissement du dialogue et de la confiance entre services forestiers et populations

Avec la mise en place des comités de gestion de la forêt, les agents forestiers sont un peu déchargés de leurs tâches traditionnelles de surveillance. La façon d'animer a changé : « Ce n'est plus une programmation solitaire

dans le bureau de l'agent forestier puis la convocation de la réunion au village où il n'y a pas toujours foule. Maintenant, ce sont les comités de gestion des feux qui organisent les rencontres. Les gens sont plus ouverts, participent davantage aux débats, sont plus à l'aise », reconnaissent les animateurs de zone.

Amélioration du partenariat entre les acteurs techniques

Le partenariat entre les grands acteurs techniques (services d'agriculture, d'élevage et d'environnement) est renforcé. Des formations leur sont dispensées pour tenir le même langage auprès des paysans.

Les outils de communication au service des populations

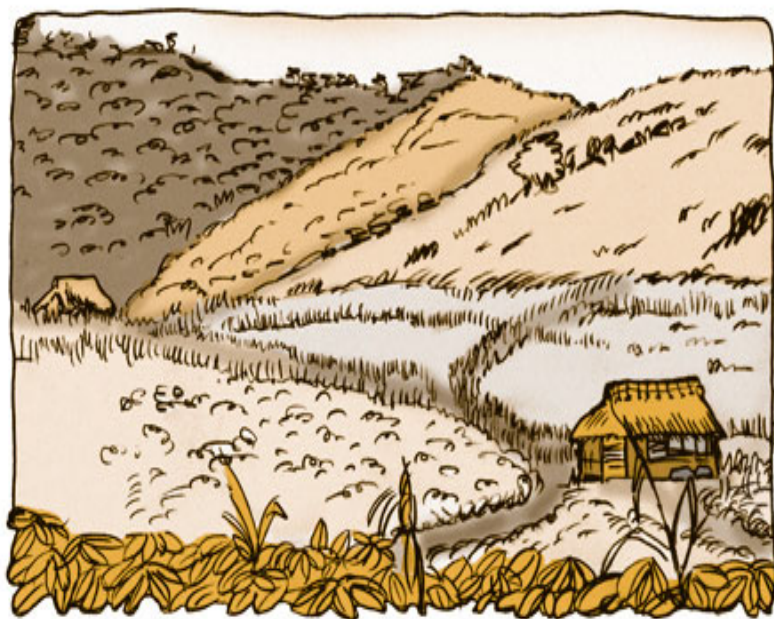
Tout au long de l'expérimentation de la communication participative, des outils de communication simples, peu coûteux et adaptés au milieu ont été utilisés. Il n'est pas question ici de gros moyens comme la radio ou la télévision, mais plutôt d'outils du milieu. Dans tous les cas, les animateurs ont mis les populations au centre de leurs stratégies, en utilisant les modes et les canaux endogènes de communication. L'accent a été mis sur les contacts avec les autorités traditionnelles locales et sur les rencontres-débats, soutenues parfois par des photos, la projection de vidéos et l'écoute collective de cassettes sur des expériences de communautés voisines.

En outre, l'expérience a démontré que, lorsque les outils sont soigneusement choisis en fonction des objectifs poursuivis et, surtout, lorsqu'ils sont placés entre les mains des populations, celles-ci deviennent les principaux acteurs du développement.

La première phase de cette recherche-action s'est terminée en mai 2002. Sa démarche et ses acquis ont été analysés au cours d'une table ronde régionale qui a réuni les acteurs concernés de tous les pays membres du CILSS intéressés à cette démarche. Convaincus de sa pertinence, tous ces acteurs ont exprimé leur désir et leur volonté d'étendre cette expérience à l'ensemble des pays membres du CILSS.

FAVORISER L'ENGAGEMENT DES GROUPES LES PLUS DÉSAVANTAGÉS DANS LE DÉVELOPPEMENT LOCAL : LE CAS DU VIÊT NAM

Le Van An, Viêt Nam



Les changements de politiques qui visent à protéger l'environnement peuvent avoir de graves conséquences sur les communautés locales lorsqu'ils exigent d'elles qu'elles apportent des changements radicaux à leur mode de vie. C'est précisément ce qui s'est passé dans la région centrale du Viêt Nam, où le gouvernement a établi de nouvelles réglementations afin de mieux protéger la forêt. Par conséquent, les connaissances ancestrales des minorités ethniques, dont les moyens de subsistance étaient fondés sur l'agriculture sur brûlis, n'étaient plus utiles dans le nouveau contexte. Cette situation aurait pu accroître la marginalisation et l'appauvrissement

de la population locale. Toutefois, l'utilisation de méthodologies participatives et, un peu plus tard, de la communication pour le développement, a rendu possible l'engagement des agriculteurs locaux dans un processus visant à découvrir et à expérimenter de nouvelles façons de gagner leur vie, tout en conservant le capital des ressources naturelles. Une attention spéciale a été accordée aux secteurs de la population qui, habituellement, ne bénéficient pas des initiatives de développement. Les résultats ont été surprenants.

Jusqu'à tout récemment, les moyens de subsistance de la minorité ethnique vivant à Hong Ha, dans les hauts plateaux de la province de Thua Thien Hue, au centre du Viêt Nam, se fondaient sur la culture sur brûlis et sur l'exploitation des ressources naturelles de la forêt. Toutefois, au cours des dernières années, une nouvelle politique gouvernementale a été mise en place afin d'encourager ces agriculteurs à changer leurs pratiques agricoles et à adopter l'agriculture sédentaire, dans le but d'améliorer leur accès aux services sociaux et d'assurer la protection de la forêt. Par conséquent, ils ont dû changer leurs systèmes agricoles. Cela n'est pas facile pour eux, étant donné que leurs connaissances ancestrales et leurs compétences ne sont plus pertinentes dans le nouveau système de production.

Parmi les problèmes auxquels font face les habitants des hautes terres de la région centrale du Viêt Nam, on compte la pauvreté et la dégradation des ressources naturelles. Le manque de nourriture entraîne de sérieuses difficultés pour les familles, étant donné qu'un grand nombre d'entre elles n'ont pas suffisamment à manger pendant une période allant de 3 à 5 mois chaque année. Auparavant, l'alimentation traditionnelle se composait de riz des hautes terres et de manioc, mais la croissance démographique, combinée aux limites de l'agriculture sur brûlis, a entraîné une diminution marquée de la production alimentaire. Quoique le riz des zones humides soit en voie de remplacer le riz des hautes terres, la rizière est de petite taille et il n'y a pas de source d'alimentation en eau pour la culture du riz. Par conséquent, au cours de la période de disette, les agriculteurs pauvres doivent se consacrer à la cueillette et à la vente de produits forestiers non ligneux, afin d'en tirer les revenus suffisants pour subvenir à leurs besoins alimentaires quotidiens.

De plus, pendant la guerre, la forêt naturelle de la région a été sérieusement endommagée par le feu et par l'usage d'un défoliant chimique connu sous le nom d' »Agent orange ». Une fois la guerre terminée, lorsque les gens ont commencé à reconstruire leur vie, des arbres ont été coupés afin

d'être utilisés comme bois d'œuvre ou pour être vendus afin d'en tirer des revenus. Par conséquent, la quantité et la qualité des régions forestières ont grandement diminué au cours des dernières décennies. Depuis le début des années 1990, le gouvernement a déployé des efforts importants pour investir dans la gestion de la forêt et a entrepris un certain nombre de programmes de reforestation. Afin d'appuyer ces efforts de gestion de la forêt et du territoire, une loi sur les forêts a été édictée en 1991, suivie d'une loi sur la propriété foncière en 1993. À partir de ce moment, le gouvernement a pris un certain nombre de décisions dans le but de renforcer les droits des agriculteurs en ce qui concerne la terre et la forêt. Toutefois, les conditions nécessaires à l'application de ces nouvelles politiques ne sont pas encore en place dans les régions montagneuses, en raison du piètre système de gestion des organisations locales et du manque de compréhension de la part de la population locale.

En fait, la majeure partie du territoire de Hong Ha tombe sous la coupe d'un plan d'aménagement des bassins versants. La population locale a accès uniquement à 1 % de l'ensemble du territoire pour la production agricole. Étant donné la croissance démographique, les changements introduits dans les techniques de production agricole et leur accès limité aux ressources, on peut se demander comment les habitants des hauts plateaux pourraient s'y prendre pour améliorer leurs moyens de subsistance et leurs pratiques en matière de gestion des ressources, dans une optique de développement durable.

Ainsi, étant donné les besoins existants dans la région des hauts plateaux du centre du Viêt Nam, l'Université de Hue a entrepris, depuis 1998, une initiative de recherche intitulée Gestion communautaire des ressources en région montagneuse. Cette initiative a été entreprise par l'équipe de recherche de l'Université d'agriculture et de foresterie de Hue. Elle vise à améliorer les moyens de subsistance des pauvres des hautes terres, à renforcer les capacités des ressources humaines et à appuyer les politiques favorables aux pauvres dans les régions des hauts plateaux.

Dès le départ, la recherche-action participative a été adoptée en tant que méthodologie pour travailler avec les agriculteurs afin de cerner leurs problèmes, de trouver des solutions potentielles et d'observer les changements de même que l'effet de l'initiative sur leurs moyens de subsistance et les ressources naturelles.

En 2002, la communication participative pour le développement a été introduite dans cette initiative par un processus d'apprentissage auquel

participaient d'autres équipes au Cambodge et en Ouganda. L'initiative de gestion communautaire des ressources naturelles à Hong Ha a été choisie en tant que site d'étude au Viêt Nam pour expérimenter cette nouvelle approche. Les chercheurs membres de cette équipe ont donc été formés à son utilisation ainsi qu'à celle des outils auxquels elle a recours.

Le site de recherche

La commune de Hong Ha fait partie du district d'A Luoi, situé dans la province de Thua Thien Hue, au centre du Viêt Nam. Le district compte 21 communes, parmi lesquelles Hong Ha est l'une des plus pauvres.

La commune compte 230 ménages et environ 1 200 habitants, qui appartiennent à divers groupes ethniques tels que les K'tu, les Taoi (Paco, Pahy), les Kinh et les Bru-Vankieu. Les K'tu sont les plus nombreux, avec 47 % de la population totale. Les Pas Co (incluant les Pahy) comptent pour environ 28 % de la population et les Ta Oi pour 16 %, tandis que 7 % sont des Kinh ou des Vietnamiens des basses terres. Officiellement, la superficie des terres qui appartiennent à la commune couvre 14 100 hectares, dont seulement 180 hectares sont des terres agricoles. Les terres forestières couvrent environ 11 000 hectares, mais celles-ci ne sont pas toutes considérées comme de « bonnes » forêts. Des collines dénudées couvrant environ 2 700 hectares se trouvent également sur le territoire de la commune. La majeure partie des terres forestières se trouvent sous la responsabilité de la Société forestière d'État et de la Commission de protection des bassins versants. Auparavant, les populations locales pratiquaient l'agriculture itinérante sur ces terres forestières, mais elles ont commencé à se tourner vers l'agriculture sédentaire depuis que le gouvernement local et national n'autorise plus la culture sur brûlis.

En raison de ces changements forcés à leur système d'agriculture et de leur accès limité au patrimoine et aux ressources naturelles, la production est faible et les occasions de génération de revenus sont très limitées. Traditionnellement, les moyens de subsistance de ces populations des hauts plateaux étaient fondés sur les ressources forestières tels que les produits autres que les produits forestiers non ligneux, qu'ils vendaient en échange de nourriture ou d'argent comptant. Toutefois, cette source de revenus ne répond à leurs besoins que de façon très limitée aujourd'hui, étant donné que les forêts se dégradent de plus en plus. De plus, les changements apportés aux

politiques et au système de gestion ont fait en sorte que ces régions ont aussi limité l'accès à ces ressources.

Processus, résultats et retombées

L'intégration de la communication participative pour le développement à la gestion communautaire des ressources naturelles

L'initiative de gestion communautaire des ressources naturelles a pour but de développer une méthodologie de recherche fondée sur les approches participatives. Le renforcement des compétences des populations locales constitue également un objectif de premier plan, dans une optique d'accroissement de leur participation et de celle des autres parties prenantes à l'ensemble du processus. La recherche-action participative est une méthode qui vise à mettre en place un processus d'apprentissage à la fois pour les chercheurs et les agriculteurs. En plus de cette nouvelle méthodologie de recherche, l'équipe a été formée à la communication participative pour le développement par des rencontres face à face et par Internet, grâce à un programme auquel participaient des chercheurs du Viêt Nam, du Cambodge et de l'Ouganda. Neuf thèmes de discussion ont été abordés, à partir des premiers contacts avec une communauté jusqu'à l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan, le suivi et l'évaluation des activités et enfin, la diffusion des résultats. Au sein de chaque équipe, des chercheurs se sont organisés en groupes afin de discuter de chaque sujet et de partager leurs connaissances par le truchement d'un site Web. Ainsi, ils ont appris de l'expérience d'autres équipes et partagé leurs expériences de mise en œuvre de la communication participative pour le développement. En fait, pour chaque thème qui était abordé, les chercheurs ont non seulement appris par la théorie mais ont aussi appliqué leurs nouvelles connaissances à leur travail de recherche sur le terrain. À mi-parcours, tous les membres des trois équipes se sont réunis à Hue pour partager leurs expériences. L'atelier final a eu lieu en Ouganda, où l'ensemble du processus a été évalué.

Dans le contexte de l'initiative de gestion communautaire des ressources naturelles à Hue, l'intégration et l'application de la communication participative pour le développement a eu pour effet d'accroître la participation des femmes et des plus pauvres, afin d'améliorer la production alimentaire et la génération de revenus. L'initiative a également contribué à renforcer les capacités locales, en particulier celles des femmes et des populations les

plus désavantagées. De plus, elle a mené à un accès accru aux ressources pour les populations locales, en particulier à la terre et aux ressources forestières. Finalement, elle a mis en place un processus d'apprentissage et de diffusion pour partager les résultats de l'initiative avec d'autres communautés.

Accroître la participation des populations, en particulier celle des femmes et des plus pauvres

Il n'est pas facile d'assurer une « véritable » participation des villageois et des parties prenantes d'un bout à l'autre du processus lors d'une approche communautaire. Pendant plusieurs années, au Viêt Nam et dans d'autres pays en développement, les technologies ou les solutions pour l'agriculture étaient toujours introduites par des gens de l'extérieur, qu'il s'agisse de scientifiques ou d'agents de développement. Le niveau de participation des agriculteurs était très faible. Récemment, étant donné que l'approche verticale n'a pas apporté les résultats escomptés en matière de développement rural et qu'elle est de plus en plus rejetée par les agriculteurs, l'approche participative a gagné du terrain. La « véritable » participation peut être induite en utilisant diverses approches et méthodes pour répondre aux besoins pratiques des agriculteurs, de même que pour accroître leur confiance dans leur propre capital humain. De plus, l'utilisation de la communication participative pour le développement dans la gestion des ressources naturelles aide les chercheurs à mieux comprendre la situation des gens avec lesquels ils travaillent.

Qui participe aux processus de recherche ?

Tous les agriculteurs n'ont pas le même intérêt ni les mêmes conditions en ce qui a trait à leur participation à une initiative. De façon générale, les personnes ou les agriculteurs les mieux nantis et qui disposent d'un plus grand capital social au sein de la communauté tendent à participer davantage. Les femmes et les plus démunis, en tant que « populations marginalisées », participent rarement à ces activités.

Il y a de nombreuses façons d'aborder une communauté. La communication participative pour le développement vise d'abord et avant tout à améliorer la compréhension des chercheurs. En répertoriant les agriculteurs ou en demandant aux représentants communautaires de les classer

selon leur niveau de prospérité, ils peuvent mieux comprendre la communauté. Chaque groupe de la population a ses propres problèmes et intérêts. Les communautés devraient être abordées d'une manière appropriée, compatible avec les conditions culturelles, sociales et économiques existantes. Plus on comprend une communauté, meilleure sera la participation.

Pourquoi les agriculteurs participent-ils ?

Les raisons pour lesquelles les agriculteurs participent à des initiatives de développement sont multiples. Dans de nombreux cas, les agriculteurs veulent améliorer leur production ou leurs revenus. Toutefois, dans certains cas, ils veulent simplement participer parce que les projets de développement peuvent leur apporter des avantages directs.

Au début d'une initiative de recherche, il est très important de réaliser un diagnostic de la situation et de définir les questions de recherche. Des rencontres devraient être organisées séparément pour chaque sous-groupe de la population tels les femmes, les hommes, les pauvres, les leaders. Étant donné que les résultats de ces rencontres seront tous différents, les chercheurs et les villageois seront en mesure de mieux comprendre la situation et de définir les étapes suivantes.

Comment peut-on accroître la participation ?

La communication participative pour le développement vise à améliorer la qualité de la participation. Tout au long de leur formation, les chercheurs ont eu l'occasion d'acquérir les connaissances et les compétences nécessaires pour améliorer leur capacité à encourager les agriculteurs à participer. Ils peuvent faire cela en élaborant des stratégies de communication et en utilisant des outils appropriés tels que la vidéo, les photographies et les brochures. L'apprentissage par la pratique sur le terrain est aussi utile pour faciliter la participation des agriculteurs.

Le type de questions posées et la façon dont le dialogue est établi sont aussi importants lors des discussions avec les agriculteurs. Les questions plus approfondies sont utilisées pour aider à mieux comprendre une situation et pour cerner les ambitions des agriculteurs. Habituellement, les questions ouvertes sont utilisées pour recueillir de l'information d'ordre général.

S'il est nécessaire d'obtenir davantage d'information, les questions plus approfondies et les discussions sont utiles.

Dans notre étude, un grand nombre de femmes et d'agriculteurs pauvres ont tiré profit de l'utilisation de la communication participative pour le développement. De nombreux agriculteurs ont dit qu'ils n'avaient jamais participé à des initiatives de développement communautaire auparavant, étant donné qu'ils croyaient que ce n'était pas pour eux. Depuis que la communication participative pour le développement a été adoptée, les populations locales ont davantage d'occasions de participer à des initiatives de développement.

Améliorer les moyens de subsistance locaux

Des réunions ont eu lieu afin de cerner les besoins et les problèmes des populations locales, ainsi que les solutions possibles pour surmonter ces problèmes. Étant donné que les gens ont des activités productives différentes, des rencontres ont été organisées avec les différents groupes : leaders, femmes, pauvres, hommes. Chaque groupe avait une opinion différente en ce qui concerne les activités qui devraient être entreprises de façon prioritaire.

Ainsi, en se fondant sur les capacités et les intérêts des agriculteurs, différents groupes de travail ont été formés : un groupe de production de riz, un groupe de production porcine, un groupe de production piscicole, un groupe d'amélioration des potagers familiaux, un groupe de production de manioc et un groupe de production forestière. L'équipe de recherche a travaillé en étroite collaboration avec ces groupes afin de les aider à comprendre que l'initiative de recherche n'était pas une agence de développement, mais qu'elle cherchait plutôt à les aider à améliorer la qualité de la participation.

Chaque groupe était composé de plusieurs agriculteurs. De façon générale, il n'y avait pas plus de 15 personnes par groupe au début. Les agriculteurs ont expliqué leurs problèmes et les solutions possibles à leurs yeux. Les chercheurs leur ont ensuite apporté un appui pour discuter en groupes et faire un diagnostic de leur situation.

L'étape suivante a consisté à élaborer des solutions possibles en fonction des causes du problème. Par exemple, dans le cas de la production de riz, les agriculteurs ont décidé d'expérimenter au moins trois nouvelles va-

riétés de riz, l'application d'un fertilisant et des méthodes d'ensemencement et de transplantation directe.

Pour chaque expérience, de trois à cinq agriculteurs ont accepté de tester les options retenues. Le groupe a lui-même décidé qui allait réaliser les expérimentations, selon les intérêts et sur la base des discussions de groupes. Les autres membres du groupe ont été invités à participer à l'évaluation et aux rencontres de formation au moins trois fois pendant la saison : une fois au début de l'étape de conception de l'expérimentation, la deuxième fois pendant la période de croissance et la troisième fois au moment de la récolte. Lors de chaque réunion, les fermiers ont élaboré leurs propres critères afin d'effectuer le suivi et l'évaluation des résultats des nouvelles technologies et de décider des variétés à semer, du fertilisant à appliquer et des techniques agricoles les plus appropriées. Les résultats du suivi sur le terrain et de l'évaluation ont été partagés avec d'autres membres du groupe, de même qu'avec d'autres personnes n'ayant pas participé à l'initiative. Ainsi, le processus d'apprentissage a aussi encouragé les agriculteurs à diffuser les résultats auprès d'autres agriculteurs au sein de leur communauté.

Des étapes similaires ont été mises en œuvre avec les agriculteurs intéressés à la production porcine et à la production piscicole, ou à d'autres types d'activités. Dans le cas de la production porcine, trois expérimentations ont été menées. La première avait pour but d'élever des truies Mong Cai pour qu'elles donnent naissance à des porcelets, tandis que la seconde mettait l'accent sur l'élevage de races croisées et de porcs d'engraissement. Finalement, une expérimentation a été menée pour la mise en silo de la feuille et de la racine de manioc pour alimenter les porcs.

Cependant, certaines activités ont échoué. Par exemple, des truies Mong Cai ont été fournies à 10 agriculteurs. Elles ont produit de bons porcelets la première année, grâce au service d'insémination artificielle de l'université. Cependant, sans l'appui des chercheurs ou des étudiants, l'accès à ce service n'a plus été possible. Puisqu'il n'y avait pas de verrat dans le village, les truies ont cessé de produire des porcelets. Éventuellement, les agriculteurs ont cessé d'élever les truies au village.

De façon générale, les expérimentations qui ont eu recours à la communication participative pour le développement ont donné de bons résultats pour les groupes qui avaient opté pour la production porcine, la pisciculture, la production de manioc, les potagers familiaux et la production forestière. Par exemple, tandis que seulement cinq agriculteurs utili-

saient les feuilles et les racines de manioc ensilées pour nourrir leurs porcs en 1998, 38 d'entre eux avaient recours à cette technique en 2003. De plus, le nombre de porcs élevés dans la communauté est passé de 60 à 340. Pour sa part, le groupe de pisciculture, qui est passé de 12 agriculteurs en 1998 à 54 en 2003, a diversifié sa production d'un seul type de poisson à quatre types et a accru sa productivité de 4 tonnes par hectare au début de l'initiative à près de 15 à la fin. La production de manioc a elle aussi augmenté et diverses variétés sont maintenant cultivées pour différents usages, domestiques et commerciaux. De plus, au lieu de cultiver le manioc en tant que monoculture, les agriculteurs ont aujourd'hui recours à la technique des cultures intercalaires, avec des haricots et du maïs. Ils appliquent aussi des haies de contour végétales pour prévenir l'érosion du sol. Toutefois, l'un des changements les plus draconiens observé au cours de cette initiative concerne les potagers familiaux. En effet, tandis qu'au départ très peu d'agriculteurs avaient l'habitude de travailler dans leurs potagers, la plupart d'entre eux comptent maintenant des potagers familiaux dans leur système de production (élevage – bassin piscicole – potagers). Les animaux, qui avaient l'habitude de déambuler librement, détruisant ainsi les semences, sont maintenant dans des enclos ou sont tenus à l'écart par des clôtures, résultant ainsi en une diminution des conflits dans le village.

Comment pouvons-nous travailler avec les pauvres et avec les groupes les plus désavantagés au sein de la communauté ?

Il s'agit là de l'un des défis les plus importants pour tout groupe de recherche ou de développement. Il est donc important de trouver des activités qui fonctionnent réellement pour les plus pauvres. Habituellement, les pauvres et les personnes les plus désavantagées ne participent pas aux programmes de recherche ou de développement. Ils n'ont pas accès aux occasions offertes par les gens de l'extérieur ou par les dirigeants locaux. Par exemple, étant donné que les vulgarisateurs ou les agents de développement veulent que leurs démonstrations donnent des résultats positifs, ils travaillent souvent avec les plus avantagés, qui peuvent démontrer de meilleurs résultats. Par opposition, la capacité des plus pauvres et des plus désavantagés à appliquer les technologies de production qui viennent de l'extérieur est limitée. Ces défis peuvent être relevés si les chercheurs ou les praticiens comprennent et respectent le processus de la communication participative pour le développement décrit ci-dessus, tout en portant une

attention particulière aux pauvres. En deuxième lieu, les agriculteurs préfèrent travailler dans un groupe dont les membres ont des conditions similaires. Dans notre cas, la création de groupes d'agriculteurs aux intérêts similaires s'est révélée être une bonne façon de travailler avec les pauvres.

De plus, pour cette initiative, une stratégie de communication participative pour le développement a été utilisée pour développer la coopération avec les populations-cibles au sein de la communauté. À partir de ce moment, une recherche-action a été entreprise afin de répondre aux besoins des agriculteurs. En raison de leur faible niveau de scolarité, des outils tels que les vidéos, les caméras, les dépliants, les affiches et les jeux de rôle les ont rendus plus confiants au moment de mettre en œuvre les initiatives visant à améliorer leur production.

Renforcer les capacités des pauvres

Pour la plupart des gens dans les communautés pauvres des hauts plateaux, le besoin premier est la sécurité alimentaire par l'amélioration de leur technologie de production. Toutefois, dans une optique de développement durable, le renforcement des capacités des populations locales constitue l'étape suivante, une fois leurs besoins immédiats comblés.

Dans toute communauté, on retrouve des organisations officielles et non officielles. Les organisations officielles sont établies pour gérer la communauté en vertu du système de gouvernance actuel. Elles comprennent le Comité du peuple de la commune, l'association des agriculteurs, le syndicat des femmes, etc. En ce qui concerne le développement des communautés des hauts plateaux, ces organisations assument les fonctions et les responsabilités qui leur ont été attribuées par la réglementation officielle. Dans ce cas-ci, l'équipe de recherche a travaillé avec le Comité du peuple, l'association des agriculteurs et le syndicat des femmes, étant donné que ces organisations avaient toutes établi de bonnes relations de travail avec les agriculteurs. Des rencontres ont été organisées avec ces organisations, dans le but de les renforcer et de les aider à améliorer leur travail.

L'amélioration des capacités des dirigeants et des organisations de la commune s'est révélée la façon la plus importante d'améliorer le capital de ressources de ces organisations locales. Des approches participatives ont été introduites et mises en application par ces organisations locales, encourageant ainsi les gens à définir leurs propres priorités et leurs objectifs, tout en

apportant leur contribution aux plans et aux activités de la communauté. Des sessions de formation et des visites d'étude ont aussi été organisées afin de leur offrir des occasions d'apprentissage et d'accroître la confiance des gens en ce qui concerne leur relation avec le monde extérieur.

Des sessions de formation et des visites d'études pour les agriculteurs ont aussi été organisées, en mettant l'accent sur les pauvres et les femmes. Les contenus de formation ont été définis de façon à répondre aux problèmes concrets des agriculteurs. Par exemple, avant de planter leurs semences, les producteurs de riz ont demandé une formation. Étant donné qu'ils trouvaient difficile de se rappeler les contenus abordés dans une salle de classe, des sessions de formation ont été organisées dans les champs. Le fait que les agriculteurs apprennent mieux par la pratique a constitué un défi de communication, et ce, tant pour les chercheurs que pour les praticiens, étant donné que des plans de communication qui devaient être utilisés dans les ateliers de formation ont dû être conçus de façon à mieux répondre aux conditions des agriculteurs.

Étant donné l'existence de fonds de financement pour cette initiative, le syndicat des femmes et l'association des agriculteurs ont été formés à la gestion de plans de crédit à petite échelle et à l'utilisation de l'argent du financement à des fins d'investissement dans la production. Tandis que seulement 10 agricultrices participaient à ce fonds de financement au début, 47 femmes en avaient bénéficié après trois ans.

Par ailleurs, des organisations non officielles comme les groupes d'agriculteurs ont été créées afin de répondre aux demandes des pauvres. De façon générale, les gens ont des capacités et des intérêts différents en matière de travail. Chaque groupe comprenait donc des agriculteurs avec les mêmes intérêts. Par exemple, des groupes ont été créés pour les agriculteurs qui préféraient la pisciculture, la production porcine ou les potagers familiaux. Dans ces groupes, les agriculteurs eux-mêmes établissaient les règlements sur les questions de première importance, comme les conditions pour devenir membre et les demandes d'appui technique ou financière.

Une autre façon d'enrichir le capital de ressources a consisté à travailler avec les plus désavantagés dans la communauté, en particulier les femmes. Les pauvres et les femmes présentent un potentiel élevé de développement. Cependant, dans la plupart des initiatives, les activités auxquelles les femmes et les pauvres peuvent participer sont généralement limitées. Pour la présente initiative, l'équipe a déployé des efforts supplé-

mentaires pour rencontrer les pauvres de la communauté et leur proposer diverses occasions de participer. Il ne fait aucun doute que la conception d'une stratégie de communication plus appropriée, jumelée à l'utilisation d'approches et d'outils participatifs, a grandement facilité la participation des groupes les plus désavantagés au sein de la communauté. De plus, le fait que l'appui financier et technique était une priorité a également contribué à ce que la participation des femmes et des pauvres soit un succès, en plus de l'appui apporté en matière de processus d'apprentissage.

Au cours des rencontres tenues dans la commune ou dans d'autres districts, les dirigeants de la commune ont exprimé à de nombreuses reprises que l'approche adoptée par cette initiative était différente de celles qui avaient été utilisées précédemment. En effet, le fait d'avoir offert une occasion aux agriculteurs d'améliorer leur compréhension, en plus de travailler avec eux sur ce qui les intéressait, a contribué à accroître leur confiance en eux. Par le passé, les idées et les priorités des communautés locales étaient largement ignorées, tandis que les connaissances locales n'étaient tout simplement pas prises en considération.

En guise de conclusion, on peut affirmer que la communication participative pour le développement, en tant que nouvelle façon de travailler avec les populations locales, améliore la qualité du processus de participation. Afin de l'utiliser correctement, non seulement les chercheurs doivent-ils être disposés à acquérir de nouvelles connaissances, mais ils doivent aussi être enclins à améliorer leurs compétences dans des domaines qui peuvent au premier abord rebuter les scientifiques purs et durs. Toutefois, les bienfaits de leur travail peuvent s'accroître considérablement si ces nouvelles connaissances et compétences sont mises au service des plus désavantagés.

CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ : LE DÉFI DE LA PARTICIPATION

Pierre Mumbu, République démocratique du Congo

Là où la biodiversité est menacée, les autorités établissent parfois des zones protégées, dans une optique de conservation des ressources naturelles. L'intention est certes louable, mais, lorsque les populations qui vivent depuis toujours de ces ressources ne sont pas associées au processus décisionnel ni même consultées, des conflits surgissent inévitablement. Dans un tel contexte, les efforts de conservation ne peuvent qu'être vains. Le cas du parc national Kahuzi-Biega, situé dans le Sud-Kivu à l'est de la République démocratique du Congo, illustre parfaitement la dynamique d'affrontement qui s'installe lorsque deux logiques s'opposent : celle d'autorités qui veulent protéger un écosystème fragile des dangers de la surexploitation et celle de peuples autochtones qui réclament leurs droits ancestraux sur le territoire. Cette histoire illustre aussi comment la communication participative peut permettre à des visions opposées de trouver un terrain d'entente et d'en arriver à agir de façon concertée.



Situé dans l'est de la République démocratique du Congo, le parc national Kahuzi-Biega (PNKB) est une véritable réserve de biodiversité. On y dénombre notamment 13 espèces de primates, neuf espèces d'antilopes et plus de 400 espèces d'oiseaux. Mais le parc figure depuis 1996 sur la liste des biens du patrimoine mondial en péril, en raison de l'intense pression humaine sur ses ressources. En effet, jusqu'à tout récemment, la décision d'y interdire toute exploitation des ressources naturelles s'est heurtée à la résistance des populations locales, en particulier celle des pygmées, pour qui le territoire visé constitue leur milieu de vie naturel. Jumelée à l'action incontrôlée de braconniers et de milices armées, la présence des autochtones dans la zone, qui continuent de vivre selon leur mode de vie ancestral, a eu pour effet de réduire considérablement les résultats des efforts de conservation.

Les premiers efforts pour protéger la richesse de cette zone ne datent pas d'hier. Déjà, en 1937, l'autorité coloniale belge avait fait une réserve intégrale d'une partie de ce territoire. Puis, en 1955, la zone protégée est passée de 600 à 6000 km². Elle est officiellement devenue un parc national en 1970, puis désignée « bien du patrimoine mondial » par l'Unesco en 1980.

La création de ce parc avait un double objectif : protéger la forêt typique des montagnes du Kivu et une sous-espèce de gorille qu'on ne retrouve que dans les forêts de l'est de la RDC. En outre, ce parc constitue l'unique aire protégée en Afrique subsaharienne où il existe une continuité entre les forêts de basse et haute altitude, favorisant ainsi des échanges écologiques entre ces deux milieux.

L'existence du parc joue aussi un rôle important dans la conservation de l'hydrographie, de la pluviométrie et de l'équilibre climatique dans la région. En outre, la nappe aquifère qui fournit l'eau douce consommée par les habitants de la ville de Bukavu et des villages situés à l'intérieur du parc a jusqu'ici été préservée grâce à cette forêt naturelle.

Un problème complexe

La partie du parc située en haute altitude est habitée par plus d'un demi-million de personnes. Seule sa partie originelle n'est pas habitée. Mais, aux alentours, la densité humaine atteint parfois 300 habitants au km². Les forêts naturelles y sont quasi exterminées. Le parc apparaît donc comme un

îlot boisé au milieu d'un océan de champs. La population s'y approvisionne en bois de chauffe, en bois d'œuvre, en plantes médicinales et en aliments divers. La plupart des pygmées qui habitaient cette partie en ont été expulsés au début des années 1970. Ils ont été installés en dehors des limites du parc, d'où ils continuent d'exercer leurs activités d'autosubsistance sur le territoire qu'ils occupaient précédemment. En outre, c'est parmi eux que le parc recrute les pisteurs pour la localisation des animaux. C'est aussi parmi eux qu'on trouve les meilleurs guides des braconniers qui déciment la faune du parc.

Dans la partie située en basse altitude, des villages habités par 9 000 personnes ont été incorporés au parc lors de son extension en 1975. D'autres personnes en ont déjà été expulsées : c'est le cas des Bananziga et des Bakano de Mwanga-Isangi, qui ont ainsi perdu leurs droits traditionnels sur ces terres. Dans cette partie, on observe une mosaïque forêts-villages à l'intérieur du parc. Ses habitants y pratiquent l'agriculture extensive sur brûlis, la chasse, la pêche, le creusage ou l'exploitation artisanale de minerais, de même que toutes sortes d'autres activités leur permettant d'assurer leur subsistance.

Habituellement, c'est de la partie située en haute altitude que viennent des revendications de rétrocession des terres du parc. En effet, les chefs coutumiers de cette société hiérarchique estiment avoir perdu une partie de leur pouvoir, basée essentiellement sur la détention de terres, lorsqu'une partie de leur territoire a été incorporée au parc.

De plus, l'exploitation à l'intérieur du parc de concessions frauduleusement acquises par des fermiers avec la complicité de certains services étatiques corrompus a aussi contribué à exacerber les tensions. En effet, lorsque ces fermiers se sont vu retirer ces terres, ils ont commencé à jouer un rôle de catalyseur auprès des forces opposées à l'existence du parc.

Vers le milieu des années 1980, il devenait évident que l'opposition d'une grande partie des populations locales à l'existence même du parc constituait un frein aux efforts de conservation de la biodiversité. Les autorités ont donc pris conscience de la nécessité d'entreprendre des discussions avec les populations concernées.

Problèmes soulevés par la population

Au cours de diverses rencontres organisées par les autorités du parc, les populations ont décrit leur perception du problème de la façon suivante :

Lors de la création du parc, la population a été chassée du territoire qu'elle occupait depuis plusieurs générations. En outre, lors de l'extension du parc en 1975, la population n'a été ni consultée ni dédommée, ce qui a engendré un sentiment de révolte de la part de certaines communautés villageoises qui, pour cette raison, ne respectent pas du tout l'existence du parc. Auparavant, lorsque la forêt lui appartenait, la population autochtone pygmée vivait en harmonie avec son milieu ; il y avait une utilisation rationnelle des ressources naturelles de cette forêt.

À l'heure actuelle, cette forêt n'appartient plus à personne : c'est un bien de l'État. Par conséquent, le respect voué à une terre propre et l'exploitation traditionnelle de la forêt ont été abandonnés au profit d'une exploitation anarchique de ses ressources. De plus, un changement de mentalité a été constaté chez certains chefs coutumiers. Un individualisme prononcé a remplacé l'attention que les chefs portaient traditionnellement à l'ensemble de la collectivité. Dans plusieurs cas, les chefs sont maintenant au service de quelques personnes riches et influentes qui les utilisent à des fins commerciales. C'est ainsi que de grands pans du territoire ont été cédés à de riches fermiers qui y cultivent des monocultures de type industriel, comme le café, le thé et le quinquina.

Parallèlement, la population vivant aux alentours du parc est pauvre et de plus en plus nombreuse. Elle exerce une forte pression sur le parc, car elle est à la recherche de terres cultivables et de produits de première nécessité tels le bois de chauffe et le bois de construction, le gibier, les champignons et les plantes médicinales.

De plus, une certaine confusion à propos des limites qui n'ont pas encore été concrètement et clairement définies a eu pour résultat l'installation de particuliers dans le parc, surtout dans sa partie la plus ancienne. Il serait à présent difficile de les chasser à nouveau sans envisager une forme de compensation. En outre, l'immigration vers ces régions boisées de populations n'ayant pas de traditions forestières a provoqué des dégâts considérables dans le milieu, en raison de leur méconnaissance des techniques traditionnelles de gestion des ressources naturelles.

En résumé, la population subit le parc plus qu'elle n'en bénéficie. Les ravages de leurs cultures par les éléphants qu'abrite le parc, de même que les tracasseries causées par les gardes forestiers, constituent notamment des problèmes quotidiens pour les populations qui tentent d'assurer leur survie tant bien que mal.

Problèmes soulevés par les autorités du parc

Pour sa part, la direction du parc était d'avis que le manque de retombées économiques ne permettait pas de justifier l'existence du parc comme élément de développement économique de la région auprès de la population.

De plus, malgré leur souci d'apporter une réponse aux réclamations de la population, les gestionnaires du parc sont aux prises avec une bureaucratie très lourde, qui les empêche de réagir rapidement. La population s'en retrouve ainsi davantage mécontente.

Enfin, le personnel du parc est souvent mal considéré par les villageois, en raison des tracasseries qu'il occasionne à la population.

Une stratégie de développement autour du parc

Ces discussions avec la population ont permis de constater qu'à l'instar des autres parcs nationaux de la RDC le parc avait depuis toujours été géré suivant un modèle exclusif. Autrement dit, la population était exclue de sa gestion. Or, comme on pouvait s'y attendre, sans appui de la population, le modèle exclusif s'est révélé inefficace. Il fallait donc trouver un modèle alternatif pour garantir la conservation des ressources du parc.

Les autorités ont donc entrepris de mettre en œuvre différentes initiatives de développement, afin que les populations ne soient plus laissées dans l'isolement et la pauvreté. Autrement dit, il s'agissait d'implanter des initiatives qui pouvaient en quelque sorte compenser pour les restrictions imposées en matière d'exploitation des ressources naturelles et faire en sorte que les populations sentent qu'elles bénéficient du développement apporté par le parc.

C'est ainsi qu'à partir du début des années 1990 des centres de santé et de maternité, des écoles primaires et secondaires, ainsi que des puits, forages et systèmes d'adduction d'eau ont été mis en place avec la collabo-

ration des populations, tandis que les infrastructures, tels les ponts et les pistes de desserte, commençaient à faire l'objet d'un entretien plus suivi.

Les retombées de cette collaboration avec la population ont été saisies à leur juste valeur lors des deux premières guerres qui ont déchiré le Sud-Kivu. En effet, en 1996 et en 1998, alors que la forêt était devenue le refuge de milices armées, le personnel de conservation ne pouvait plus accéder à la forêt pour la protéger. Or, là où la collaboration avec la population était bonne, dans les secteurs de Kalonge et de Nzovu par exemple, la population a d'elle-même déployé des efforts pour protéger le parc. Par contre, là où les relations étaient mauvaises, les ressources naturelles ont été la proie d'une destruction massive et systématique par les milices combattantes, par les braconniers et même par la population.

En 1996, un sondage révélait que l'opinion favorable à la conservation du parc était environ de 36 %, un pourcentage somme toute assez élevé si on le compare à l'opposition systématique qui avait cours auparavant. Par ailleurs, une évaluation réalisée en 1999 a pour sa part révélé que les activités appuyées lors de la stratégie de développement autour du parc, de caractère socioéconomique à l'échelon communautaire, ne répondaient pas réellement aux besoins des populations, qui cherchaient davantage à instaurer des initiatives à caractère économique pouvant assurer la survie de leur famille.

Au vu de ces résultats et d'une étude plus approfondie portant sur les acteurs concernés par les ressources naturelles du parc, les responsables ont estimé qu'il fallait renforcer la collaboration avec les populations locales, pour en arriver à une véritable gestion participative.

La stratégie de gestion participative

C'est ainsi qu'à partir d'octobre 2000 des structures pilotes de gestion et de communication participatives ont été créées dans certains villages, à titre expérimental. Ces structures jouent le rôle de cadre de concertation, d'espace de dialogue et d'instance de prise de décision. Ce sont en quelque sorte des « Parlements villageois », qui sont chargés d'examiner les options possibles, d'en discuter et d'élaborer un plan de développement pour chacun de ces villages établis en bordure du parc.

Les membres de ces structures de gestion participative proviennent de divers horizons : institutions publiques, institutions religieuses, chefs cou-

tumiers, leaders des initiatives locales de développement et autres groupes particuliers tels que les représentants des pygmées, des fermiers et des jeunes, sans oublier les gardes forestiers et les associations de femmes. Chaque structure compte un comité de pilotage, une commission de suivi, une commission de rédaction et une commission de dénonciation des braconniers. Depuis la formation de ces structures participatives, le type d'initiatives mises de l'avant a changé sensiblement et a donné lieu à l'intensification de l'appui aux initiatives productrices de revenus, répondant ainsi aux besoins exprimés par les populations.

En plus de ces structures de gestion participative, des noyaux sociaux ont été mis en place afin d'accompagner les activités d'autopromotion collectives, plutôt que de se concentrer uniquement sur les individus. Ainsi, ces noyaux sociaux sont des structures matérielles de gestion et d'accompagnement des micro-projets mis en place par la population.

L'utilisation des médias de masse

Parallèlement à la communication interpersonnelle sur laquelle s'appuient les structures participatives décrites ci-dessus, les autorités du parc ont continué d'avoir recours aux médias de masse, afin d'assurer la circulation de l'information de façon globale.

Ainsi, des liens de collaboration ont été établis avec un grand nombre de partenaires, auxquels des supports écrits et audiovisuels sont fournis régulièrement, pour qu'ils puissent les intégrer à leurs activités.

À l'échelon local, des médias plus traditionnels sont aussi utilisés, tels que le théâtre, la chanson populaire et la danse.

Les leçons tirées du processus

Jusqu'à maintenant, la stratégie de gestion participative n'a pu être expérimentée que sur 10 % du territoire qui entoure le parc national, en raison des problèmes de sécurité causés par les affrontements armés qui persistent dans la région.

Cependant, on peut déjà tirer quelques leçons du processus mis en place pour favoriser le dialogue et la concertation entre les autorités du parc et les populations qui vivent dans ses alentours.

En outre, le mode de communication qui s'est révélé le plus utile est celui de la communication interpersonnelle, où les interlocuteurs se retrouvent face à face (réunions, assemblées, etc.). Les « Parlements villageois » auxquels nous avons fait allusion ci-dessus en constituent le fer de lance.

En bout de ligne, nous retenons que les efforts de conservation de la biodiversité ont davantage de chances de réussir si les décisions et les pratiques en matière de gestion des ressources naturelles du parc sont issues de la concertation entre les parties prenantes plutôt que d'être imposées. Autrement dit, une communication franche, fondée sur le dialogue et le respect mutuel entre les autorités du parc et les populations concernées peut venir à bout de la résistance des populations qui se sont vues dans un premier temps exclues de la prise de décisions qui, pourtant, les concernait au premier chef.

Certes, l'appropriation complète du processus de développement par les communautés concernées, gage de sa pérennité, n'est pas encore acquise. Il convient notamment de s'assurer qu'une fois cette phase expérimentale terminée les populations soient suffisamment outillées pour pouvoir assurer sa continuité et qu'elles soient dotées des moyens nécessaires pour poursuivre les actions commencées. Dans le cas contraire, en raison de la très grande pauvreté dans laquelle elles vivent, il ne serait pas surprenant que ces populations recommencent à s'approvisionner à même les ressources naturelles du parc, faute d'options de rechange viables. Cette préoccupation est particulièrement marquée dans le cas des pygmées, dont les conditions de vie sont encore très précaires. L'un des principaux défis consiste donc à renforcer les initiatives productrices de revenus mises en place, afin qu'elles ne soient plus axées uniquement sur la survie des populations mais aussi sur l'autofinancement des activités qu'elles choisissent de mettre en place.

Mais la réussite à long terme de cette stratégie dépendra en grande partie de la consolidation des espaces de dialogue entre autorités et populations, de même que du maintien des attitudes de collaboration et de concertation de part et d'autre. Encore là, rien ne semble entièrement acquis, car il n'est pas évident que les autorités soient entièrement conscientes que le recours continu à la communication participative constitue l'un des principaux facteurs de réussite pour l'avenir.

Pourtant, les résultats obtenus jusqu'à maintenant sont très concluants. En outre, la population des deux localités où l'approche a été expérimentée joue aujourd'hui un rôle de premier plan dans la sauvegarde des ressources

naturelles du parc. De plus, l'information circule mieux, et un climat de franche collaboration s'est établi entre les acteurs. Plus concrètement, depuis l'existence de la stratégie de gestion participative et des noyaux sociaux, les produits en provenance du parc tels que le gibier, le bambou et autres produits de la forêt, ne circulent plus avec la même intensité dans ces villages. Dans certains cas, des braconniers ont été dénoncés et même capturés par la population elle-même. Certains villageois ont même manifesté le désir d'être dotés de téléphones portables, afin de pouvoir capturer plus facilement les braconniers et les contrebandiers.

Cependant, la possibilité de généraliser l'expérience à l'ensemble des populations qui habitent dans la zone fait face à un obstacle de taille. En effet, tandis que le braconnage fait par les villageois a considérablement diminué, celui fait par les militaires et autres bandes armées qui ont élu domicile dans le parc connaît pour sa part une forte croissance. En ce qui concerne ces actes illicites, les membres des structures de gestion participative sont relativement impuissants.

En attendant la fin définitive des guerres qui déchirent le Kivu de façon intermittente et qui empêchent la communication et la gestion participative de véritablement s'enraciner au-delà des villages qui l'ont expérimentée, un autre défi semble se pointer à l'horizon. Il s'agit de l'apparition d'associations de défense des droits des pygmées, pour qui le parc et ses ressources sont une propriété inaliénable des autochtones, qui devraient en jouir à leur guise, sans aucune limite.

Cette situation, qui semble à première vue contredire la démarche de gestion participative des ressources naturelles, pourrait devenir un test important pour vérifier jusqu'à quel point la communication participative peut contribuer à préserver la biodiversité sans pour autant s'opposer à la survie de la diversité culturelle.

LA PAROLE QUI ÉTANCHE LA SOIF

Souleymane Ouattara et Kadiatou Ouattara, Burkina Faso

Faire jaillir l'eau de terre et reverdir des sols encroûtés, les mains vides : c'est possible. Le secret ? Mettre ensemble des gens habitués à travailler chacun de son côté, utiliser la radio et partager les connaissances, y compris les savoirs locaux. C'est l'histoire de forestiers, de techniciens de l'agriculture et d'hommes de média. Mais c'est d'abord celle des habitants des villages de Nagréongo et de Kriollo, au Burkina, et de Kafela, au Mali. Une expérience de recherche-action ponctuée de réussites et d'échecs mais, surtout, pleine d'enseignements. À l'origine de cette initiative : le Réseau des journalistes en Afrique pour le développement (JADE), convaincu que les médias ruraux rataient une bonne occasion de venir en appui au développement, faute de ressources et d'outils participatifs.

Infertilité des sols, insuffisance des ressources en eau, déboisement accéléré... ces problèmes ne laissent pas les ONG et les services techniques de l'État indifférents. Mais les solutions qu'ils choisissent de mettre en œuvre



sont parfois de peu d'efficacité. Dans bien des cas, ces structures implantent des programmes déjà ficelés par leurs directions centrales, sans la participation des populations « bénéficiaires ». De plus, même lorsqu'ils sont conscients de l'importance de la participation communautaire, ces acteurs du développement ne sont pas toujours bien outillés pour traduire cette préoccupation en actions concrètes sur le terrain.

C'est pour répondre à cette lacune que JADE a entrepris d'expérimenter la communication participative pour le développement, une démarche qui associe les populations à la recherche de solutions endogènes pour faire face aux problèmes qui leur sont propres. L'expérimentation a été menée dans trois villages, dont deux du Burkina Faso et un autre situé au sud du Mali. Dans chacun de ces villages, des problèmes liés à la gestion des ressources naturelles freinaient le développement. La communication participative a permis de rassembler les acteurs autour de solutions qu'ils ont eux-mêmes définies, de façon consensuelle. Les leçons tirées de cette expérimentation sont de trois ordres : l'utilisation de la recherche-action comme méthodologie, les conditions à mettre en place pour accroître les chances de succès de ce type d'intervention et le choix des méthodes et des outils de communication.

Nagréongo : trop de femmes autour du forage !

En mooré, l'une des soixante langues parlées au Burkina, on les appelle « zippelé ». Ce sont des clairières où rien ne pousse. Exploitée, surexploitée, érodée par les pluies et les vents violents, compactée par les animaux, la terre se durcit pour se transformer en une croûte stérile. Les habitants de Nagréongo, un village du centre du Burkina, connaissent bien les « zippelé », synonymes pour eux de famine et de soif.

En mars 2001, date de démarrage du projet de recherche-action à Nagreongo, le village compte 18 946 habitants et quatre forages. Ces points d'eau sont non seulement insuffisants, mais, de plus, deux forages sont en panne. Leur mise en service s'avère aléatoire, faute de comité de gestion. Un guérisseur renommé réside dans le village. Sa présence attire de nombreux malades dont les besoins en eau et en plantes médicinales sont énormes. Cette localité est aussi située dans la zone de diffusion d'une radio communautaire, Radio Yam Vénégré, qui permet notamment aux populations d'avoir accès à des informations sur les techniques agricoles, de connaître l'histoire des villages et d'écouter des contes et légendes.

Kriollo : quand l'eau s'étendait à perte de vue...

Toujours au Burkina, mais plus au nord, se trouve le village de Kriollo, un gros bourg perdu de 2000 âmes. Lorsqu'on lui demande pourquoi le village s'est établi sur un site sans eau pour les humains et les animaux, Dicko Issa Boureima, la cinquantaine, fait appel à ses souvenirs de jeunesse : « Je me souviens que, quand j'étais encore adolescent, il y a environ quarante ans de cela, un plan d'eau s'étendait d'ici jusqu'à Taaka, un village situé à environ 5 kilomètres. C'était comme un lac. »

Aujourd'hui, les terres cultivables sont insuffisantes, les sols se dégradent chaque jour un peu plus, le bois de chauffe est rare... À ces difficultés, il faut en ajouter deux autres : l'analphabétisme et l'impossibilité pour les femmes de prendre la parole en public.

Kafèla : plus haut est le tas de bois, plus la femme est respectée

À Kafèla, un village sénoufo de 510 habitants situé à la lisière de la commune urbaine de Sikasso, dans le sud du Mali, l'exploitation intensive du bois réduit considérablement les ressources forestières. Les besoins en bois de la ville de Sikasso sont énormes. Pour y répondre, les habitants s'acharnent sur la forêt, et ce, avec d'autant plus d'ardeur que celle-ci constitue leur principale source de revenus. Mais la recherche de gains n'explique pas tout. Certaines pesanteurs socioculturelles sont également pointées du doigt. En outre, en pays sénoufo, la féminité de l'épouse se mesure à la quantité de bois dont elle fait étalage. Résultat : les femmes entassent le bois devant leur case pour se valoriser socialement.

La recherche-action comme méthodologie

Partager la méthodologie

La première leçon tirée de cette expérimentation concerne l'importance de s'assurer que les participants sont d'accord avec la démarche proposée. Mais, d'abord, qu'est-ce que la recherche-action ? Il n'est pas aisé de la définir de façon à ce qu'elle soit facilement compréhensible, surtout lorsqu'on travaille avec des communautés dont ce n'est ni le mode d'analyse des problèmes ni la pratique en matière de prise de décisions. C'est pourquoi il est important, avant la mise en œuvre effective de tout projet de

recherche-action en milieu rural, de consacrer suffisamment de temps à l'explication de cette notion, en trouvant des termes approchants dans les langues locales.

Le défi des pesanteurs socioculturelles

La recherche-action s'exerce dans un milieu avec ses traditions, dont il faut tenir compte. À titre d'exemple, dans de nombreux villages d'Afrique de l'Ouest, les femmes ne peuvent prendre la parole en public. Pour contrer cet interdit culturel, les animateurs du projet ont mis sur pied des groupes de discussion homogènes (femmes, jeunes, hommes, etc.). Selon Awa Hamadou, une accoucheuse du village de Kryollo, « la séparation des groupes a permis à tout le monde de participer aux débats ». Une première dans ce village fortement islamisé. Aujourd'hui, les femmes peuvent s'exprimer en public, en présence des hommes et sur tous les sujets.

Le vote et ses limites

La démarche expérimentée veut que les problèmes soient répertoriés et analysés par les populations elles-mêmes, qui établissent ensuite les priorités par le vote direct. Ce classement se fait en votant pour un problème représenté par un candidat. Cette pratique permet de renforcer la démocratie locale et la capacité de la communauté à trouver des consensus, là où d'habitude ce sont les élites qui décident pour tous.

Cette technique de vote direct a permis aux uns et aux autres de s'exprimer. Le critère a facilité l'acceptation du choix majoritaire par tous. Mais, si cette technique ne manque pas d'intérêt, elle reste à parfaire, dans la mesure où le choix des leaders de la communauté influence celui des autres. Une solution pourrait consister à mettre en place un véritable isoloir pour éviter que les choix soient influencés.

Faciliter la mise en relation

Dans ce contexte qui favorise l'expression des communautés, il est fréquent que des besoins matériels auxquels le projet n'est pas en mesure de répondre soient énumérés. Face à de graves problèmes essentiels à leur survie, il arrive en effet que les populations soient à la recherche de solutions

matérielles immédiates, alors qu'une démarche participative vise plutôt à mettre en place un processus qui permet la recherche de solutions consensuelles et pérennes. Cependant, ces deux types de besoins ne sont pas nécessairement opposés l'un à l'autre. Il s'agit plutôt de favoriser la mise en relation des communautés avec d'autres acteurs susceptibles de leur apporter l'appui matériel qu'ils recherchent. Dans le cas des trois villages participants, l'équipe a réalisé ce travail d'intermédiation avec succès.

Le choix des intervenants

Enfin, le choix des intervenants est déterminant pour la réussite du projet. Ceux-ci ne doivent pas seulement avoir les compétences techniques requises, ils doivent aussi être disponibles et capables de développer une empathie avec les communautés, de même qu'avec les partenaires techniques.

Les conditions à mettre en place

L'importance de bien connaître le milieu

La méthodologie expérimentée se fonde notamment sur une bonne connaissance du milieu, un préalable à toutes les étapes subséquentes. Lors d'un atelier tenu à Ziniaré, en janvier 2001, les agents de l'agriculture, des ressources animales et de l'environnement ont exposé leurs techniques d'animation. Ces exposés ont été critiqués, y compris par les communicateurs endogènes. Ceux-ci ont fait remarquer aux techniciens l'importance de la phase préalable de salutation, trop souvent écourtée. Ils ont aussi recommandé de privilégier les discussions ouvertes pour qu'ils puissent eux aussi proposer des solutions aux problèmes en débat. Cet exercice démontre l'importance de la connaissance du milieu, qui peut passer par une personne contact dans la communauté. On l'appelle généralement « diatigitiè » c'est-à-dire « logeur » en dioula, une langue commune à plusieurs ethnies de la sous-région. C'est le « logeur » qui vous ouvre les yeux, qui vous instruit sur ce qu'il faut faire et ce qu'il faut éviter dans le village. Car comme dit le proverbe, « l'étranger a de gros yeux mais ne voit pas ».

Les acteurs incontournables

Par ailleurs, au cours de cette première phase, il importe aussi de repérer les acteurs incontournables, c'est-à-dire toute personne dont l'avis compte dans la prise de décision au niveau communautaire. Dans certains cas, leur influence est telle qu'ils peuvent empêcher le déroulement d'une initiative. Le profil des acteurs incontournables varie selon les zones d'intervention. Il peut s'agir d'un guérisseur, d'un imam ou du chef coutumier, voire d'un paysan ordinaire.

Des outils et des méthodes pour une communication efficace

Les moyens et les vecteurs de communication traditionnels

Il existe dans chaque communauté des moyens et des vecteurs de communication. Dans la plupart des villages d'Afrique de l'Ouest, la communication s'exerce dans les lieux de culte (église, mosquée), autour des points d'eau, au marché, sur la place du village, dans les lieux de rencontre des jeunes (kiosques, grins de thé, réjouissances populaires), etc. Le projet s'est appuyé sur ces moyens de communication traditionnels pour mener à bien ses activités. À Nagréongo, le représentant du guérisseur, qui jouait aussi le rôle de chargé d'information du village, disposait d'un porte-voix qu'il utilisait lors des rencontres. À Kryollo, zone fortement islamisée, la communication s'appuie sur les imams. À Kafela, la chefferie traditionnelle assure la transmission de l'information à la communauté. Dans ces zones, notamment au Burkina, il existe également un système de communication basé sur les responsables des groupements villageois et sur les délégués administratifs villageois.

En s'appuyant sur ce dispositif de communication déjà existant, le projet tire avantage de l'existant et limite les conflits. Mais, ce faisant, il court le risque d'être prisonnier du système, car les débats restent fortement influencés par ceux qui sont chargés de faire circuler l'information, ce qui leur confère un certain pouvoir. En clair, la profusion de lieux et d'outils de communication ne garantit pas nécessairement la participation de tous (notamment les femmes et les jeunes) à la prise de décisions qui engagent la communauté. Le défi consiste alors à s'appuyer sur les moyens et les vecteurs existants tout en restant vigilant et en proposant des façons de les bonifier.

La facilitation

La facilitation consiste pour la coordination du projet à favoriser la mise en commun des hommes, des compétences, des moyens, etc., en vue de résoudre les problèmes de gestion des ressources naturelles dans une localité. Le caractère pluridisciplinaire du groupe ainsi constitué a séduit la population des villages participants. « Avant, les intervenants de différentes organisations ou structures venaient de façon dispersée dans notre village. Cela prenait notre temps et les gens en avaient assez d'assister à ces rencontres. Mais ils ne l'exprimaient jamais en face des techniciens. Par ailleurs, certaines de nos questions restaient sans réponses. Maintenant, avec ce groupe, nous trouvons des réponses à toutes nos préoccupations et nous gagnons aussi en temps », a dit un paysan.

Les structures, quant à elles, non seulement touchent du doigt les problèmes que vivent les populations, mais, en plus, elles les prennent en compte dans leurs activités de suivi. Ce nouveau partenariat va au-delà des relations anciennes de travail qui obéissaient, elles, à des obligations institutionnelles et n'étaient pas motivées par une approche commune.

L'utilisation des langues nationales

L'utilisation des langues nationales répond au besoin de partager l'information, la réflexion et les résultats avec tous les partenaires engagés dans le processus. Ainsi, les relais de zone, intégrés dans leurs communautés d'origine, utilisent déjà avec efficacité les langues nationales pour s'adresser aux communautés dans leur travail habituel. C'est le cas des radios, dans les émissions réalisées : en mooré et en fulfuldé à Ziniaré et à Dori, en bambara et en sénoufo à Sikasso. Par ailleurs, un bulletin de liaison intitulé Kuma a également été traduit en mooré et en dioula, à la satisfaction des communautés. Alphabétisées, celles-ci ne disposaient pas toujours de documents en langues nationales pour maintenir leurs habiletés de lecture. Kuma est donc venu suppléer à cette lacune.

Avantageuse à plusieurs points de vue, l'utilisation des langues vernaculaires s'avère cependant compliquée quand il s'agit de traduire des concepts dans ces langues. Pour bien rendre les notions de recherche-action, de communication participative et de projet de recherche, il a fallu y consacrer énormément de temps d'échanges en équipe, puis tester les néologismes avant de les adopter et de les diffuser au niveau local.

Enfin, la diversité des langues ne permettait pas à tous les membres de l'équipe de recherche de les maîtriser toutes. Il a donc fallu recourir fréquemment aux traductions du français vers les langues vernaculaires et inversement lors des rencontres, ce qui a eu pour effet de doubler le temps qu'il aurait fallu consacrer normalement aux rencontres.

Les groupes de discussion

C'est dans ces groupes qu'on a pu observer les différentes manières d'aborder un problème. C'est là aussi que se sont révélés les conflits d'intérêts, auxquels il a été possible de trouver des solutions respectueuses de toutes les parties en présence. L'avantage de ces groupes est de donner la parole à tous, notamment aux femmes et aux jeunes, habituellement en mal d'expression publique.

Les limites de toute radio

L'équipe de recherche a démarré ses activités par la radio, un puissant outil d'information et de communication, surtout en milieu rural, où domine l'oralité. La production régulière d'informations incombait aux comités de rédaction mis en place dans chacune des trois zones, à savoir Sikasso, Ziniaré et Dori, sièges des radios partenaires du projet. Ces comités de rédaction fonctionnaient comme une rédaction classique, à la différence près qu'elles comprennent, en plus des animateurs de radio, les représentants des communautés et les agents de développement.

La synergie entre tous ces acteurs a permis d'enrichir le contenu des magazines (reportages, enquêtes, fiches techniques) et d'expérimenter un dispositif réel de partenariat. Mais on peut déplorer que les agents de développement aient souvent orienté le débat dans le sens de leurs préoccupations. Les premiers destinataires du message, à savoir les communautés villageoises, n'ont pas été suffisamment associées au choix des thèmes d'information. Pour lever cette contrainte, un réseau de communicateurs endogènes a été mis en place (Dori) ou renforcé (Sikasso et Ziniaré). Les communicateurs endogènes étaient chargés d'identifier en amont les sujets, de préparer les sorties de la radio sur le terrain, de prendre part à la réalisation des émissions et d'assurer le recueil du *feedback* aux radios.

Les ateliers

Ces rencontres sont apparues essentielles tout le long du processus d'expérimentation de la communication participative. En effet, elles permettent aux acteurs d'élargir le cercle habituel de leurs relations et de substituer aux relations de concurrence une démarche de coopération.

Conclusion

Là où il existait des difficultés de communication au sein des communautés, la synergie entre les acteurs, l'utilisation des discussions de groupe pour cerner et analyser les problèmes, a permis d'établir un dialogue ouvert et de prendre des décisions qui engagent toute la communauté. à l'insuffisance d'eau pour apporter des solutions endogènes et consensuelles, à la raréfaction du bois et à la baisse de fertilité des sols. Cette approche de large ouverture et surtout la dimension participative des activités ont eu aussi pour effet de diminuer la tendance à la compétition qu'on remarque très souvent sur le terrain entre les acteurs de développement.

Les communautés les plus engagées dans la mise en œuvre du projet sont d'avis que la recherche-action et la communication participative constituent des moyens adaptées et accessibles pour résoudre les problèmes de développement auxquels elles font face, au lieu d'attendre des financements aléatoires.

CULTURE DE LA BANANE EN OUGANDA : LE FRUIT DE LA COMMUNICATION PARTICIPATIVE POUR LE DÉVELOPPEMENT

Nora Naiboka Odoi, Wilberforce Tushemereirwe, Drake N. Mubiru, Carol N. Nankinga,
Dezi Ngambeki, Moses Buregyeya, Enoch Lwabulanga, Esther Lwanga, Ouganda

La culture de la banane est l'une des plus importantes de l'Ouganda. En outre, elle constitue le principal aliment de base dans plusieurs foyers, particulièrement dans le centre du pays. Pour beaucoup de petits agriculteurs, elle est à la fois un aliment et une source de revenus. Cependant, depuis les années 1970, un grand nombre d'entre eux ont vu leur production décroître en raison de la perte de fertilité des sols, des parasites, des maladies et des problèmes socioéconomiques. Dans ce contexte de chan-



gements, les pratiques traditionnelles se sont révélées insuffisantes pour affronter les nouveaux défis. De leur côté, les chercheurs ont proposé des technologies qui pourraient être utiles aux agriculteurs. Toutefois, ces derniers se sont montrés réticents à intégrer ces nouvelles techniques à leurs pratiques, malgré les efforts des chercheurs pour les faire connaître.

Cette situation a conduit les chercheurs à remettre en question leur façon de communiquer avec les agriculteurs et à expérimenter des approches plus participatives. Le récit qui suit porte sur des agriculteurs qui ont obtenu un tel succès dans la solution de leurs propres problèmes qu'ils sont devenus des communicateurs pour le développement et des formateurs à part entière auprès d'autres agriculteurs.

Malgré les difficultés croissantes liées à leurs activités agricoles traditionnelles, les agriculteurs ont tendance à ignorer les nouvelles pratiques de gestion des ressources que les chercheurs proposent. Quand ils acceptent de les utiliser, ils le font seulement pendant que les chercheurs sont avec eux, de sorte que les découvertes de la recherche en agriculture ne sont pas intégrées de façon durable, même lorsque les initiatives donnent des résultats positifs.

Une des raisons de ces échecs semble provenir du fait que, jusqu'ici, les chercheurs et les vulgarisateurs ont eu recours surtout à des modes de diffusion verticaux, où les agriculteurs ne participent pas à la prise de décisions concernant la technologie à utiliser dans leurs parcelles. Ils ne sont pas maîtres des initiatives de gestion des ressources naturelles mises à l'essai dans leurs propres parcelles. À preuve, quand les chercheurs visitent les villages, certains agriculteurs leur montrent deux jardins : le leur et celui des chercheurs. On entend souvent les agriculteurs dire « voici notre jardin, et voici le vôtre », le second étant celui où les agriculteurs mettent en pratique la technologie recommandée par les chercheurs.

Depuis quelques années, les chercheurs se sont donc mis à la recherche d'une méthodologie qui permettrait aux agriculteurs de prendre en main les initiatives de recherche en matière de gestion des ressources naturelles et de les appliquer de façon durable dans leurs propres bananeraies. En ce sens, la communication participative pour le développement, un concept relativement nouveau en Ouganda, semble prometteuse en ce qui concerne l'échange d'information entre agriculteurs et chercheurs. Au cours des dernières années, plusieurs organisations ont commencé à avoir recours à des méthodes participatives, bien que le degré de participation des populations locales varie d'une méthode à l'autre.

L'Organisation nationale pour la recherche en agriculture (NARO) a mis sur pied une initiative de ce genre par l'entremise de son programme de recherche sur la culture des bananes. D'une durée de deux ans, l'initiative, intitulée Communication entre producteurs de bananes pour l'amélioration de la gestion de l'eau et des sols, visait à développer un modèle adéquat de communication bidirectionnelle entre les chercheurs et les producteurs de bananes, en mettant en valeur la participation des agriculteurs dans la mise à l'essai de différentes techniques d'amélioration de la culture des bananes et en encourageant la formation des agriculteurs par d'autres agriculteurs. L'étude utilisait la communication participative pour le développement en tant qu'outil pour stimuler la participation active de la communauté locale dans la recension des problèmes de gestion des ressources naturelles relatifs à la culture des bananes, de même qu'à leurs causes et à leurs solutions.

La mise en place d'un processus de dialogue

Après la tenue d'une série de rencontres de planification à l'interne, une équipe de chercheurs, composée d'un socioéconomiste, d'un expert en communication, d'un expert en étude des sols et d'une personne spécialisée dans l'étude du terrain, a visité les régions productrices de bananes. Les membres de l'équipe étaient à la recherche d'un lieu approprié pour accueillir l'initiative de gestion des ressources naturelles par la communication participative pour le développement. L'équipe a arrêté son choix sur le district de Raika, dans le sud-ouest de l'Ouganda, plus précisément sur le comté de Ddwaniro. Leur décision s'est fondée sur le fait que Ddwaniro est l'une des principales régions productrices de bananes dans le district, que la gestion des sols constitue la principale contrainte agricole du comté, que ce dernier possède un réseau routier acceptable et qu'il est habité par des agriculteurs fort travailleurs.

L'équipe de recherche a commencé son travail en tenant des rencontres de consultation auprès des meneurs d'opinion et des agences de vulgarisation du district et du comté, avant de rencontrer les agriculteurs. Cette mesure a facilité la présentation de l'initiative à ces groupes et a permis d'obtenir leur appui. Par ailleurs, les agriculteurs ont été encouragés à former des groupes dont les représentants participeraient par la suite à l'initiative.

Les chercheurs ont facilité la recension des problèmes de gestion des ressources naturelles et l'établissement de priorités par les représentants des

agriculteurs. Pour ce faire, ces derniers se sont divisés en trois groupes, en fonction des problèmes reliés à la fertilité, à l'érosion et à la rétention de l'humidité des sols. Les agriculteurs ont ensuite déterminé leurs objectifs de communication et leurs besoins concernant les problèmes recensés, les activités qu'ils pourraient entreprendre pour atténuer ces problèmes, de même que les outils de communication qui pourraient les aider à partager leurs connaissances avec les groupes initiaux d'agriculteurs.

Les chercheurs ont découvert que certains agriculteurs possédaient des connaissances traditionnelles considérables en ce qui concerne les trois problèmes de gestion des ressources naturelles abordés, mais que ces connaissances devaient être validées. En outre, les agriculteurs n'avaient pas de moyen de partager l'information entre eux, d'où la nécessité de disposer d'outils de communication.

Des processus de communication horizontale

Les chercheurs ont favorisé les visites d'agriculteurs à d'autres agriculteurs qui utilisaient déjà des pratiques de gestion des ressources naturelles plus appropriées. À la suite des visites et des discussions, les participants ont été plus convaincus des avantages que présentent les nouvelles technologies. Les chercheurs ont ensuite facilité l'application, par les agriculteurs, de la gestion appropriée des ressources naturelles dans leurs propres bananeraies.

Les agriculteurs ont été impressionnés par les résultats des nouvelles pratiques. Des parcelles qu'ils avaient abandonnées parce qu'ils croyaient qu'elles ne seraient jamais productives donnaient maintenant de très bonnes bananes. Leurs plantations paraissaient plus saines et produisaient des bananes de meilleure qualité et en plus grande quantité qu'auparavant. Ils étaient maintenant en mesure de vendre leurs bananes et d'en conserver suffisamment pour leur propre alimentation. Les producteurs de bananes ont l'habitude de vendre leurs produits alors que le fruit est encore sur la plante. Les négociations entre le vendeur et l'acheteur se déroulent souvent sur les lieux de culture alors que la plante est encore intacte, une pratique qu'on attribue au fait que la banane est une denrée périssable. Après avoir adopté un mode de gestion des ressources naturelles approprié, les agriculteurs ont déclaré avoir obtenu plus d'argent des acheteurs parce que la quantité de travail investie était évidente sur le terrain. En effet, une bonne gestion

de la plantation avait le même effet que les bonnes méthodes d'emballage du fruit en ce qui concerne sa mise en marché.

Les agriculteurs participants n'ont jamais perdu de vue le fait qu'ils étaient simplement les représentants d'autres groupes d'agriculteurs de leurs communautés. Une fois les technologies de gestion des ressources naturelles maîtrisées, ils ont exprimé le désir de partager leurs nouvelles connaissances avec d'autres agriculteurs et avec les agriculteurs qu'ils représentaient. Pour ce faire, ils ont reconnu d'emblée qu'ils devaient utiliser des outils de communication qui permettent d'illustrer la façon d'appliquer les technologies de gestion des ressources naturelles. Ils ont donc choisi d'utiliser la vidéo, des photographies et des affiches, de même que des brochures sur la fertilité, l'érosion et la rétention de l'humidité des sols.

Bilan de l'expérience

Le concept de communication participative pour le développement était nouveau pour les chercheurs, ce qui a provoqué une perte de temps précieux étant donné qu'il a fallu reprendre plusieurs activités. Le plus grand défi s'est présenté au moment de la production du matériel, alors que les chercheurs, tout comme les agriculteurs, en étaient à leurs premières armes en ce qui concerne l'utilisation des outils de communication. Il a éventuellement fallu faire appel à des professionnels, dont un graphiste, un illustrateur et un caméraman, pour mener à terme la phase de production.

Bien que les agriculteurs souhaitent mettre en pratique les nouvelles technologies de gestion des ressources naturelles, ils ont mentionné l'existence de problèmes d'argent, de main-d'œuvre et d'outillage agricole. Certains de ces problèmes étaient d'ordre institutionnel et ne pouvaient se résoudre par la seule communication. Les chercheurs et les agriculteurs ont donc établi des partenariats avec d'autres organisations qui étaient en mesure de les aider.

Par ailleurs, le processus de production du matériel s'est révélé plus long que prévu, étant donné que les agriculteurs ont dû apprendre à manier les outils de communication avant d'aborder la gestion des ressources naturelles. Le processus d'apprentissage n'a pas non plus été facile, car les agriculteurs n'avaient jamais manié d'appareil photo ou de caméra vidéo auparavant. Par conséquent, ils ont d'abord dû se convaincre qu'ils étaient capables d'utiliser de l'équipement qu'ils considéraient initialement trop

coûteux pour qu'ils puissent le remplacer en cas de dommage. Ils ont fini par se sentir suffisamment à l'aise pour utiliser les caméras. Un processus de perfectionnement des capacités des agriculteurs à prendre des photos qui soient utilisables a ensuite suivi. Plusieurs pellicules n'ont livré que des moitiés de photos : des enfants sans tête, des moitiés de visages.

Les agriculteurs ont découvert par eux-mêmes le genre de photographies qui permettait de bien communiquer l'information concernant la gestion des ressources naturelles. Ils ont donc consacré leurs efforts à produire ces photos. Sans qu'ils ne s'en rendent compte, le fait de prendre et de reprendre les photos a contribué à fixer profondément les sujets dans l'esprit des agriculteurs. Autrement dit, alors que leur intention était de photographier les techniques, ils approfondissaient leurs connaissances de la gestion des ressources naturelles.

Une fois le processus de production terminé, les participants ont montré le matériel à d'autres membres de la communauté, qui ont apporté leurs commentaires. L'un de ces commentaires proposait que des changements soient apportés dans la façon de présenter les bananiers. En effet, la photo originale présentait un seul plant, alors que, selon les participants, une bonne présentation devrait inclure au moins trois plants : « la mère, la fille et la petite-fille ». Des changements ont également été apportés à la vidéo, notamment pour y ajouter une chanson. Dans l'ensemble, les membres de la communauté ont apprécié et compris le matériel de communication.

Parmi les autres défis qui se sont présentés aux chercheurs, on compte le suivi et l'établissement de partenariats. En effet, ce n'est que vers la fin de cette première phase que les chercheurs se sont rendu compte que ces deux étapes auraient dû commencer au début de l'initiative et se poursuivre tout au long du processus.

De leur côté, au terme de la première phase de l'initiative Communication entre les producteurs de banane pour l'amélioration de la gestion des sols et de l'eau, les agriculteurs avaient pris conscience du pouvoir que confère l'appartenance à un groupe. Ils ont fondé une association appelée Association des agriculteurs de Dwaniro qui leur permettra de chercher, d'obtenir et de partager de l'information et des services pertinents relativement aux problèmes que les communautés ont en commun. Cette association est à l'origine de la création d'un forum entre les agriculteurs et d'autres parties prenantes, dont les pourvoyeurs de services et les chercheurs. Ce genre de communication permet de colmater la brèche entre les chercheurs

et les agriculteurs, ainsi que de suppléer aux services de vulgarisation inappropriés.

Les agriculteurs peuvent maintenant aborder les problèmes de leur communauté sans attendre l'aide extérieure. Ils sont désormais proactifs au lieu d'agir en simples observateurs de ces problèmes. Ils ne craignent pas de s'adresser aux pourvoyeurs de services au sujet des problèmes de la communauté. D'autres personnes trouvent plus facile d'aider les agriculteurs quand ils sont en groupe. Mais, contrairement à d'autres groupes, celui qui s'est formé après que les agriculteurs eurent entrepris une activité en commun est plus fort, sa pérennité semble assurée et son travail, mieux ciblé. Il s'agit d'un groupe secondaire, contrairement à d'autres groupes exclusivement primaires. Un groupe secondaire a plus de chance d'avoir recours à la formation de fermier à fermier parce qu'il existe déjà un autre groupe d'agriculteurs qui attend de l'information du groupe secondaire. Cela démontre l'effet multiplicateur de la méthodologie de la communication participative pour le développement.

Les chercheurs et les autres parties prenantes qui ont participé à l'initiative de Ddwaniro sont convaincus du pouvoir de la communication participative pour le développement dans la mise en œuvre d'initiatives de gestion des ressources naturelles avec les agriculteurs. Ils ont commencé à incorporer cette méthodologie dans leurs projets de recherches. Quant aux agriculteurs, ils maîtrisent maintenant les trois méthodes de gestion des ressources naturelles, à un point tel qu'ils se sentent en mesure de partager l'information avec d'autres agriculteurs. Les agriculteurs de Ddwaniro ont en effet commencé à partager leurs expériences avec d'autres groupes d'agriculteurs du district de Raika et d'autres districts. Il s'agit là du résultat de la reconnaissance, par d'autres agriculteurs, des effets positifs de l'initiative de gestion des ressources naturelles à Ddwaniro, ce qui les a amenés à demander que des initiatives semblables soient mises sur pied dans leurs zones. Quant aux femmes, elles ne sont plus aussi timides qu'avant. Les hommes ont vu les avantages de la participation de leurs épouses dans l'entreprise de communication participative pour le développement et acceptent désormais facilement qu'elles assistent aux réunions.

La voie à suivre

Chaque initiative commence par la rédaction d'une proposition. Pendant longtemps, cette tâche a relevé uniquement des chercheurs. Récem-

ment, ceux-ci ont découvert qu'il était faisable de rédiger une proposition en accord avec d'autres parties prenantes, telles que les agriculteurs. Une fois la proposition de recherche acceptée, les chercheurs et les autres parties prenantes peuvent s'entendre sur la mise en œuvre des activités à l'aide de la méthodologie de communication participative pour le développement. Le processus commence par une analyse des problèmes et l'établissement des priorités et passe ensuite à la recension et à la mise en œuvre des solutions, suivies de l'évaluation et de la rédaction des rapports. En réalité, la communication participative pour le développement est plus efficace lorsqu'elle est utilisée tout au long d'une initiative plutôt que seulement durant certaines phases.

Si l'on pense à l'avenir, il semble que la communication participative pour le développement soit une méthodologie que les agriculteurs peuvent transposer à d'autres sphères. Dans ce cas-ci, les agriculteurs l'ont utilisée pour résoudre des problèmes de gestion des ressources naturelles. Ils pourraient aussi l'utiliser pour résoudre des problèmes dans le domaine de la santé et d'autres problèmes sociaux, économiques et politiques. Les agriculteurs ont le potentiel de mettre en branle par eux-mêmes un grand nombre d'initiatives, mais il faut parfois réanimer ce potentiel avant qu'ils puissent en faire usage. Après avoir discuté d'une question, les agriculteurs s'aperçoivent peu à peu qu'ils sont capables d'accomplir certaines tâches auxquelles ils n'avaient pas pensé, ou qu'ils ne pensaient pas savoir accomplir. Certains agriculteurs comprennent d'eux-mêmes que la communication participative pour le développement peut servir dans d'autres contextes, mais il est parfois nécessaire de faire en sorte que d'autres prennent conscience de la possibilité d'y avoir recours dans d'autres aspects de leur vie.

À première vue, la communication participative pour le développement peut sembler trop coûteuse aux yeux de certains, en raison du temps, du personnel et des autres aspects d'ordre logistique qu'elle exige. Dans ce cas-ci, les agriculteurs et les scientifiques n'ont pas pris conscience de sa valeur et de ses avantages immédiatement. Mais, après la première phase de cette initiative, les coûts initiaux semblent beaucoup plus raisonnables au regard des avantages qui en ont été retirés. Les soixante agriculteurs qui ont participé à la première phase ont multiplié les efforts du vulgarisateur de leur région environ trente fois, en transmettant leurs connaissances à leurs proches voisins et ailleurs.

Les autres agriculteurs sont extrêmement satisfaits du travail des agriculteurs formateurs, parce que ces derniers sont facilement accessibles. En

outre, ils comprennent mieux leurs problèmes que les experts de l'extérieur. Les agriculteurs formateurs suscitent l'espoir chez les autres agriculteurs en leur montrant que les technologies de gestion des ressources naturelles qu'ils enseignent peuvent facilement être mises en pratique. D'autres agents de développement ont maintenant l'intention d'avoir recours à eux pour former d'autres agriculteurs dans des initiatives liées à l'agriculture. Les agriculteurs ont en effet acquis une telle confiance en eux-mêmes qu'ils ont commencé à proposer des sujets de reportage liés à la gestion des ressources naturelles aux stations de radio FM de la localité, afin de faire connaître leurs acquis et leurs connaissances au-delà de leurs propres communautés.

GESTION DES RESSOURCES NATURELLES ET ÉLABORATION DES POLITIQUES : LA VOIX DES FEMMES RURALES EN AFRIQUE DE L'OUEST

Rosalie Ouoba, Burkina Faso



Dans plusieurs cultures ouest-africaines, l'éducation et les normes socioculturelles ne prédisposent pas la femme à prendre la parole en public. Pourtant, les femmes constituent environ 53 % de la population et 80 % d'entre elles vivent en milieu rural, des produits de la terre. Elles comptent pour 90 % de la main-d'œuvre agricole, en plus d'assurer l'essentiel du transport et de la transformation des produits agricoles et forestiers. Privées du droit à la parole dans leurs communautés, les femmes sont aussi privées du droit de participer aux prises de décisions concernant la gestion des ressources naturelles, dont elles sont pourtant les pre-

mières utilisatrices. Une situation que l'Union des femmes rurales ouest-africaines et du Tchad a entrepris de changer, au moyen d'un processus original où des femmes paysannes originaires de cinq pays¹ ont été appelées à participer à l'élaboration d'un plan d'action en la matière.

« Je m'appelle Sali Fofana. Je viens de Dafinso, un petit village de l'ouest du Burkina Faso. Ma vie au quotidien est rythmée par la recherche de l'eau, qui prend de plus en plus de temps. Notre village compte deux pompes pour 1800 habitants. L'une des pompes étant en panne, nous devons passer la moitié de la journée alignées sous le soleil, pour nous approvisionner en eau. Chez nous, l'eau, c'est la vie, comme on a l'habitude d'entendre au Sahel. Il faut en trouver suffisamment pour les hommes et les animaux. Je suis tellement débordée que je suis obligée d'utiliser ma fille pour aller puiser l'eau. Forcément, elle n'est pas régulière à l'école et ne travaille plus très bien en classe, mais que puis-je faire ? De plus, le marigot est à sec dès le mois de janvier. C'est comme si la nature elle-même nous abandonnait à notre sort. »

Sali Fofana est un personnage fictif. Mais la réalité qu'elle décrit est celle de millions de femmes africaines, qui constatent chaque jour les conséquences directes de la dégradation de l'environnement sur leurs conditions de vie. Ses paroles pourraient être celles de chacune d'entre elles. Elles sont en fait une synthèse des témoignages qu'un grand nombre de femmes rurales ont apporté lors d'une initiative visant à faire entendre leur voix dans le processus d'élaboration des politiques de gestion des ressources naturelles dans leur région.

Avec la disparition de plus en plus prononcée du couvert végétal que connaissent les pays sahéliens, non seulement l'eau se raréfie, mais les distances à parcourir pour cueillir le bois de chauffe, principale source d'énergie des foyers, sont aussi de plus en plus longues. Une situation qui affecte au premier chef des femmes comme Sali Fofana, dont les propos ressemblent souvent à ce qui suit : « Avant, pour obtenir le bois pour la cuisine, il suffisait d'aller dans le champ à côté de la maison. Aujourd'hui, le bois est rare et il faut aller de plus en plus loin pour le trouver, ou encore l'acheter. Étant donné qu'il est loin et que c'est une activité lucrative, ce sont les hommes qui ont des véhicules et des charrettes qui peuvent aller le chercher, pour le revendre de plus en plus cher. »

1. Les pays qui ont participé à cette initiative sont le Bénin, le Burkina Faso, le Mali, le Niger et le Togo.

On ne doit donc pas s'étonner que le Sommet de la Terre qui s'est tenu à Rio en 1992 ait mis l'accent sur le rôle important de la femme dans la préservation d'un environnement viable et stable, tout en soulignant la nécessité de réduire l'extrême pauvreté, étroitement liée à la dégradation de l'environnement.

Étant donné ce rôle de premier plan, la participation des femmes rurales à l'élaboration des politiques en matière de gestion des ressources naturelles pourrait s'avérer un atout précieux. C'est précisément l'objectif poursuivi par la mise sur pied d'un processus participatif de bout en bout, par lequel des femmes rurales originaires de six pays de la sous-région allaient s'engager dans la formulation d'un plan d'action en matière de gestion des ressources naturelles. La mise en œuvre de ce plan devait en retour leur permettre de devenir une force de pression et une source de propositions en ce qui a trait à l'élaboration des politiques nationales et régionales. En outre, le processus visait à démontrer qu'à travers la communication participative, notamment par les échanges et le partage des connaissances, on peut appuyer les femmes rurales pour qu'elles puissent analyser les problèmes auxquels elles font face et rechercher des solutions, en faisant appel aux savoirs, aux connaissances et aux ressources dont elles disposent.

La méthodologie employée

L'initiative s'est déroulée en deux étapes : dans un premier temps, des ateliers ont été organisés pour chacun des pays concernés, en vue de produire avec les femmes rurales les matériaux qui seraient utilisés dans le plan d'action. La seconde étape portait sur la formulation de ce plan. Une troisième étape visant à valider ce plan au cours d'un atelier sous-régional réunissant des femmes des six pays participants a eu lieu en 2005.

Sur le plan méthodologique, les ateliers ont été conçus pour permettre aux femmes de s'exprimer en définissant elles-mêmes leur propre situation et en l'analysant, en vue d'aboutir à des solutions qui leur sont propres et qui prennent en compte leurs spécificités. Le principal outil lors de ces ateliers a été la parole. En outre, la démarche présentait les caractéristiques suivantes :

Prise en compte de la diversité des préoccupations des femmes rurales en fonction des zones agroécologiques

Bien que le problème de dégradation des ressources naturelles soit un phénomène généralisé, la sévérité de cette dégradation et les contraintes qu'elle peut engendrer varient d'une zone agroécologique à l'autre. Pour prendre en compte cette diversité des problèmes, chacune des régions agroécologiques de chaque pays était représentée par une ou plusieurs participantes, qui ont pris la parole et se sont exprimées dans leur propre langue.

Animation-information autour des concepts clés

Deux concepts clés ont été utilisés au cours des ateliers : la gestion des ressources naturelles et la recherche-action. Des agents des ministères de l'Environnement et des Ressources naturelles et des personnes-ressources de différents domaines ont apporté leur contribution à ces ateliers. Après avoir écouté les points de vue des participantes, ils ont fait des exposés sur ces questions et sur les politiques nationales qui s'y rattachent.

Ce travail a nécessité de la part des intervenants une grande expérience pour atteindre les objectifs, compte tenu du faible niveau d'instruction des femmes rurales.

Diagnostic participatif des contraintes en fonction des zones agroécologiques

Les participantes ont été réparties en groupes, en fonction de leur zone de provenance. En référence aux trois composantes des ressources naturelles (terre, végétation et eau) et par zone agroécologique, chaque groupe a décrit et analysé l'état des ressources naturelles, le rôle de la femme dans leur gestion, ainsi que les difficultés auxquelles elle fait face dans leur gestion. Puis, les groupes ont répertorié les solutions possibles et les besoins des femmes en ce qui concerne chacune des composantes.

L'interaction entre les groupes

Les résultats des travaux des groupes ont été restitués au cours de séances plénières où ont été débattues les difficultés communes aux femmes rurales et celles qui sont propres à certaines zones. Par la suite, les actions à

prendre en compte dans le plan d'action ont fait l'objet de discussions et ont été sélectionnées en séance plénière.

Les visites de terrain

Des visites à des associations de femmes œuvrant dans le domaine de la gestion des ressources naturelles ont été organisées. Elles ont permis de mettre en contact les participantes avec d'autres associations de femmes engagées dans des activités semblables aux leurs. Ces visites ont été de véritables lieux d'échanges entre les participantes et les associations visitées. Elles ont par ailleurs permis de jeter les bases de futures relations entre femmes de zones agroécologiques différentes.

Des témoignages révélateurs

Tout au long de ce processus, les discussions ont permis de rendre compte des conséquences des inégalités hommes-femmes sur la réalité des femmes paysannes et sur leurs efforts pour préserver les ressources naturelles. À travers les paroles de Sali Fofana, on peut mieux comprendre comment les conditions de travail et de vie des agricultrices se sont considérablement détériorées au fil des ans.

« Mon champ fait à peine 0,5 hectare. Il est situé très loin du village et du champ de mon mari. De plus, c'est un vieux champ qui produit très peu. Je suis donc obligée de me lever au premier chant du coq pour pouvoir cultiver mon champ avant de me rendre dans celui de mon mari. De plus, n'ayant pas d'aide ni de moyens de production modernes (charrue, engrais minéraux, etc.), je suis obligée de travailler beaucoup dans mon champ pour une maigre récolte. Cette année par exemple, je n'ai récolté qu'une trentaine de kilogrammes d'arachides. C'est vrai que j'ai aussi produit du gombo, de l'oseille et des aubergines pour améliorer la sauce familiale.

Il y a quelques années, comme toutes les femmes de mon groupe, j'ai appris à faire de la fumure organique. Cependant, cela ne me sert à rien, car je ne peux pas enrichir mon champ, de peur qu'il me soit retiré. C'est le chef de terre qui m'a donné mon champ. Dans notre village, la femme n'a pas droit de propriété sur la terre. Ainsi, elle ne peut pas planter des arbres sur les terres qu'on lui donne ni entreprendre des actions importantes de protection des sols.

Le néré et le karité sont des produits de la brousse que j'utilise pour la cuisine et pour gagner un peu d'argent. Personne ne les cultive. On les trouve plutôt dans les champs et en pleine brousse. Aujourd'hui, comme la brousse s'éloigne chaque jour un peu plus, nous avons de la difficulté à obtenir ces fruits. Non seulement nous ne pouvons plus obtenir de soumbala (une sorte de moutarde, qui sert d'assaisonnement pour relever la sauce) ni de beurre de karité, mais nous devons en plus acheter aux hommes le karité et le néré. C'est vraiment grave, car on nous empêche de les cueillir dans les champs. De plus, comme ils rapportent de l'argent, ce sont les hommes qui ont accaparé la récolte de ces fruits sauvages. Appâtés par le gain, les gens vont jusqu'à cueillir des fruits qui ne sont pas encore arrivés à maturité. Ils utilisent des produits chimiques pour accélérer le mûrissement, ce qui peut être dangereux pour la santé. »

L'organisation locale comme lieu d'expression

Malgré toutes ces difficultés et ces revers, les femmes rurales ne baissent pas les bras. Dans certains cas, leur détermination donne lieu à la création de groupements, qui deviennent les principaux lieux de débat et de partage, où elles peuvent discuter de leur réalité. Des leaders surgissent parmi elles et sont invitées à les représenter au niveau national et international, comme ce fut le cas lors de cette initiative. Dans les mots de Sali Fofana, le récit de ce parcours prend la forme qui suit :

« Comme vous le voyez, je suis abandonnée aux problèmes. Mais, Dieu merci, je suis une battante. C'est pourquoi, avec les femmes de mon village, on a décidé de nous regrouper pour voir comment résoudre nos problèmes. Parce que nous aussi on voudrait un peu de bonheur. Mes sœurs m'ont demandé à moi, Sali Fofana, d'être à la tête du groupement. Elles m'ont choisie parce que je suis bien avec tout le monde, j'ai déjà vécu à l'étranger, en Côte d'Ivoire, et j'ai été à l'école jusqu'au CM2.

Il y a quelques mois, j'ai reçu une invitation à me rendre à Kaya, vers Ouagadougou, pour discuter avec d'autres femmes de nos problèmes. C'était la première fois que je rencontrais des femmes venues de très loin, comme du Tchad, du Togo, de la Guinée, du Niger, du Sénégal, du Mali, du Bénin, de la Côte d'Ivoire, du Burkina et de la Mauritanie.

Dans la lettre d'invitation, on m'avait demandé d'organiser une réunion avec les femmes et les hommes pour échanger sur la situation de l'environnement dans notre village, de même que sur la place et le rôle de la

femme. C'était nécessaire parce qu'on a besoin de l'ensemble des points de vue pour prendre des décisions qui vont aider tout le village. C'est vraiment important de procéder ainsi. Si seulement nous, les femmes, on se réunissait pour analyser les choses, ce serait bien, mais les hommes pourraient se sentir négligés et constituer des blocages pour la réussite de notre projet. Or, désormais, ils sont nos alliés. »

Kaya : des femmes et des experts

À la suite de cette démarche locale, un atelier national réunissant des femmes de plusieurs régions s'est tenu dans chacun des six pays. Au Burkina Faso, c'est à Kaya, au nord de la capitale, que les participants se sont réunis. Cet atelier visait à mettre en commun les expériences et les observations des participantes dans le but de les réunir dans un plan d'action cohérent. Pour Sali Fofana comme pour toutes les femmes rurales qui y ont participé, l'occasion d'exposer les points de vue de leur village et de les confronter à ceux d'autres femmes rurales a été une expérience inestimable. Plus encore, la validation de leurs connaissances et de leurs observations par des experts de plusieurs disciplines a renforcé la perception qu'ont les femmes de l'importance de leur rôle au sein de leurs communautés. Pour toutes les « Sali Fofana » qui se sont investies dans ce processus, ce fut un moment de grande fierté :

« Voici venu le grand jour, direction Kaya. Sur place, j'ai rencontré des femmes venues des quatre coins du Burkina. Chacune de nous a parlé de son village, de l'évolution de la pluviométrie et de ses conséquences sur la brousse, l'eau, les hommes, les animaux. Chacune de nous a aussi parlé de son rôle en tant que femme dans l'exploitation de la brousse et dans la gestion de la brousse, de l'eau et de la terre. Nous nous sommes rendu compte qu'à peu de chose près la situation de la femme était la même dans tous les coins du Burkina. Des spécialistes en gestion des ressources naturelles étaient présents et nous ont apporté certaines connaissances nouvelles, ce qui nous a permis d'analyser en profondeur la situation. Ils ont reconnu que tout ce que avions dit était juste. Ainsi, le Burkina, comme d'autres pays sahéliens, subit depuis 1969 une période de sécheresse caractérisée par une forte diminution des pluies. Cette baisse a des conséquences considérables sur la végétation, les sols et les systèmes de production, avec une explosion des surfaces cultivées et une baisse de la fertilité et de la disponibilité en eau. Alors que la politique nationale définit les normes d'accessibilité à

un point d'eau pour 500 habitants, la réalité du milieu rural est multipliée parfois par cinq ou six et environ 57 % des ménages s'approvisionnent à partir des sources non potables.

Nous avons trouvé des solutions et proposé des actions. Si l'on prend les fruits qui nous servent pour nos condiments par exemple, on a dit qu'il fallait instituer, au sein des foyers et du village, des concertations entre l'homme et la femme pour mieux faire comprendre l'utilité de ces fruits pour l'alimentation de la famille et utiliser les lois du village qui, dans le temps, interdisaient que les gens exploitent les fruits à tout moment. Les autorités décrétaient une journée particulière pour la cueillette des fruits. On attendait qu'ils mûrissent et personne ne pouvait se servir avant. Il faut remettre en vigueur ces lois au niveau du village. Cela permettra que tout le monde en ait un peu et évitera qu'on cueille des fruits qui ne sont pas arrivés à maturité et qui donnent des mauvais produits.

Nous souhaitons être associées au choix des espèces pour le reboisement ; étant donné que le néré et le karité ne donnent plus bien, il faudra en planter, ainsi que les arbres fruitiers que nous, femmes, utilisons pour nourrir et soigner la famille et pour avoir un peu d'argent. Aujourd'hui, nous avons entendu dire que le beurre de karité rapporte beaucoup d'argent, car il est utilisé par les pays européens qui en achètent beaucoup. Si nous, femmes rurales, qui savons travailler le beurre, sommes formées, nous pouvons soigner les arbres et produire du beurre de bonne qualité, qui rapportera encore plus d'argent.

Le néré donne du soubala, une épice que toute femme sait préparer et qui donne un bon goût à nos sauces. Comme le néré ne donne plus bien, le soubala est cher. Il est détrôné, grâce à la publicité qui entoure le cube Maggi. Nous voulons revaloriser les plantes de chez nous, qui nous permettent de manger et d'obtenir un peu d'argent.

Pour l'eau, nous avons demandé à être associées au choix de l'implantation des sources d'eau et que, dans les comités de gestion de points d'eau, nous puissions occuper des postes de décision. On va aussi demander plus de points d'eau dans les villages pour avoir accès à l'eau plus facilement.

Concernant les champs des femmes, nous voulons que les champs qu'on nous donne comme champs personnels soient le plus près possible du champ familial et que nous puissions avoir accès au matériel du mari pour cultiver notre champ. De plus, nous voulons instaurer des débats au niveau du village sur l'importance du champ des femmes dans la sécurité alimentaire de la famille. Car, de plus en plus, ce sont les produits de nos

champs qui assurent l'alimentation de la famille jusqu'à la période proche des récoltes. Nous avons des difficultés à produire le compost que nous avons appris à fabriquer avec les animatrices et nous sommes obligées d'en voler pour mettre dans nos champs. Avoir plus de compost nous permettrait d'intensifier notre agriculture et de produire davantage. Pour chacune des solutions proposées, nous avons discuté de sa faisabilité et nous en avons retenu quelques-unes. »

Les leçons tirées de l'expérience

Participation des femmes à la collecte des données

Pour favoriser la participation de la communauté, une préparation a été demandée aux participantes avant la réalisation des ateliers, chaque fois que cela a été possible. Cette préparation a concerné dans certains cas l'ensemble de la communauté, tandis que, dans d'autres cas, elle s'est limitée aux associations de femmes dans leurs configurations particulières. Ces échanges intracommunautaires ont permis non seulement d'informer la communauté sur le rôle important que joue la femme mais aussi de la sensibiliser aux difficultés qu'elle rencontre dans l'accomplissement de ses tâches. Les résultats ont servi de base dans les travaux de groupes des ateliers.

Analyse des données par les participantes

La démarche employée s'est montrée très pertinente ; elle est respectueuse des capacités des femmes rurales à définir elles-mêmes leur place et leur rôle ainsi que les contraintes qu'elles vivent dans la gestion des ressources naturelles. Dans leur analyse, elles prennent en compte les évolutions intervenues dans la distribution sociale des tâches au sein du foyer tout en mettant l'accent sur la nécessité du dialogue homme-femme pour rétablir un équilibre et une équité. Elles définissent très clairement leurs besoins en matière de gestion des ressources naturelles et proposent des solutions qui prennent en compte l'ensemble de la communauté.

La démarche méthodologique

Donner la parole et valoriser les savoirs des femmes rurales est une démarche qui met en confiance et favorise la construction de la vision de la société par ce groupe social vivant des situations d'injustice et d'inégalités.

La parole joue un rôle de première importance dans la vie de toute personne, de tout groupe social et de la société dans son ensemble ; elle permet en effet à la personne ou au groupe concerné d'exprimer ce qu'il est, ce qu'il vit et ce qu'il ressent. Elle lui permet également d'affirmer ce qu'il sait, ce dont il est capable, ce qu'il pense et ce qu'il veut. Mais, surtout, la parole permet à la personne ou au groupe concerné de s'organiser pour améliorer sa situation on atteindre un but, en entrant en communication avec d'autres personnes ou d'autres groupes pour enrichir le débat social. Enfin, lorsqu'elle est prise en compte, la parole permet à des personnes ou à des groupes auparavant marginalisés de participer à la prise de décisions plus pertinentes et équitables, pour un développement durable.

Bref, la parole est un droit humain fondamental. Or, vu les rapports de force au sein des sociétés, ce droit est dénié à certaines personnes, notamment aux femmes.

Malgré de réels progrès au cours des dernières décennies, l'écrasante majorité des femmes rurales ouest-africaines reste dans la catégorie des « sans-voix ». Pourtant, lorsque l'occasion leur en est donnée, elles définissent et analysent mieux que quiconque les situations qu'elles vivent, pour peu que l'animation soit respectueuse de leur rythme, de leurs capacités d'imagination et d'expression. Donner la parole doit signifier permettre l'expression mais aussi l'écoute et la communication, car c'est dans la communication que se construisent les nouvelles visions. Ainsi, si les femmes rurales s'expriment et confrontent leurs analyses avec celles d'autres groupes (à travers les échanges, les apports de connaissances et les visites d'étude), elles sont à même de décider des actions qu'elles peuvent mener en tant que groupe pour le développement durable de leurs communautés. Au départ, elles expriment surtout des « besoins pratiques » mais elles débouchent très vite sur des « intérêts stratégiques » (transformer les relations inégales entre hommes et femmes, riches et pauvres, etc.). Quand elles s'expriment sur les actions qu'elles retiennent pour répondre à leurs besoins, les femmes manifestent toujours le souci d'échanger avec les hommes de leurs communautés. En bout de ligne, la plupart des actions qu'elles retiennent sont soit réalisables par elles-mêmes, soit en lien avec les partenaires qui travaillent avec elles.

Les difficultés

La démarche retenue pour la réalisation des ateliers dans les cinq pays, tout en étant responsabilisante, a été émaillée de difficultés liées aux limites tant intrinsèques qu'extrinsèques imposées aux femmes.

Les limites imposées par la diversité des langues

Dans certains ateliers, il n'était pas rare de compter autant de langues que de participantes. Il a fallu prévoir des animatrices locales, qui ont joué le rôle de traductrices. En dehors du Mali, où le bamanan était parlé par pratiquement toutes les participantes à l'atelier, il a fallu travailler au minimum dans trois langues. Pour s'assurer d'une traduction qui respecte toutes les subtilités, il a fallu procéder à un travail continu de préparation des animatrices. La frustration était toujours très grande quand les femmes racontaient dans leur langue et avec émotion ce qu'elles vivent et que la traduction ne rendait même pas la moitié de l'histoire et quasiment rien de l'émotion. Il faut imaginer que les femmes rurales éprouvent le même sentiment quand les débats sont menés en français et qu'elles doivent attendre la traduction pour comprendre et donner enfin leur point de vue.

En plus du temps qu'exige cet exercice, on sent souvent une tendance au découragement des participantes, qui auraient plutôt envie d'échanger directement avec le public.

Les limites d'ordre socioculturel

En vertu des traditions, la femme ne participe pas aux débats concernant les problèmes communautaires ; elle ne prend pas la parole en public pour exprimer son point de vue, sauf si elle est mandatée par un groupe. La plupart des femmes présentes aux ateliers, même si elles représentaient leurs associations, manquaient d'habitude, d'expérience et d'aisance pour s'exprimer spontanément.

En effet, compte tenu de la division sociale du travail, la multiplicité de leurs tâches domestiques ne permet pas aux femmes d'assister aux réunions. Elles n'acquièrent donc pas l'habitude de participer, ni de prendre la parole devant les hommes.

Les limites liées à la religion (ou à son interprétation)

Du fait de leur appartenance à certaines religions, certaines femmes ne peuvent fréquenter les lieux où se trouvent des hommes. Dans la vie courante, elles restent cloîtrées et participent peu aux associations (lieu d'épanouissement des femmes). Celles qui arrivent à prendre part à ce type d'atelier ont souvent du mal à exprimer clairement leurs points de vue.

Les limites liées à l'analphabétisme des femmes

L'analphabétisme des femmes rurales limite énormément leurs capacités à s'ouvrir aux autres. En considérant l'ensemble du groupe (sur les cinq pays), seule une femme sur quatre environ savait lire et écrire (soit en français, soit dans sa langue). Malgré les efforts pour mettre à la disposition des adultes analphabètes des outils (audio et visuels) pour leur permettre de s'informer et d'échanger, il faut reconnaître que le monde rural manque de soutien pour s'ouvrir aux échanges d'information indispensables à la réflexion pour le développement.

Les limites liées au manque de formation

L'analyse d'une situation ou d'un problème fait appel à des capacités d'appréhension du problème, de réflexion et de référence à d'autres expériences ou connaissances. Étant donné qu'elles sont limitées dans leur environnement et qu'elles ne disposent pas d'ouverture pour avoir accès aux informations leur permettant d'approfondir leur compréhension, les femmes rurales ont des difficultés à analyser en profondeur un problème, en recherchant toutes ses causes et en les hiérarchisant pour trouver toutes les solutions possibles. Leurs analyses, tout en étant pertinentes, sont limitées... Elles passent facilement du problème à la solution, sans appréhender toutes les causes profondes du problème. Les femmes rurales ont besoin d'ouvrir leurs horizons, d'échanger avec d'autres personnes.

Quelques résultats observés au terme des ateliers

Au cours des ateliers nationaux, les femmes ont analysé la situation des ressources naturelles de leurs communautés, recensé leurs préoccupa-

tions et leurs besoins en matière de ressources naturelles, et ont retenu les principales actions qui devraient être entreprises pour répondre à ces besoins.

L'analyse de la situation par les femmes rurales a fait ressortir que, dans tous les pays concernés et à des degrés divers, les ressources naturelles se dégradent à une vitesse sans précédent, qui met en péril la survie des populations. De là naît une concurrence qui met en conflit les différentes composantes de la même communauté ou de deux ou plusieurs communautés qui ont ces ressources en partage. Ce sont le plus souvent les plus faibles qui sont exclus de la gestion de ces ressources, et les femmes font partie de cette catégorie.

Ces ateliers ont aussi révélé que les femmes sont conscientes que les solutions en matière de préservation des ressources naturelles passent par l'amélioration de leurs conditions de travail et de production. Elles souhaitent changer leurs rapports avec leurs communautés à travers le dialogue, de façon à ce que leur entourage jette un regard différent sur leur contribution. Malgré certaines différences d'une zone agro-écologique à l'autre, des points communs sont ressortis très clairement, par exemple la nécessité de remédier aux inégalités en matière d'accès à la terre et de droit de propriété. La terre, l'eau et la végétation étant au cœur de la vie des femmes, celles-ci sont les premières intéressées à en assurer la pérennité, si on leur en donne les moyens.

Les participantes à cette initiative ont donc souhaité que le plan d'action élaboré soit l'instrument du renforcement de leurs capacités à analyser, à comparer et à proposer, afin qu'elles constituent une masse critique capable de renverser les tendances actuelles. En bout de ligne, elles souhaitent développer leur force collective de façon à devenir aptes à négocier et à influencer les décideurs, dans le but de changer leurs propres conditions de vie et celles de leurs communautés.

Une première mouture du plan d'action est disponible depuis septembre 2004. Pour en faire un véritable outil de référence pour les membres des associations de femmes rurales, il convient désormais de procéder à sa validation. À cet égard, la tenue d'un atelier régional réunissant les déléguées des six pays participants a permis d'approfondir les analyses et de confirmer ou d'infirmer certaines propositions de stratégies.

En guise de conclusion, on peut affirmer que donner la parole aux femmes rurales, dont l'expression se heurte à tant d'obstacles, suppose de créer un cadre et des conditions favorables qui conduisent les femmes à une

affirmation de soi et de leur apport à la société. Elles élargissent leurs horizons et incitent la société à prendre conscience de l'importance de solliciter, d'écouter, de prendre en considération leur parole, à tous les niveaux, dans les instances de réflexion et de décision.

Faciliter le dialogue entre femmes rurales ainsi qu'avec les autres membres de leurs communautés et acteurs du développement, c'est en quelque sorte libérer au moins 50 % de l'énergie potentielle de la sous-région pour la mettre au service de son développement.

L'EAU, SOURCE DE CONFLITS, SOURCE DE COHÉSION SOCIALE

Karidia Sanon et Souleymane Ouattara, Burkina Faso



Femmes à couteaux tirés, maris prêts à en découdre, rivalités entre ressortissants du village installés en ville, entre ethnies, entre pratiquants de diverses religions... Peut-on imaginer un mélange plus explosif ? C'est pourtant la « bombe » qu'une équipe de chercheurs du Centre d'études pour le développement économique et social s'est engagée à désamorcer pour faciliter l'accès pacifié de tous à l'eau dans le bassin du Nakambé, au Burkina Faso. Ils réussissent leur pari. Ils font de la cohésion sociale leur cheval de bataille et utilisent les rencontres-causeries, auxquelles viennent se greffer d'autres outils tels le théâtre-forum, la vidéo, la radio, les affiches, etc. Gros plan sur l'expérience de Silmiougou, un village du centre du Burkina.

Ce n'est pas tout à fait l'Ouest boisé – loin s'en faut. Mais ce n'est pas non plus le Sahel. Ici, acacia, albida et manguiers côtoient les épineux, précurseurs de la végétation clairsemée du Grand Nord. Silmiougou, un vil-

lage du centre du Burkina, vit avec nostalgie son passé verdoyant. Il suffit d'écouter les vieux du village raconter l'histoire de cette bourgade pour se rendre compte de la dégradation de l'environnement. Selon la tradition orale, ce sont des éleveurs peuls qui, à l'origine, occupent les lieux. Constantement attaqués par des voleurs qui convoitent leurs troupeaux, les peuls se plaignent au roi des Mossi, qui leur envoie ses intrépides guerriers pour les protéger. Petit à petit, les Mossi protecteurs, devenus plus nombreux, se sont approprié le village.

Silmiougou, qui ne comptait à l'origine que quelques familles peules installées dans leurs huttes et vivant de peu, accueille aujourd'hui 1900 personnes, réparties dans douze quartiers. Première conséquence : l'eau se raréfie. Les habitants commencent par s'approvisionner dans un bassin alimenté par le ruissellement des eaux de pluies. Mais, en saison sèche, la retenue ne contient plus une goutte d'eau. Toute femme qui va puiser de l'eau doit se munir d'un panier. Elle est tenue d'enlever la terre qu'elle met au bord de la retenue afin de former une digue. La retenue contient plus d'eau. Mais pas pour toute l'année. Le village doit alors creuser des puits, auxquels viennent s'ajouter au fil du temps cinq forages mis en place par les « développeurs » de façon hâtive, sans la collaboration ni la participation des communautés. « Nous avons vu seulement des grosses machines venues de Ouagadougou. Elles ont fait les forages et seuls les enfants allaient assister au spectacle. Ensuite, des gens sont venus dire au chef du village de nous dire de consommer cette eau... », racontent les habitants du village. D'ailleurs, ces forages n'ont constitué qu'un palliatif, car quelque temps après deux d'entre eux sont devenus pratiquement hors d'usage pour eau souillée.

Puits ou aires de combats pour femmes ?

En septembre 1999, Silmiougou accueille notre équipe de recherche. Constituée d'universitaires (ingénieur hydrologue, sociologue, économiste) et d'un animateur, notre équipe s'intéresse aux conflits autour des points d'eau, en particulier à la façon dont les communautés peuvent participer à la recherche de solutions.

En effet, à Silmiougou, les abords des puits et des forages s'apparentent à de véritables rings, où les femmes s'empoignent avec une violence inouïe. Le quotidien est jalonné d'histoires de canaris cassés, de blessures plus ou moins graves, de tensions familiales. Cécile, l'énergique présidente

des femmes du village, témoigne : « Tous les deux ou trois jours, le forage était en panne. Les hommes allaient de concession en concession pour faire la quête et le réparer. Ils accusaient les femmes d'être responsables des pannes à cause de leurs conflits quotidiens et les femmes s'accusaient entre elles. On en venait alors aux mains. »

Ainsi, c'est la loi de la plus forte qui régnait autour des points d'eau. Tout le monde se rappelle le dicton de l'époque : « Que les canaris se cassent ! » La vieille Cécile revit ces instants avec beaucoup d'émotion. « Après la bagarre, généralement la femme fautive retournait chez elle et donnait sa version des faits à son mari. Celui-ci, dans tous ses états, arrivait au point d'eau, armé d'une machette. Après les explications, il se rendait compte que sa femme avait tort. Furieux, il rentrait chez lui et s'en prenait à sa femme. Peu après, la femme revenait au point d'eau et demandait " quelle est la menteuse qui a raconté des histoires à mon mari pour qu'il me gronde ? " Et ça repartait de plus belle. » Comme si cela n'était pas suffisant, les enfants qui accompagnaient leur mère à la pompe déféquaient sur place. Personne ne ramassait les selles. Même chose pour les déchets d'animaux venus s'abreuver à la pompe.

De multiples tensions

Dans tout le Nakambé, l'un des quatre bassins hydrographiques du Burkina où intervient l'équipe, l'eau est source de conflits. Ceux-ci sont exacerbés par des luttes de pouvoir. C'est le cas notamment à Silmiougou, où les chercheurs se sont employés à étudier en particulier le système local de communication. Et que constatent-ils ? Depuis la révolution de 1983, qui avait porté le capitaine Sankara au pouvoir, la diffusion de l'information à caractère administratif relève du délégué administratif du village, qui constitue l'interface entre le préfet et la population. Ce nouveau pôle de pouvoir a créé une tension dans le village. Le délégué et le chef ne s'adressent même plus la parole. Deux camps se forment et leur affrontement paralyse toute initiative de développement du village. Ailleurs, comme à Kora, un village situé à une centaine de kilomètres de Silmiougou, la situation n'est guère meilleure. Les ressortissants du village qui habitent en ville s'opposent farouchement pour tout ce qui concerne la paternité des actions de développement, au point de faire échouer toute nouvelle initiative qui pourrait faire l'affaire du camp adverse. Analysant la situation dans son ensemble, l'équipe écrit dans l'un de ses rapports : « Les conflits sont mul-

tiples : points d'eau insuffisants et mal gérés, manque d'eau potable, forages en panne, manque d'hygiène, conflits entre personnes autour des points d'eau en raison de leur statut social, leur religion ou leur ethnie... Les tensions surviennent lorsque des intérêts divergents, qu'ils soient économiques, politiques, culturels ou sociaux, se rencontrent autour d'un point d'eau sans qu'il n'y ait de mécanisme citoyen, juridique, administratif ou coutumier permettant de trouver un compromis, une solution pacifique. »

Faciliter le dialogue social

Ce mécanisme citoyen dont parlent les chercheurs va consister en l'instauration d'une culture du dialogue, dont l'une des premières manifestations remonte à 2001, avec l'organisation d'une table ronde. Elle réunit bailleurs de fonds, ministères concernés (notamment ceux de l'Environnement et de l'Eau, ainsi que leurs démembrements dans les provinces), les projets intervenant dans le milieu d'une part et les populations, d'autre part. Objectif : permettre aux communautés de présenter aux décideurs le fruit des réflexions issues des enquêtes de terrain et de s'informer en même temps sur les politiques existantes en matière de gestion de l'eau. Au cours de cette table ronde, les spécialistes relèvent un paradoxe : pendant que les deux tiers des forages sont en panne, les communautés manquent d'eau potable.

Après la table ronde de 2001, intervient la phase de restitution des conclusions aux communautés et la recherche de solutions endogènes appropriées. L'équipe discute avec les populations des causes des pannes des forages et des solutions possibles pour en venir à bout. Elle privilégie le dialogue, la concertation, l'échange entre les acteurs (communautés et équipe de recherche, partenaires – ONG, projets, personnes-ressources) afin qu'ils participent à la résolution des conflits liés à l'usage de l'eau. À cet effet, l'équipe a recours à divers outils de communication : rencontres-causeries, théâtre-forum, affiches...

Les populations ont notamment participé à l'élaboration et à la validation des messages lors des rencontres-causeries. Les rencontres sont faites par groupes d'usagers en fonction des thèmes qui les concernent fortement, comme le coût d'accès à l'eau potable, le dysfonctionnement des comités de gestion des points d'eau, la perception des infrastructures par les communautés, etc. « À l'époque, rappelle Pascal Tandamba, animateur du Gucre, les gens ne se sentaient pas concernés par les problèmes de gestion de leurs

forages, car ils considéraient que ces derniers ne leur appartenaient pas, mais qu'ils appartenaient plutôt au gouvernement. »

Les rencontres-causeries permettent non seulement de bien analyser les problèmes et de passer en revue les solutions endogènes et exogènes, mais aussi de choisir les outils de communication les plus appropriés pour résoudre les conflits liés à l'usage de l'eau. Ainsi décide-t-on de monter une pièce de théâtre-forum avec une troupe villageoise basée à Ziniaré, à une vingtaine de kilomètres de là. Le contenu de la pièce reflète tous les problèmes de communication dans les six villages d'intervention du projet, à savoir les mésententes autour du forage entre femmes et entre ces dernières et les autres usagers, par exemple les éleveurs qui viennent aux heures de pointe pour abreuver leurs animaux, l'hygiène, la mauvaise gestion (non-paiement) de l'eau, le manque d'entretien des infrastructures, etc. Partout où se produit la troupe, les spectateurs se reconnaissent dans les histoires et les personnages. Ils ne marchandent pas leur participation aux débats, qui sont très animés. Après la représentation théâtrale à Bagré centre, dans l'est du Burkina, une autre zone d'intervention de l'équipe, une religieuse improvise une chanson que bientôt tout le monde fredonne : « Le projet est venu délier les langues. Laissez tomber ces pratiques. La cohésion est la voie royale pour résoudre nos problèmes. » Outre le théâtre, le choix des communautés se porte aussi sur les émissions de radio, la vidéo, les affiches, etc. L'outil doit répondre à plusieurs critères, dont celui d'être pertinent par rapport à l'objectif visé. Il doit également être bien adapté aux populations qui seront appelées à l'utiliser. À titre d'exemple, les illustrations portées sur les affiches ont été dessinées d'abord par les villageois, avant d'être reprises par un graphiste.

Forages implantés et réhabilités, comités de gestion et de salubrité des points d'eau mis en place ou refondus... les acquis sont palpables. Communautés et équipe de recherche en tirent les leçons.

La perception de la communauté

Les populations se réjouissent de l'approche de l'équipe du projet, fondée sur les échanges avec les populations, la connaissance des façons de communiquer qui leur sont propres et la nature des rapports sociaux qui les caractérisent. Toute décision issue d'une telle démarche acquiert plus de crédibilité auprès de la communauté.

L'utilisation des groupes de discussion puis la mise en commun des résultats des travaux de groupes ont permis non seulement de tenir compte de la peur qu'éprouvaient les femmes à parler en présence des hommes, mais aussi de faciliter, à l'avenir, un partage d'idées sans distinction de sexes. Les populations considèrent aussi que le projet n'est pas venu en connaisseur pour leur attribuer de bonnes ou de mauvaises notes. Autant de conditions qui facilitent l'adoption de nouvelles pratiques, comme l'entretien des forages par exemple.

Les femmes préconisent d'utiliser cette approche dans la prise de décision, quel que soit le problème à résoudre. « On peut avoir de tels échanges sur le moulin pour voir comment bien le gérer, assurer une bonne prise en charge. »

Désormais, les questions en débat mobilisent toute la communauté, sans esprit clanique. « Entre nous, nous parlons souvent de M. Pascal et de nos deux enfants, Judith et Alidou¹, ainsi que de « l'ouverture d'esprit » qu'il nous ont apportée.

La perception de l'équipe de recherche

L'équipe du projet constate que l'intensification des rencontres entre groupes d'intérêt divergents permet le rétablissement et le renforcement de la cohésion sociale. Une nouvelle perception des forages par les communautés se fait jour. Désormais, les gens se sentent propriétaires, donc responsables des forages. Les mésententes autour des points d'eau diminuent considérablement.

Ainsi, la cohésion sociale constitue la pierre angulaire de tout processus de développement participatif. D'où l'importance du *Ned la to*, c'est-à-dire « l'homme se définit à travers son prochain ». Rien ne peut se faire sans échange et l'échange implique au moins deux personnes.

Le succès du projet fait tâche d'huile. De nombreux villages riverains des villages qui participent au projet (Pighin, Gweroundé, Ramitinga, Donsin, Voaga, etc.) envoient leurs responsables assister aux activités avec un statut d'observateurs. La démarche séduit donc même les zones hors projet. Ceux-ci font appel à l'expertise des villages d'intervention pour les

1. Dans son travail auprès des communautés rurales, l'équipe s'appuie sur des animateurs issus de ces mêmes communautés. Judith et Alidou comptent parmi ces collaborateurs locaux.

aider à adopter la même démarche pour résoudre les conflits liés à l'usage de l'eau et même à d'autres domaines.

Les leçons apprises

L'expérimentation nous a permis de tirer certaines leçons, dans le but d'améliorer le processus. En outre, il est important de s'assurer que les populations participent à la définition du problème, car il peut y avoir des différences entre la façon dont le chercheur ou l'animateur le perçoit et la façon dont les communautés le vivent. Le chercheur ne doit pas imposer sa propre vision des choses ni préconiser certaines solutions au détriment de celles que la communauté souhaite expérimenter ou mettre en œuvre. Autrement dit, la participation des communautés doit être effective dès l'étape de diagnostic et permettre la recherche de solutions endogènes, à partir des connaissances et des savoirs locaux.

Par ailleurs, il est important de créer des alliances avec toutes les couches sociales, de la personne la plus influente à la plus marginalisée. En effet, la personne la plus influente ne détient pas forcément la vérité. Il faut aussi nouer un partenariat avec les personnes qui, de près ou de loin, peuvent influencer l'intervention menée avec les populations. Pour ce faire, il faut les recenser à l'avance.

Difficultés et défis

Lors de l'expérimentation d'une nouvelle méthodologie, il est fréquent que des difficultés se présentent. Elles constituent autant de défis à relever.

En outre, il arrive très souvent, lors de la conduite de projets de communication participative pour le développement, que des besoins matériels tels que le financement pour les femmes, la mise en place d'un forage ou la construction d'un centre de santé soient exprimés par les populations. Cette situation soulève une question éthique, car il est souvent impossible de répondre à tous ces besoins matériels. L'équipe s'est souvent demandé comment faire face à cette situation, sans pour autant trouver de solutions immédiates.

Une autre des difficultés du processus participatif à laquelle l'équipe a dû faire face fut d'étendre le rayonnement de son intervention à une plus grande échelle. Aucun instrument de capitalisation ou de consignation des

acquis n'avait été mis en place, d'où la difficulté de les acheminer vers d'autres villages du bassin du Nakambé ou vers d'autres bassins vivant le même problème.

Enfin, la question du temps et des ressources financières requises pour mener à bien un tel processus mérite aussi réflexion. L'engagement des communautés pas à pas à travers un processus participatif demande beaucoup de patience de la part des communautés et des autres acteurs, de même que des moyens financiers substantiels. Ce qui n'est pas toujours évident. À travers cette expérience, on peut percevoir que, pour une intervention efficace en communication participative, il faut investir énormément de temps et disposer de moyens suffisants, en particulier pour les fréquents déplacements.

En conclusion, on peut affirmer que, lorsque les communautés participent à la définition des problèmes qui entravent leur développement ainsi qu'à la recherche de solutions, elles s'en approprient les acquis, les bénéfices et les enseignements. Elles utilisent ces connaissances et ces nouvelles façons de faire pour faire face à d'éventuels problèmes de développement. Voilà l'essentiel de l'enseignement que nous pouvons retenir de cette intervention, qui a eu recours à la communication participative pour résoudre les conflits liés aux ressources en eau dans le bassin du Nakambé.

REGARD SUR DES EXPÉRIENCES DE COMMUNICATION PARTICIPATIVE POUR LE DÉVELOPPEMENT EN AFRIQUE DE L'OUEST

Fatoumata Sow et Awa Adjibade, Sénégal et Côte-d'Ivoire

Longtemps négligée, la communication est aujourd'hui considérée un élément essentiel des activités de développement au niveau communautaire. Depuis une dizaine d'années, diverses expériences ont été menées en Afrique de l'Ouest dans le but d'utiliser toutes les potentialités qu'offre la communication et ainsi permettre aux populations de trouver des solutions aux problèmes qu'elles vivent. Plusieurs de ces initiatives avaient pour but de susciter un dialogue communautaire autour de la gestion des ressources naturelles, comme dans le cas des projets Gestion des usages conflictuels des ressources en eau et Communication rurale et développement durable, qui sont décrits plus loin dans cette publication.



Les auteures du texte qui suit ont été associées à ces initiatives à divers titres, sans pour autant y participer directement. C'est donc en tant qu'observatrices privilégiées qu'elles tentent d'en tirer les leçons qui pourraient permettre d'améliorer les pratiques existantes en matière de communication participative pour le développement.

Près de dix ans après le début des premières expériences de communication participative dans divers pays d'Afrique de l'Ouest, on peut affirmer que, loin d'être une démarche coupée de la réalité du terrain, cette approche trouve sa source dans la vie des communautés, les interrelations entre les groupes, les connaissances et savoirs locaux, les pratiques et activités de développement, de même que dans les systèmes et outils de communication en vigueur.

Au niveau des communautés, la communication participative a permis de mieux cerner la plupart des préoccupations et des conflits liés aux ressources naturelles. Il s'agit le plus souvent de querelles causées par l'occupation d'une terre ou par des dégâts occasionnés lors de la traversée d'un champ par des troupeaux, de divergences sur l'emplacement des points d'eau ou la délimitation du terroir, ou encore de tensions causées par la déforestation résultant des feux de brousse et de la coupe abusive du bois. Les luttes de pouvoir entre autorités coutumières et autorités administratives sur la question de la propriété terrienne sont aussi monnaie courante et sources de problèmes.

Ces conflits et tensions se manifestent si fréquemment dans les villages qu'ils compromettent la cohésion de la vie communautaire et constituent un frein au développement local. L'absence de consensus sur les causes profondes et sur les mécanismes de gestion des conflits au sein des communautés et entre villages voisins de même que l'inadéquation des lois modernes sur la notion de la propriété du sol comptent parmi les éléments qui nécessitent une bonne communication pour un développement durable dans les collectivités locales. De ce fait, l'approche de communication participative pour le développement devient incontournable et fondamentale dans la recension des causes des conflits, la recherche et la mise en œuvre de solutions et la pérennisation des actions qui visent la bonne gestion des ressources naturelles.

En favorisant le dialogue et les échanges horizontaux, la communication participative pour le développement permet la participation de tous les groupes sociaux à la résolution des problèmes. Grâce à cette démarche,

chefs religieux et coutumiers, techniciens et autorités administratives, jeunes, personnes âgées, hommes et femmes arrivent à créer, sans distinction de classe sociale ou de caste, une dynamique d'échange, de partage des expériences et de partenariat. Celle-ci se fait sentir non seulement au sein des communautés mais aussi entre plusieurs communautés, voire plusieurs villages.

La valorisation du statut des femmes, qui se manifeste notamment par l'accès direct à la prise de parole en public, l'émergence de groupements de femmes et une plus grande ouverture d'esprit, aussi bien chez les femmes que chez les hommes, est aussi apparue comme un résultat important. Grâce aux connaissances et aux savoirs acquis lors de ces initiatives, des femmes qui étaient exclues des sessions de vulgarisation sont devenues des agents de vulgarisation et des formatrices (y compris de leurs propres maris). Elles prennent la parole plus facilement, jouent au théâtre et créent de nouvelles structures pour avoir accès au financement, suivre des formations et contribuer à la prévention du VIH/sida.

La valorisation des savoirs locaux est aussi apparue comme une des contributions marquantes de la communication participative pour le développement. En faisant participer les populations au diagnostic des problèmes et à la recherche de solutions, les équipes de projet leur ont permis de partager des pratiques et des savoirs ancestraux. Cela a contribué à renforcer la mobilisation sociale et la participation des populations puisque ces dernières n'étaient plus simplement là pour prendre et appliquer les avis des chercheurs et des techniciens.

Conditions pour la réussite

Pour une meilleure réussite de la communication participative, certaines conditions devaient être réunies. En outre, de par leur présence physique permanente aux côtés des populations et des partenaires participants, les animateurs ont un rôle capital à jouer dans l'approche de la communication participative, tout en servant de relais pour la coordination sur le terrain. Leur motivation et leur appropriation de la démarche sont donc des éléments importants pour l'atteinte des résultats escomptés.

Une adhésion parfaite au processus est obtenue grâce à l'adoption d'une démarche itérative comprenant des missions de suivi régulières, qui doivent être des occasions d'échanges, de clarification, de formation, de capitalisation

et d'information, etc. C'est dire que, si toutes les parties concernées par une action s'entendent dès le départ sur une solution possible et sur les modalités de son application, il n'y a pas de raison pour échouer.

Par ailleurs, une bonne compréhension commune du concept de communication participative pour le développement par tous les acteurs permet d'éviter les frustrations voire les réticences ou résistances pouvant occasionner un ralentissement dans l'exécution des activités sur le terrain. La mise à niveau des parties prenantes peut s'opérer à travers une initiation des principaux acteurs et partenaires au concept de communication participative pour le développement à travers des ateliers d'échanges et de clarification, de réunions de concertation, de suivi et d'appui sur le terrain. Un *feedback* régulier sur les résultats obtenus encourage et motive davantage les communautés participantes et contribue au rayonnement des activités.

L'application de la démarche de communication participative pour le développement à des préoccupations concrètes des populations facilite davantage une parfaite connaissance du contexte initial de réalisation des activités et la compréhension des objectifs à atteindre. Elle favorise aussi la mobilisation des communautés pour la résolution de leurs problèmes et une bonne prise en main des solutions préconisées, ce qui est essentiel pour une appropriation des activités des projets. Il reste aussi évident que l'information et la participation des autorités administratives et coutumières facilitent grandement l'atteinte des objectifs et ne devraient point être négligées.

Le recours à la communication interpersonnelle est aussi très important dans la démarche de communication participative. Ce qui suppose comme préalable le renforcement des capacités des animateurs en matière de techniques de communication interpersonnelle.

L'adoption d'un cheminement itératif dans le processus d'évaluation formative de même que l'instauration d'un mécanisme de suivi et d'appui rapproché sur le terrain permettent aux acteurs d'apporter des correctifs nécessaires en cours d'avancement, de faire les remises en cause nécessaires et ainsi de faire un saut qualitatif dans la réalisation des objectifs assignés au projet.

La mise en place d'un comité de gestion intégrant les membres de la communauté et animés par ces derniers peut être un élément de bonne gouvernance qui, non seulement facilite la bonne entente au sein du projet et renforce la confiance mutuelle mais aussi assure au processus une trans-

parente, gage de la durabilité de l'engagement et de la pleine mobilisation des membres de la communauté.

Des aptitudes, qualités et rôles des animateurs dans un processus de communication participative

Les expériences ont démontré que, pour mener à bien l'approche de communication participative aussi bien dans la gestion des ressources naturelles que dans tout autre projet de développement, l'animateur ou la personne en charge du processus doit être :

- attentionné, à l'écoute des autres ;
- disponible à tout moment pour intervenir ;
- respectueux des autres (avoir de la considération pour les partenaires) ;
- suffisamment imprégné du sujet et des problèmes à résoudre ;
- convaincant dans ses propos ;
- intègre et avoir une bonne compréhension du milieu ;
- ouvert et de contact facile ;
- motivé, confiant et solidaire dans le travail ;
- reconnu et bien apprécié par la communauté et les autorités.

L'animateur étant le pivot dans le processus de communication participative, il a pour rôle essentiel de :

- modérer les tensions (résolution des blocages d'ordre socioculturel) ;
- mettre en contact les spécialistes avec les groupes cibles ;
- développer une bonne ambiance de travail entre tous les partenaires ;
- faire le plaidoyer auprès des bailleurs et des structures partenaires de développement ;
- cerner les besoins particuliers des partenaires et sous-groupes de la population ;
- coordonner toutes les interventions ;
- négocier les ententes entre groupes, partenaires, autorités et bailleurs.
- disséminer les résultats positifs obtenus auprès de tous les partenaires concernés et des populations participantes.

Les obstacles et difficultés liés à l'application d'une approche de communication participative

En tant que processus visant le changement social et la résolution des problèmes de développement des communautés, la communication participative pour le développement est une entreprise de longue haleine. Sa mise en œuvre peut parfois faire découvrir un parcours plein d'embûches.

En outre, l'approche de communication participative peut révéler d'autres problèmes que seule la communication ne pourrait résoudre. De plus, l'approche en elle-même nécessite beaucoup plus de temps que ne le prévoit la durée des projets, ce qui tranche souvent avec les logiques du bailleur, des partenaires locaux et des populations.

Par ailleurs, les limitations en matière budgétaire influencent négativement la fréquence et la durée du suivi que requièrent de telles activités. Il faut également souligner que les pesanteurs socioculturelles ne facilitent pas les changements de mentalités et de comportements qui prennent beaucoup plus de temps. Enfin, la gestion des relations de pouvoir au sein des communautés exige beaucoup de délicatesse et de doigté.

Conclusion

L'approche préconisée par la communication participative pour le développement est efficace dans le sens où elle permet, à travers des initiatives intégrant le dialogue dans la gestion des problèmes environnementaux, d'atteindre des résultats fort importants pour les communautés, les chercheurs et les partenaires techniques. Les expériences menées au cours de la dernière décennie dans la sous-région ont notamment fourni des indications importantes sur le fait que cette méthodologie peut être appliquée à grande échelle aussi bien dans des projets de gestion des ressources naturelles que dans tout autre projet de développement. L'animateur doit toutefois veiller à ne pas susciter de faux espoirs au sein de la population. Il doit notamment éviter de se substituer aux agences de développement. Il doit aussi s'abstenir d'imposer les solutions qu'il préconise et plutôt s'efforcer de jouer un rôle de facilitateur, en travaillant à mettre sur pied les synergies nécessaires à une réelle prise en charge des actions de développement par la communauté.

Aujourd'hui, la situation du continent africain, dominée par la pauvreté et la récurrence des problèmes environnementaux, appelle des ruptures importantes au niveau des approches en ce qui concerne la participation de la communauté, la place et le rôle de la communication et de l'information comme facteurs essentiels pour le renforcement des capacités des populations, pour leur autodéveloppement.

Par ailleurs, le boom important des radios communautaires, associatives, rurales et l'introduction progressive des technologies de l'information et de la communication constituent à n'en pas douter des facteurs importants à prendre en compte et à insérer dans une réflexion stratégique, en vue de renforcer et d'élargir la communication participative pour le développement.

LA COMMUNICATION STRATÉGIQUE DANS LE DOMAINE DES PÊCHES ET DE LA FORESTERIE COMMUNAUTAIRES : LE CAS DU CAMBODGE

Jakob S. Thompson, FAO



Face à des besoins immenses en matière de communication, un grand nombre d'initiatives de gestion des ressources naturelles entreprennent de produire du matériel et de mettre en œuvre des activités sans avoir recours à une stratégie systématique clairement définie. Lorsque le besoin d'une stratégie plus claire et plus efficace se fait sentir, la réflexion sur les défis passés et actuels peut aider à la sélection d'une méthodologie appropriée, qui réponde aux besoins des communautés.

Cette étude de cas examine les nombreuses difficultés qui peuvent surgir lorsqu'une vaste gamme d'acteurs et de communautés, dont les caractéristiques culturelles, professionnelles et géographiques semblent être un facteur davantage de division que d'unité, participent à une initiative.

La province cambodgienne de Siem Reap est située au nord du lac Tonle Sap, la plus grande étendue d'eau douce de l'Asie du Sud-Est. Chaque année, le flux de la rivière qui unit le lac Tonle Sap à la rivière Mekong est inversé, étant donné que le niveau de la Mekong devient plus élevé que celui du lac. En raison de ce phénomène, la zone couverte par le lac devient cinq fois plus grande. Pendant cette période, les zones de production qui sont submergées se transforment en zone de nidification, d'alimentation et de reproduction pour des centaines d'espèces de poissons, d'oiseaux et d'animaux. Ainsi, cette inondation saisonnière est essentielle à l'existence de ce riche écosystème, qui fournit une source d'alimentation et de revenus à la population qui vit sur le lac et autour de celui-ci, une population qui connaît une croissance rapide.

En matière de développement, la finalité de l'initiative intitulée Gestion participative des ressources naturelles dans la région de Tonle Sap, présentement dans sa troisième phase, consiste à établir un mode de gestion responsable, productif et durable des ressources forestières et halieutiques par les communautés locales, dans le but de répondre aux besoins locaux et de stimuler le développement local dans la province de Siem Reap. L'initiative vise plus précisément à développer les pêches et la foresterie communautaires, ainsi qu'à promouvoir les activités de développement qui contribuent à la gestion des ressources naturelles à l'échelon communautaire.

Cette initiative cherche surtout à faciliter la gestion productive et durable des ressources naturelles à l'échelon communautaire. Dans la zone touchée par les inondations saisonnières autour du grand lac, elle travaille avec les communautés de pêcheurs afin de protéger et de gérer des milliers d'hectares de terres forestières submergées dans le but d'en tirer des produits forestiers et halieutiques. Dans les régions montagneuses, le concept de gestion communautaire de la forêt gagne en popularité, étant donné que les communautés cherchent à protéger et à conserver les ressources de la forêt, qui disparaissent rapidement. Présentement, l'initiative accompagne les ministères gouvernementaux de la Forêt, des Pêches et de l'Environnement, qui appuient 44 organisations de foresterie communautaire dans la gestion de plus de 20 000 hectares de terres forestières et 10 organisations de pêche communautaire dans la gestion de près de 108 000 hectares de lieux de pêche.

En plus de la gestion communautaire des ressources naturelles, l'initiative a ciblé et entrepris un certain nombre d'activités secondaires. En outre, la mise sur pied d'une pépinière, la distribution de semences aux

villages et aux agriculteurs, ainsi que l'aquaculture ont été mis en place en tant que moyens de subsistance de rechange, afin de réduire la dépendance des populations à l'égard des ressources naturelles. L'accès au financement rural et la formation de groupes d'épargne stimule le développement local, tandis que l'éducation relative à l'environnement pour les enfants et les adultes est devenue une question prioritaire, en vue d'accroître la conscience environnementale des gestionnaires des ressources naturelles actuels et futurs à Siem Reap. Un système d'information globale fournit également un appui aux activités, sous forme de cartes et de cartographie.

Le défi en matière de communication

Les processus de pêche et de foresterie communautaires sont des approches participatives, qui se déroulent étape par étape et qui débutent par une vaste gamme d'évaluations. Les premières étapes visent à établir un comité de gestion par la tenue d'élections dans les villages et les communautés, à préparer et rédiger des règlements et statuts, soumis à l'approbation des participants, à délimiter les territoires de pêche et de foresterie communautaire de même qu'à appuyer l'élaboration, l'approbation et la mise en œuvre d'un plan de gestion concernant l'utilisation et la protection des ressources naturelles par la communauté pour les années à venir. La communication ouverte et efficace, au sens large du thème, constitue un aspect clé pour le succès de ce processus de pêche ou de foresterie communautaire : la communication entre le personnel du projet et les divers intervenants, entre les intervenants eux-mêmes et entre les membres du personnel. La communication joue aussi un rôle important dans les efforts pour influencer et renforcer le cadre extérieur de la gestion communautaire des ressources naturelles, ainsi que pour obtenir la reconnaissance et l'appui des autorités, des décideurs et autres acteurs clés.

Comme c'est le cas dans la plupart des pays, il n'existe pas de tradition solide de coopération interdépartementale au sein des structures gouvernementales cambodgiennes. L'approche multidisciplinaire adoptée par l'initiative dépend toutefois de l'existence d'un climat de coopération et d'échange entre les Départements des forêts et des pêches, ainsi qu'avec le ministère de l'Environnement. Toutefois, les structures de pouvoir existantes au sein de la société cambodgienne sont complexes. Dans certains cas, le manque de transparence et de mécanismes de contrôle fait en sorte qu'il est difficile qu'une communication ouverte et non ambiguë puisse avoir lieu.

Diversité de la communication

Pour diverses raisons, les communautés qui participent à la gestion des ressources naturelles au Cambodge représentent une vaste gamme de défis en matière de communication. D'un côté, l'initiative cherche à appuyer le développement de la foresterie communautaire dans des sites qui comptent un seul village ou un petit nombre d'entre eux, qui sont situés le long d'une petite route ou dans une zone géographique restreinte. Les participants semblent avoir un sentiment d'appartenance à leur communauté, sont d'origine ethnique similaire et pratiquent la même religion. Dans une grande mesure, les populations de ces communautés ont les mêmes priorités en ce qui concerne l'utilisation et la protection des ressources forestières. Dans ce contexte, un agent de communication ou de vulgarisation peut accomplir de grandes choses en organisant une réunion villageoise avec l'aide d'un chef de village, ou en affichant de l'information sur le tableau d'affichage du village. Le succès d'une réunion ou d'une campagne d'information dans un tel contexte dépend de la qualité de sa planification et de sa mise en œuvre, plutôt que de facteurs tels que la logistique, les structures communautaires ou l'existence d'intérêts divergents.

À l'autre extrême, on trouve sur le lac des sites de pêche communautaire qui englobent de multiples villages de taille et de structure différentes. Leurs habitants appartiennent à des groupes ethniques différents, parlent une grande variété de langues et pratiquent des religions différentes. On y compte une vaste gamme d'utilisateurs des ressources, qui vont des pêcheurs, dont les revenus et les moyens de subsistance dépendent entièrement de la pêche, jusqu'aux cultivateurs de riz, qui considèrent que les terres agricoles défrichées valent mieux que les forêts submergées. De plus, il existe tout un ensemble d'individus qui influencent les priorités des pêcheurs : des acheteurs de poisson et des créanciers, qui ont eux aussi un intérêt dans leurs prises ; des responsables du gouvernement, qui influencent la façon dont ils pêchent par l'exercice de leur pouvoir ; des contrevenants, qui surexploitent les ressources sans assumer de responsabilité à long terme et utilisent souvent des méthodes de pêche destructrices pour l'environnement ; enfin, des agriculteurs et des pêcheurs migrants originaires de l'extérieur de la communauté, qui s'établissent aux environs du lac au cours de la meilleure saison de pêche. De plus, le tourisme est en voie de devenir une source de revenus de plus en plus importante pour certaines communautés de pêcheurs aux environs de Siem Reap.

En plus de la complexité des aspects humains que présentent les communautés de pêcheurs, les caractéristiques physiques de ces communautés constituent également un défi pour le facilitateur de communication. Les villages flottants de pêcheurs se déplacent constamment. Les gens déplacent leur maison environ 15 fois par année, afin de s'ajuster aux variations du niveau du lac. Après la saison des pluies, la plupart des maisons sont amarrées le long d'une route, où le marché matinal se trouve sur le seuil de leur porte et où la ville principale de Siem Reap ou un autre marché principal est facile d'accès. Plus tard, pendant la saison sèche, alors que le niveau du lac se trouve sept ou huit mètres plus bas, les mêmes maisons se trouvent maintenant plusieurs kilomètres plus loin, sur le lac. À cette période de l'année, un voyage à la ville implique un déplacement en bateau et un long et pénible déplacement en mobylette à travers la zone submergée, simplement pour vous emmener là où votre maison était située quelques mois plus tôt. Lorsqu'on pénètre à pied dans la forêt submergée à cette époque de l'année, il faut aussi être attentif afin de repérer les panneaux d'information portant sur les pêches communautaires qui avaient été placés sur la cime des arbres pendant la saison des pluies. Dans ce contexte, la communication efficace se heurte à plusieurs obstacles, de sorte que les habiletés et les bonnes intentions de l'agent de communication ou de vulgarisation ne sont pas suffisantes pour informer les gens de la communauté et susciter leur participation. Le processus de communication doit donc s'appuyer sur une gamme d'outils de communication beaucoup plus vaste. Il faut par ailleurs s'appuyer davantage sur les capacités locales afin d'atteindre son auditoire ou de susciter la participation à grande échelle.

L'approche de communication

Des études préliminaires et des expériences antérieures indiquent que, sans égard aux initiatives en cours, les gens se fient à la communication interpersonnelle directe pour répondre à leurs besoins en matière d'information, en ce sens que les gens se parlent les uns les autres pour transmettre de l'information. Ils voient la radio et les réunions comme les meilleurs moyens de communiquer à l'intérieur de leurs communautés mais, jusqu'à maintenant, les médias de masse ont été utilisés surtout à des fins de divertissement et, dans certains cas, pour diffuser des nouvelles. Le potentiel des documents écrits et des journaux est limité en raison du taux élevé d'analphabétisme. Les affiches illustrées pourraient être utiles, mais le manque de

structures permanentes et les rudes conditions climatiques posent un défi en ce qui concerne le moment où elles seraient produites et affichées. Par le passé, le projet a eu recours à des dépliants illustrés en tant que moyen de communication, mais, là encore, l'information qui peut être transmise sous forme d'illustrations est limitée. Or, quand on y ajoute du texte, sa compréhension est généralement très limitée.

Jusqu'à maintenant, l'initiative a eu recours à diverses approches et divers outils pour communiquer en direction des communautés et des groupes d'intervenants, ainsi qu'à partir et à l'intérieur de ceux-ci, dans le but de sensibiliser, d'informer, d'éduquer et de susciter la participation. Ces outils ont été élaborés principalement par le projet. À ce stade-ci, la participation a été surtout un résultat des activités de communication plutôt qu'un outil permettant de bâtir la communication elle-même. Toutefois, des tentatives ont été faites pour que les communautés participent à l'élaboration des outils de communication, mais jusqu'ici leur participation s'est limitée à des consultations sur le contenu et la forme d'outils précis plutôt que de porter sur l'élaboration d'une stratégie complète, à l'aide de la méthode active de recherche participative en communication, par exemple.

Réunions, ateliers, etc.

Dans cette initiative, les réunions constituent l'outil de communication principal. À l'échelon communautaire, les comités de gestion, avec l'aide des facilitateurs, invitent les gens à participer aux réunions, où divers aspects des processus de pêche et de foresterie communautaires sont présentés et discutés. L'élaboration de règles, de règlements et de plans de gestion est tributaire de la participation des membres de la communauté et autres parties prenantes. Pour sa part, la tenue d'élections justes dépend évidemment de la participation de tous les groupes. Par ailleurs, il arrive que certaines questions, d'une importance telle qu'elles nécessitent des discussions en séance plénière, surgissent indépendamment des processus de pêche et de foresterie communautaires. Des réunions sont alors convoquées afin d'informer les gens et de recueillir leurs points de vue. Le projet facilite également les processus de communication horizontaux entre les communautés en vertu de ce qu'il est convenu d'appeler des réunions du réseau des communautés forestières et de pêcheurs, auxquelles sont invités les représentants des communautés engagées dans la gestion communautaire des ressources naturelles. Ces réunions donnent aux communautés l'occasion

de communiquer entre elles et de communiquer directement avec les représentants des autorités provinciales et ceux du gouvernement central. Les réunions mensuelles de planification à l'échelon du district sont elles aussi un canal de communication important. Au début, le chef d'équipe du projet participait à ces rencontres, mais au cours des dernières années cette responsabilité a été dévolue au personnel de terrain. L'objectif principal de ces réunions est d'informer les représentants des communautés en ce qui concerne la gestion communautaire des ressources naturelles et de gagner la reconnaissance des parties prenantes. Il arrive fréquemment que des demandes pour que la foresterie communautaire soit élargie à de nouvelles zones soient présentées par des communautés lors de ces réunions.

Vulgarisation et éducation environnementale pour les adultes

Les évaluations indiquent que les réunions qui se tiennent sur le lac sont trop longues et qu'elles sont trop difficiles d'accès pour les travailleurs. Afin de sensibiliser aux questions environnementales un plus large public que celui qui participe habituellement aux réunions, les éducateurs vont de village en village avec un programme d'éducation environnementale qui est mis en œuvre à un moment où les pêcheurs peuvent y participer (ce moment varie en fonction de la saison et du type d'équipement utilisé). Une vidéo portant sur l'histoire et l'état actuel des ressources naturelles dans leur communauté est utilisée comme élément déclencheur pour un exercice d'arbre à problème qui mène éventuellement à une discussion sur les solutions possibles aux problèmes auxquels ils font face. L'éducation environnementale se fonde sur des approches divertissantes et grandement interactives ainsi que sur des discussions en petits groupes, tout en laissant beaucoup de place à l'humour et à la souplesse.

En plus des pratiques de pêche dommageables à l'environnement, l'empiètement sur les forêts à des fins d'agriculture et l'utilisation de pesticides à grande échelle, qui affectera vraisemblablement la productivité halieutique du lac à long terme, sont eux aussi sources de préoccupations en ce qui concerne l'environnement. Les pesticides influenceront vraisemblablement l'innocuité de la consommation de poisson provenant du lac. Par conséquent, le projet a recours à une approche de formation sur le terrain auprès des agriculteurs saisonniers qui pratiquent l'agriculture à grande échelle dans la zone submergée. Les résultats d'une évaluation indiquent que ces initiatives ont conduit à une plus grande conscience de la situation, à l'amé-

lioration des pratiques agricoles et à une réduction de l'utilisation des pesticides.

Il y a aussi le cas des migrants qui entrent chaque année dans les zones de pêche communautaires pour y pêcher. Les organisations de pêche communautaire sont appuyées dans leurs efforts pour communiquer avec ces personnes. Habituellement, ces personnes sont des agriculteurs qui passent la saison sèche dans des abris temporaires aux environs des chenaux et des étangs dans les zones de pêche communautaires. Ils pêchent et transforment le poisson pendant quelques mois avant de retourner célébrer le Nouvel An khmer et relancer leurs activités agricoles lorsque les pluies reprennent. Cela est considéré comme une pratique traditionnelle qui pourrait être difficile à modifier. Par conséquent, il existe un besoin d'information en ce qui concerne les règles qui s'appliquent dans la communauté, les frais de pêche, les raisons écologiques fondamentales pour lesquelles certains types d'équipement sont proscrits, ainsi que toute pratique de gestion existante au sein de la communauté à laquelle ils pourraient être appelés à participer, afin de contribuer à la gestion durable des ressources naturelles. Pour y parvenir, les membres de la communauté et les facilitateurs du projet voyagent par bateau et à pied dans la zone submergée, afin de contacter les gens et de les informer en cours de route.

L'éducation environnementale destinée aux enfants

La coopération avec le ministère de l'Environnement provincial a porté surtout sur un programme d'éducation environnementale à grande échelle. Dans ses grandes lignes, le programme comprend l'utilisation d'un centre d'éducation environnementale flottant appelé le Gecko, ainsi que l'élaboration et la production, de concert avec trois ONG partenaires, d'un manuel d'éducation environnementale destiné aux enseignants du primaire.

Le centre Gecko est situé dans la communauté flottante la plus proche de la ville principale de Siem Reap. Deux fois par semaine, le Gecko et son personnel tiennent une journée d'activités d'éducation environnementale s'adressant aux écoliers de la région, afin d'éveiller leur conscience environnementale et d'accroître leurs connaissances en ce qui concerne plus particulièrement l'écosystème du lac. Le centre Gecko sert également de point d'entrée pour certains des bateaux de touristes qui emmènent les gens en excursion afin d'admirer l'environnement naturel et culturel du lac. En plus de contribuer à la sensibilisation au lac en général, cela fournit

au Gecko une occasion de couvrir certains de ses coûts de fonctionnement grâce aux contributions volontaires des touristes ou d'autres visiteurs.

Le programme d'éducation environnementale comprend également la conception, la production et l'utilisation d'un manuel d'éducation environnementale en langue khmère. En collaboration avec trois autres ONG, un manuel destiné aux professeurs a été élaboré. Mille exemplaires de ce manuel ont été distribués en vue de leur utilisation dans les écoles primaires. Quelque cent professeurs ont déjà reçu une formation portant sur les principes de l'éducation environnementale et sur la façon d'utiliser le manuel. Ils utilisent présentement le livre pour leur travail. Des moines sont présentement en voie d'être formés pour qu'ils puissent réaliser des activités d'éducation environnementale dans les pagodes pour les enfants qui ne fréquentent pas l'école. Ce livre sera mis à jour et fera l'objet d'un nouveau tirage en fonction des résultats obtenus lors de cette première phase, afin d'accroître la place accordée aux méthodes et aux contenus relatifs à l'éducation environnementale dans le système scolaire cambodgien.

L'appui à la sensibilisation

Des affiches abordant un contenu général ou propre au site ou à la thématique abordée sont élaborées ou utilisées par le projet. Pour leur part, les organisations de pêche et de foresterie communautaire ont aussi bénéficié de l'appui financier du projet pour construire des panneaux d'affichage, afin d'y diffuser de l'information et de contribuer à la sensibilisation environnementale en général, etc. Les affiches et les tableaux d'affichage sont placés dans des lieux centraux des communautés, ou à des endroits où se rendent les pêcheurs, par exemple où vient s'échouer le poisson ou à l'entrée des pagodes.

Étant donné qu'elle est située près d'Angkor Wat, Siem Reap est une destination touristique de premier plan. On a donc jugé approprié de contribuer à la sensibilisation du grand public en diffusant de l'information sur les caractéristiques uniques de l'écosystème du lac Tonle Sap et sur la gestion communautaire des ressources naturelles. En plus d'avoir accès au centre Gecko, les visiteurs peuvent se procurer des affiches, des livres, des cartes postales et des friandises de sucre de palme produites localement. Tous ces produits sont exposés ou peuvent être achetés à l'aéroport, de même que dans un grand nombre d'hôtels et de restaurants de la ville. Dans les locaux du ministère de l'Agriculture, on trouve un centre de documentation qui

comprend de la documentation sur le projet ainsi que d'autres livres, vidéos et ressources pédagogiques de grande utilité. Ce centre est utilisé par le personnel du projet pour la recherche d'information, mais des étudiants, ONG et autres utilisateurs y ont aussi recours fréquemment. Un grand livre abondamment illustré, qui comprend des contributions écrites de spécialistes locaux et internationaux de la culture et de la nature du lac, constitue la plus récente contribution à la sensibilisation d'un public international sur l'importance du lac Tonle Sap.

Faire connaître les activités de gestion

Un autre défi pour les organisations de pêche et de foresterie communautaires est de faire connaître à tous l'existence de la gestion communautaire des ressources naturelles, d'accroître l'acceptation de ces activités et de faire valoir les droits et responsabilités des membres potentiels qui découlent de ces activités. Cela se réalise par l'inscription des membres et le paiement de droits d'inscription, à un coût minime. Puisque les gens ne donnent généralement pas d'argent pour quelque chose qu'ils ne connaissent pas, ils commencent ainsi à poser des questions sur la pêche et la foresterie communautaires.

D'autres activités pratiques de gestion, telles que la mise sur pied de refuges, se sont également révélées utiles pour susciter la participation des gens et obtenir leur assentiment en ce qui concerne le rôle de la pêche communautaire. De vastes zones clôturées sont construites pour abriter un banc d'alevins tout au long de la période de pêche la plus intense. Le poisson peut ainsi migrer vers la forêt pendant la saison où cette dernière est submergée, afin de s'y reproduire. Des drapeaux de couleur et des pancartes explicatives placés à chaque extrémité indiquent où les refuges sont situés. Ainsi, personne ne passe à côté de l'un d'entre eux sans demander de quoi il s'agit. En foresterie communautaire, les bandes où la forêt et la végétation ont été coupées afin d'éviter que le feu ne se propage ont à peu près le même effet, tout comme les activités d'éclaircissement et l'existence de parcelles expérimentales dûment désignées.

Pourquoi adopter une approche stratégique en matière de communication ?

Tel que décrit ci-dessus, une vaste gamme d'outils et de méthodologies est utilisée afin d'informer et d'éduquer les populations, de même que pour promouvoir leur participation. Toutefois, jusqu'à maintenant, aucune stratégie n'a été clairement définie et les activités de communication n'ont pas été réalisées en fonction d'un plan d'ensemble. L'approche a plutôt constitué à utiliser les outils qui sont disponibles et appropriés pour répondre à des besoins ponctuels, au fur et à mesure qu'ils se sont présentés. En outre, les besoins croissants du projet en matière de communication ont donné lieu à la mise sur pied d'une unité de formation, de vulgarisation et de formation qui est censée traiter les questions relatives à la communication de façon plus systématique, conformément aux principes de la communication pour le développement. Il s'agit d'une réponse à l'élargissement possible des activités du projet à d'autres provinces du Cambodge. Rétroactivement, on pourrait faire valoir que le projet bénéficierait fort probablement de l'adoption d'une approche plus systématique en matière de communication, et ce, pour diverses raisons.

Pour en améliorer l'efficacité

Au fil des ans, il est apparu clairement que le matériel de communication produit et interprété sans la participation des gens a très peu de retombées. Par conséquent, des membres des communautés sont invités à collaborer à la conception d'affiches portant sur la pêche communautaire propres à chaque site, par exemple. Les comités de gestion dans les communautés et les facilitateurs sur le terrain semblent avoir de grandes attentes en ce qui concerne l'efficacité de ce type de matériel. Toutefois, l'utilisation d'outils de communication isolés, sans que ceux-ci ne fassent partie d'une stratégie de communication bien planifiée, à une échelle appropriée, semble l'éloigner de son objectif. D'abord, les besoins immenses qu'éprouvent les communautés en matière de diffusion d'information ne peuvent pas être couverts par un seul outil comme une affiche, sans en réduire sérieusement la qualité et l'efficacité, même après qu'un exercice de définition des définitions des priorités eut été réalisé avec les communautés, afin de réduire la quantité d'information entassée sur l'affiche. Deuxièmement, le fait d'avoir recours de façon isolée à un seul outil d'information, tel qu'une affiche, est en quelque sorte utilisé par les comités comme une forme de

substitution de la responsabilité d'informer les gens par celle d'être informés, étant donné qu'en principe l'information est désormais disponible dans les communautés. Ainsi, le comité de gestion semble croire qu'une affiche le libère de sa responsabilité de discuter avec les gens et d'explorer d'autres moyens de communication complémentaires, afin de s'assurer que tous soient au courant et que chacun ait l'occasion d'exprimer son point de vue.

Afin de faire un meilleur usage des aspects multidisciplinaires

L'initiative déploie des efforts importants pour appliquer une approche multidisciplinaire permettant de répondre à des questions complexes de la vraie vie. Le projet travaille cependant au sein de ministères gouvernementaux et l'application de solutions intersectorielles dans un système sectoriel constitue l'un des principaux accomplissements du projet. Toutefois, une stratégie de communication globale pourrait probablement permettre au projet de bénéficier encore davantage de l'approche multidisciplinaire, en appréciant les forces et les faiblesses des secteurs, comme point de départ à l'échange d'expertise et d'outils de communication entre les secteurs.

Pour renforcer l'identité du projet et de la communauté

Le nombre d'initiatives de développement de tout type qui sont mises sur pied dans la région du lac Tonle Sap ne cesse d'augmenter. Cette situation donne lieu à une multiplicité d'acteurs aux objectifs et aux méthodes qui complètent, chevauchent ou contredisent celles qui sont utilisées pour la présente initiative. Dans ce contexte, il serait utile d'inclure dans la stratégie de communication des éléments qui expliquent clairement en quoi consiste la gestion communautaire des ressources naturelles. À l'avenir, les communautés auront probablement à faire preuve de discernement, afin de déterminer ce qui vaut la peine qu'on y investisse du temps et des efforts. Autrement, les gens risquent de perdre beaucoup trop de temps à répondre aux demandes des chercheurs, des ONG et d'autres acteurs, avec des retombées limitées pour le développement de leurs communautés ou même des agendas qui ne bénéficient pas du tout aux communautés.

Pour permettre de tirer des leçons

Selon nos impressions et les évaluations que nous avons menées de notre propre chef, le travail de sensibilisation, d'information, d'éducation et de communication auprès des communautés a clairement eu une influence sur ces dernières. La plupart des gens connaissent l'existence de la pêche et de la foresterie communautaires, de même que leur finalité. Les gens sont également disposés à s'engager dans la gestion des ressources naturelles et de l'environnement, puisque, de façon générale, ils comprennent l'importance du capital de ressources et les retombées sur ce dernier. Il est cependant difficile d'attribuer ces succès à une partie de l'approche en particulier, ou même de définir si l'amélioration notée résulte de cette initiative ou d'autres facteurs, étant donné que l'absence d'une stratégie globale signifie également qu'il n'y a pas de système de suivi et d'évaluation de la communication. Évidemment, cela rend aussi plus difficile l'élaboration de lignes directrices et de recommandations pour l'avenir qui soient fondées sur l'approche de communication utilisée pour cette initiative. Il est également difficile pour d'autres intervenants d'apprendre de cette initiative.

Cette initiative travaille étroitement avec des partenaires et au sein de structures gouvernementales pour faire valoir l'importance de la gestion communautaire des ressources naturelles. Elle contribue aussi à la formulation de politiques relatives à la gestion communautaire des ressources naturelles. Une partie de ce travail est perceptible dans les discours et dans les contributions et commentaires écrits, mais une grande partie est aussi réalisée l'entremise de canaux et de médias moins visibles. Cet aspect de l'influence de l'initiative pourrait s'être trouvé renforcé par le fait que l'approche de communication utilisée pour cette initiative a jusqu'à maintenant été quelque peu aléatoire, malgré sa souplesse. Encore une fois, la documentation, la recension des leçons apprises et la reproductibilité de cet aspect du projet seront difficiles à assurer étant donné que leur succès est en grande partie attribuable à l'engagement et aux compétences des individus. Ainsi, il pourrait s'avérer difficile de faire des recommandations d'ordre général ou de proposer des méthodologies particulières.

L'envergure de la communication participative pour le développement

À ce jour, il existe une grande demande à Siem Reap pour que le projet soit élargi et pour que de nouvelles terres soient allouées aux communautés afin qu'elles en assument la gestion. Le cadre de développement a jusqu'à maintenant été défini en grande partie par des facteurs extérieurs à la communauté, comme l'existence de demandes officielles pour la gestion communautaire des ressources naturelles. En vue de la poursuite et de l'élargissement des activités de gestion communautaire des ressources naturelles, même au-delà de la durée du projet, il faudra se pencher sur la diversification des activités de gestion communautaire des ressources naturelles afin qu'un plus grand nombre de personnes puissent y prendre part dans les communautés. Le renforcement de la gestion communautaire des ressources naturelles et l'adhésion d'un plus grand nombre de personnes dépendra donc de plus en plus de la participation des gens qui en bénéficient et qui y participent. Autrement dit, il importe de permettre aux gens d'interagir, d'apprendre en collaboration et d'influencer la prise de décision, de sorte que la gestion communautaire des ressources naturelles réponde à leurs besoins. Les approches de communication participative pour le développement peuvent permettre de définir les interventions communautaires et les options de gestion les plus appropriées pour que chaque communauté puisse assurer les idéaux fondamentaux de la gestion communautaire des ressources naturelles, qui sont la participation, l'équité et la pérennité. De plus, la nature parfois complexe des communautés exigera fort probablement des efforts de communication soutenus, afin que les intentions de toute intervention deviennent réalité. Autrement dit, la communication participative pour le développement est appelée à jouer un rôle important, en tant qu'outil et en tant que résultat, sous forme de systèmes permettant une communication constante en vue du développement futur de la gestion communautaire des ressources à Siem Reap.

Toutefois, pour que cela soit possible, certaines conditions préalables doivent être en place :

- Parmi les facilitateurs les plus expérimentés en matière de gestion communautaire des ressources naturelles, il faut appuyer ceux qui ont une bonne compréhension des processus participatifs et du rôle de la communication dans leur travail auprès des communautés.

À tous les niveaux, l'appui à l'égard du droit des communautés à assumer la direction de la gestion, ainsi que la définition et la mise en œuvre des activités qui en découlent, doit être inconditionnel.

LA COMMUNICATION PARTICIPATIVE POUR LE DÉVELOPPEMENT : PAVER LA VOIE À LA CRÉATION D'UN ESPACE LOCAL DE GESTION DE LA FORÊT

Cleofe S. Torres, Philippines

Après plusieurs décennies de dépossession et d'érosion graduelle de leur pouvoir, les populations locales et les organisations qui les représentent ne peuvent que se réjouir lorsque des changements dans les politiques gouvernementales font en sorte qu'il est désormais possible d'amorcer un processus de restitution. Cependant, pour être en mesure d'assumer pleinement la responsabilité de l'environnement dans lequel elles vivent, les communautés se doivent d'acquérir de nouvelles compétences et de nouvelles capacités, tout en rehaussant leur capital social. Sans pour autant



constituer une panacée, la communication participative pour le développement peut grandement aider les communautés à relever les défis posés par l'autodétermination et leur nouveau rôle de décideurs.

L'Association Bayagong pour le développement communautaire est une organisation qui rassemble les habitants des régions montagneuses de la région d'Aritao, Nueva Vizcaya, aux Philippines. Ses membres ont dû quitter leur lieu d'origine contre leur volonté lorsque le gouvernement a érigé un barrage qui a submergé les terres ancestrales de la population. Plutôt que d'accepter l'offre du gouvernement d'aller s'installer dans un lieu qui n'avait rien à voir avec sa culture, la population a préféré émigrer vers des terres forestières avoisinantes. Cette expérience l'a poussée à s'engager dans un certain type de communication participative pour le développement, étant donné la nécessité de discuter collectivement de la situation et de la façon d'aller de l'avant.

Taxés de squatters par le gouvernement et accusés d'empiéter sur des terres qui ne leur appartenaient pas, ces gens se sont battus pendant près de 28 ans pour conserver les terres qu'ils occupaient *de facto* depuis leur migration en 1960. À maintes reprises, ils ont dû résister et faire face aux tentatives des autorités et des agents gouvernementaux pour les convaincre de quitter ces terres, de même qu'à des menaces de la part de spéculateurs extérieurs à la région. Or, voyant que leur voix ne semblait pas être entendue, ils se sont tournés vers les protestations de rue et le plaidoyer, des stratégies surgies de leurs fréquentes discussions et de leur analyse de la situation.

Un vent de changement a commencé à souffler en faveur de l'association lorsque la politique du gouvernement en matière de gestion des ressources naturelles a adopté la gestion communautaire des forêts en tant que stratégie nationale pour le développement durable des terres forestières. L'association a alors présenté sa candidature pour gérer les terres forestières occupées par ses membres et a obtenu la responsabilité de la gestion communautaire de la forêt, sous forme d'une convention signée avec le gouvernement. Du coup, la signature de cette convention a légitimé les réclamations de l'association sur lesdites terres de façon officielle. Un titre de propriété lui a donc été accordé pour 25 ans, renouvelable pour 25 autres années.

Malgré le fait que l'intention sociale et politique de cette stratégie de restitution ait été grandement appréciée à l'époque, des questions ont rapidement fait surface en ce qui concerne la capacité de la communauté d'assumer les tâches et les fonctions qui lui étaient dévolues, de même que sa

capacité d'absorption. Dans ce cas-ci, le terme dévolution décrit « le processus par lequel la localisation du pouvoir et du contrôle se déplace de l'État vers les communautés locales ». Dans le contexte de la gestion communautaire des forêts et en tant que partie intégrante de leurs nouvelles responsabilités, les membres de l'association ont donc entrepris un processus de planification participative. Dans ce cas-ci, la communication participative pour le développement a pris la forme d'une méthode de préparation sociale par laquelle les gens ont été outillés en ce qui concerne les connaissances et les capacités nécessaires à l'exercice de leur rôle de gestionnaires de la forêt. Par des exercices visant à cartographier la communauté, à inventorier les ressources et à classer les problèmes par ordre de priorité, ils ont appris à élaborer leur propre plan.

Parmi les autres méthodes actives de recherche participative sensibles aux questions de genre qui ont été utilisées pour l'analyse de la situation, on compte l'élaboration du profil des ressources des communautés, la description détaillée des activités du ménage et des processus de prise de décision en fonction du genre, la recension et l'analyse des parties prenantes, la cartographie politico-écologique, l'analyse historico-structurale, l'analyse institutionnelle, l'analyse participative des problèmes et des options ainsi que la planification des actions en matière de gestion des ressources naturelles. Dans toutes ces méthodes, la communication participative pour le développement a été au cœur de l'apprentissage et de la planification.

Outre cet éventail de méthodes de communication participative pour le développement, d'autres outils tels que les diagrammes de Venne, les cartes, les tableaux d'affichage communautaires et les affiches ont aussi été utilisés, tout comme des documents écrits portant sur les modes d'organisation et les politiques sur lesquelles les membres de l'association s'étaient entendus dans le but de gérer leurs ressources.

Cet exercice a ouvert la voie à une meilleure compréhension, de la part des membres des communautés, de la qualité de leurs ressources, de leur intégrité culturelle, de leur capital social, de leur capacité politique, ainsi que de leurs faiblesses et vulnérabilités, une compréhension qu'ils n'auraient peut-être pas acquise s'ils ne s'étaient pas engagés dans un processus de communication participative pour le développement. Ils ont également été en mesure de cerner les menaces internes et externes à la gestion de leurs ressources ainsi que les façons d'y faire face.

Dans une grande mesure, l'expérience participative leur a permis d'appliquer leur plan avec une confiance et un sens de direction accrus. Alors

que, précédemment, la communauté était demeurée emmurée dans une culture du silence et d'asservissement, les connaissances acquises lors de réunions communautaires et de discussions portant sur leurs droits et leurs responsabilités leur ont permis de devenir plus ouverts et de prendre de l'assurance. Ainsi, lorsqu'ils ont entrepris des efforts de mobilisation sociale parmi leurs membres et leurs alliés, ils étaient déjà mieux outillés en matière d'organisation communautaire et de politiques gouvernementales. Ils étaient également plus au fait de leurs capacités internes, de leurs possibilités externes et des contraintes existantes sur le terrain.

La communication participative pour le développement a ouvert la voie pour que l'association établisse des liens avec d'autres institutions gouvernementales et non gouvernementales. Les membres savaient qu'ils ne seraient pas en mesure de réunir toutes les ressources nécessaires à la bonne gestion de leurs ressources forestières. Ils ont fini par se rendre compte qu'ils avaient également besoin d'aide extérieure, notamment en matière d'amélioration de leurs moyens de subsistance, de construction de routes dans les barangays¹, d'accès au marché et au crédit, de construction d'écoles, de centres de santé et d'autres services sociaux. Le partenariat est devenu une autre nécessité pressante, à laquelle ils ont pu commencer à répondre en ayant recours à la communication participative pour le développement.

Au fur et à mesure qu'ils en apprenaient davantage sur eux-mêmes et sur leurs ressources grâce aux diverses méthodes actives de recherche participative rurale utilisées pour cette étude, ils ont pu concevoir des plans et définir des façons de faire plus rationnelles pour gérer leur forêt communautaire. Auparavant, ils laissaient ces questions entre les mains de leurs représentants ou de quiconque était considéré comme ayant de l'influence dans leur groupe. De la même façon, ils ont eux-mêmes défini les tenants et aboutissants du processus qui les a amenés à modifier leurs points de vue et leurs opinions. Ils ont également répondu à leurs propres besoins en utilisant au premier chef les ressources disponibles localement, avant de se tourner vers des ressources extérieures pour obtenir de l'aide.

En ce qui concerne le suivi et l'évaluation, ils ont eu recours à des discussions à bâtons rompus où ils s'interrogeaient les uns les autres et réfléchissaient au travail accompli à un moment précis, au regard de leurs plans et de leurs objectifs. Leurs observations faisaient ensuite l'objet de discus-

1. Le barangay est la plus petite unité administrative aux Philippines.

sions lors de leurs réunions communautaires habituelles. Ainsi, les membres pouvaient clarifier et valider leurs observations.

L'utilisation de la communication participative pour le développement à des fins de planification participative de l'utilisation des ressources, qui a pris plusieurs formes, a servi de méthode d'apprentissage en groupe et en a à la fois constitué le contexte. À mesure qu'ils progressaient dans la compréhension de leur environnement biophysique, socioculturel, économique et politique, ils devenaient des gestionnaires plus éclairés et plus rationnels de leurs ressources forestières. Malgré le fait que la plupart d'entre eux n'avaient qu'un niveau de scolarité peu élevé et que certains n'avaient même jamais fréquenté l'école, ils avaient l'impression d'avoir beaucoup appris grâce à leurs activités de gestion communautaire des ressources naturelles, au point d'être désormais capables de définir les limites de l'espace physique et politique qu'ils avaient revendiqué. Cela s'est reflété dans le plan et dans l'ensemble des politiques qu'ils ont formulés pour l'utilisation durable et la protection de leurs ressources.

Le dialogue social est devenu une activité fréquente, étant donné que les ressources forestières appartenaient à l'ensemble de la communauté. Les décisions devaient être collectives et inclusives. Même si les discussions ne se sont pas toujours déroulées sans heurts, les membres de la communauté ont progressivement appris les techniques de négociation et de recherche de consensus. Ce faisant, leur capital social, qui jusque-là allait en s'amenuisant, s'en est trouvé rehaussé. Le capital social fait référence aux relations sociales coopératives et aux processus d'action collective. Il est enchâssé dans les « normes de réciprocité, les réseaux d'engagement civique, la confiance et les obligations qui facilitent les activités coordonnées ». Étant donné qu'il s'amenuise avec le temps, le dialogue constant et la communication ouverte empêchent sa détérioration. Ainsi, l'importance du capital social dont elle disposait a permis à la communauté de protéger son système de ressources traditionnel contre les forces extérieures qui cherchaient à se l'approprier et contre la tendance centralisatrice de l'État.

Au fur et à mesure que les membres de l'association apprenaient à maîtriser l'art et la science de la gestion forestière, ils ont été constamment bombardés de défis. Le plus important d'entre eux a été la multiplicité des parties prenantes participant à la prise de décision et à la planification des actions. C'est par la communication participative pour le développement qu'ils ont été capables de respecter et de bien gérer la diversité des points de vue sur une question donnée. Le dialogue constant leur a ouvert de multi-

ples possibilités et leur a fait prendre conscience du fait qu'il peut effectivement y avoir plusieurs solutions à un même problème.

De la même façon, la communication participative pour le développement a offert un cadre pour l'intégration des femmes au sein du groupe ethnique de l'association, jusque-là dominé par des hommes. Alors qu'elles étaient au départ de simples cuisinières et serveuses lors des réunions communautaires, les femmes ont commencé à assumer des rôles plus importants tels que ceux d'agent de liaison, de secrétaire, de trésorière et même de conseillère de barangay.

Il convient de souligner que ce n'est pas la communication participative pour le développement à elle seule qui a ouvert la voie à la création d'un espace de gestion de la forêt locale parmi les membres de l'association. Il ne fait aucun doute que d'autres facteurs ont aussi joué un rôle important dans ce processus, comme l'existence d'une culture de la forêt, d'un solide capital social et de politiques appropriées, de même que l'appui d'acteurs extérieurs. On peut cependant affirmer sans crainte de se tromper que la communication participative pour le développement a joué un rôle prépondérant en permettant de tempérer l'environnement sociopolitique interne et externe de la communauté, donnant ainsi lieu à un climat favorable à la prise en charge de la gestion des ressources par cette dernière.

Réflexions

Comme n'importe quelle autre méthode de communication, la communication participative pour le développement n'est pas une panacée. Elle présente aussi certains risques, de même que certaines nuances et limites. Ses utilisateurs et praticiens doivent avoir une compréhension approfondie de ses complexités en tant qu'outil. Cela nécessite du temps et de la pratique, de même que la capacité d'apprendre de ses erreurs, afin de mieux cerner ce qu'elle peut faire et ce qu'elle ne peut pas faire. Ainsi, les participants doivent comprendre la dynamique « action-réflexion-action » qui y est inhérente.

La communication participative pour le développement, en tant que catalyseur de changement, devrait également s'accompagner d'autres éléments nécessaires au développement : l'accès au crédit ou au capital, la construction de routes, l'accès à l'eau potable, à l'assistance technique, etc. En outre, elle peut établir les liens entre les acteurs du développement au sein

de la communauté. Or, si l'information et le consensus sont des conditions nécessaires, elles ne sont pas suffisantes pour donner lieu au développement au sens large, tel que le souhaite la communauté.

De la même façon, la restitution n'est pas nécessairement synonyme d'une gestion effective de la forêt locale. Cependant, l'utilisation de la communication participative pour le développement en tant qu'un des ingrédients du processus la rend plus viable, socialement acceptable et satisfaisante en ce qui concerne l'agenda de démocratisation et d'efficience en matière de gestion des ressources naturelles. De plus, elle permet de déclencher un processus de « participation en tant qu'engagement » qui se distingue des processus habituels de participation, où le « sujet » ou acteur se retrouve souvent dans une position où il n'a aucun pouvoir. En revanche, dans le premier cas, l'acteur est un « sujet actif » et non seulement un objet ou un client. La « participation en tant qu'engagement » est une condition nécessaire à la véritable émancipation des populations et à la création d'un espace de gestion locale de la forêt. La communication participative pour le développement est la meilleure façon d'y parvenir.

Les retombées sur la communauté, en particulier en ce qui concerne la gestion de sa propre forêt, auraient été différentes si des stratégies de communication du haut vers le bas avaient été utilisées.

- IV -

**OUTILS DE COMMUNICATION ET
APPROCHE PARTICIPATIVE**

This page intentionally left blank

...ET NOTRE PETIT « À-CÔTÉ » ÉTAIT UN CROCODILE !

RADIO ADA ET LA GESTION PARTICIPATIVE DES RESSOURCES NATURELLES À OBANE

Kofi Larweh, Ghana

La radio est habituellement perçue comme le medium idéal pour atteindre les gens qui, dans les régions les plus éloignées, n'ont accès à aucune autre source d'information. Cependant, lorsqu'elle s'engage à appuyer la participation communautaire et les aspirations de développement des populations, la radio peut devenir bien davantage qu'une source d'information. Elle peut aussi être un outil puissant pour faciliter l'atteinte de consensus et la prise de décision à l'échelon local, devenant ainsi un catalyseur de changement. C'est précisément ce que Radio Ada s'est proposé lorsqu'elle a décidé d'accompagner les efforts de la population d'Obane,



dans l'est du Ghana. Après avoir vu leur environnement se dégrader pendant plus de quatre décennies, les habitants de cette communauté ont retroussé leurs manches afin de restaurer le cours d'eau qui était auparavant au cœur de leur mode de vie et ainsi de retrouver leur prospérité d'antan. Jour après jour, Radio Ada a été à leurs côtés et a fait entendre leurs préoccupations, tout en agissant comme motivateur. Entre les mains de la communauté, la radio est aussi devenue un outil de plaidoyer et de mobilisation. Les résultats sont tout simplement stupéfiants.

Plusieurs villes et villages semblent avoir oublié les raisons pour lesquelles ils se trouvent là où ils sont. Ce n'est pas le cas des gens d'Obane.

Obane est une communauté rurale de Big Ada, dans le district de Dangme-Est, à environ 100 kilomètres de la capitale du Ghana, Accra. Pour s'y rendre à partir de Radio Ada, la station de radio communautaire des gens d'expression dangme, il faut une bonne heure de marche sur une route poussiéreuse, en pleine chaleur.

Encore aujourd'hui, la population d'Obane se souvient que la voie navigable est l'une des raisons pour lesquelles leurs ancêtres ont choisi de vivre à cet endroit. Cette voie navigable, la rivière Luhue, est un tributaire du majestueux fleuve Volta. À l'époque, elle approvisionnait la communauté en poisson, fournissait l'eau nécessaire à l'irrigation et constituait une voie de transport des plus animées. L'eau était si abondante qu'Obane était alors le grenier de tout Big Ada. Les femmes étaient notamment marchandes de poisson, agricultrices, tisserandes de nattes et petites commerçantes, tandis que les hommes pêchaient, chassaient ou cultivaient la terre.

C'était il y a 40 ans.

La construction du barrage de la Volta, au début des années 1960, a eu pour effet de diminuer l'inondation des champs à Obane. Les mauvaises herbes, les arbres et les débris ont alors obstrué la voie navigable. Les terres environnantes sont devenues arides, ne laissant qu'un bosquet fétiche, de même que quelques arbres ici et là et quelques carrés de verdure au sud. Pas même la ligne ombrageuse des arbres émaciés qui tracent le méandre de la rivière Luhue à l'arrière-plan n'est assez dense pour briser la ligne d'horizon à l'ouest.

Avec le temps, Obane est devenue l'une des communautés les plus pauvres du district.

Pour cette raison, Radio Ada a toujours porté un intérêt particulier à Obane. Radio Ada est la première station de radio communautaire du Ghana.

En ondes depuis février 1998, la station diffuse 17 heures par jour exclusivement en langue dangme, la langue de ses auditeurs¹. Son personnel se compose de volontaires recrutés par la communauté et formés lors d'ateliers maison. L'identité de Radio Ada est profondément ancrée dans la culture de ses auditeurs et s'inspire de leur désir d'améliorer leur situation économique tout en maintenant des liens communautaires étroits. La station adhère activement à une philosophie de développement participatif. L'une des façons dont elle tente de mettre en œuvre cette philosophie est par des émissions de proximité. Ces émissions hebdomadaires sont enregistrées dans les diverses communautés avec les groupes socioprofessionnels qui composent l'auditoire : marchands de poissons, pêcheurs, agricultrices, agriculteurs, etc. Ces émissions sont menées par les membres de la communauté qui y participent. Ce sont eux qui en définissent le contenu et ce sont leurs voix qui y prédominent. Les émissions sont présentées comme un dialogue en continu, où les producteurs jouent simplement un rôle de facilitateurs. En tant que « voix des sans-voix » en ce qui concerne le contenu et le processus de production, l'approche holistique adoptée par la station à l'égard des efforts de développement de la communauté suscite la confiance.

Ainsi, les émissions servent à affirmer les connaissances et les expériences des membres du groupe, qui partagent ce qu'ils savent, ce qu'ils ressentent et ce en quoi ils croient. Elles alimentent la consultation et l'interaction entre eux et leurs homologues, de même qu'avec les autres auditeurs dans les autres communautés d'expression dangme. Elles servent également à approfondir la relation avec Radio Ada. Dans la mesure où les ressources le permettent, les stations font le suivi des émissions par des consultations communautaires plus larges.

C'est après qu'un certain nombre d'émissions de proximité eurent été produites de concert avec la population d'Obane que Radio Ada a lancé des consultations de ce type. Les consultations se sont tenues il y a quatre

1. La station compte environ 600 000 auditeurs, qui vivent dans un rayon de 100 kilomètres. Bien qu'il existe des variantes de la langue dangme, comme le klo, le gbugbla, le se, le ningo et l'ada, les gens sont unis par une histoire et une langue communes. La station tire son nom de l'endroit où elle est située, en lien avec la langue. En effet, elle est établie à Tetsonya, près de la ville principale de Big Ada, à deux heures de route de la capitale, Accra. Les principales villes qui sont couvertes par la radio sont Ada Foah, Big Ada, Kasseh, Sege, Goi, Akplabanya, Otekporlu, Agogo et Asesewa. L'océan Atlantique et la rivière Volta comptent parmi les frontières du Dangmeland.

ans, lorsque la communauté s'est retrouvée devant la décision d'émigrer ou de revitaliser la voie navigable.

Dans ces consultations, on a habituellement recours à des outils d'analyse et de réflexion participatifs tels que les matrices permettant d'ordonner les besoins et les priorités. Malgré le fait que ces outils soient intrinsèquement conviviaux, lorsqu'on demande aux communautés quelles sont leurs priorités, leur réponse ressemble souvent à ce qui suit : « Nous avons besoin d'eau et de conduites pour l'acheminer, de routes pour transporter nos produits, d'électricité, d'emplois, etc. » La litanie semble sans fin et ressemble à une liste d'épicerie.

Dans le cas d'Obane, en raison peut-être de la confiance qui caractérisait leur relation avec Radio Ada, et assurément parce qu'ils étaient à un point tournant de la vie de leurs communautés, les réponses étaient plus détaillées, mieux réfléchies et plus structurées. Dans tous les cas, les répondants avaient une histoire à raconter qui faisait le lien entre le présent et le passé.

Les pêcheurs déploraient le fait qu'ils soient devenus des éleveurs de chèvres et de moutons ; l'un d'eux possède même un enclos pour le bétail. Ils se disaient préoccupés par le fait que le savoir-faire en matière de pêche qu'ils avaient acquis auprès de leurs parents et de leurs amis n'avait plus aucune valeur pour eux ni pour leurs enfants. La rivière n'existait plus pendant la majeure partie de l'année. Elle était dorénavant obstruée et, même pendant la courte saison des pluies, ne permettait qu'un accès limité au territoire. Les vastes terres marécageuses qui débordaient auparavant de crabes et de roseaux pour le tissage s'étaient asséchées.

Les femmes en avaient assez de devoir envoyer leurs enfants à l'école à Big Ada ou même plus loin, sans nourriture suffisante pour la durée de leur séjour. Alors qu'auparavant une petite hausse de la marée occasionnait une inondation naturelle des champs, ce qui permettait d'avoir accès à des produits frais même pendant la saison sèche. Malgré le fait que de nombreux produits de base ne sont pas disponibles à Obane, les femmes ont désigné « l'unité » comme étant leur principale priorité en matière de développement. Elles étaient sûres qu'en travaillant avec leurs maris et en s'unissant aux autres communautés environnantes elles pourraient raviver la vie économique de la communauté et lui rendre son statut de grenier de la région.

Au cours de la discussion en séance plénière, le chef de la division, Nene Okumo, a été invité à partager ses réflexions. Il a alors raconté comment par le passé leurs pères nettoyaient le cours d'eau à l'occasion, afin de

permettre à la flore et à la faune de se régénérer. En entendant ces paroles, les participants ont décidé de draguer la rivière Luhue en ayant recours à la main-d'œuvre de la communauté. Immédiatement, madame Adjoyo Djangma, mère de sept enfants et marchande de poisson en chômage, a entonné un joyeux chant choral traditionnel des plus mélodieux. La réponse a été contagieuse et les autres se sont aussi mis à chanter.

Certains, cependant, ont froncé les sourcils : il y avait là 40 ans de végétaux et de vase à nettoyer ! Le travail couvrait 10 kilomètres, qui présentaient divers niveaux de difficulté. Les communautés environnantes avaient leurs propres priorités. De plus, d'autres outils et d'autres considérations logistiques étaient nécessaires. Comment pourraient-ils arriver à mobiliser les ressources dont ils avaient besoin ?

« Comment la station de radio communautaire, Radio Ada, peut-elle nous aider ? » Le soulagement se lisait sur certains visages lorsque le rôle de la communication a été mentionné. « Annoncez ce que nous avons décidé de faire... annoncez le jour et l'heure des travaux... faites connaître nos besoins en ondes... faites savoir aux autres que nous édicterons des règlements pour empêcher que la rivière ne s'obstrue à nouveau. » Les idées fusaient de toutes parts.

Après avoir facilité l'atteinte d'un consensus et la prise de décision sur le terrain, Radio Ada a alimenté la communication au sein de la communauté d'Obane et l'a mise en lien avec d'autres communautés et institutions susceptibles de contribuer à ses efforts. Confiants que la station allait honorer son offre d'appui, les groupes l'ont rapidement transformée en outil de plaidoyer et de mobilisation. Ils ont annoncé les horaires de travail, au moment où cela leur convenait et sans frais ; ils ont soulevé des questions en ondes au sujet de l'environnement, du métier de chacun, de leurs vies et des progrès faits dans la mise en œuvre du projet.

C'est ainsi que les hommes et les femmes d'Obane ont nettoyé le lit de la rivière et que 60 000 plants de palétuvier rouge et blanc ont été mis en terre.

Bientôt, quatre groupes issus de communautés différentes, soit Obane, Gorm, Togbloku et Tekperkope, avaient uni leurs efforts pour draguer la rivière Luhue. D'autres groupes issus d'autres communautés se sont joints à eux en guise de solidarité et ont été remerciés en bonne et due forme sur les ondes. Parmi eux, il y avait des gens de Dogo, de Dorn gwam, d'Atortorkope, d'Aminapa, de Wasakuse et de Midie.

L'agent de conservation de la faune du district, M. Dickson Yae Agyeman, a déclaré que « les émissions de radio remontaient le moral des gens et étaient à la fois un défi. Le service de la faune leur a donné des bottes Wellington, des cordes en nylon, des coutelas, des manches à eau pour le désherbage, de même que des aliments en retour de leur travail : du kenkey², du poisson et des poivrons ».

En faisant entendre leur voix et en participant activement sur les ondes, ils ont gagné d'autres collaborateurs, d'autres alliés et d'autres appuis. Des organisations et des institutions telles que l'assemblée de district de Dangme-Est, le haut-commissariat du Canada, Green Earth et le clan Kudzragbe des aînés de Ada ont tous contribué à cette initiative.

Un prêt de 14 millions de cedis³ a été accordé au groupe des hommes afin d'accroître la production agricole, tandis que les femmes en ont obtenu un de 15 millions de cedis pour la transformation d'aliments et leur mise en marché. De plus, une latrine KVIP⁴ de douze sièges a été construite. Le financement est venu par l'intermédiaire du Projet d'aménagement des terres humides et des sites Ramsar⁵, qui est appuyé par la Banque mondiale. L'ampleur du travail accompli pendant ces quatre années aurait pu intimider un étranger, mais, connaissant l'importance de la rivière et des champs environnants dans leurs vies, les gens d'Obane ont tenu bon. Grâce à l'appui d'autres communautés et à celui du Service de la faune, de même qu'à celui de leur station de radio communautaire, Radio Ada, ils ont pu atteindre les objectifs qui leur tenaient le plus à cœur.

Jour après jour, selon les besoins, Radio Ada suivait les efforts d'Obane sur les ondes. Tout au long de ce processus, la radio a répondu aux directives des dirigeants de la communauté, qui se rendaient constamment à la

-
2. L'un des aliments de base locaux les plus appréciés, le kenkey est fait de pâte de maïs fermenté roulée en boules et bouillie dans des enveloppes de maïs séchées. On le consomme habituellement avec du poisson frais grillé sur le charbon de bois et un condiment à base de poivre rouge moulu, d'oignons et de tomates.
 3. À cette époque, un dollar américain équivalait à environ 6 500 cedis.
 4. Les Kumasi Ventilated Improved Pit-toilets (toilettes KVIP) sont une version améliorée des latrines traditionnelles.
 5. Les sites Ramsar sont des zones humides désignées comme étant d'importance internationale en vertu de critères définis par la Convention sur les zones humides adoptée en 1971 dans la ville de Ramsar, en Iran. Les parties contractantes à cette convention s'engagent à désigner au moins une zone humide qui satisfasse aux critères d'inscription sur la liste Ramsar, à veiller à ce que les caractéristiques écologiques de ces sites soient maintenues et à promouvoir l'utilisation rationnelle de toutes les zones humides de leur territoire.

station pour y présenter leurs demandes en matière d'émissions spéciales et d'annonces. Radio Ada ne les a pas seulement aidés à mobiliser l'appui concret et matériel nécessaire au travail éreintant des gens d'Obane : elle a aussi insufflé au reste de la communauté le même enthousiasme, la même persévérance et le même sentiment de but commun. En projetant constamment les efforts communautaires dans le domaine public et grâce au style léger et stimulant des émissions, même les conflits portant sur les limites territoriales, les coutumes et le rôle des dirigeants ont été évités. Personne ne pouvait se permettre de mettre son nom ou sa réputation en péril en nageant contre ce qui était en voie de devenir un courant de plus en plus fort.

Aujourd'hui, on peut voyager par bateau de Big Ada à Obane et même plus loin, en passant par Luhuese. Les habitants peuvent exercer leurs activités agricoles pendant toute l'année grâce à l'irrigation, et ils ont maintenant l'eau potable.

Une initiative semblable est en voie de se mettre en branle à Totimekiopie près d'Ada Foah, le centre administratif qui est la ville jumelle de Big Ada. La rivière Futue y sera en effet nettoyée afin d'y restaurer le transport maritime, la pêche et l'agriculture.

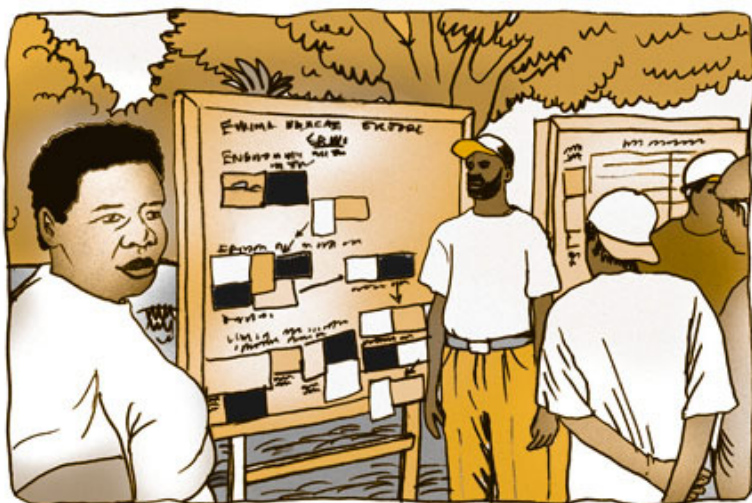
Radio Ada tire sa satisfaction de l'accomplissement de sa mission et de l'occasion qui lui est donnée de partager la joie de la communauté lorsqu'elle connaît des succès. À l'occasion, toutefois, il y a des petites récompenses plus concrètes, des petits « à-côtés », pour ainsi dire.

Par une belle journée ensoleillée, un des groupes de dragueurs, dirigé par M. Alfred Osifo-Doe (un maçon), est venu directement de l'un des sites de dragage. Ruisselants de sueur et visiblement radieux, les membres du groupe sont entrés dans les locaux de Radio Ada, tout excités en raison du cadeau qu'ils apportaient pour la radio. Une preuve du succès de notre effort commun, ont-ils lancé, tout juste repêché des eaux de plus en plus hautes de la Luhue.

Profondément touchés mais pleinement conscients de leur rôle en matière de conservation de l'environnement (ainsi que des difficultés d'ordre pratique qui pourraient se présenter), les bénévoles de Radio Ada ont fini par convaincre l'équipe de dragage de retourner le cadeau à son habitat naturel. Alors... soyez prudent la prochaine fois que vous traverserez la rivière Luhue, car il doit maintenant avoir grandi. Le bébé crocodile, évidemment !

DES OUTILS DE COMMUNICATION ENTRE LES MAINS DES AGRICULTEURS

Nora Naiboka Odoi*, Ouganda



La communication participative pour le développement vise à établir des processus de communication horizontaux bidirectionnels ou multidirectionnels. Cependant, lorsqu'il est nécessaire d'introduire de nouvelles informations, les processus de communication peuvent difficilement être horizontaux si les outils utilisés pour communiquer avec les agriculteurs demeurent entre les mains des seuls experts et professionnels. C'est ce que l'équipe de recherche du Projet national de recherche sur la banane de l'Ouganda avait en tête lorsqu'elle a mis sur pied un programme de formation d'agriculteur à agriculteur. En fait, le processus a tellement renforcé les capacités des agriculteurs et ces derniers ont démontré telle-

* Ce texte a été écrit en collaboration avec les autres membres de l'équipe de recherche : Wilberforce Tushemereirwe, Drake N. Mubiru, Dezi Ngambeki, Carol N. Nankinga, Moses Buregyeya, Enoch Lwabulanga et Esther Lwanga.

ment d'enthousiasme à l'idée de partager leurs nouvelles connaissances avec d'autres agriculteurs qu'ils ont eu tôt fait de vouloir produire leur propre matériel de communication. Après avoir rejeté du revers de la main le matériel qui avait initialement été produit pour eux, ils ont évalué leurs besoins, ont établi leurs objectifs, défini des activités, produit leur propre matériel et ont même sélectionné des indicateurs pour mesurer leur degré de succès. Autrement dit, ils ont pris le contrôle du processus de communication d'un bout à l'autre.

Le silence régnait dans les bureaux du comté, tandis que des agriculteurs de Ddwaniro observaient Nora et Moses avec appréhension. Les deux communicateurs s'affairaient autour de l'écran de télévision et du magnétoscope tandis que Fred, le chauffeur, mettait le groupe électrogène en marche. Tout en jetant des coups d'œil furtifs à l'écran de télévision, ils semblaient tous se dire la même chose en leur for intérieur : « Il ne faut surtout pas manquer notre coup avec cette vidéo. C'est notre chance de montrer aux autres agriculteurs ce que nous avons appris, après tous ces mois de formation et de pratique. »

Un bruit strident en provenance des appareils s'est ensuite fait entendre, signalant ainsi qu'ils étaient prêts à se mettre en marche. Moses a alors baissé le volume de la télévision, tandis que Nora expliquait : « Nous pouvons maintenant nous installer et regarder ce que nous avons enregistré la dernière fois. N'oubliez pas, c'est la vidéo que nous allons utiliser pour partager nos connaissances sur les techniques appropriées de gestion des bananeraies avec les autres agriculteurs. Le moment du lancement de notre programme de formation d'agriculteur à agriculteur arrive à grands pas. Nous inviterons les autres agriculteurs, les dirigeants du district, les chercheurs et tous les membres de notre communauté ainsi que des communautés voisines à venir voir les résultats de nos efforts. » Les agriculteurs souriaient à l'idée de passer de l'étape de production à l'étape suivante, où ils allaient montrer aux autres agriculteurs ce qu'ils avaient fait ces derniers mois.

La vidéo a commencé à rouler. Les agriculteurs étaient visiblement excités de se voir à l'écran... « C'est bien M. Kubo qui parle. Nous l'avons vu faire cela... Et c'est bien sa bananeraie, si bien aménagée... Mais pourquoi parle-t-il de si loin ? Ce serait bien mieux s'il était plus près de nous (à l'avant-plan)... De plus, il ne nous regarde pas lorsqu'il est à l'écran... Les images ne se suivent pas très bien. Nous n'aurions pas du avoir recours à M. Muganda pour illustrer la technique du paillis. Nous aurions plutôt dû

demander à madame Muganda de le faire... Elle explique beaucoup mieux. Mais... où est le beau régime de bananes pour montrer le résultat d'une bananeraie bien aménagée ? » La vidéo a continué jusqu'à la fin. À ce moment précis, plusieurs mains se sont levées en même temps.

La pluie de remarques qui a suivi le visionnement de la vidéo a débuté par un commentaire de M. Kubo : « Madame, nous avons vu la vidéo, mais, pour ma part, je ne suis pas sûr qu'elle puisse transmettre notre message. » Se disant d'accord avec M. Kubo, les agriculteurs ont alors rejeté la vidéo à l'unanimité, tout en se disant capables d'en produire une meilleure que celle qui leur avait été présentée. Cette fois cependant, ils allaient préparer un plan d'action beaucoup plus détaillé. C'est sur cette note que la réunion avec Nora et Moses s'est terminée. Les agriculteurs ont immédiatement convoqué leur propre réunion et ont choisi un président pour la session. À l'ordre du jour : comment produire une meilleure vidéo que celle qu'ils venaient de voir.

Leur choix s'est arrêté sur M. Sebulime en tant que présentateur de la vidéo dans son ensemble. Pour faire la démonstration de la fabrication d'engrais biologique, ils ont choisi M. Kubo. M. Lubwamira allait pour sa part démontrer comment s'y prendre pour creuser des sillons pour protéger le sol des écoulements, tandis que madame Muganda serait responsable de la démonstration des techniques appropriées de paillage d'une bananeraie. Une date a été fixée pour la prochaine session d'enregistrement de la vidéo et Nora et Moses ont été informés de la décision.

La veille de la date prévue pour l'enregistrement de la vidéo, Mora et Moses sont arrivés à Ddwaniro avec un caméraman professionnel. Ils ont pris contact avec les agriculteurs, qui les ont emmenés voir les bananeraies qui allaient être utilisées pour illustrer certains propos. Mais une démonstration n'est jamais qu'une démonstration : elle pourrait toujours avoir lieu dans la parcelle d'un autre agriculteur, si nécessaire. Une petite répétition de ce qui allait se passer le lendemain a alors eu lieu.

Le jour du tournage, les agriculteurs ont rapidement pris la direction des opérations. Ils ont guidé l'équipe de chercheurs et le caméraman à travers les bananeraies qui allaient être montrées en exemple. Ils s'étaient si bien préparés qu'ils savaient exactement l'ordre dans lequel les enregistrements devaient être faits. Par conséquent, le tournage s'est fait très rapidement et très peu du matériel tourné a dû être coupé au montage. Malgré le fait que cette dernière étape se soit réalisée à Kampala, loin des agriculteurs, la vidéo a été acceptée à l'unanimité lorsqu'elle leur a été montrée. Tous

étaient d'avis que les autres agriculteurs comprendraient le message transmis par la vidéo et qu'ils en tireraient profit, ce qui a été confirmé lorsqu'ils ont projeté la vidéo à d'autres agriculteurs de Ddawaniro.

L'utilisation de la photographie

En secouant la tête d'un air sarcastique, M. Sebulime examinait les photos que Moses avait rapportées de Kampala. « Ces photos ne font pas l'affaire. Regardez, on dirait que les femmes s'en vont à un mariage. Comment une agricultrice qui travaille la terre peut-elle s'habiller aussi élégamment ? »

- « C'est exactement ce qui a été photographié la dernière fois », a répliqué Moses.
- « Mais ce n'est pas bien, a rétorqué M. Sebulime, regardez M. Bazanya. Il regarde directement la caméra : il pose pour le photographe. Regardez, il y a tellement de monde sur cette photo que son but éducatif est complètement perdu. Non, on ne peut pas utiliser cette photo pour former d'autres agriculteurs. Une bonne photo ne devrait montrer que quelques personnes, pas plus de trois, et leur taille devrait être suffisante pour qu'on les voie.

Se tenant à l'écart, Nora, qui venait tout juste de se joindre à l'équipe de recherche, observait la scène, incrédule. L'agriculteur décrivait une bonne photo comme s'il avait suivi un cours de photographie. Il ne lui manquait que le jargon approprié comme « le centre d'intérêt visuel », « l'avant-plan », etc.

« Ils changent toujours ce qu'ils viennent de dire, a expliqué Moses, nous avons passé plusieurs mois sur ces photos et je me demande parfois si le processus de production se terminera un jour. On dirait qu'on ne fait que tourner en rond. Les agriculteurs photographient ce qu'ils veulent voir sur les dépliants, on envoie ensuite le film à Kampala pour le développement et l'impression et, lorsqu'on rapporte les photos, ils ont changé d'idée et souhaiteraient un autre type de photos. »

Dans un autre coin de la même pièce, Enoch, le vulgarisateur, observait la scène tandis que l'agriculteur décrivait la photo qu'il avait voulu capter avec la caméra. Le groupe d'agriculteurs écoutait aussi avec attention lorsque Bazanya s'est mis à décrire comment une bonne récolte de bananes devrait être illustrée. « Il devrait y avoir une plante-mère avec un bon gros

régime de bananes, une plus petite qui prendra la relève de la plante-mère, et une autre encore plus petite. La photo devrait montrer de bonnes pratiques de paillage, c'est-à-dire comment on ne doit pas placer d'herbe jusqu'au pied des bananiers. Si l'on met le paillis trop près du tronc du bananier, les insectes qui vivent dans l'herbe seront aussi capables d'attaquer les plants de bananes. »

En écoutant ce dialogue, Nora s'est rendu compte que l'agriculteur était en train de faire le travail de vulgarisation à la place d'Enock, qui ne faisait qu'écouter. À la fin de la description faite par Bazanya, Enock lui a demandé pourquoi il n'avait pas pris exactement cette photo. En fait, Bazanya avait bel et bien photographié ce qu'il venait d'expliquer. Mais, lorsque les photos avaient été remises aux agriculteurs pour qu'ils choisissent celles qui devraient être utilisées dans le dépliant, la personne qui apparaissait sur la photo l'avait gardée ! La photo n'était donc plus disponible pour être insérée dans le dépliant...

La fabrication d'affiches et de dépliants

Ce jour-là, les agriculteurs étaient venus apporter des corrections aux dépliants et aux affiches. Ils étaient venus en grand nombre, si l'on considère les longues distances qu'ils doivent parcourir, le terrain difficile et l'épaisse couche de poussière sur les routes en raison de la saison sèche. Bien que les agriculteurs aient auparavant été séparés en trois groupes distincts en fonction de leurs problèmes en matière de gestion des ressources naturelles, le travail autour des dépliants s'est déroulé sans embûche, les agriculteurs partageant les photos lorsque cela était nécessaire. Par exemple, si les photos d'un groupe n'illustraient pas bien ce que les agriculteurs souhaitent illustrer, le groupe présentait un autre groupe pour obtenir une photo plus appropriée. Cela indiquait que les agriculteurs étaient conscients du fait qu'il ne s'agissait pas de se faire compétition les uns aux autres, mais plutôt de partager l'information avec d'autres fermiers qui n'avaient pas encore adopté les nouvelles pratiques agricoles. Cela indiquait également que les trois groupes initiaux étaient tranquillement en train de fusionner en un seul groupe.

La conception de l'affiche n'a pas été aussi facile que celle du dépliant, en partie parce que les agriculteurs ont dit qu'ils ne savaient pas à quoi ressemblait une affiche. C'était tout un défi, étant donné qu'une affiche se trouvait sur l'un des murs du local communautaire où nous étions. Il y

avait aussi plusieurs affiches dans l'entrée du centre communautaire. Lorsqu'on a demandé aux agriculteurs s'ils les avaient vues, certains ont dit qu'ils ne les avaient jamais vues, tandis que d'autres ont dit qu'ils les avaient vues, mais qu'ils ne les avaient jamais regardées d'assez près pour savoir de quoi il retournait. En examinant attentivement une affiche qui illustrait les pratiques sanitaires appropriées, certains ont même dit qu'elle expliquait comment montrer à quelqu'un à écrire. Le concept même de fabrication d'une affiche était difficile à saisir pour les agriculteurs, qui s'attendaient à y placer plusieurs photos pour en faire une histoire compréhensible. Ils se sont finalement mis d'accord pour confectionner des affiches avec un nombre limité de photos. Au début, l'idée était d'utiliser des photos prises par les agriculteurs eux-mêmes. Mais certains aspects se sont révélés difficiles à illustrer par des photos, comme le trou dans le sol devant servir à la fabrication d'engrais biologique et les sillons devant capter les eaux de ruissellement. En bout de ligne, les agriculteurs ont décidé d'avoir recours à des dessins.

Au cours de l'étape de production, malgré les limites de temps, le processus semblait s'éterniser. Les facilitateurs ont donc fait en sorte que les agriculteurs puissent travailler avec un photographe et un illustrateur professionnels, afin de terminer le processus. Cela a également permis de résoudre le problème des agriculteurs qui gardaient les photos pour eux-mêmes, et celui de l'expertise limitée de l'équipe de chercheurs-agriculteurs en matière de fabrication d'affiches et de dépliants.

Après l'étape de production, les agriculteurs ont élaboré un plan pour l'utilisation du matériel. Au cours d'un atelier, ils ont décidé de la zone qu'ils souhaitaient couvrir avec leur initiative de partage d'information d'agriculteur à agriculteur. Ils ont confessé qu'à eux seuls ils ne pouvaient partager l'information qu'à l'échelle de leurs villages. Cela est dû au fait qu'ils se déplacent à pied ou à bicyclette sur des distances relativement courtes dans les villages. Ils étaient également d'accord pour dire qu'afin d'être crédibles auprès des autres agriculteurs ils devaient s'assurer que leurs propres bananeraies illustraient les techniques de gestion du sol recommandées. Ils ont ensuite répertorié les diverses catégories de personnes qui avaient besoin d'information en ce qui concerne les trois modes de gestion des sols et de l'eau. Parmi les catégories retenues, on compte les groupes d'agriculteurs et certaines couches de la population plus vulnérables comme les femmes, les handicapés et les orphelins chefs de famille. Afin d'obtenir leur appui pour leur programme de partage d'information d'agriculteur à agriculteur, ils

ont aussi inclus dans leur liste les dirigeants locaux, des politiciens et des groupes non gouvernementaux. Ils ont ensuite répertorié les institutions et les canaux par lesquels ils pouvaient partager leurs connaissances avec d'autres agriculteurs. Les agriculteurs se sont mis d'accord pour utiliser la radio, un bulletin de liaison et le théâtre, en plus des brochures et des affiches. En plus du partage d'information d'individu à individu, les agriculteurs ont répertorié les assemblées villageoises, les églises et les jours de marché en tant que forums possibles. Afin de concrétiser leur plan d'action, ils ont préparé un échéancier au cours duquel les activités relatives à leur objectif de partage d'information devraient être réalisées. Ils ont également défini des indicateurs et des mécanismes de surveillance.

Quelques précisions

Au fur et à mesure que nous avançons dans ce processus de production participative de matériel, nous avons découvert qu'il y avait une autre possibilité en ce qui concerne la production de matériel dans un but de partage des connaissances d'agriculteur à agriculteur. Trois ensembles de matériel pourraient être produits : l'un s'adresserait aux agriculteurs-formateurs, c'est-à-dire les agriculteurs qui partageront leurs connaissances avec d'autres agriculteurs. Cet ensemble d'outils devrait avoir une fonction illustrative et permettre l'interaction entre les agriculteurs sur un sujet donné. Les agriculteurs-formateurs devraient utiliser ces outils de communication pour expliquer aux autres agriculteurs les pratiques recommandées en matière de gestion des sols. Ces outils de communication devraient être produits en plus petit nombre à l'aide de matériaux plus résistants, étant donné qu'ils seront réutilisés à maintes reprises.

Après avoir partagé l'information avec les autres agriculteurs, l'agriculteur-formateur devrait laisser quelques outils de communication à l'agriculteur-apprenant, à des fins de référence. Ces outils devraient être produits en plus grand nombre, à l'aide de matériaux moins résistants que ceux qui étaient utilisés pour les outils des agriculteurs-formateurs.

Il pourrait également y avoir un troisième ensemble d'outils qui agirait comme support pour les activités de partage d'information en donnant de brèves informations d'ordre général sur un sujet donné. Par exemple, il pourrait s'agir d'une affiche que les agriculteurs pourraient coller sur un mur de leur maison, dans les commerces, les églises, etc. Il pourrait aussi s'agir d'une émission de radio.

En bout de ligne, il faut se rappeler que ces outils seront toujours plus efficaces et plus appropriés si les agriculteurs sont étroitement associés à leur production ou, mieux encore, s'ils finissent par se responsabiliser pour leur production.

DE L'INFORMATION À LA PARTICIPATION : L'UNIVERS INEXPLORÉ DE LA RADIO

Souleymane Ouattara et Kadiatou Ouattara, Burkina Faso



Au Burkina Faso, comme partout en Afrique, l'attrait de la radio ne se dément pas. Communautaires, commerciales, confessionnelles... dans les pays où l'État a renoncé à son monopole sur les ondes, il s'en crée quasi autant qu'il y a d'ondes disponibles. La radio non seulement s'écoute partout, mais elle s'implante partout, y compris dans les villages les plus reculés. Le succès de cet outil tient à sa capacité à rendre compte des préoccupations des populations, dans leurs propres langues. Mais ce moyen de communication reste une mine inexplorée en matière de communication participative pour le développement. Une expérience menée par le réseau JADE¹ sur trois sites au Burkina et au Mali démontre à la fois la pertinence d'une telle démarche et l'importance de prendre certaines dispositions pour en assurer le succès.

1. Journalistes en Afrique pour le développement.

Quelque part au Burkina. Un paysan prend place dans un studio. Il dédie en direct des chansons à ses amis et parents. L'homme, d'une cinquantaine d'années, est heureux de pouvoir faire entendre sa voix jusque dans son village. C'est la première fois qu'il vient ainsi à la radio animer le concert des auditeurs. Auparavant, il avait déjà envoyé ses fils remettre des ignames et un poulet aux artisans de la radio.

Ailleurs, des paysans, membres d'une société d'auditeurs, viennent déposer leur grille d'écoute hebdomadaire à la station. Dans leur fiche remplie en langue nationale figurent les émissions écoutées, les observations des auditeurs et leurs souhaits. La radio doit en tenir compte pour réaliser ses prochaines émissions.

Des exemples de ce type constituent un progrès extraordinaire comparativement aux pratiques qui existaient pendant la période comprise entre la création des premières radios en Afrique et les années 1990, moment où la libéralisation des ondes s'est amorcée dans de nombreux pays d'Afrique de l'Ouest. Mais, malgré cette liberté de ton et cette large ouverture de la radio à son public, des efforts considérables doivent encore être consentis pour que les radios puissent prétendre être des outils de communication participative. Car se contenter d'ouvrir ses antennes ou d'aller faire des jeux radiophoniques dans les villages, « saluer » les gens à longueur de journée en les appelant par leur nom, réaliser et diffuser des émissions sur l'agriculture, l'élevage et l'environnement, même en tenant compte des attentes des auditeurs... tout cela permet de faire certes de la radio en mieux, mais ne permet pas de dire qu'on utilise la radio comme outil de communication participative pour le développement, encore moins pour la gestion des ressources naturelles.

Il n'existe pas de recette miracle pour faire de la radio un outil de communication participative. Juste des pistes de réflexion à travers le partage de l'expérience mené par JADE en 2000-2002 sur trois sites, dont deux se trouvaient au Burkina et un au Mali. Cet article porte en particulier sur la tentative la plus aboutie qui s'est déroulée à partir de janvier 2001 à Ziniaré, dans le centre du Burkina Faso.

Le projet mené dans cette région aux sols dégradés et où le problème du manque d'eau se pose avec acuité concerne l'utilisation de la communication participative pour développer le partage d'informations entre communautés, techniciens de développement, animateurs de radio en vue d'une meilleure gestion des ressources naturelles. Le groupe comprend, outre JADE, les techniciens des services de l'Agriculture et de l'Environnement,

des paysans formés comme relais de communication dans leurs communautés, appelés aussi communicateurs endogènes, ainsi que des animateurs de radio. La radio partenaire appartient à une organisation paysanne, Wend Yam.

La communication participative, au cœur de la gestion des ressources naturelles

Les ressources naturelles sont par essence des ressources communes, dont l'exploitation et surtout la préservation incombent à la communauté. La pérennité de ces ressources, qu'il faut considérer comme une richesse fragile qu'on se doit de faire fructifier et de laisser en héritage, dépend en grande partie de la communauté. C'est elle qui décide ou pas de préserver les forêts, les points d'eau et l'ensemble du milieu naturel, pour assurer sa subsistance et celle des générations futures. Mais la tendance générale consiste à tirer profit des ressources dans l'immédiat plutôt que de raisonner en fonction de la préservation de ces ressources. Ainsi, force est de constater qu'une terrible compétition met aux prises différents utilisateurs (agriculteurs, éleveurs, agro-businessmen, etc.) au risque d'hypothéquer l'avenir de ces ressources communes et de donner lieu à des conflits. Pour toutes ces raisons, la gestion des ressources naturelles fait appel, de façon quasi naturelle, à la communication participative. Celle-ci assure le dialogue entre tous les acteurs, leur permet de prendre des décisions dans l'intérêt de tous et, surtout, de mettre en œuvre des activités communes, qui se fondent sur une vision partagée.

La valorisation des groupes sociaux à travers la radio

Ce n'est pas par hasard que JADE a choisi la radio. Le réseau disposait déjà d'une expérience en la matière. Mais les premières tentatives, aussi novatrices étaient-elles, n'ont pas été couronnées de succès, et ce, pour deux raisons. La première : JADE faisait de la radio avec les techniciens, les animateurs de radio et les communicateurs endogènes, mais pas avec les communautés, qui étaient seulement des sources d'information. La deuxième : la radio ne venait pas en soutien aux activités de communication participative pour cerner les problèmes, les analyser et leur trouver des solutions.

En outre, malgré son appellation de « radio communautaire », Radio Yam Vénégré, principale partenaire de JADE dans ce projet, restait une réplique des radios rurales. Elle se contentait en effet de diffuser de l'information en direction des paysans, avec la toute petite différence que le mooré et le fulfuldé, les deux langues les plus parlées dans la zone, y occupaient une place importante. Les résultats mitigés obtenus par cette approche verticale et directive ont amené JADE et son partenaire à utiliser la radio autrement.

Dans la nouvelle démarche expérimentée, les points de vue de la communauté sont valorisés. Le public s'exprime directement sur les ondes, au lieu de se limiter à un rôle de simples auditeurs à l'écoute des conseils des techniciens et des animateurs de radio. Les groupes de discussion (jeunes, femmes, adultes, anciens), appuyés par une équipe comprenant des techniciens du développement et des animateurs radio, procèdent à l'analyse des problèmes de gestion des ressources naturelles, de leurs causes, de leurs conséquences et des solutions possibles. Ce processus, qui a été enregistré de bout en bout, s'est déroulé en quatre étapes :

I - La recension des problèmes de gestion des ressources naturelles

« Quel est le problème d'eau, de bois, de champs et de terre que je juge prioritaire et que je peux contribuer à résoudre ? » Telle a été la question débattue d'abord au sein des quatre groupes de discussion, puis en session plénière. Il s'agissait de mettre l'accent sur la capacité de la communauté à trouver elle-même les moyens pour résoudre ses problèmes avant de se tourner vers d'autres sources d'aide.

À Nagreongo, une région aride du centre du Burkina, trois thèmes ont émergé des discussions : l'insuffisance d'eau, la dégradation des sols et le manque de bois. Au cours d'un vote direct, l'insuffisance d'eau a recueilli le maximum de suffrages : ce problème se classait donc en tête des problèmes auxquels il fallait s'attaquer en priorité.

Au nombre des raisons à la pénurie d'eau, les populations ont cité l'insuffisance des puits, la grande profondeur à laquelle se trouve la nappe phréatique, le manque de sites antiérosion, l'absence de retenues d'eau, etc. Une analyse plus approfondie a également permis de déceler un problème d'insalubrité et le besoin de disposer de techniques simples pour la rendre potable.

De plus, en ce qui concerne les conséquences et les effets, il est ressorti que le manque d'eau potable entraîne des problèmes de santé publique, comme en attestent l'existence de la maladie du ver de Guinée, les diarrhées des enfants et autres maladies hydriques. Par ailleurs, la pénurie d'eau entraîne la déstructuration des communautés villageoises, avec l'exode des bras valides, sans oublier son effet négatif sur l'élevage.

2 – La production des émissions par les animateurs de la radio et les communicateurs endogènes

Dans une démarche participative, la réalisation des magazines incombe non seulement aux animateurs radio, mais aussi aux communicateurs endogènes. Ces derniers sont des paysans chargés de repérer en amont les sujets qui intéressent les villageois, de préparer les sorties de la radio sur le terrain, de prendre part à la réalisation des émissions et de recueillir le *feedback* des auditeurs. Ainsi, des magazines radio de 45 minutes ont été produits, essentiellement à partir des propos des membres des groupes de discussion, entrecoupés de quelques intermèdes musicaux. Il s'agissait d'éléments bruts, qui privilégiaient les points de vue des participants.

3 – La diffusion des émissions par la radio

Des annonces informant la population du passage des émissions ont précédé la diffusion, une semaine à l'avance la plupart du temps. Cette pratique a permis à un plus grand nombre de personnes d'écouter les émissions et a même donné lieu à la création de groupes de discussion dans certains cas.

4 – Le recueil du *feedback*

L'une des missions des communicateurs endogènes, était de recueillir les appréciations des auditeurs sur les émissions, aidés des clubs d'écoute (Ziniaré et Sikasso). Ces avis ont été répercutés à la radio, généralement les jours de marché, à l'occasion du passage d'un communicateur endogène dans le chef-lieu. Dans certains cas, des auditeurs alphabétisés ont envoyé leurs points de vue directement à la radio. De façon générale, la radio s'est attachée à répondre directement aux auditeurs chaque fois que cela était

possible. De plus, la station faisait parfois appel à des institutions ou à des personnes ressources pour répondre aux préoccupations des auditeurs.

Leçons tirées de l'expérience

Certaines étapes préalables sont nécessaires pour établir la confiance, essentielle au démarrage du processus

Habituellement, la radio va vers les communautés avec un projet de production d'émission défini à l'avance. Les populations ont rarement l'occasion d'exprimer au préalable leurs attentes. Aujourd'hui encore, en zone rurale, malgré l'implantation de nombreuses radios, celles-ci demeurent difficiles d'accès pour la majorité de la population. C'est pourquoi le fait que les populations puissent s'exprimer par la voie des ondes leur donne du pouvoir. Il s'agit d'un pouvoir non seulement au sein du village mais aussi au-delà. Une situation survenue à Nagréongo est significative de ce point de vue. En effet, des animateurs qui s'étaient rendus dans ce village pour une séance de travail avec des personnes ressources en vue d'asseoir les bases de la collaboration ont été surpris de voir toute la population sortie pour l'accueillir. Pourtant, il s'agit d'une pratique courante. Les communautés procèdent ainsi pour s'attirer les bonnes grâces des organismes de développement. Comment fallait-il gérer cette situation ? C'est là que la connaissance du milieu leur a permis de se tirer d'embarras. Séance tenante, la session de travail initialement prévue fut mise de côté. Les animateurs ont procédé plutôt à l'enregistrement d'une émission sur l'histoire du village, à la grande satisfaction de tous. Puis, ils ont interviewé le guérisseur, maître d'œuvre de la cérémonie et personne influente du village. Ces émissions ont été diffusées dans la soirée par Radio Yam Vénégré.

Dans ce cas précis, l'équipe de la radio a transformé une situation imprévue en atout, en produisant sur-le-champ une émission de radio. Cette capacité de réagir rapidement à la situation lui a permis de gagner la confiance des villageois et, par la suite, de discuter séparément avec des groupes distincts d'hommes, de femmes, de jeunes et d'ânés.

La collaboration entre autorités traditionnelles, agents techniques et communautés (travail en équipe), condition *sine qua non* de la réussite

Le choix de l'approche participative exige une réelle collaboration entre tous les acteurs : autorités traditionnelles, équipe de recherche, communautés. Cela afin de minimiser les risques de blocage qui pourraient survenir de la mise à l'écart de certaines parties prenantes. Un travail concerté permet d'obtenir des résultats qui reflètent la richesse du groupe. À Dori, comme à Sikasso, les reportages sur le terrain ont été considérablement enrichis par les représentants des organisations paysannes et par les techniciens du développement rural. Les animateurs de radio se contentaient de bien formuler les questions et d'assurer un usage adéquat des appareils d'enregistrement. Toutefois, la mise en œuvre de cette dynamique nécessite une bonne connaissance du milieu.

La radio donne une valeur ajoutée aux savoir-faire des paysans

L'importance des savoir-faire paysans tient au fait qu'ils sont en voie de disparition dans les zones concernées. Leur valorisation ne se décrète pas. Ce n'est pas une collecte d'informations comme les autres, car elle relève du domaine de la connaissance, du sacré. C'est pourquoi il est important d'associer réellement les communautés et surtout d'adopter une démarche appropriée. Celle-ci comprend les étapes suivantes :

- cerner et prioriser le problème de gestion des ressources naturelles ;
- répertorier les personnes-ressources détentrices des savoirs locaux en lien avec le problème qui a été cerné ;
- faire une entrevue avec la ou les personnes ressources.

La collecte des informations porte sur la nature des savoirs locaux, leur lieu d'apprentissage, leur description, la pratique de terrain du détenteur, les résultats obtenus et les contraintes constatées.

Il est aussi utile de construire un argumentaire à faire valoir avant tout processus de collecte, en vue de vaincre les réticences que peuvent avoir certains détenteurs des savoirs locaux et de mettre en valeur ces savoirs qui ne sont généralement pas pris en compte par les agents de développement.

Cet argumentaire peut invoquer le fait qu'à mesure que les détenteurs de ces savoirs avancent en âge il devient de plus en plus urgent d'immortaliser leurs connaissances, afin de les mettre à la disposition de l'ensemble de

la population. Il peut aussi être utile de soulever le paradoxe que constitue le fait de recourir à des savoirs extérieurs, bien souvent onéreux et inadaptés, alors que des solutions endogènes existent. Il faut donc considérer les savoirs locaux comme un patrimoine à préserver.

Comment la radio contribue-t-elle à la valorisation des savoir-faire des paysans ? De par l'attrait qu'elle exerce sur le public, la radio donne à toute information qu'elle diffuse une importance qu'elle n'aurait pas eu autrement. Non seulement en matière d'audience, mais aussi et surtout en matière de reconnaissance. Être cité par la radio permet d'acquérir un surcroît de crédibilité dans son milieu.

La double nature de la radio

Moyen de communication de proximité, la radio permet aussi la diffusion de l'information à grande échelle. Cette double caractéristique en fait à la fois un outil de communication participative et un outil de communication de masse. Non seulement touche-t-elle les groupes particuliers avec lesquels travaille l'équipe de recherche, mais les émissions diffusées vont au-delà de la zone d'intervention du projet. Cet effet tache d'huile donne à la radio une longueur d'avance. Une responsable d'une organisation féminine de l'ouest du Burkina, forte de 11 000 membres, raconte comment la radio lui a permis de progresser dans son travail. « Avant, raconte-t-elle, nous envoyions des circulaires à nos membres pour les convoquer aux réunions. Certaines ne les recevaient pas. Les plus chanceuses à qui parvenaient nos invitations arrivaient deux ou trois jours après la rencontre. Grâce à la radio, nous faisons un communiqué et tout le monde est informé en même temps. Cela nous a permis de renforcer notre organisation et de gagner en crédibilité. »

La radio apparaît donc comme un support privilégié, à la fois pour la diffusion d'information à grande échelle et pour la communication participative. Dans certains cas, elle permet de toucher un large auditoire et d'amplifier les messages, tandis que, dans d'autres cas, elle permet une réelle participation des populations à la recherche de solutions, par le truchement des ondes.

Les questions d'éthique

La radio, un outil de changement de mentalité

La radio, de par les nouvelles connaissances qu'elle introduit dans le milieu, peut favoriser le changement de mentalité. Mais, pour y parvenir, certaines conditions doivent être remplies. En effet, très souvent, les émissions produites reflètent le point de vue d'une élite au lieu de celui de la majorité. L'avantage de l'approche participative réside précisément dans sa capacité à donner la parole à tous pour faire connaître leurs attentes et leurs points de vue aussi bien au reste de la communauté qu'ailleurs dans les autres villages. À ce titre, la radio constitue un puissant outil de changement de mentalité. De nombreux exemples l'attestent. Des femmes qui doutaient de l'efficacité de la vaccination y conduisent désormais leurs enfants. Des hommes qui refusaient le mariage civil l'adoptent aujourd'hui. En matière de gestion des ressources naturelles, les savoirs locaux diffusés par radio Ziniaré font l'objet d'expérimentations dans de nombreux villages de la zone. L'indifférence qui les entourait fait désormais place à une reconnaissance.

Les limites de la radio

Le paradoxe de la radio : elle a un fort pouvoir de séduction, mais aussi une capacité de désinformation lorsqu'elle est mal utilisée. En outre, l'impossibilité d'échanger avec l'animateur peut desservir l'outil. « Parfois, on veut faire bien comprendre un message. Par exemple, si quelqu'un ne comprend pas le sens d'une affiche, on peut lui expliquer, mais à la radio ce n'est pas possible », explique un responsable d'ONG, à Ouahigouya, dans le nord du Burkina.

Généralement, les sujets de préoccupation des auditeurs sont peu abordés à la radio. Quand ils le sont, c'est de façon superficielle. D'autres contraintes techniques concernent la portée de l'antenne, la pertinence des thèmes, le coût de réalisation des émissions, leur nature, les heures de diffusion, le faible intérêt des auditeurs, le coût d'alimentation des postes récepteurs par les auditeurs, etc.

En ce qui concerne la gestion des ressources naturelles et l'approche participative, on constate que les animateurs sont souvent mal outillés sur le plan professionnel, en particulier en communication participative. Par

ailleurs, les radios, bien qu'elles soient communautaires dans leur objet, finissent parfois par devenir des radios commerciales qui sont au service davantage des organismes de développement que de la communauté. La démarche en matière de communication participative, surtout dans le domaine de la gestion des ressources naturelles, exige du temps et des compétences, qui font généralement défaut aux radios. Faute de moyens, celles-ci sont plus habituées à animer des concerts des auditeurs et des tables rondes en direct qu'à réaliser des émissions en partenariat avec les communautés.

Outils et méthodes

Les groupes de discussion

La démarche adoptée privilégie la participation aux débats des membres de la communauté. Ainsi tous les thèmes développés sont discutés avec tous les groupes cibles (femmes, anciens, adultes, jeunes) au même moment. Selon Awa Hamadou, une accoucheuse villageoise de Kryollo, dans le nord du Burkina, « la séparation des groupes a permis à tout le monde de participer aux débats ». Un grand pas venait d'être fait dans ce village fortement islamisé où seuls les hommes, jusque-là, étaient habilités à prendre la parole en public. En effet, les femmes peuvent désormais s'exprimer en public, en présence des hommes, et sur tous les sujets.

À Nagreongo, l'équipe de recherche s'est également appuyée sur quatre groupes de travail pour cerner les problèmes en matière de gestion des ressources naturelles, en analyser les causes et les conséquences et proposer des solutions. C'est dans ces groupes que se confrontent les différentes manières d'aborder un problème, au niveau du village. C'est là aussi que se révèlent les conflits d'intérêts et qu'on trouve des solutions respectueuses de toutes les parties en présence. L'avantage de ces groupes est de donner la parole à tous, et notamment aux femmes et aux jeunes, habituellement en mal d'expression publique.

Les cassettes audio

Une des limites de la radio reste le caractère évanescent du message oral. Une émission diffusée une seule fois a peu de chances de toucher la totalité de l'auditoire de la radio. D'où les nombreuses rediffusions pour

lever cette contrainte. Malgré tout, on constate que, pour une multitude de raisons, le taux de rétention de l'information radiophonique reste faible. En effet, il est quasiment impossible d'écouter une émission à plusieurs reprises, comme on le ferait avec une cassette. L'intérêt de la cassette audio réside précisément dans la possibilité de réécouter une émission, de l'archiver et d'en faire un outil d'animation sur un thème donné. Les magazines produits et copiés sur cassettes ont fait l'objet d'échanges de programmes entre les radios partenaires du projet. Vu la nature non événementielle de l'information sur la gestion des ressources naturelles, la cassette audio apparaît comme un support plus approprié que la diffusion directe. De la même façon, certaines émissions, notamment sur les savoirs locaux, ont également été transférées sur cassette pour en faciliter la circulation au sein des clubs d'écoute. Les échanges de programmes permettent aux communautés d'acquérir de nouvelles connaissances.

Les canaux traditionnels : les communicateurs endogènes

Le projet « communication rurale et développement durable » a innové en matière de gestion des ressources naturelles en privilégiant le recours aux compétences locales, notamment les communicateurs endogènes. Cheville ouvrière du projet, le communicateur endogène était l'interface entre le relais (à savoir le représentant du projet dans la zone) et la communauté. Les nombreuses fonctions du communicateur endogène en font un acteur incontournable dans la conduite d'une recherche-action.

En effet, le communicateur endogène exécute diverses tâches. Il organise les séances d'animation et appuie l'équipe de recherche pour cerner les thèmes de gestion des ressources naturelles avec la communauté. Il s'occupe aussi de la collecte des savoirs locaux. Il répertorie les thèmes à traiter par la radio, les personnes-ressources (agriculteurs modèles), organise les sessions d'enregistrement des émissions et recueille le *feedback*.

Quelles suites ?

Les effets du projet expliquent en grande partie les suites que les acteurs lui ont données sur le terrain. Ainsi, les techniciens de développement se sont approprié le partage d'expériences, l'expérimentation et les leçons comme méthode de travail avec les communautés. Désormais, ils privilégient la synergie entre eux et avec les animateurs radio en particulier.

Quant aux animateurs radio, ils vont systématiquement sur le terrain pour la collecte de l'information. Ils associent davantage la communauté au choix des thèmes, à leur traitement et au recueil du *feedback*. À cette fin, ils ont gardé le dispositif mis en place (club des auditeurs, communicateurs endogènes). Aujourd'hui, la radio utilise la démarche de la communication participative pour aller sur le terrain, cerner les problèmes et rechercher des solutions avec les populations. De plus, avec les communicateurs endogènes qui sont issus des communautés, les thèmes qui préoccupent les populations sont répertoriés et constituent la matière de base des productions de la radio. La participation des populations à la production des émissions s'en trouve ainsi grandement accrue.

À Sikasso, des producteurs de radio qui n'étaient pas engagés dans le projet ont été impressionnés par ses réalisations, au point de vouloir s'en inspirer pour leur travail. Au niveau des services techniques aussi, plusieurs responsables ont pris conscience de tout l'intérêt qu'ils pouvaient tirer de la radio pour aborder la prévention des feux de brousse, partager des connaissances en matière de techniques de production, favoriser la résolution des conflits liés à la gestion de l'environnement, prévenir les maladies, renforcer les groupements de producteurs, etc.

Par ailleurs, la radio Yam Vénégé entretient aujourd'hui des contacts plus directs et réguliers avec les populations et facilite la négociation entre ces dernières et les organismes de développement. De par son expérience en communication participative, elle joue un rôle de conseil auprès des structures de développement. En outre, elle a contribué à ce qu'un projet destiné au renforcement des organisations paysannes agricoles explique clairement ses objectifs d'enquête avant de se rendre sur le terrain. Des émissions ont été réalisées et diffusées à cette fin. Les agents travaillent désormais de concert. Même en dehors du projet, des émissions sont produites avec d'autres services séduits par la démarche, ce qui assure à la fois de nouveaux revenus à la radio.

En guise de conclusion, on peut sans doute s'enorgueillir d'avoir utilisé autrement la radio et se féliciter des résultats obtenus. Mais l'équipe de recherche aurait pu aller plus loin. Il aurait fallu produire systématiquement des cassettes audio pour ne pas rompre la chaîne de la communication et toucher ceux qui n'étaient pas à l'écoute et permettre aussi de revenir sur certains points de débats. Des affiches ou de petits livrets auraient également permis de renforcer les points de vue exprimés par les uns et les

autres. En ce qui concerne l'information institutionnelle, c'est-à-dire les interrogations des communautés sur le projet lui-même et les réponses de la coordination du projet, l'utilisation de la radio aurait permis de lever de nombreux malentendus. Cette expérience constituait une bonne occasion d'évaluer les genres radiophoniques les plus performants. En outre, la communication participative aurait pu y être comparée au schéma de communication usuel, fondé pour sa part sur la seule diffusion d'information. Sachant que les émissions venaient en amont et en aval des causeries, une synthèse de l'émission précédente aurait pu être auditionnée avant de lancer les causeries. La radio disposait d'un équipement approprié avec des haut-parleurs puissants pour assurer cette tâche au mieux.

L'importance de la radio en milieu rural ne justifie pas qu'elle vienne se substituer aux rencontres-causeries. Elle doit venir en complément dans la mesure où elle s'alimente à partir des résultats issus des rencontres. Celles-ci aussi doivent réunir certaines conditions pour en assurer le caractère participatif. Tant que toutes ces conditions ne sont pas remplies, la radio peut certes continuer de diffuser, mais elle se contentera de faire entendre la voix de ses animateurs, des puissants du jour, et ne sera pas un outil au service de la communauté, encore moins un outil participatif.

RÉCIT DE LA PALABRE QUI SAUVE LES VILLAGES DU BURKINA FASO

Diaboado Jacques Thiamobiga, Burkina Faso

Dans la plupart des villages africains, où domine la tradition orale, des formes de communication ancestrales fondées sur le dialogue peuvent être mises en valeur et servir d'outils de communication participative pour le développement. Mais les jeunes générations ne sont pas toujours au fait de ces traditions et pratiques. Pourtant, ces dernières sont souvent les mieux adaptées au milieu. Dans un contexte de développement rural, elles contribuent à libérer la parole, facilitent la recherche de consensus et favorisent la mise en œuvre d'actions communes. Lettre à un cousin sur l'une de ces formes de communication : la palabre.

Cher cousin,

Te souviens-tu de cette phrase que notre grand-père aimait beaucoup, et qu'il ne cessait de nous répéter ? Il nous disait que « la palabre sauve le village ». À l'époque, nous ne pouvions comprendre cette parole de sage. Aujourd'hui, je vais essayer de te la faire comprendre à travers deux histo-



res. L'une nous vient d'un ami journaliste, qui raconte comment, à travers la palabre ou la causerie, le village de Silmiougou est arrivé à faire taire la bagarre de l'eau. L'autre histoire porte sur dix villages de l'est du Burkina qui sont pour leur part arrivés à éteindre les feux de brousse. Pour te permettre de bien comprendre le récit, laisse-moi d'abord te parler de la palabre et du rôle qu'elle a toujours joué dans nos villages.

Se parler dans les yeux

Tu sais, quand nous étions enfants, nous voyions souvent les anciens s'asseoir sous le grand arbre du village. Bien souvent, nous demandions à grand-père pourquoi ces hommes âgés se réunissaient et passaient leur temps à causer comme s'ils n'avaient que cela à faire. Il nous répondait toujours « la palabre sauve le village ». Puis, il nous racontait toujours la même histoire, celle des hommes qui cherchaient à résoudre les problèmes de leur village par la palabre ou la causerie à l'africaine. Il finissait cette histoire en nous disant « palabrer, c'est se regarder dans les yeux ou se dire les quatre vérités ». En réalité, grand-père avait raison. Aucun problème dans le village ne peut être résolu si les gens de ce village n'acceptent pas de s'asseoir et de se parler ou de dialoguer. Or, se parler, c'est palabrer et palabrer encore.

Tu vois, la palabre et la causerie veulent dire la même chose. Mais tu sais, au village, la palabre ne se faisait pas au hasard. Te souviens-tu que parfois notre grand-père et les autres de son âge n'y amenaient que leurs petits-fils, qui s'amusait entre eux tandis que les vieux palabraient ? Il n'y avait que les chefs de familles et de clans, c'est-à-dire ceux qui avaient la barbe et la tête blanches, qui étaient autorisés à participer à la palabre sur les affaires du village. Tu comprends qu'ils ne pouvaient pas admettre tout le monde à la palabre quand elle portait sur la sorcellerie, la mort, le rapt de jeunes filles, bref, sur des problèmes sensibles.

La palabre ne cessait que lorsque les sages du village arrivaient à trouver des solutions qui étaient acceptées par tout le monde (solutions consensuelles). De plus, les solutions trouvées devaient convenir aux coutumes. Tu sais, il n'est pas toujours facile de trouver des solutions consensuelles et appropriées aux coutumes. C'est pour cela que la palabre était longue et parfois même très longue. Elle offrait à chacun l'occasion d'écouter ce que les autres avaient à dire et d'être à son tour écouté. Tu vois donc que la palabre, ou la causerie à l'africaine, était un espace de dialogue, d'échanges.

Chacun pouvait s'y exprimer librement, mais dans le respect de l'autre et des coutumes.

Aujourd'hui, nous pouvons dire que la palabre est une manière traditionnelle d'établir la communication qui est particulièrement bien adaptée au contexte de nos villages burkinabé. Cette façon de faire s'intègre très bien à la démarche de communication participative pour le développement, une démarche qui s'appuie, d'une part, sur des processus participatifs et, d'autre part, sur des médias, traditionnels ou modernes, ainsi que sur des processus d'animation et de communication interpersonnelle. Cette démarche a pour finalité de contribuer à la résolution de problèmes de développement, tels qu'ils sont perçus et définis par les communautés elles-mêmes. Pour nous qui n'avons pas été loin à l'école, cela veut dire que tout le village doit se rencontrer pour dialoguer ou palabrer ensemble, pour trouver des solutions aux problèmes qui empêchent le village de vivre heureux.

Cette démarche permet au village :

- de cerner le problème de développement qui nous amène à employer la communication participative ;
- de répertorier les personnes ou le groupe de participants concernés par le problème ;
- de définir les besoins, les objectifs et les activités de communication participative ;
- de choisir les modes, canaux, supports et outils de communication participative ;
- de tester les modes, canaux, supports et outils choisis ;
- d'employer les outils testés dans le processus du développement ;
- d'apprécier ou d'évaluer ensemble les résultats obtenus, et ce, à chaque étape importante.

De nos jours, un grand nombre de partenaires au développement qui appuient les villages ont recours à la communication participative pour le développement. C'est le cas des deux initiatives dont je veux te parler, dont l'une visait à gérer les usages conflictuels de la ressource eau, tandis que l'autre visait à mieux gérer les feux. Ces deux projets l'ont fait à travers la palabre ou la causerie à l'africaine. Ils l'ont toutefois quelque peu modifiée. À titre d'exemple, la palabre est désormais ouverte à toutes les catégories sociales (hommes, jeunes et femmes). Elle emploie aussi de nouveaux outils

de communication (film, vidéo, radio, cassettes, etc.). Si tu veux, voyons maintenant comment la palabre a fait taire la bagarre de l'eau à Silmiougou.

La bagarre de l'eau s'est tue à Silmiougou

Les anciens de Silmiougou racontent que ce village a été fondé par les Peuls. Ils vivaient de l'élevage qui, à cette époque, était florissant. Cela attirait beaucoup de bandits, qui venaient dans le village pour voler les moutons, les chèvres et même les bœufs. Fatigués des vols perpétrés par ces bandits, les Peuls fondateurs du village sont allés demander l'aide du grand chef des Mossi, « Moogo Naba », de Ouagadougou. Ce dernier leur a envoyé ceux qui avaient l'habitude de faire la guerre aux bandits, les Tapsoba, qui sont venus dans le village et ont réussi à chasser les brigands. Les Peuls ont ainsi eu la paix.

Cependant, les Mossi qui sont venus pour les protéger ont décidé d'y rester pour assurer la sécurité du village. Petit à petit, ils sont devenus les plus nombreux. Ils ont alors occupé les terres, y compris celles qui servaient de pâturage aux animaux des Peuls. C'est ainsi qu'ils sont entrés en bagarre permanente avec les Peuls, une bagarre que les populations de Silmiougou ont pris l'habitude d'appeler « la bagarre de l'eau ».

Il n'y a pas si longtemps, chaque fois que les femmes venaient puiser l'eau des forages, elles se faisaient la bagarre. Les Peuls aussi faisaient la bagarre pour faire boire leurs animaux aux forages. Ainsi, Silmiougou vivait la bagarre au quotidien. Pour résoudre ce problème, qui aurait pu se terminer par une guerre au village, les populations ont décidé de faire appel au projet qui aide les villages à faire taire la bagarre de l'eau. Le projet leur a envoyé Bila qui, au lieu de jouer les encadreurs (vulgarisateurs), a choisi d'employer la palabre pour amener les populations du village à s'entendre sur les façons d'utiliser l'eau du forage sans bagarre. C'est ainsi que les gens du village ont pu :

- réfléchir sur la façon dont tout le monde peut utiliser l'eau du forage sans bagarre ;
- échanger entre eux sur tous les problèmes qui peuvent amener les gens à se bagarrer à cause de l'eau ;
- créer des groupes pour trouver des solutions qui conviennent à tout le monde ;

- se mettre d'accord sur les solutions et sur la manière de les appliquer à tout le monde, même au chef du village ;
- appliquer les solutions ainsi acceptées par tout le monde et les faire respecter par tous les utilisateurs de l'eau du forage ;
- s'asseoir souvent pour voir ce qui a marché et ce qui n'a pas marché, en vue de trouver de nouvelles solutions.

C'est ainsi que la palabre (la causerie) a mis fin à la bagarre de l'eau à Silmiougou. Tu vois que notre grand-père avait raison de dire que « la palabre sauve le village ». Elle a permis au village de Silmiougou d'éviter la guerre de l'eau. Cette histoire, que m'a racontée mon ami journaliste, ressemble à celle de dix villages de l'est du pays, où la palabre a fait éteindre les feux de brousse.

Les feux de brousse se sont éteints

Tu sais, le Burkina vit grâce à la brousse, qui est le lieu où se trouvent l'eau des rivières, les animaux sauvages, les terres cultivables, les arbres, etc. Les femmes coupent le bois dans la brousse pour faire la cuisine. Elles y cueillent aussi les feuilles et les fruits de certains arbres. Enfin, c'est dans la brousse que les animaux se nourrissent d'herbes, de feuilles et de branches d'arbre. C'est pourquoi tout ce qui touche à la brousse au Burkina concerne le développement.

Bien souvent, il faut reconnaître que les populations font comme si elles ne savaient pas que la brousse peut s'abîmer ou se dégrader. C'est le cas des feux de brousse qui détruisent tout sur leur passage. Tu sais que les feux de brousse sont très fréquents au Burkina. Pour diverses raisons, les populations ont beaucoup recours au feu en saison sèche. Certains affirment qu'il s'agit d'une pratique agricole traditionnelle. Mais le problème, c'est que certains feux deviennent incontrôlables et raflent tout sur leur passage. C'est devenu un grand fléau auquel le pays doit porter attention. C'est pourquoi, en 1997, le Burkina a organisé une grande réunion (forum national) sur les feux. À la suite de cette réunion, il a mis en place une initiative pour favoriser la bonne gestion des feux. De 1999 à 2003, ce projet a touché environ 255 villages. Pour cela, il a notamment employé la palabre.

Ici, la palabre a touché tout le monde dans les villages (femmes et hommes, jeunes et vieux, agriculteurs, éleveurs, commerçants, etc. Elle leur a permis d'instaurer un dialogue permanent entre eux, ainsi qu'avec les

services techniques qui les appuient (environnement, agriculture, etc.). C'est le cas des populations des dix villages de l'Est dont nous allons te parler. Nous les avons découverts lors d'une enquête qui portait sur le problème des feux de brousse (causes, conséquences, solutions, etc.) et sur la manière dont les populations de ces villages s'y prennent pour assurer la gestion des feux.

Dans le présent récit, nous allons te parler des comités de gestion des feux, des activités qu'ils ont menées et des résultats qu'ils ont obtenus. Au début de l'appui du projet, chaque village s'est organisé en mettant en place un comité de gestion des feux, et ce, à travers la palabre à laquelle les populations ont participé. Le comité est formé de dix membres : huit hommes (adultes et jeunes) et deux femmes. Le principal rôle du comité est de mobiliser toute la population du village autour des activités de gestion des feux.

Ces activités consistent notamment à choisir un site de gestion des feux, à pratiquer sur ce site la technique des feux précoces¹, à protéger ce site contre les feux de brousse et à y planter des arbres. Toutes ces activités sont planifiées, exécutées et évaluées par l'ensemble des populations des villages. Chaque catégorie sociale a un rôle à jouer. C'est ainsi que les jeunes assurent les travaux de surveillance et la pratique des feux précoces. Les femmes apportent la nourriture et l'eau aux jeunes qui travaillent sur le site, tandis que les anciens assistent les jeunes et les femmes par leurs conseils.

Comme tu le constates, toutes ces activités ne peuvent être menées sans palabre. Cela se fait par la tenue des assemblées générales du village. Au cours de l'enquête, nous avons participé à plusieurs assemblées générales. Nous voulons te parler de l'une des assemblées générales du village de Kiparga. Nous l'avons choisie au hasard. Ce jour-là, elle a mobilisé 70 personnes (hommes, jeunes et femmes). Les participants se sont exprimés et ont échangé sur leurs connaissances en matière de gestion des feux, sur la conduite des activités et sur les difficultés vécues. Parfois, la palabre est chaude, voire très chaude. C'est en ces moments que les anciens interviennent pour donner des conseils à tout le monde.

1. Technique de préservation des ressources naturelles consistant à pratiquer des feux de brousse aussitôt après la saison des pluies et avant que la végétation, notamment les herbes, ne soit totalement sèche, dans le but de faciliter la repousse ou la régénération de la végétation.

Parfois, pour détendre l'atmosphère, les cousins à plaisanterie interviennent et font rire tout le monde. Ils tournent en dérision ceux ou celles avec qui ils sont autorisés à plaisanter. Ils s'attaquent comme s'ils allaient se frapper. Quand on n'est pas habitué à cette pratique, on n'y comprend rien. En effet, comment des gens peuvent-ils se mettre à « s'attaquer » sans que personne n'ait le droit de se fâcher ? C'est cela qui rend les échanges agréables, même s'il y a parfois des risques que les réunions se prolongent.

La situation est aussi très agréable quand les femmes profitent de la plaisanterie pour dire aux hommes leurs « quatre vérités ». Parfois, on oublie même l'objet de la réunion pour rire un coup. Cela te donne une idée de l'esprit et de la philosophie qui sous-tendent l'arbre à palabre. C'est un débat démocratique, contradictoire. On peut même dire que c'est une assemblée populaire. C'est grâce à la palabre que les populations planifient les activités de gestion des feux, à savoir la surveillance, la protection de la brousse, son exploitation et la valorisation de ses produits. C'est en travaillant ainsi que les villages sont arrivés à obtenir de nombreux résultats. Les populations citent avec fierté les résultats obtenus. En outre, elles se sont mobilisées autour de la gestion des feux et se sont engagées dans un processus de dialogue permanent sur cette question. Les intérêts des catégories sociales et des couches socioprofessionnelles qui composent le village sont désormais pris en compte. En plus d'avoir réussi à s'entendre sur les façons de gérer plus judicieusement les feux de brousse, les villageois ont entrepris d'autres actions visant à protéger les ressources naturelles, comme l'installation et l'entretien de sites de mise en défense² et un meilleur gardiennage des animaux.

Cependant, elles ont aussi connu certaines difficultés. La forte pression sur les ressources naturelles qui se fait sentir en raison de l'explosion démographique constitue l'une d'elles, de même que l'utilisation anarchique des ressources naturelles. Par ailleurs, il n'est pas toujours possible pour les villageois de surveiller le terroir de façon permanente, en raison de leurs multiples occupations. Ces difficultés combinées donnent lieu à la disparition progressive d'espèces végétales utilitaires. Enfin, le fait que le village ne compte pas de moulin fait en sorte qu'il est parfois difficile pour les femmes de participer activement au comité.

2. Le cousinage à plaisanterie, pratiqué couramment au Burkina Faso, permet à différents groupes ethniques « cousins » d'échanger des moqueries parfois mordantes, en vue de traiter par l'humour de différences ethniques qui autrement pourraient donner lieu à de l'animosité.

Malgré ces difficultés, les populations sont catégoriques : elles souhaitent poursuivre la lutte contre les feux de brousse par la surveillance du terroir, la mise en place de cordons pierreux, l'entretien du site ainsi que la plantation d'arbres dans le site et dans le village.

La palabre a des avantages et des exigences

Au village, tout le monde dit que l'emploi de la palabre présente de nombreux avantages. En effet, la palabre touche beaucoup de monde à la fois, à travers les assemblées générales, les réunions, etc. De plus, elle est un lieu de partage et d'échanges d'idées, d'expériences, de savoirs et de savoir-faire. Elle offre également aux gens l'occasion de réfléchir ensemble sur les problèmes qui leur sont communs et de se parler dans les yeux. Il s'agit donc d'un moyen de dialogue et de négociation qui permet aux gens de s'entendre sur ce qu'ils vont faire ensemble. Enfin, si elle est bien organisée, elle ne demande pas beaucoup de choses ni beaucoup d'argent. Il suffit d'avoir un lieu de rencontre et des nattes ou des bancs pour s'asseoir.

Il convient cependant de reconnaître que certaines conditions doivent être remplies. En outre, il faut assurer le prix de la *cola*³ ou du *dolo*⁴ pour le crieur public chargé d'appeler les gens à la palabre. Par ailleurs, l'animateur doit être quelqu'un de sérieux et qui est respecté de tous, sinon il ne peut pas bien diriger les débats. De plus, la présence des anciens est nécessaire, car ils arrivent à calmer les gens quand les débats deviennent trop chauds.

En plus de tout cela, il faut un peu d'argent pour acheter à boire et à manger aux gens quand la palabre prend du temps. Il faut aussi avoir le temps pour faire une bonne palabre. Il faut surtout être patient. Si tu prévois commencer la palabre à 9 heures, tu la commenceras vers les 10 heures, voire vers les 11 heures. Tu sais, chacun veut travailler un peu chez lui avant de venir à la palabre. Ensuite, quand les gens arrivent à la palabre, ils vont prendre au moins 30 minutes pour bien se saluer. Quand chacun intervient, il est obligé de reprendre les salutations d'usage. Vraiment, la palabre prend beaucoup de temps. Cela ne va pas sans difficulté. Tout d'abord, il arrive maintenant que certains demandent de l'argent pour venir à la pala-

3. Noix aux propriétés stimulantes, qui joue un rôle symbolique de première importance dans les échanges sociaux.

4. Bière de mil.

bre. Ils disent qu'ils laissent leur travail pour venir palabrer, et que palabrer ne remplit le ventre de personne.

Il faut noter aussi que les gens sont souvent convoqués à plusieurs palabres. L'encadreur a sa réunion de palabre. Il en est de même du forestier, du préfet, du député et du chef de village. Parfois, les gens commencent à avoir un peu marre des nombreuses réunions de palabre, car ils n'ont pas que cela à faire. C'est pourquoi la palabre ne réussit parfois qu'à réunir un petit nombre de gens. Si tu convoques aujourd'hui 100 personnes, il faut remercier Dieu si 30 d'entre elles viennent à la rencontre. Enfin, il arrive parfois que les gens viennent à la palabre en pensant que ceux qui les convoquent ont pour but d'apporter de l'aide matérielle au village, alors que c'est plutôt le processus de dialogue qui permettra éventuellement aux villageois de trouver eux-mêmes les solutions à leurs problèmes.

Il faut aussi reconnaître que la palabre est l'une des rares occasions où les gens peuvent réellement s'exprimer. Parfois, ils peuvent passer la moitié du temps à palabrer sur autre chose que sur ce qui les a amenés. Tu sais aussi que les gens ne pensent pas tous la même chose. Bien souvent, chacun va chercher à montrer que le village ne peut rien faire sans lui. La palabre est parfois impossible quand les gens des quartiers ne s'entendent pas du tout (rivalités séculaires). Par exemple, dans l'un des villages visités, il y avait deux chefs. Il faut savoir être un homme caméléon (un diplomate) pour s'adapter aux réalités du village. Sinon, tu vas aggraver les conflits et tu auras tout le monde contre toi.

Dans ces conditions, il n'est pas facile de diriger les débats d'un grand groupe. Il te faut connaître les gens et leur caractère. Par exemple, quand un vieux veut intervenir, il va d'abord te raconter l'histoire du village avant de venir à ce qu'il veut dire. Parfois, il va même te parler en proverbes. Or, tu sais que, quand il parle en proverbes, tu dois lui répondre en proverbes. Il y a aussi les longues salutations d'usage dont nous t'avons parlé plus haut. Tu vois donc que la mise en route de la palabre peut être longue. Dans tout cela, tu dois savoir écouter les gens.

En réalité, pour mener à bien la palabre, tu dois être patient, respectueux, tolérant, intelligent, négociateur, etc. Or, il n'est pas donné à tout le monde d'avoir toutes ces qualités humaines. Il y a encore d'autres exigences que nous ne pouvons te décrire ici, car elles pourraient constituer à elles seules un récit. Pour terminer, nous avons jugé bon de tirer les leçons sur l'emploi de la palabre.

La palabre nous donne des leçons

Tout ce que nous venons de dire plus haut nous permet d'affirmer que la palabre, qui fait partie des façons de faire des villages burkinabé, constitue un espace de dialogue ou de communication participative pour le développement. Certaines exigences doivent toutefois être respectées pour qu'elle soit employée à bon escient. Il ne faut cependant pas oublier qu'il faut y consacrer beaucoup de temps, et que l'emploi de techniques d'animation de groupes favorise le bon déroulement de la palabre.

Comme tu le vois, le récit que nous venons de te raconter est riche en leçons. Nous pouvons retenir que la palabre a permis au village de Silmiougou de faire taire la bagarre de l'eau. Dans les villages de l'Est, elle a permis d'éteindre les feux de brousse. Tu vois pourquoi nous avons dit dans le titre du récit que la palabre sauve les villages burkinabé. Tu comprends maintenant pourquoi notre grand-père nous répétait sans cesse que « la palabre sauve le village ». Tu pourras désormais dire au monde entier que la palabre, ou la causerie à l'africaine, est une pratique que les villages burkinabé, comme bien d'autres en Afrique, emploient en tant que méthode de communication participative pour le développement. Il suffit de la perfectionner pour qu'elle devienne un outil au service du développement. Ce sont toutes ces raisons qui nous ont amené à conseiller son emploi dans la communication participative pour le développement. Parvenu au terme de notre récit, nous voudrions te dire à très bientôt et porte-toi bien.

Ton cousin du village

QUAND LES FEMMES PAYSANNES FONT DU THÉÂTRE

Diaboado Jacques Thiamobiga, Burkina Faso



Dans certaines régions du Burkina Faso, les femmes ne sont pas autorisées à prendre la parole en public. Or, elles jouent un rôle de premier plan dans le développement de leurs communautés. En tant qu'agricultrices, elles sont à même d'observer les changements qui surviennent dans leur environnement, par exemple l'appauvrissement des sols dans les champs qu'elles cultivent. Mais étant exclues des débats publics, elles peuvent difficilement contribuer à trouver des solutions à ces problèmes. Les femmes de deux villages de l'ouest du Burkina Faso ont puisé à même les traditions propres à leur culture pour y trouver une occasion de prendre la parole et ainsi lancer les discussions sur des problèmes tels que l'érosion des sols, la productivité et même le droit des femmes à la propriété foncière. Une belle histoire à raconter à un cousin qui ne se doute pas que, dans sa région natale, le théâtre-débat a permis à des femmes d'aborder ces questions sur la place publique et, du coup, d'améliorer leur statut au sein de leurs communautés.

Cher cousin,

Nous voudrions par le présent courrier te raconter le récit des femmes paysannes du Burkina Faso qui ont fait un théâtre-débat de belle facture. Tu sais, bien souvent, ceux qui ont été à l'école pensent que ceux qui n'y ont pas été ne sont pas en mesure de faire du théâtre-débat d'aussi bonne qualité que le leur. Les femmes paysannes des villages de Badara et de Toukoro, au Burkina Faso, viennent de démontrer le contraire. Elles n'ont pas été à l'école. Elles n'ont même pas été alphabétisées. Et pourtant elles sont arrivées à jouer un théâtre-débat de grande qualité.

À cette fin, elles ont bénéficié de l'appui d'une équipe pluridisciplinaire composée d'une sociologue, d'un agronome, d'un homme de théâtre, d'un communicateur et d'un producteur vidéo. Fortes de cet appui, elles ont cerné le problème de développement qui a fait l'objet de la pièce de théâtre, qu'elles ont ensuite montée et présentée dans les villages de Badara, Toukoro, Tondogosso et Dou. Lors de ces représentations, les spectateurs leur ont fait quelques critiques, de même que quelques propositions visant à enrichir le théâtre-débat. Enfin, elles ont tiré les leçons de leur expérience.

Le problème visé par le théâtre-débat

L'histoire que nous voulons te raconter s'est déroulée dans deux villages de l'ouest du Burkina Faso (Badara et Toukoro). Pour tes amis qui ne connaissent pas le Burkina, dis-leur que ce pays est situé au cœur de l'Afrique de l'Ouest. Il est l'un des plus pauvres du monde. C'est pourquoi le Programme des Nations unies pour le développement l'a classé cette année 173^e sur 175 pays.

Tu sais qu'il n'a ni pétrole ni diamants. Sa seule richesse est faite de ses hommes et de ses femmes qui aiment le travail, surtout celui de la terre. Ainsi, il vit grâce à l'agriculture et à l'élevage. Avant, les récoltes étaient abondantes. Les villages burkinabé n'avaient que rarement faim. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. En effet, les terres ne donnent plus de bonnes récoltes. Vraiment, il faut dire qu'elles sont fatiguées et se sont considérablement appauvries. Comme si cela ne suffisait pas, les pluies sont mal réparties dans l'espace et dans le temps. C'est comme si la nature s'était fâchée contre le Burkina, ses hommes et ses femmes.

C'est le cas cette année. De nombreux paysans qui ont travaillé la terre n'auront pas de récoltes. L'un d'eux a déclaré l'autre jour à la télévision qu'il ne va pas récolter « une seule gerbe de mil ». Les femmes des deux villages qui ont participé à ce projet l'ont dit plusieurs fois lors de leurs échanges. En ce sens, la présidente de l'un des groupements des femmes de Badara, nous a dit que « les mauvaises récoltes du village sont dues à un manque de fertilité des terres. Cette situation est tellement grave qu'elle va faire disparaître le village ». Elle a ajouté que « tu n'as pas besoin d'avoir été dans une école d'agriculture pour savoir que les sols des champs ne sont plus riches. Il te suffit de regarder les tiges du mil ou du sorgho ». C'est ce que dit aussi l'une de ses amies. Elle soutient que « la terre est gâtée » et que « les champs sont pleins de *striga* », une mauvaise herbe aux fleurs violettes qui apparaît dans les champs quand les terres sont peu fertiles. Les paroles de ces deux femmes ont été approuvées par les autres femmes de Badara et de Toukoro. L'agronome de l'équipe soutient que ce que les femmes disent est vrai. Les sols de ces deux villages ne sont plus fertiles comme avant, même s'ils ne sont pas aussi dégradés qu'ailleurs au pays.

Les femmes estiment qu'elles n'ont pas souvent l'occasion d'échanger entre elles sur ce problème, et encore moins avec leurs maris. La plupart du temps, les encadreurs ne donnent des conseils techniques qu'à leurs maris qui, parfois, ne leur en parlent même pas. Elles n'ont pas de postes de radio pour entendre les conseils diffusés sur les ondes. De plus, elles ne sont pas autorisées à porter ce problème sur la place publique, car leurs maris vont dire que cela ne les regarde pas, ou même se fâcher contre elles.

Elles ont donc de gros problèmes de communication. Ainsi, nous pouvons dire qu'à travers cette expérience de théâtre-débat les femmes ont cherché à savoir comment elles pourraient aborder le problème de la fertilité des sols pour que leurs villages comprennent qu'il faut faire quelque chose pour y remédier...

Le processus de création théâtrale

Quand les femmes ont décidé d'agir, elles se sont demandées comment elles pouvaient poser le problème dans leurs villages sans que leurs maris ne se fâchent. C'est en échangeant entre elles et avec l'homme de théâtre de l'équipe que les femmes de Badara se sont souvenu d'une cérémonie traditionnelle au cours de laquelle elles sont autorisées à se déguiser

en hommes et à dire à ces derniers leurs quatre vérités, sans pour autant qu'ils puissent se fâcher. Cette autorisation leur est donnée par les coutumes du village, qui s'imposent à tous.

Cette cérémonie est organisée quand la pluie s'arrête en pleine saison hivernale et tend à compromettre les récoltes. Elles organisent alors cette manifestation populaire, à travers laquelle elles implorant la bonté de la nature. Elles affirment que, lorsqu'elles sortent ainsi déguisées pour faire des supplications au ciel, celui-ci ouvre ses vannes et les fait entrer chez elles sous la pluie. C'est ainsi qu'est née l'idée du théâtre-débat. Les artisans de la troupe de théâtre les ont aidées à le mettre en œuvre, à travers six étapes que nous t'invitons à découvrir.

Étape 1 : La connaissance des villages

À ce niveau, les femmes ont cherché à savoir si leur idée de théâtre-débat pouvait être acceptée par leurs villages. Tu sais, rien ne peut être entrepris au village sans l'autorisation des responsables coutumiers, religieux et administratifs. C'est pour cela qu'il faut connaître les coutumes (ce qu'elles autorisent et ce qu'elles n'autorisent pas). De plus, la mise en branle de cette initiative exigeait l'approbation des maris, sans quoi les femmes n'auraient pu y participer.

Enfin, les femmes ont fait le point sur leurs savoirs et leurs savoir-faire en matière de fertilité des sols, de même qu'en matière de communication. Cette étape, qui s'est réalisée avec l'aide de la sociologue de l'équipe, a permis à tous de mieux connaître les villages. De plus, elle a facilité les relations avec tout le monde. Les femmes ont même été autorisées à se rendre dans un autre village avec les membres de la troupe de théâtre, et ce, pendant trois semaines. Chaque samedi soir, elles portaient voir leurs familles et revenaient le lundi matin au lieu de leur hébergement.

Étape 2 : Élaboration d'un modèle agronomique

Un modèle agronomique a par la suite été élaboré avec l'appui de l'agronome de l'équipe. Les femmes ont ainsi répertorié et analysé leurs savoirs et leurs savoir-faire en matière de fertilité des sols. C'est ainsi qu'elles ont défini quatre principes clés :

- la terre nourrit l'homme, l'homme doit nourrir la terre ;

- si tu veux nourrir correctement la terre, apprends à bien la connaître ;
- si tu apportes seulement les engrais minéraux à la terre, c'est comme si tu mettais de l'eau dans un panier ;
- si tu veux que la terre donne à manger à tes enfants et à tes petits-enfants, prends soin d'elle dès maintenant.

Le modèle agronomique comprend des techniques qui permettent aux producteurs et productrices :

- de lutter contre l'érosion des sols par la construction de sites antiérosion (cordons pierreux, diguettes en terre, etc.) ;
- de protéger les sols contre l'érosion due au vent et contre l'insolation en ayant recours au paillage ;
- de préparer le lit de semences par le zaï, une technique traditionnelle qui consiste à creuser les poquets (trous) et à y mettre de la fumure organique, dans l'attente d'y semer en saison de pluies ;
- de préserver les essences végétales qui se trouvent dans les champs, à raison de 25 arbres par hectare (norme vulgarisée) ;
- d'enrichir les sols par des apports en fumure organique, à raison de 2, 5 tonnes par hectare (norme technique vulgarisée) ;
- d'associer la fumure organique à la fumure minérale ;
- d'associer éventuellement certaines cultures, notamment les céréales et les légumineuses.

Étape 3 : Conception de la pièce de théâtre

Partant du modèle agronomique et des matériaux collectés sur les modes de communication dans les villages, le représentant de la troupe de théâtre a conçu une pièce intitulée *Le défi de Séto*. Cette pièce raconte l'histoire d'une villageoise qui a été profondément touchée par la baisse de fertilité des sols et les dures conditions de vie des femmes paysannes, de même que celles des hommes. Cette femme profite d'une grande fête organisée dans son village (baptême d'un enfant) pour discuter avec les autres femmes des problèmes qui les concernent et qui affectent leur village.

C'est au cours de cette fête qu'apparaît un personnage bizarre appelé Doda, ou le fou du village. Il surprend tout le monde et se met à danser avec les femmes qui, apeurées, se mettent à l'écart. Profitant de cette situation, Doda leur propose de faire du théâtre-débat. Les femmes pensent

d'abord que c'est une histoire de fou, mais elles finissent par l'écouter et acceptent de relever le défi. Ainsi, ils décident ensemble d'aborder par le théâtre-débat le problème de la fertilité des terres, qui provoque la pauvreté des femmes et du village. Pour Doda, «le théâtre-débat est un jeu qui, tout en amusant les gens, les fait aussi réfléchir sur le problème de la fertilité des sols ».

Étape 4 : La création de l'œuvre théâtrale

La création de la pièce a été l'étape la plus intéressante et la plus comique. En quelque sorte, elle a été elle-même un théâtre-débat ! En effet, cette création a fait l'objet de multiples négociations entre :

- les femmes elles-mêmes au sein de leurs associations et entre les femmes de deux villages (Badara et Toukoro), pour présélectionner les actrices ;
- les techniciens, les époux et les responsables des villages d'une part, et entre les femmes et les techniciens de l'équipe pluridisciplinaire d'autre part ;
- les techniciens de l'équipe pluridisciplinaire.

C'est ainsi que quatorze actrices ont été retenues (sept par village). Pour permettre aux femmes des deux villages d'être ensemble et de se consacrer pendant deux semaines à la création théâtrale, elles ont décidé, avec l'accord de leurs époux, de se retirer au Centre d'animation rurale du village de Banakélédag, situé à mi-chemin entre les deux villages. Elles sont alors allées à l'école de théâtre. Il leur a fallu apprendre avec patience à devenir comédiennes. Elles l'ont fait pendant quatre semaines avec l'appui de l'auteur de la pièce et de deux metteurs en scène. Tous ont travaillé avec un réel professionnalisme, ce qui leur a permis d'aider les femmes paysannes à présenter la pièce après quatre semaines de travail laborieux.

Étape 5 : Présentation du théâtre-débat

À la fin de l'étape de création théâtrale, les femmes ont fait cinq représentations (deux à Badara, une à Toukoro, une à Tondogosso et une à Dou). Chacune de ces représentations a été une vraie réussite. Ce qui était plaisant, c'est surtout lorsque les femmes jouaient dans leurs propres villages. En effet, chaque fois que l'une d'entre elles se produisait sur scène, les

gens du village étaient étonnés de voir leurs mères, sœurs ou épouses déguisées en hommes. Beaucoup d'hommes les reconnaissaient à leur manière de faire et de parler. Vraiment, chaque représentation a été une grande fête populaire dans les villages.

Étape 6 : Évaluation du théâtre-débat

Le théâtre-débat a été évalué selon plusieurs procédés. Pendant les représentations et surtout pendant les débats qui ont eu lieu après, les spectateurs ont émis certaines critiques et ont fait des propositions d'amélioration, qui ont par la suite été prises en compte. Par ailleurs, les femmes actrices ont chaque fois échangé entre elles et avec l'équipe pluridisciplinaire sur les acquis, les limites et les difficultés de chaque étape. Pour sa part, l'équipe pluridisciplinaire a évalué chaque étape du processus au fur et à mesure de leur déroulement. Enfin, une évaluation externe a été faite par une spécialiste du domaine.

Résultats du théâtre-débat

Avec le théâtre-débat, les femmes ont créé une bonne ambiance dans les villages où il a été présenté (fête populaire). De plus, le fait de voir les femmes déguisées en hommes a fait rire les gens mais, surtout, il les a fait réfléchir sur le problème de la fertilité des sols. À ce sujet, voilà ce qu'un spectateur nous a dit : « Le déguisement des femmes m'a fait réfléchir plus qu'il ne m'a fait rire. » Une femme spectatrice nous a pour sa part fait la réflexion suivante : « En se déguisant, les femmes ont montré une situation bien réelle, car bien souvent elles sont amenées à jouer le rôle des hommes absents. Ce n'est plus un déguisement, mais une réalité vécue. Dans ces conditions, les femmes ne portent plus seulement les habits des hommes : elles assument également la charge de leurs familles, qui incombait aux hommes auparavant, comme dans le cas des veuves. »

Ensuite, le théâtre-débat a été une grande école pour tout le monde (hommes, femmes et enfants). Les gens ont échangé leurs points de vue sur la vie au village, ont discuté des rapports hommes-femmes et ont partagé des informations techniques pour améliorer et préserver la fertilité des sols. Tu te rends compte ? Des femmes paysannes ont même donné des conseils techniques de fertilisation des sols aux hommes ! C'est une première dans la région. Enfin, sache qu'il y a eu surtout une grande participation des

populations dans les cinq villages où les femmes ont présenté le théâtre-débat. Aucune de celles-ci n'a mobilisé moins de 200 personnes (enfants, jeunes, hommes et femmes).

En réalité, il y a eu beaucoup d'autres résultats. Nous voudrions seulement t'en citer quelques-uns :

- la mobilisation populaire autour du théâtre-débat, faisant ainsi de celui-ci un véritable outil de communication participative pour le développement ;
- une plus grande prise de conscience des populations des villages sur la nécessité de préserver et d'améliorer la fertilité des sols ;
- une plus grande valorisation de la femme dans les villages (amélioration de son statut social) ;
- un renforcement des capacités des femmes non instruites et non alphabétisées à prendre la parole en public, grâce au théâtre-débat ;
- le renforcement des compétences des membres de l'équipe pluridisciplinaire ;
- la mise au point d'outils qui rendent compte de cette expérience de recherche-action et qui en capitalisent les acquis (vidéo, documents écrits, rapports techniques).

Au demeurant, le théâtre-débat a eu de nombreux effets positifs sur les familles et sur les villages. Sur le plan agronomique, les populations qui ont pris part au théâtre-débat ont mis en pratique certaines des nouvelles techniques proposées lors du théâtre-débat. À titre d'illustration, le fumier est devenu rare dans les villages où le théâtre a été joué, car les producteurs l'utilisent plus fréquemment dans leurs champs.

De plus, la technique du *zai* est désormais utilisée dans les champs collectifs des femmes qui ont participé au théâtre-débat. Enfin, les populations demandent souvent aux femmes de présenter à nouveau la pièce. Une enquête menée dans les deux villages (Badara et Toukoro) a démontré que le théâtre-débat a contribué à trouver des solutions aux problèmes de fertilité des sols et d'inégalités entre hommes et femmes.

Tu sais, quand on dit que les terres du Burkina sont pauvres, cela est à la fois vrai et faux. C'est vrai quand tu es au nord du pays où la plupart des terres sont devenues latéritiques. C'est faux quand tu te retrouves à l'ouest du pays, où les terres sont encore relativement fertiles. Badara et Touroko se trouvent dans cette région du pays.

Pour cette raison, les savoirs et savoir-faire des femmes du Sud se limitaient aux apports des fumures minérales aux sols. En revanche, les femmes venues du Nord avaient eu l'occasion de vivre avec acuité le problème de fertilité des sols dans leur zone d'origine. Ces dernières ont donc pu donner des exemples d'utilisation des ordures ménagères et de branchages contre le ruissellement des eaux de pluies, de cultures associées avec le niébé pour fixer l'azote au sol, de techniques comme le paillage, le zaï et les cordons pierreux. Toutes ces techniques ont été confirmées par l'agronome et par le spécialiste du théâtre, lorsqu'ils sont allés mener des enquêtes complémentaires à Kouni, un village du Nord dont les sols sont très dégradés et peu fertiles.

Toutefois, c'est au niveau des relations hommes-femmes que le théâtre-débat a donné les résultats les plus surprenants, car, en donnant la parole aux femmes, il a permis de révéler des aspects insoupçonnés du problème de fertilité des sols. En effet, loin d'ignorer l'importance de fertiliser régulièrement les sols, les femmes ont plutôt expliqué, par l'entremise de leurs personnages théâtraux, que, n'ayant pas droit à la propriété foncière, elles n'ont pas intérêt à investir pour améliorer le rendement d'un lopin de terre qui risque de leur être retiré dès que les hommes constateront sa productivité accrue...

Les leçons tirées de l'expérience de théâtre-débat

L'une des leçons que l'on peut tirer de cette expérience concerne le problème de base. Elle démontre en effet qu'il est nécessaire de faire une étude approfondie des villages pour en avoir une véritable connaissance. Il se trouve que les projets de recherche et de développement accordent peu d'importance à cette phase pourtant cruciale que constitue l'étude du milieu. Très souvent, les partenaires financiers la trouvent onéreuse et pas indispensable. Or, elle permet d'avoir une meilleure connaissance des pratiques socioculturelles des villages, des aspects agronomiques et des pratiques existantes en matière de communication.

De plus, l'expérience a révélé l'importance d'associer les populations dès l'étape de définition et d'analyse du problème, car la façon dont le problème est perçu par les agents ou les experts extérieurs à la communauté ne correspond pas toujours à la façon dont il est vécu par les populations au quotidien. À cet égard, l'exemple des femmes qui ont introduit dans le débat la question du droit à la propriété foncière est très révélateur.

Par ailleurs, la mobilisation populaire dans les villages où le théâtre-débat a été présenté démontre qu'il s'agit d'un outil efficace de communication participative pour le développement. En outre, le théâtre-débat peut faciliter le dialogue entre les femmes et leurs communautés autour d'un problème de développement, car il est bien adapté aux réalités du monde rural burkinabé. Il peut ainsi permettre aux femmes de s'engager davantage dans le développement de leurs communautés. Il s'agit donc d'un outil capable de susciter la participation des catégories sociales (femmes, hommes et jeunes) et des couches socioprofessionnelles (agriculteurs, éleveurs, etc.) au processus de développement de leurs communautés.

L'expérience a démontré aussi que les femmes paysannes analphabètes sont capables de réaliser de grandes choses si on leur fait confiance. Pour cela, il a fallu nécessairement qu'elles participent à l'ensemble du processus. Le théâtre-débat leur a offert l'occasion de partager leurs savoirs et d'en acquérir de nouveaux, tout en se libérant de certaines pesanteurs socioculturelles pour prendre la parole en public. Elles sont même parvenues à donner des conseils aux hommes ! Cela n'arrive pas souvent dans les communautés villageoises, qui sont encore fortement attachées aux coutumes et à la tradition. Si aujourd'hui tu viens rencontrer les femmes qui ont participé au théâtre-débat, tu ne croiras pas que ce sont des femmes paysannes. Certaines d'entre elles ont eu l'occasion de participer à des ateliers au cours desquels elles se sont exprimées comme le font les experts. C'est donc dire que le théâtre-débat est un instrument de valorisation des femmes paysannes. Cette valorisation porte tant sur leurs personnes que sur leurs savoirs et leur savoir-faire.

Sur le plan institutionnel, le théâtre-débat peut créer un contexte favorable à un partenariat efficace si chaque partenaire accepte de jouer franchement sa partition. Il offre l'occasion de renforcer les compétences des institutions par le jeu de la complémentarité et par la synergie des efforts. Cependant, il est indispensable que les institutions engagées dans le processus s'entendent bien dès le départ sur leurs attributions respectives.

Quelques critiques à l'endroit du théâtre-débat

Au village, on dit que le spectateur de la danse est le meilleur danseur. Autrement dit, quand tu as la position d'observateur, tu es bien situé pour faire de bonnes critiques. De même, quand tu as mené une action et que tu la regardes longtemps après, tu peux aussi faire de bonnes critiques. Avec le

recul, nous pouvons faire quelques critiques sur ce processus d'expérimentation du théâtre-débat.

D'abord, son montage a été très long et très difficile. Cela est dû en majeure partie à la démarche adoptée pour la conception de la pièce. Elle a été écrite d'abord en français par le responsable de la troupe de théâtre, à partir des matériaux collectés auprès des femmes. Il a donc fallu par la suite traduire la pièce en dioula (langue nationale), alors qu'elle aurait pu être écrite directement en dioula, à partir des expressions des femmes, qui s'y seraient retrouvées plus facilement. De plus, étant donné que les femmes étaient pour la plupart analphabètes et qu'elles n'avaient jamais joué au théâtre, il leur a été difficile d'apprendre leurs rôles par cœur. Il serait donc opportun de développer des façons d'écrire les pièces de théâtre avec les femmes, ce qui pourrait contribuer à valoriser davantage à la fois leurs savoirs et leur savoir-faire.

Par ailleurs, le choix de mettre en place une seule troupe avec la participation des femmes de deux villages et de les héberger dans un autre village situé à mi-chemin entre les deux n'a pas facilité les choses. Il a fallu négocier l'autorisation des maris et suspendre tous les samedis pour permettre aux femmes d'aller voir leurs familles. Tu sais qu'au village la femme est tout pour les familles. Il lui est difficile de quitter sa famille pour mener des activités dans un autre village. C'est pourquoi l'une d'elles a dû quitter la troupe au début de la création théâtrale. Il a fallu la remplacer.

Ensuite, le processus a coûté cher. Il a fallu beaucoup d'argent, surtout qu'on a fait appel à plusieurs spécialistes. Il aurait certainement été moins coûteux de faire appel à une troupe villageoise qui fait du théâtre sans grands moyens financiers.

Enfin, il faut souligner que le fait que l'équipe était formée de cadres de trois institutions différentes¹ a lui aussi été source de difficultés, d'autant plus que tous ne résidaient pas dans la même ville. En raison de cet éloignement des uns et des autres, il n'a pas été possible de respecter le calendrier de travail, ce qui a fait traîner les choses : tandis que la préparation du théâtre-débat aurait dû se faire en six mois, elle s'est faite en deux ans. Ainsi, il aurait été plus simple de travailler avec une équipe pluridisciplinaire d'une même institution afin d'éviter les pertes de temps et d'efficacité.

1. Le Centre d'études économiques et sociales de l'Afrique de l'Ouest (CESAO), basé à Bobo-Dioulasso, le Théâtre de la fraternité, basé à Ouagadougou, et Zama Publicité, présent dans les deux villes.

Finalement, notons que les femmes et les communautés de base ont fait preuve de disponibilité et d'engagement. Il faut par contre avouer qu'elles ont été quelque peu déçues, étant donné que tous les besoins soulevés par le théâtre-débat n'ont pu être comblés, faute de moyens matériels et financiers. De plus, l'agronome de l'équipe n'a pas été en mesure de faire le suivi des femmes paysannes qui ont expérimenté les nouvelles techniques de préservation de la fertilité abordées à travers le théâtre-débat.

Conclusion

En lisant le récit, tu as dû te rendre compte que le théâtre-débat a permis de valoriser les savoirs et le savoir-faire des femmes paysannes du Burkina en matière de fertilité des sols. Mieux, elles sont arrivées à se valoriser elles-mêmes, en montrant aux hommes qu'elles sont capables de poser en public les problèmes de développement de leurs communautés de base, et ce, au moyen du dialogue et de la communication participative pour le développement. Il en résulte que le théâtre-débat est un outil de dialogue que les populations peuvent utiliser pour aborder les problèmes de développement qui se posent à leurs villages. C'est enfin un instrument de forte mobilisation des populations autour des actions de développement des villages.

C'est pourquoi nous te demandons de raconter ce récit à tes amis. Dis-leur surtout que le théâtre-débat peut constituer le levain qui fait lever la pâte de la communication participative et celle du développement. Ainsi, tu auras contribué à rendre utile le merveilleux travail des femmes paysannes du Burkina qui ont expérimenté le théâtre-débat.

Sur ce, nous te quittons en te disant à très bientôt. Porte-toi bien !

Ton cousin du village.

- V -

**EXPÉRIENCES D'APPRENTISSAGE
COLLABORATIF EN MATIÈRE DE
COMMUNICATION PARTICIPATIVE POUR
LE DÉVELOPPEMENT APPLIQUÉE À LA
GESTION DES RESSOURCES NATURELLES**

This page intentionally left blank

NOUER LES LIENS ENTRE LA RECHERCHE ET LE DÉVELOPPEMENT : LE CHÂÎNON MANQUANT

Claude Adandedjan et Amadou Niang, Sahel



Les populations rurales de la région sahélienne, dont les systèmes de production sont pour la plupart fondés sur l'agroforesterie, ont parfois recours à des technologies de production peu performantes. De plus, l'avancée de la désertification et la dégradation marquée des écosystèmes que connaît la région depuis quelques décennies entraînent l'appauvrissement continu des populations.

Pour leur part, les chercheurs du Centre international pour la recherche en agroforesterie (ICRAF) s'attachent depuis plusieurs années à développer de nouvelles technologies qui pourraient potentiellement améliorer les productions et, par conséquent, augmenter les revenus et réduire la

pauvreté des populations rurales du Sahel. Parmi les innovations proposées, les plus prometteuses sont :

- des banques fourragères pour mieux nourrir les animaux, notamment pendant la saison sèche ;
- des banques alimentaires pour améliorer l'état alimentaire et nutritionnel des populations rurales et freiner la disparition de certaines espèces agroforestières nourricières des terroirs villageois, comme le baobab ;
- des haies vives pour protéger les espaces cultivés aux abords des habitations de la divagation des animaux et permettre une intensification des cultures ;
- des cultivars améliorés et domestiqués d'arbres fruitiers forestiers pour augmenter la production et améliorer les revenus provenant des vergers ;
- des jachères améliorées pour régénérer la fertilité des sols et améliorer les rendements des cultures.

Dans un premier temps, la stratégie utilisée par l'ICRAF pour favoriser l'adoption de ces innovations consistait à se connecter aux structures de développement, qui étaient à leur tour chargées de leur vulgarisation. L'ICRAF appuyait ces structures par la formation, l'information et la fourniture de matériel végétal.

Cette stratégie n'a eu qu'un effet très limité. Les raisons invoquées pour expliquer cet échec sont multiples. D'abord, les innovations n'étaient pas développées à partir des connaissances et de l'expertise déjà existante au sein des communautés, dont la participation demeurait très limitée. La faible technicité des agents de développement chargés de la vulgarisation et leur manque de moyens étaient aussi des problèmes récurrents. Par ailleurs, les perceptions paysannes par rapport à ces innovations n'ont jamais été prises en compte. Enfin, il y avait aussi un manque d'intérêt manifeste de la part des services de vulgarisation, qui voyaient leur travail surtout comme un moyen d'aider les chercheurs.

Pour pallier cette situation, des consortia ont été créés, dans une optique de renforcement des interactions entre chercheurs et agents de développement. Il s'agissait aussi de raffermir les liens en créant un esprit d'équipe interinstitutionnel.

Si cette nouvelle stratégie a permis d'améliorer les relations entre la recherche et le développement, elle a continué d'exclure les communautés paysannes des discussions relatives à la recherche et au développement. De plus, elle n'a pas permis de prendre en compte les perceptions paysannes, ni leurs stratégies de gestion des ressources et de l'espace.

En bout de ligne, malgré tous les efforts consentis par l'ICRAF pour faire connaître ces technologies auprès des populations, force est de constater que leur niveau d'adoption est demeuré très faible.

Faire de la recherche autrement

Depuis l'année 2000, des réflexions et des échanges entre les acteurs du développement au Sahel se sont amorcés, afin d'analyser les raisons de ces échecs. Mais, alors qu'au début les efforts ont porté sur la recherche de façons plus efficaces de diffuser les innovations, la réflexion menée par l'ICRAF l'a récemment incité à se tourner vers des approches plus participatives. En effet, une analyse des pratiques terrain a démontré que, malgré l'existence d'un partenariat institutionnel pour que les acteurs de la recherche et du développement travaillent de concert avec les paysans, l'approche utilisée est demeurée très verticale. En outre, l'ICRAF s'est rendu compte que la plupart des technologies proposées avaient été élaborées sur le modèle du haut vers le bas, c'est-à-dire qu'elles avaient été conçues et définies par les chercheurs sans la participation des paysans. Les chercheurs s'efforçaient ensuite de « vendre » l'adoption des innovations aux paysans. Ainsi, la participation se résumait à des formes de consultation et à des tentatives de mobilisation dans des activités proposées par les chercheurs.

Au vu des résultats médiocres obtenus par cette approche, il devenait évident que ce n'était pas seulement la façon de diffuser les innovations qui faisait défaut, mais bien la conception du processus de recherche dans son ensemble. Les discussions ont notamment fait ressortir clairement que, lorsque les populations ne participent pas au processus dès les premières étapes, celui-ci leur apparaît extérieur à leurs préoccupations et à leurs besoins.

À titre d'exemple, une chercheuse membre de l'une des équipes de l'ICRAF mentionnait récemment qu'après avoir planté des haies vives, dans une communauté où les ravages causés par la divagation des animaux étaient considérables, elle était retournée sur le terrain pour une visite de suivi. Or, à sa grande surprise, les populations l'ont accueillie en lui demandant si elle

venait voir « ses » arbres ! La démarche leur était apparue tellement extérieure à eux que les arbres étaient demeurés, à leurs yeux, propriété de la personne qui les avait plantés.

Dans un autre cas, un participant à une session de formation a raconté qu'après avoir parcouru plusieurs centaines de kilomètres pour se rendre dans un village situé à l'est de la Gambie, dans le but d'y planter des haies vives, son collègue et lui ont été accueillis avec hostilité par les villageois. Plusieurs sont même allés se cacher, refusant d'approcher du lieu où les visiteurs s'étaient installés. Surpris, les deux agronomes se sont demandés pourquoi ils étaient si mal reçus, d'autant plus qu'ils avaient au préalable obtenu le consentement du chef de village. C'est alors que ce dernier, furieux, est venu les interroger sur leurs intentions envers son village. Selon lui, ils avaient abusé de sa confiance et étaient venus dans le seul but de causer du tort aux villageois. Déçus, les visiteurs ont fini par apprendre qu'aux yeux de la principale ethnie locale le type d'arbustes qu'ils avaient apporté présageait de la destruction du village par des esprits mal-faisants.

Les exemples de ce type sont nombreux, là où l'analyse des besoins et la recherche de solutions se font en vase clos, sans tenir compte des systèmes de connaissances existants et de la vision du monde qui les sous-tend. C'est donc tout naturellement que la réflexion de l'ICRAF l'a amené vers la recherche d'une nouvelle façon de faire. Le besoin de changer et d'innover par des approches plus participatives était évident. Les questions suivantes se sont alors posées :

- Comment faire en sorte que les paysans participent davantage ?
- Les technologies proposées prennent-elles réellement en compte les besoins et les priorités des populations ?
- Parmi les populations visées par ces technologies, toutes les couches sociales y trouvent-elles leur compte, en particulier les petits producteurs, les femmes et les jeunes ?
- Comment faciliter la participation des populations à la co-génération et à la co-diffusion des technologies ?
- Comment peut-on rendre effective l'utilisation des résultats de la recherche ?
- Quels outils méthodologiques offerts par la communication participative faut-il utiliser pour changer et innover en ce qui concerne les stratégies et les modalités ?

L'expérimentation d'une nouvelle approche

Depuis le début de l'année 2005, ICRAF-Sahel et ses partenaires ont entrepris un vaste programme de renforcement des capacités des acteurs qui interviennent en agroforesterie dans la région du Sahel, dans le but de lever les insuffisances constatées dans l'approche actuelle. Dans un premier temps, trois pays ont été ciblés, soit le Mali, le Sénégal et le Burkina Faso. Quarante-cinq personnes représentant cinq types d'institutions concernées par la recherche, l'éducation et le développement participeront aux activités. Ces personnes proviennent notamment d'instituts de recherche, de centres de formation, d'organisations de développement, d'ONG à caractère général et de regroupements d'associations féminines.

Le défi principal de ce consortium consistera à rendre effective la participation des populations paysannes aux efforts de recherche-développement et, par ce moyen, à mettre en œuvre un processus de co-génération et de co-diffusion des innovations agroforestières. En outre, la nouvelle approche devra prendre en compte les connaissances et l'expertise des paysans, ce qui implique une connaissance et une compréhension approfondies du contexte local.

Le renforcement des capacités des membres du consortium en matière de méthodes de communication participative et d'utilisation des outils revêt une importance particulière étant donné qu'à l'heure actuelle celui-ci se compose majoritairement de chercheurs et d'acteurs spécialisés en sciences pures, dont certains font parfois preuve de peu de souplesse dans leurs attitudes et leurs pratiques. À terme, ce renforcement induira chez ces acteurs des changements qui seront bénéfiques et faciliteront la participation effective des autres acteurs, en particulier celle des paysans.

L'équipe est consciente qu'il lui faudra établir des liens plus forts avec les paysans, car, dans l'état actuel des choses, l'interaction avec les paysans à la base est faible. En effet, bien que le consortium ait établi des relations avec des représentants d'organisations paysannes, leurs points de vue ne reflètent pas nécessairement les aspirations des groupes des communautés rurales.

À terme, on espère que la collaboration de ces acteurs permettra de développer et de proposer des solutions et des interventions qui correspondent aux besoins des groupes socioéconomiques des communautés rurales. Jusqu'à maintenant, les innovations agroforestières proposées constituaient

des prototypes qui ne prenaient pas en compte les besoins particuliers de certains groupes. C'est le cas par exemple des petits producteurs, pour qui l'accès à la technologie des haies vives n'a pu se matérialiser faute de ressources supplémentaires à dégager pour l'adoption de cette technologie.

En révisant leur approche actuelle de communication pour le développement afin de la rendre plus participative, l'ICRAF et ses partenaires espèrent renforcer la compréhension mutuelle entre les acteurs, de façon à donner un nouveau souffle et un nouveau sens aux efforts de recherche qui, en bout de ligne, visent d'abord et avant tout à améliorer les conditions de vie des communautés rurales.

ISANG BAGSAK - ASIE DU SUD-EST : VERS L'INSTITUTIONNALISATION D'UN PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS ET DES RÉSEAUX EN MATIÈRE DE COMMUNICATION PARTICIPATIVE POUR LE DÉVELOPPEMENT APPLIQUÉE À LA GESTION DES RESSOURCES NATURELLES

Maria-Celeste H. Cadiz et Lourdes Margarita A. Caballero, Philippines



Comment peut-on accentuer les facteurs facilitants lors de l'institutionnalisation d'un programme de formation à distance axé sur l'expérience, qui vise le renforcement des capacités et des réseaux en matière de communication participative pour le développement appliquée à la gestion des ressources naturelles ? Comment surmonter les défis qui se présentent pour un tel programme ?

Les questions qui précèdent expriment l'essentiel du problème que le Collège de communication pour le développement (CDC) de l'Université des Philippines à Los Baños veut aborder au moyen d'une étude participative entreprise à l'intérieur de son expérience-pilote de mise en œuvre d'Isang Bagsak en Asie du Sud-Est. Le texte qui suit constitue une réflexion sur la communication participative pour le développement à un niveau autre que celui des communautés. Il examine la communication participative pour le développement (CPD) au niveau de la gestion de projet et en partie au niveau des programmes de formation, où ses principes sont aussi applicables.

Isang Bagsak est une expression en langue tagalog qui indique l'atteinte d'un consensus, sert à exprimer son accord ou ponctue une affirmation dans une réunion. Isang Bagsak - Asie du Sud-Est est un programme de formation et de réseautage qui porte sur la participation des parties prenantes à la gestion des ressources naturelles, par des processus de communication participative pour le développement. Ainsi, le programme Isang Bagsak vise à améliorer la communication entre les chercheurs, les professionnels, les communautés et autres parties prenantes à la gestion des ressources naturelles, ainsi que la participation de tous ces acteurs. Il cherche également à bonifier le potentiel des initiatives de développement à aider les communautés à vaincre la pauvreté. Le CDC a mis en place son propre programme-pilote en vue d'institutionnaliser Isang Bagsak dans la région, après un premier programme-pilote d'une durée de 15 mois auquel ont participé deux organisations d'Asie du Sud-Est (Viêt Nam et Cambodge) et une d'Afrique (Ouganda).

Le programme comprend notamment un atelier d'introduction à la communication participative pour le développement et au programme Isang Bagsak, des discussions à l'échelon local, de la formation pratique et des activités d'application sur le terrain. À l'échelon régional, il comprend également le partage et la discussion de synthèses portant sur les thèmes énumérés ci-dessus, au moyen d'un forum électronique. À mi-parcours, il donne lieu à un atelier de renforcement des compétences qui se déroule en présence des participants. À cette occasion, les processus et les techniques propres à la communication participative pour le développement sont abordés. Finalement, un dernier atelier d'évaluation et de planification a lieu lui aussi en présence de tous les participants.

Isang Bagsak - Asie du Sud-Est a débuté en août 2003. Trois équipes ont été soigneusement choisies pour participer au premier cycle du programme. Il s'agit de la Division des forêts du ministère de l'Agriculture, des

Forêts et des Pêches du Cambodge (représentant le secteur gouvernemental), du Programme de gestion communautaire des ressources côtières mené par l'Université d'agriculture et de foresterie de Hue et l'Université des pêches du centre du Viêt Nam (représentant le secteur académique) et, aux Philippines, du Centre d'aide juridique aux autochtones philippins, mieux connu sous le nom de PANLIPI (représentant les ONG et le secteur des organisations populaires). Les ateliers d'introduction sont maintenant terminés et le forum électronique a démarré.

Les facteurs facilitants

Parmi les facteurs qui facilitent la mise en œuvre du programme, on compte :

1. Le fait que l'équipe chargée de la mise en œuvre et de la facilitation soit hautement qualifiée. En effet, ses membres sont des experts de haut niveau et possèdent une expérience pratique en matière de communication pour le développement. De plus, leur institution compte une longue histoire de formation, d'expérience pratique et de recherche dans ce domaine ;
2. La collégialité et la convivialité qui caractérisent les relations de travail entre les membres de l'équipe, ce qui leur permet de garder un bon moral et de faire de la gestion participative du projet une réalité ;
3. La souplesse raisonnable manifestée par les agences partenaires en ce qui concerne les procédures administratives. Ces partenaires sont la Fondation de l'Université des Philippines-Los Baños inc. et le Centre de recherches pour le développement international respectivement (CRDI) ;
4. Un appui soutenu de la part du CRDI ;
5. Le fait que la phase-pilote du programme ait été suffisamment documentée, fournissant ainsi un modèle pour les protocoles à établir lors de l'expérience-pilote présentement en cours en Asie du Sud-Est ;
6. La formation et l'expérience préalables des membres de l'équipe en matière de formation à distance ;
7. L'existence d'une culture d'excellence et d'innovation au sein de l'organisation responsable de la mise en œuvre du projet, de même que son engagement.

Les défis

En dépit de l'existence de ces facteurs facilitants, l'équipe responsable de la mise en œuvre du programme a fait face à certains défis, dont il a été possible de tirer des leçons. Ces défis sont :

Défi n° 1 : Présenter clairement le cycle du programme, son rythme et son mandat et parvenir à une compréhension commune de celui-ci au sein de l'équipe, qui soit partagée avec les participants au programme.

Le programme comprend un atelier d'orientation destiné à l'équipe responsable de sa mise en œuvre. Cet atelier porte sur le concept de communication participative pour le développement et sur les processus qui lui sont propres, de même que sur le programme Isang Bagsak lui-même. Au CDC, l'équipe a décidé de mener le programme en équipe plutôt que d'embaucher un chargé de projet. Il était donc important que les membres de l'équipe, qui sont pour la plupart des experts en communication pour le développement, acquièrent une compréhension commune de la nature du projet et de la façon dont il est mis en pratique.

L'atelier d'orientation a également été perçu comme une occasion pour le CDC de partager ses propres expériences en communication pour le développement avec d'autres responsables (actuels et potentiels) du programme Isang Bagsak dans d'autres régions du monde, en vue de mettre sur pied un réseau international. Ainsi, plus qu'un simple atelier interne, cette rencontre s'est convertie en une rencontre internationale. Des personnes de diverses disciplines, originaires de diverses régions du monde, partageant une vision commune et s'intéressant toutes au mieux-être des populations dans des régions où les ressources naturelles sont en péril y ont partagé avec enthousiasme leurs expériences et leurs opinions au cours de discussions sur le processus de communication participative pour le développement.

Une fois résorbé l'enthousiasme suscité par la perspective de faire partie d'un réseau mondial de professionnels et de chercheurs, le CDC s'est attaqué à la mise en œuvre du programme dans la région. Lors d'un forum interne sollicité par les membres de l'équipe au terme de l'atelier d'orientation, l'idée de mettre en pratique la CPD à l'échelon communautaire s'est imposée parmi les membres de l'équipe. L'équipe de coordination soutenait pour sa part que le programme Isang Bagsak étant essentiellement un programme de formation à distance axé sur l'expérience qui s'adresse aux praticiens de la communication pour le développement, notre rôle devait

principalement consister à faciliter ce processus de formation. Peut-être le désir de travailler directement sur le terrain était-il très fort chez les membres de l'équipe, un sentiment valable chez des professeurs et des chercheurs du domaine de la communication pour le développement.

Cette situation nous a conduit à valider à nouveau nos observations sur la nature de la communication en tant que processus dans la gestion de projets en équipe. En effet, la compréhension mutuelle n'est pas toujours instantanée, pas plus que la simple expression de faits et de principes ne conduit à la compréhension ou à l'acceptation immédiate d'une idée. Ainsi, en tant que coordonnateurs du projet, nous avons parfois été poussés à nous interroger sur notre crédibilité auprès des membres de notre propre équipe. Cette question refaisait constamment surface chaque fois que les membres de l'équipe demandaient avec insistance ce que dirait le spécialiste du programme du CRDI lorsque le besoin de résoudre un problème relatif à la mise en œuvre du projet se faisait sentir. En quelque sorte, ils laissaient entendre que nos explications n'étaient pas suffisantes. Il a fallu un grand nombre de rencontres et de discussions pour en arriver à une compréhension commune sur la façon d'appliquer le programme en tant qu'équipe. Pour ce faire, il a fallu jongler avec les horaires de chacun, afin de trouver un moment qui convienne à tous pour que ces discussions puissent avoir lieu, étant donné nos multiples préoccupations comme professeurs titulaires au CDC.

Le CRDI a joué un rôle très utile en tant que conseiller, ne répondant jamais par l'affirmative ou par la négative de façon catégorique. Au contraire, en accord avec l'essence même du développement participatif, les questions nous étaient retournées pour que nous prenions nous-mêmes la décision, en posant toutefois certaines questions quant à la raison pour laquelle nous avons retenu ou souhaitons retenir telle ou telle option. Le responsable a également fait preuve d'ouverture en affirmant que le programme Isang Bagsak est en lui-même un processus d'apprentissage permanent qui évolue au fur et à mesure que différents partenaires le mettent en pratique.

En soi, le mode de gestion participatif remet en cause les idées traditionnelles en matière de gestion et de direction de projets. Peut-être permet-il également de se demander jusqu'à quel point les responsables d'un programme ont réellement intériorisé le paradigme participatif, au-delà d'une compréhension conceptuelle.

La même interprétation selon laquelle la dimension d'apprentissage axée sur l'expérience qui caractérise le programme constitue en elle-même le projet a fait surface dans les discussions entourant la participation de deux des équipes d'apprenants. L'une des équipes potentielles croyait que le programme appuierait de nouvelles initiatives sur le terrain, tandis que, dans le cas d'une autre équipe candidate, les discussions entourant la participation se sont rendues jusqu'au niveau communautaire. Il fallu une réunion avec le spécialiste du programme du CRDI pour préciser auprès des membres de l'équipe de mise en œuvre qu'Isang Bagsak est un programme de formation plutôt qu'une initiative communautaire de gestion des ressources naturelles. C'est plutôt à ce dernier type d'initiatives que s'adresse le programme de formation.

Les leçons importantes que nous offrons à partir de cette expérience sont :

- le besoin de préciser le cycle du programme et non seulement son contenu, en faisant preuve de prudence dans l'utilisation des termes, en utilisant des canaux crédibles et en manifestant une patiente persistance dans la recherche de la compréhension mutuelle sur les questions relatives à la mise en œuvre du programme ;
- la transposition du concept de communication participative pour le développement et des pratiques qui lui sont propres à la gestion du programme et des initiatives, une dimension importante de la communication participative pour le développement.

Défi n° 2 : Faire preuve de discernement et de capacité de négociation dans la sélection des équipes d'apprentissage, en allant au-delà des critères établis pour le choix des participants, afin d'atteindre un juste équilibre entre les besoins et les capacités en ce qui concerne la participation et l'apprentissage.

Le processus de sélection des équipes de participants a lui-même été une occasion d'apprentissage. Les divergences de vue initiales en ce qui concerne la nature de la participation des équipes d'apprentissage et de l'appui à cette participation ont été en grande partie causées par l'utilisation du mot « projet » pour décrire le programme de formation. En effet, bien que les critères pour la sélection des participants et ce qui était attendu d'eux aient été clairement exposés d'emblée, cela n'a pas été suffisant pour garantir que ces critères soient entièrement compris par les apprenants.

Les critères de sélection des équipes étaient les suivants : 1) un projet de gestion communautaire des ressources naturelles en cours qui dispose du financement nécessaire pour les deux prochaines années ; 2) une connexion et un accès à Internet ; 3) la volonté, de la part des membres de l'équipe, d'apprendre la communication participative pour le développement en l'expérimentant ; 4) la volonté, de la part de l'équipe de gestion du projet, de consacrer au moins 10 heures-personne par semaine à des activités de communication participative pour le développement telles que le suivi de l'utilisation des méthodes de CPD sur le terrain, les réunions d'équipe, l'étude du manuel de mise en œuvre d'Isang Bagsak - Asie du Sud-Est et d'autres ressources, la participation au forum électronique, aux ateliers et aux réunions d'évaluation. En tant qu'équipe responsable de la mise en œuvre du programme, l'équipe du CDC avait également tenu compte des facteurs suivants dans la sélection des équipes : 5) l'intérêt ou la volonté d'apprendre et d'adopter le processus de communication participative pour le développement ; 6) une possible capacité d'influencer la prise de décision en ce qui concerne l'institutionnalisation de la communication participative pour le développement dans les projets communautaires ; 7) une orientation participative ; 8) d'autres considérations d'ordre pratique, telles que l'endroit où est établie l'organisation et les frais de voyage nécessaires pour assurer le suivi de l'initiative, de même que l'existence d'un climat de paix et d'ordre au sein de la communauté.

En fait, l'une des deux équipes admissibles a été choisie en raison de ses besoins et de sa possibilité de contribuer à l'institutionnalisation du processus de communication participative pour le développement au sein des instances gouvernementales. Or, environ un mois après la conclusion des négociations, il appert que l'équipe choisie perd sa connexion à Internet (une exigence du programme) et cherche à obtenir l'appui du programme pour la rétablir ou s'attend à ce que le programme le fasse. De plus, le chef d'équipe présumé est au même moment affecté à un nouveau poste en province. Dans un premier temps, son successeur, qui de toute évidence n'a pas été correctement informé par son collègue ou par son superviseur en ce qui concerne la participation au programme, réserve un accueil plutôt froid aux facilitateurs d'Isang Bagsak au moment d'organiser l'atelier introductif. Qui plus est, son superviseur, qui avait accueilli chaleureusement les facilitateurs du projet lors de leur première visite et avait adhéré à leurs propositions, devient inaccessible durant et après l'atelier introductif, pré-

cisément au moment où le nouveau chef d'équipe demande soudainement de l'aide pour rétablir les connexions Internet.

Cette expérience précise était peut-être fortuite. Toutefois, l'une des leçons qu'on peut en tirer est que l'information concernant les personnes-ressources devrait peut-être s'ajouter à l'information recueillie à l'aide des formulaires d'application, des visites et des entrevues réalisées lors du processus de sélection des participants. De la même façon que les étudiants doivent faire une demande d'admission aux études de deuxième cycle, les équipes devraient soumettre leur candidature au programme et comprendre clairement les exigences et les implications d'une telle participation. La signature d'un engagement écrit de la part des équipes et des facilitateurs d'Isang Bagsak constitue peut-être une étape essentielle au moment de négocier la participation au programme de formation.

Par ailleurs, des développements inattendus comme ceux-là démontrent encore une fois que le programme ne peut se fonder sur un système et des procédures immuables. La plus grande leçon que nous puissions tirer de cette expérience est peut-être que les facilitateurs de tels programmes devraient toujours être disposés à s'engager dans un exercice de recherche de l'équilibre entre le besoin d'être cohérents en ce qui concerne certaines procédures et le besoin de faire preuve de souplesse lorsqu'il faut constamment s'attendre à l'inattendu.

Défi n° 3 : Négocier un échéancier réaliste qui permette la participation optimale de quatre équipes, dont l'équipe de mise en œuvre, qui suivent toutes le rythme de leur propre calendrier d'activités.

La négociation d'un échéancier pour un programme est en soi un processus de communication complexe. Dans ce cas-ci, le processus était doublement difficile en raison du mode de négociation employé, soit le courrier électronique et le forum Internet. Il semble que nous, les Asiatiques, n'avons pas encore maîtrisé la communication au moyen de ce canal, puisque le cycle tarde à se compléter, dans les cas où il y parvient. Souvent, un message transmis reste en suspens, alors que certains destinataires répondent tandis que d'autres négligent de le faire, même lorsqu'il s'agit simplement de répondre par un « oui, l'échéancier nous convient » ou « non, cela n'est pas possible » ou encore « nous avons une contre-proposition ». Mais, là aussi, le problème pourrait être dû au fait que les destinataires n'ont qu'un accès limité ou intermittent à Internet.

En réalité, les participants sont eux-mêmes très occupés, raison pour laquelle la réponse à une question sur l'échéancier ne se traduit pas toujours par un simple « oui » ou « non ». Il faut souvent consulter les membres de son équipe et d'abord en arriver à un consensus sur la réponse collective. Parfois, la lenteur et la complexité du processus font qu'on oublie carrément de répondre.

Cette situation a également des conséquences en ce qui concerne le temps que pourraient prendre les échanges sur le site Internet et entre les membres de l'équipe pour compléter le cycle du forum électronique. Selon l'échéancier établi, le programme en entier, depuis ses débuts jusqu'à son évaluation, devait durer environ 15 mois, en tenant compte des interruptions pendant la période des vacances ou à d'autres occasions importantes. Nous avons reçu des commentaires selon lesquels la période d'une semaine allouée pour réagir à tous les apports était trop courte pour que les échanges au sein de l'équipe puissent être complétés. Une période de deux semaines serait plus appropriée pour qu'il soit possible de faire parvenir une contribution initiale relativement à chaque thème, suivie d'une seconde contribution. De cette façon, la durée du programme augmenterait d'environ neuf semaines, pour un total d'environ 17 mois.

Au moment de l'atelier de mi-parcours, alors que les membres des trois équipes d'apprentissage étaient réunis, les participants ont proposé un échéancier plus souple pour le forum électronique. Selon cette proposition, deux ou trois thèmes apparentés seraient lancés simultanément dans des conférences différentes. Les participants disposeraient ensuite de deux ou trois mois pour compléter le cycle des discussions entre eux, les afficher sur le site et réagir aux commentaires des uns et des autres relativement à chaque thème abordé. Le programme se divise en quatre parties et comprend un total de neuf thèmes. Chaque partie comprend deux ou trois thèmes. La proposition, qui a maintenant été adoptée pour le reste du forum électronique et pour le second cycle du programme, vise à ce que chaque partie, avec ses deux ou trois thèmes, soit lancée en même temps, au lieu de suivre une séquence linéaire pour l'ensemble des neuf thèmes. Cette proposition se fonde sur le fait que les thèmes compris dans chaque partie (les parties I à IV) sont étroitement liés et devraient logiquement être discutés en même temps. Toutefois, l'affichage des discussions sera découpé autrement, en fonction de chaque thème.

Défi n° 4 : Transcender la langue et les barrières culturelles et faire preuve de sensibilité culturelle dans la facilitation du processus d'apprentissage, afin qu'il soit adapté à toutes les cultures.

En Asie du Sud-Est, les échanges sur la communication participative pour le développement par le truchement du forum régional se font en langue anglaise, une langue seconde pour toutes les équipes. La capacité d'expression en anglais varie d'une équipe à l'autre et au sein d'une même équipe. Le processus de traduction des échanges et des points de vue affichés sur le site, de la langue vernaculaire à l'anglais et vice-versa, nécessite donc plus de temps. Cependant, mentionnons que les participants de la phase-pilote ont découvert après coup qu'ils avaient retiré un bénéfice inespéré de leur participation : l'amélioration de leur capacité d'expression en langue anglaise et de leur confiance en eux-mêmes pour communiquer dans cette langue.

Outre la barrière linguistique, les facilitateurs ont également fait remarquer que le repérage des différences culturelles qui les distinguent des participants et qui distinguent ces derniers entre eux constituait un défi, tout comme le besoin de faire preuve de sensibilité dans la facilitation de l'apprentissage. À titre d'exemple, au cours de l'atelier introductif, les participants du Cambodge ont pris beaucoup de temps pour discuter, afin d'en arriver à un consensus dans leur propre langue sur les réponses collectives qu'ils souhaitent apporter aux questions posées avant de les traduire vers l'anglais. Les longues discussions font sans doute partie de la préoccupation des Asiatiques pour sauver la face, que certains anthropologues interprètent comme une forme de raffinement social. Les Asiatiques ne voudraient en aucun cas occasionner une surcharge de travail aux facilitateurs, qui sont des visiteurs, en raison de leurs désaccords, de leurs incertitudes ou de leurs prises de position approximatives, considérées de mauvais goût. Ainsi, ils ne traduisent à l'usage de ces derniers que les résolutions adoptées, dûment élaborées et jugées « présentables ».

En outre, les leçons apprises par les participants qu'ils affichaient dans le forum électronique semblaient trop épurées et « correctes ». Elles manquaient donc de substance, précisément parce que les incertitudes, les questions et les désaccords étaient laissés de côté. La création récente de conférences privées répond à ce besoin de tenir des conversations en privé au sein des équipes avant que celles-ci affichent les leçons tirées de leur pratique qu'elles jugent propres à la « diffusion en public ».

Cependant, la question reste entière : comment en arriver à un équilibre entre le désir des Asiatiques de sauver la face et l'apprentissage à partir des leçons tirées des erreurs que nous avons commises et de la reconnaissance de ces erreurs ? Dans le contexte asiatique, il faut peut-être que les facilitateurs d'Isang Bagsak démontrent l'importance de commettre des erreurs à l'intérieur d'un processus d'apprentissage et de renforcement des capacités, pour qu'elle se substitue à l'idée qu'une erreur est un motif de honte. Ces « erreurs » devraient-elles rester cachées dans les conférences privées ? Dans le même ordre d'idées, l'habitude d'éviter les conflits et les controverses, conforme aux valeurs asiatiques et bouddhistes qui veulent que les relations interpersonnelles soient harmonieuses, pourrait-elle être un obstacle à l'apprentissage participatif ?

L'existence de structures et de relations hiérarchiques au sein d'un grand nombre d'organisations d'Asie du Sud-Est constitue un autre défi culturel dans l'apprentissage de la communication participative pour le développement. On remarque souvent dans les programmes de renforcement des capacités qui s'adressent à ce type d'organisations que les chefs d'équipe, qui sont des superviseurs, ne participent pas aux activités du programme et n'interviennent pas. Ils laissent plutôt l'apprentissage aux membres de leur équipe. Pourtant, leur participation au programme de renforcement des capacités est fondamentale pour assurer l'application de l'approche dans les recherches et les activités relatives à la gestion des ressources à l'échelon national. Ainsi, un autre défi du renforcement des capacités en matière de communication participative pour le développement appliquée à la gestion des ressources naturelles vise à définir comment une organisation de ce type peut apprendre et appliquer la communication participative pour le développement sans pour autant entrer en contradiction avec son propre style de gestion de projet. Sa crédibilité en ce qui concerne l'application de la communication participative pour le développement sera-t-elle compromise si elle n'adopte pas une approche semblable dans la gestion des projets ? Inversement, l'étude et la mise en pratique de la communication participative pour le développement dans les communautés entraîneront-elles des changements dans le style hiérarchique de gestion de projets, même si ce changement est lent et graduel, en vue de donner lieu à une approche de gestion de projet plus participative ?

D'un autre côté, dans la mesure où nous favorisons la participation, jusqu'à quel point la promotion de la communication participative pour le développement impose-t-elle à la culture hiérarchique et non participative

de l'équipe un point de vue étranger qui n'est peut-être pas approprié à ses yeux ? L'avocat et directeur du PANLIPI rappelle cependant à notre esprit l'approche axée sur les droits, qui est compatible avec l'approche participative. Ainsi, un style de direction hiérarchique peut aussi être consultatif et participatif s'il respecte le droit fondamental des membres à s'exprimer librement et à faire connaître leurs points de vue et leurs perspectives. La promotion de la participation des populations au développement ne devrait donc pas être perçue comme une imposition si elle est fondée sur les droits fondamentaux en matière de communication.

Défi n° 5 : Faire du processus d'apprentissage un processus mené par les participants et axé sur l'expérience, tout en trouvant un équilibre avec les connaissances théoriques reconnues ou celles des experts en la matière.

Outre ses applications dans le domaine de la gestion communautaire des ressources naturelles et ses implications en ce qui concerne la gestion des projets de gestion des ressources naturelles, la communication participative pour le développement est une philosophie qui s'applique aussi au processus d'apprentissage ou de renforcement des capacités du programme. Ainsi, le défi auquel les facilitateurs font face est de trouver un équilibre parfait en unissant l'apprentissage axé sur l'expérience des participants aux connaissances théoriques ou à celles des experts en matière de communication participative pour le développement. Quelle est la meilleure façon de faire ressortir les expériences et les réflexions qui servent à cerner les leçons et les points de vue en matière de communication participative pour le développement ? Comment les facilitateurs devraient-ils intégrer la richesse des connaissances et de la sagesse des experts, de même que l'ensemble des connaissances qui existent actuellement en matière de communication participative pour le développement appliquée à la gestion des ressources naturelles ? En outre, comment un processus d'apprentissage participatif en communication participative pour le développement peut-il contribuer à renforcer cet ensemble de connaissances ?

Défi n° 6 : Atteindre un certain rythme d'apprentissage en tant qu'équipe ou communauté en utilisant tour à tour les réunions face à face à l'échelon local, réalisées dans la langue locale, et les réunions virtuelles à l'échelon régional (international), réalisées en langue étrangère, par Internet.

Outre nos expériences, nos recherches et nos connaissances pratiques et théoriques antérieures en communication participative pour le développement, et malgré notre formation et nos connaissances en ce qui concerne

les mécanismes propres à la formation à distance, notre seule préparation pour réaliser le programme Isang Bagsak en Asie du Sud-Est était sans doute notre disposition à connaître le cycle du programme et le rythme de son déroulement. Nous avons appris au fur et à mesure. La nouvelle dimension de la facilitation que nous apprenons présentement porte sur le mode d'apprentissage des communautés ou des équipes, comparativement à la formation à distance qui s'adresse aux individus.

La principale leçon tirée de cette expérience est qu'il importe de déployer tous les efforts pour expliquer avec force détails le cycle du programme et le rythme d'apprentissage, en intégrant ces explications aux sessions d'orientation des participants.

Ces explications ne doivent pas porter uniquement sur le logiciel à utiliser pour le forum électronique. Elles doivent porter sur l'ensemble du processus de discussion au sein d'une équipe, sur la façon de faire la synthèse de ces discussions, d'afficher ces synthèses et de les télécharger à partir du forum électronique. Il faut donc que les facilitateurs soient grandement familiers avec le processus d'Isang Bagsak. Les facilitateurs devraient donc avoir eux-mêmes déjà participé au programme, afin d'être en mesure de faciliter l'apprentissage convenablement. La préparation d'un manuel sur la facilitation d'Isang Bagsak pourrait également être utile.

Défi n° 7 : Tirer profit de l'apprentissage individuel et collectif au sein des équipes participantes, tout en continuant à nous soucier de la pertinence des initiatives de communication participative pour le développement et de gestion des ressources naturelles pour améliorer le bien-être des communautés avec et pour lesquelles ces équipes travaillent.

Ce dernier défi porte sur le besoin d'atteindre un autre équilibre : entre le processus de renforcement des capacités des acteurs qui œuvrent en gestion des ressources naturelles et l'importance que les bénéfices découlant de leurs efforts profitent à l'ensemble de la communauté des acteurs de ce domaine. Cela est avant tout un rappel ou un avertissement à l'endroit des facilitateurs d'Isang Bagsak, afin que, dans nos efforts pour apprendre le processus de la communication participative pour le développement, nous ne perdions pas de vue « le panorama global » et son influence sur la communauté des acteurs qui œuvrent en gestion des ressources naturelles. Tandis que la mise en œuvre du programme se poursuit, nous prévoyons obtenir d'autres apports et voir surgir de nouveaux défis en ce qui concerne l'influence du programme sur le bien-être des communautés avec lesquelles les

participants travaillent. Au-delà d'un ensemble de connaissances et de pratiques, la communication participative pour le développement est d'abord et avant tout la vie des gens, comme nous le rappelle le directeur du PANLIPI.

Face à tous ces défis, le Collège de communication pour le développement se réconforte à l'idée qu'il partage avec ses partenaires régionaux le point de vue selon lequel Isang Bagsak constitue un programme et un réseau qui évoluent et se redéfinissent constamment. Son rêve est que le programme Isang Bagsak devienne éventuellement un programme d'éducation à distance permanent et autonome du Collège. Ce programme mènerait à l'obtention d'un certificat en communication participative pour le développement appliquée à la gestion des ressources naturelles et à d'autres domaines du développement et s'adresserait à divers types d'acteurs du développement qui œuvrent dans différents contextes.

RÉFLEXIONS SUR LE DÉVELOPPEMENT PARTICIPATIF ET LES BESOINS EXISTANTS EN MATIÈRE DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS EN ÉGYPT ET DANS LA RÉGION ARABE

Waad El Hadidy, Égypte

Les organisations à but non lucratif et autres organisations de la société civile de la région arabe font actuellement face à des défis de taille. Sur le plan légal, une bataille est en cours pour la redéfinition des limites du secteur à but non lucratif. Sur le plan politique, la signification du terme participation et la façon dont cette dernière peut être contrôlée font l'objet de débats intenses. Sur le plan social, des bouleversements profonds affectent des structures sociales et des systèmes de valeur strictement codifiés depuis très longtemps. Tous ces défis remettent en question les pratiques



actuelles en matière de développement. Bien que les organisations gouvernementales et non gouvernementales soient conscientes des limites des interventions verticales du type « prêt-à-porter » et qu'elles reconnaissent l'importance de la participation, le développement participatif n'est toujours pas bien ancré dans la pratique.

Quelles leçons avons-nous apprises, après une décennie de débat autour du concept de développement participatif et de son application ? Le texte qui suit décrit les réflexions du Centre de services pour le développement sur le développement participatif dans la région arabe, plus particulièrement en ce qui concerne l'Égypte. Le terme « développement participatif » fait référence ici à la fois au paradigme et aux approches qui le rendent possible, telles que la communication participative pour le développement, la méthode active de recherche participative et la méthode active d'action et d'apprentissage. Les besoins existants en matière de renforcement des capacités sont également abordés.

La participation en tant que valeur sociétale

Un grand nombre de sociétés arabes ont été parmi les premières à intégrer dans leur vie la participation en tant que valeur. L'Égypte, par exemple, a été le premier pays arabe, musulman et africain à faire l'expérience des organisations modernes de la société civile, et ce, dès 1821. Ce pays a aussi été le premier à tâter de la gouvernance démocratique, dès 1866¹. La première organisation non gouvernementale moderne, l'Association philanthropique égypto-hellénique, a été créée à Alexandrie en 1821. Cette association était qualitativement différente des fondations religieuses antérieures, qui étaient l'œuvre de personnes ou de familles charitables et qui existaient en Égypte depuis des siècles.

D'un point de vue communautaire et culturel, les diverses manifestations de la société civile dans le monde arabe sont le reflet de la vaste gamme de comportements civiques qui valorisent la participation². Ces manifestations comprennent des réseaux sociaux informels, de même que des organisations traditionnelles fondées sur les liens de parenté et l'appartenance à

-
1. Saad Edwin Ibrahim (1996). *An Assessment of Grass Roots Participation in the Development of Egypt*.
 2. Alaa Saber (2002). « Towards an Understanding of Civil Society in the Arab World ». *Bulletin Alliance*, mars.

une tribu, à un village ou à une communauté religieuse. Au Koweït, le *diwaniyya* est un lieu où les hommes (et au cours des dernières années les femmes) se rencontrent de façon informelle. Il est reconnu comme le lieu où le mouvement de démocratisation présentement en cours au Koweït a vu le jour³. Dans certaines régions du Liban, le système tribal fournit aux villageois un espace de consultation sur les questions qui touchent leur communauté.

D'un point de vue religieux, la participation est depuis toujours un pilier de l'Islam, en particulier dans les régimes non séculiers, qui ont dominé à travers l'histoire. En tant que concept et principe, la Shura, telle qu'on la retrouve dans l'Islam, ne diffère pas de la démocratie. En effet, toutes deux soutiennent que les délibérations collectives sont plus appropriées que le choix individuel pour parvenir à des résultats justes et sensés pour le bien de l'ensemble de la communauté. Les deux concepts affirment aussi que le jugement de la majorité est habituellement plus inclusif et plus précis que celui de la minorité. En tant que principes, la Shura et la démocratie partent toutes deux de l'idée centrale selon laquelle toutes les personnes ont les mêmes droits et responsabilités. Le Coran mentionne que la Shura constitue un principe qui gouverne la vie publique de la société des fidèles, au lieu d'un système de gouvernance organisé de façon précise. En ce sens, plus un système respecte les principes de la Shura sur les plans constitutionnel, institutionnel et pratique, ou les principes démocratiques équivalents, plus il devient islamique⁴.

Le paradigme du développement participatif

En dépit de cet enracinement profond des principes participatifs dans la culture et la religion, le développement participatif en tant que paradigme et institution n'est pas très bien implanté dans le monde arabe. Un grand nombre d'organisations internationales ont déjà tenté d'engager les communautés locales dans la prise des décisions relatives aux initiatives de développement en Égypte. À leurs débuts dans les années 1970, une grande partie de leurs efforts s'étaient concentrés sur les comités de citoyens locaux que ces organisations avaient réussi à mobiliser. Afin que le travail de ces comités puisse se poursuivre de façon endogène, on leur a conseillé de créer

3. Al Sayyid (1993). « A Civil Society in Egypt ? ». *Middle East Journal*, printemps.

4. Sadek Sulaiman (1998). « Democracy and Shura », dans *Liberal Islam : A reader*. Charles Kurzman, New York : Les Presses de l'Université Oxford.

des organisations non gouvernementales, la formule utilisée par la plupart des organisations étrangères œuvrant en Égypte dans les années 1970 et 1980. Ironiquement, en dépit de leurs efforts, les organisations étrangères ont été accusées de conspiration et des doutes ont été soulevés quant à leurs intentions réelles.

Par exemple, dans un village de la région de Beni Souef où une organisation étrangère avait commencé à travailler, les membres du comité se sont révélés particulièrement soupçonneux. Au cours des premières rencontres, les dirigeants ont exigé un bilan financier afin de mieux évaluer la situation. Ils ont alors découvert qu'une somme importante avait été dépensée en réunions et en frais de voyage entre Bruxelles et le Caire. « Nous ne comprenions pas le développement à cette époque et nous pensions que chaque sou devait être consacré à l'amélioration des conditions de vie », souligne M. Badr. À titre de membres du conseil, ils ont décidé d'expulser l'organisation en question de la région de Beni Souef. Les dirigeants locaux ont alors fait face à des pressions de l'ambassade des États-Unis et du gouverneur pour que l'organisation puisse rester. Un avertissement leur a été servi selon lequel cette organisation allait rester, que cela leur plaise ou non, et qu'il serait plus sage qu'ils en profitent le plus possible.

Bien que les fondements du développement participatif aient été mis en pratique depuis les années 1970, ce n'est que dans les années 1990 que les écrits ont commencé à refléter cette tendance. Les sessions de formation et les projets de développement se sont tous vus adjoindre l'épithète « participatif ». Certaines organisations, dont le Centre de services pour le développement et la Near East Foundation, ont alors entrepris d'adapter le concept à la région arabe. Évidemment, les efforts de quelques organisations n'ont pas été suffisants pour atteindre des milliers de gens. Bien que plusieurs organisations utilisent désormais le langage du « développement participatif », le cadre conceptuel n'est pas bien intériorisé, puisque les véritables initiatives de développement participatif sont peu nombreuses sur le terrain. C'est peut-être parce que la « participation au développement » est souvent perçue comme une priorité du Nord, en dépit du fait qu'elle ait vu le jour en Amérique du Sud, par les écrits de Paulo Freire.

Il y a peu d'exemples d'initiatives de développement participatif qui ont réussi. Le processus de documentation de telles initiatives vise habituellement les donateurs plutôt que les praticiens, les décideurs locaux ou les membres de la communauté. Dans le monde arabe, les processus de réflexion critique entourant les efforts de documentation qui s'adressent à ces

derniers groupes et qui contribuent à la formation des organisations sont plutôt limités. Au niveau individuel, les professionnels s'engagent rarement dans la réflexion critique parce que les systèmes d'éducation en vigueur ne l'encouragent pas. Les cultures organisationnelles sont également un obstacle à cet égard. La production de connaissances dans notre région tourne habituellement autour d'un besoin urgent, qu'il s'agisse d'un problème à résoudre ou d'une situation en quête de solution. Les processus de communication habituels qui prennent place dans les communautés rurales, tels que les conseils tribaux de la Jordanie ou les réunions connues sous le nom de Qat⁵ au Yémen, offrent l'espace nécessaire aux discussions, à l'émergence de la sagesse locale et à l'apprentissage. Ce type de processus n'est pas généralisé dans les organisations de développement ou parmi les praticiens. Cette situation limite la réflexion, tant au niveau individuel qu'au niveau des groupes. Elle perpétue également l'insuffisance des connaissances en matière de développement participatif.

En outre, les politiques en vigueur ne permettent pas toujours à la société civile d'avoir recours aux approches participatives. Même s'il est vrai qu'en Égypte, au Maroc, en Tunisie et en Algérie les gouvernements encouragent les ONG à apporter un complément aux dépenses publiques en matière de services sociaux, ils ne permettent pas à ces organisations de renforcer librement la capacité d'agir des populations, de peur de perdre le contrôle⁶.

La réflexion sur les efforts du Centre de services pour le développement pour convertir le « développement participatif » en un principe significatif en Égypte apporte une perspective intéressante. En effet, l'utilisation appropriée de la méthode active de recherche participative a laissé sa marque, dans la mesure où de nombreuses organisations non gouvernementales (ONG) affirment aujourd'hui que la participation fait partie intégrante de leur travail. Cependant, le fait que l'accent ait été mis sur le secteur des ONG a renforcé inutilement la séparation entre le secteur gouvernemental et celui des ONG. Le discours participatif excessif et l'accent mis sur les ONG laissent entendre que le gouvernement ne peut être participatif et que le rôle des ONG consiste à corriger les erreurs que le gouvernement

5. Le qat est un sédatif cultivé et consommé au Yémen et il est considéré comme une partie intégrale du travail et de la vie sociale.

6. Marlene Kanawati (1997). « Consulting Egypt's Local Experts », *Beyond Prince and Merchant*. The Institute of Cultural Affairs International, Pact Publications.

commet en planifiant le développement sans la participation des populations. Les dichotomies produites par l'utilisation d'expressions telles que « mettre les derniers à l'avant-scène » et « les marginaux », qui ont pendant longtemps dominé le discours, ont eu pour effet d'opposer les ONG au gouvernement. Dans une situation aussi polarisée, les promoteurs de la participation se sont retrouvés face à ce qu'ils voulaient éviter : une rupture entre les ONG et le gouvernement. Cela ne fait que démontrer que, même lorsque les efforts nécessaires à la promotion de l'approche participative sont consentis, des résultats indésirables peuvent surgir.

Une seule région, plusieurs particularités

Lorsqu'on parle de la région arabe, il est important de comprendre les contextes sociaux, économiques et politiques qui permettent ou empêchent le développement participatif dans les divers pays arabes. Par exemple, le contexte social de l'Égypte est celui d'une société patriarcale et autoritaire, ce qui se manifeste par des attitudes de dépendance et d'ambivalence dans les communautés. Pendant longtemps, le gouvernement a assumé le rôle du dictateur bienveillant et une attitude selon laquelle « le gouvernement a toujours raison ». Le travail des ONG est en grande partie restreint par des lois et scruté par les forces de sécurité de l'État. De fait, une étude réalisée pour évaluer la participation des populations dans les ONG égyptiennes au moyen d'indicateurs relatifs au nombre d'adhérents, à la fréquence des assemblées générales et à la proportion de bénévoles par rapport au personnel salarié a conclu que la participation était généralement très faible, une situation en partie attribuable au fait que le gouvernement inhibe la participation⁷. La situation palestinienne peut être décrite à l'inverse. En l'absence de gouvernement, les ONG ont assumé le rôle de prestataires de services qui, dans d'autres pays, seraient considérés comme des services publics. Les ONG dominant en Palestine, alors que les autorités palestiniennes tentent actuellement de se tailler une place dans le domaine du développement. De telles variations indiquent que le développement participatif prend un sens différent selon le contexte de chaque pays.

7. Saad Edwin Ibrahim (1996). *Op. cit.*

Les implications pour le renforcement des capacités

Il ne fait aucun doute que de plus grands efforts doivent être déployés pour que le « développement participatif » soit adapté au contexte et pour faire en sorte qu'il soit davantage qu'un terme ajouté aux titres des programmes des ONG. La question est de savoir comment ce renforcement des capacités devrait se réaliser.

À l'origine, le Centre de services pour le développement a été créé pour servir de centre de ressources et de services aux ONG. La formation et l'appui technique constituaient l'essentiel des services offerts par le Centre avant qu'il n'entreprenne la conception de ses propres programmes de développement à long terme. La réflexion sur cette époque de renforcement des capacités et d'appui technique nous a fait constater que ce mode de fonctionnement axé sur la transmission de savoir-faire et de compétences était essentiel mais insuffisant. Cela laissait croire que les bénéficiaires du renforcement des capacités ont besoin que des ressources soient transmises « par ceux qui en ont à ceux qui n'en ont pas ».

Ce paradigme en matière de renforcement des capacités a été et continue d'être promu par des ONG et des agences internationales. Selon un extrait d'un document de travail de la Banque mondiale, « respecter les actions citoyennes indépendantes ne veut pas dire de laisser les groupes communautaires à eux-mêmes pour qu'ils mettent en œuvre leurs initiatives grâce à la méthode d'essai-erreur. Les connaissances et les compétences pour le faire leur font souvent défaut. Le succès de leurs entreprises dépend souvent de l'accès à un appui technique approprié et soutenu dans des domaines tels que la gestion de l'information et la direction de projets, le développement des ressources humaines, ainsi que la formulation, le suivi et l'évaluation de projets⁸ ».

Il est plutôt paradoxal que des organisations qui visent à promouvoir le développement participatif conçoivent le renforcement des capacités de cette façon. La participation ne signifie pas seulement associer les gens à la transmission de connaissances, mais bien changer la perspective dans laquelle s'exerce le renforcement des capacités, afin de reconnaître que les gens possèdent déjà des compétences et des habiletés qui ne demandent

8. Gabriel Siri (2002). *The World Bank and Civil Society Development, Exploring Two Courses of Action for Capacity Building*. Institut de la Banque mondiale.

qu'à se manifester. Cette nouvelle perspective reconnaît également que les individus intériorisent les nouvelles connaissances non seulement au moyen de la transmission de connaissances, mais aussi en les expérimentant eux-mêmes.

Plus précisément, en prenant l'exemple de la communication participative pour le développement et l'expérience limitée mais significative du Centre de services pour le développement, qui a formé des organisations arabes et fourni un appui technique sur le concept à une équipe de chercheurs, on peut affirmer que l'essence de la communication participative pour le développement participatif n'a pas été transmise. Les discussions avec les professionnels qui ont bénéficié de la formation ont démontré que leur compréhension de la communication participative pour le développement se limitait à la production de matériel. Pour sa part, l'équipe de recherche percevait la communication participative pour le développement comme un outil utilisé pour faciliter la collecte d'information dans la recherche de façon extractive.

Or, comme les autres membres de la famille du développement participatif, la communication participative pour le développement est plutôt fluide. Elle renforce un autre type de communication et de partenariat entre les communautés et les praticiens du développement, où la communication est perçue comme un processus au cœur de nos vies. Elle se fonde sur la connaissance des besoins en matière de communication tels que le besoin de faciliter la mise en relation, d'établir des liens de collaboration, de faciliter la compréhension mutuelle, en plus des besoins en matière de développement, qui peuvent se centrer sur des questions concrètes.

Elle s'adresse donc aux praticiens du développement. Au lieu de leur « enseigner » la participation, il importe de reconnaître que ces praticiens possèdent de riches expériences et qu'il s'agit plutôt de faciliter leur propre apprentissage. Au lieu de leur « fournir des ressources », il faut « faciliter l'inventivité », un processus où l'on apprend à apprendre. Il est également de première importance de prendre conscience du fait que les principes participatifs ne sont pas étrangers à l'héritage culturel et religieux du monde arabe, mais qu'il s'agit plutôt de traditions profondément enracinées qui doivent être ravivées.

Les praticiens arabes ont besoin d'un espace où réfléchir sur leurs expériences, enrichir leurs points de vue, documenter des histoires et partager avec d'autres praticiens. Lors d'un atelier réalisé en Jordanie en 1997, des participants de neuf pays du Moyen-Orient ont réfléchi au fait que les pra-

tiques de participation locale ne sont pas documentées et ont manifesté leur enthousiasme à l'égard de la mise en place d'un forum qui pourrait les réunir pour discuter de leurs expériences dans le domaine⁹. Jusqu'à maintenant, quelques efforts ont été faits en ce sens, mais aucun n'a perduré, peut-être parce qu'ils étaient trop conventionnels et abstraits et ont fini par devenir une suite de sujets sporadiques et éparés. Ainsi, les facteurs de motivation n'ont pas été suffisamment pris en compte.

Une stratégie appropriée pour le renforcement des capacités partirait du point de vue selon lequel l'autoréflexion génère des connaissances profondes, qui sont mieux intériorisées que les connaissances imposées de l'extérieur. Après tout, comment pouvons-nous prétendre intervenir dans le développement des autres si nous ne comprenons pas le nôtre, ou si nous ne sommes pas prêts à nous engager dans le nôtre¹⁰? Cela ne veut pas dire pour autant qu'il s'agisse d'une stratégie révolutionnaire. De fait, les activités proposées ne vont pas au-delà de la tenue d'ateliers traditionnels, de la création de réseaux et des forums électroniques. La principale différence résiderait dans l'approche, qui aurait pour but de susciter la réflexion sur les expériences et d'en tirer des leçons, en y ajoutant un élément de capitalisation. Une telle méthode viserait à faire valoir l'importance de généraliser les efforts pour tirer les leçons des projets réalisés et la mise en jour des apprentissages.

Dans cette optique, il est intéressant d'examiner une initiative existante de renforcement des capacités en matière de communication participative pour le développement, pour définir comment elle pourrait être adaptée aux besoins particuliers de la région arabe.

L'exemple d'Isang Bagsak

Isang Bagsak, un programme de renforcement des capacités et des réseaux en matière de communication participative pour le développement, constitue un bon point de départ pour l'approche « apprendre à apprendre ». Le programme conjugue l'utilisation de la technologie Internet aux rencontres face à face pour discuter de sujets relatifs à la communication

9. *Arabization for PRA Materials in the Documentation of PRA Exchange Meeting : challenging Practice Attitudes*. NEF et CDS. 1997. Amman.

10. Alan Kaplan (1999). *The Development of Capacity*. UN Non-Governmental Liaison Service.

participative pour le développement. Les lignes qui suivent soulignent les aspects-clés du programme Isang Bagsak et proposent des façons de les adapter au contexte de la région arabe, pour qu'ils permettent davantage de réflexion et d'auto-formation.

- La stratégie générale : Isang Bagsak est considéré comme un programme de renforcement des capacités et des réseaux qui repose en majeure partie sur l'éducation à distance dans ses modalités. Une personne-ressource lance chacun des thèmes de discussion par l'envoi d'un message aux équipes participantes, pour qu'elles apportent leurs commentaires et en fassent la synthèse. Bien que ce n'était pas l'intention au départ, les discussions ont pris la forme de questions-réponses, alors que la personne-ressource déclenche la discussion sur chaque thème en posant des questions, auxquelles les équipes répondent en équipe.

Pour créer un programme de réflexion et d'apprentissage, cette attitude doit être instaurée dès le départ. L'objet du programme devrait être présenté comme étant l'amélioration des connaissances en matière de communication pour le développement et le renforcement de la capacité de réflexion critique. Les participants devraient y voir une occasion de réfléchir de façon critique sur leur travail en développement et d'en tirer des leçons.

- Le contenu et les discussions : le programme Isang Bagsak repose sur la réflexion rétrospective sur des projets antérieurs ou sur des aspects déjà réalisés de projets en cours. Bien que cela soit essentiel pour pouvoir tirer des leçons de l'expérience, cela ne rend pas nécessairement les participants capables d'appliquer ces leçons à de nouvelles situations. Afin de faciliter cet aspect, on demanderait aux participants de suivre deux voies lors de la discussion de chaque thème. La première consisterait à réfléchir rétrospectivement sur le thème abordé, par des discussions sur les expériences antérieures. Ceci aurait pour but de renforcer la perception que les organisations ont effectivement une certaine expérience de participation, même inconsciente. La seconde voie mettrait l'accent sur la discussion de chaque thème à la lumière des projets actuellement en cours. Il s'agirait de fournir une petite somme d'argent à chaque organisation, afin qu'elle choisisse une initiative de gestion des ressources naturelles de concert avec les communautés. Le processus débiterait avec le thème 3 : faire participer les communautés pour cerner un problème de gestion des ressources na-

turelles et ses solutions. Il s'agirait d'un fond nominal qui servirait uniquement à donner le coup d'envoi à l'initiative avec la communauté. Les participants seraient encouragés à partager les thèmes de discussion avec leurs communautés, en tant qu'éléments d'un processus conjoint de réflexion, d'apprentissage et d'évaluation.

- La facilitation : dans le programme Isang Bagsak, une personne-ressource assume la responsabilité de lancer chaque thème et de commenter les synthèses de chacune des équipes. Cela peut donner l'impression que la personne-ressource est l'expert en contrôle.

Bien qu'il doive y avoir une personne-ressource principale pour chaque thème, les participants devraient tour à tour co-faciliter les discussions. Ils devront établir un plan de discussion des thèmes et susciter les apports des participants, de concert avec la personne-ressource. Cette dernière ne devrait intervenir dans les discussions qu'en cas de besoin.

- La conception : le cadre du programme Isang Bagsak est en grande partie pré-établi. Les participants prennent le contrôle des discussions au moyen de réponses synthétisées.

Afin de créer un environnement propre à l'apprentissage et à la réflexion, les participants devraient pouvoir contribuer à la planification du programme. Par exemple, pour chacun des thèmes abordés, chaque participant pourrait poser une question d'importance cruciale qui peut traverser toutes les discussions. Les participants pourraient aussi choisir la dynamique participative pertinente qui, selon eux, est la plus importante pour la discussion.

- Les participants : des équipes de plusieurs pays ont déjà participé au programme Isang Bagsak. Une équipe centrale dans chaque pays était responsable de convoquer les équipes de leur pays et de réaliser une synthèse des discussions. Il est possible qu'en raison du trop grand nombre de synthèses la richesse des discussions ait été perdue, surtout lorsqu'un pays comptait plusieurs équipes.

Les équipes participantes devraient pouvoir transférer leurs connaissances à d'autres organisations. Cela pourrait se faire au moyen de deux mécanismes. Chaque organisation qui participe au programme pourrait s'associer à une organisation de moindre expérience. De cette façon, une organisation servirait de « tuteur » à l'autre, afin d'appliquer l'initiative conjointe adoptée par la communauté. Chaque pays

serait représenté par deux équipes afin d'éviter que les discussions ne soient édulcorées. La production de matériel pourrait être une autre façon d'élargir le programme au-delà des organisations participantes : un guide de l'apprenant de conception simple, un ensemble de matériel de formation, des exercices que les participants pourraient utiliser pour diffuser l'information à d'autres. Une personne-ressource autre que le facilitateur principal serait responsable de la compilation de ce matériel. Celui-ci pourrait inclure des histoires de cas et des récits fournis par les participants et leurs communautés respectives. La responsabilité concernant l'usage de ce matériel auprès d'autres ONG reposerait sur les participants. Ce concept est tiré de l'expérience du programme Université vivante lancé par Aide à l'enfance-États-Unis en Égypte. Ce programme se fonde sur la formation par les pairs par l'entremise des ONG. Celles-ci suivent un programme de formation intensif, au terme duquel elles deviennent une université vivante ou un apprenant. Les Universités vivantes deviennent ensuite des ambassadeurs, qui transfèrent leurs connaissances à d'autres ONG. Le cycle se reproduit alors dans un effet de cascade. Selon les ONG participantes, apprendre d'un pair constitue une expérience plus positive que celle d'apprendre d'un formateur engagé à cet effet, comme c'est le cas dans les programmes de formation usuels.

Observations finales

En résumé, le renforcement des capacités dans la région arabe devrait avoir pour but de générer des connaissances de façon systématique, connaissances qui existent peut-être déjà à un niveau tacite et inconscient chez les individus ou les organisations. Au moment de mettre sur pied un programme de renforcement des capacités en matière de développement participatif, il convient d'aborder aussi le renforcement de la capacité à apprendre. Conformément à la philosophie du développement participatif selon laquelle « il vaut mieux montrer à une personne à pêcher que de lui donner du poisson », le renforcement des capacités devrait aussi enseigner à apprendre, au lieu de proposer des leçons préconçues.

Cependant, il est peu probable que les praticiens arabes sautent sur l'occasion d'apprendre à partir de leurs expériences. La question des incitatifs et de la motivation doit être soigneusement examinée. En outre, il faut

démontrer que les participants pourront retirer des bénéfices précis et palpables de cet exercice. Chaque praticien se demandera quel avantage le fait de prendre le temps de participer à une expérience d'apprentissage lui rapportera, à moins que le temps investi ne s'insère dans des activités en cours, peut-être sous la rubrique « diffusion », qu'on retrouve dans le budget de toutes les initiatives de développement. Parmi les autres incitatifs possibles mentionnés ci-dessus, on compte l'établissement d'un fonds pour lancer une initiative, ainsi que la mise en œuvre d'un processus de création de matériel utile à la formation et d'autres formes de diffusion des connaissances.

LA MISE EN ŒUVRE D'ISANG BAGSAK EN AFRIQUE AUSTRALE ET DE L'EST

Chris Kamlongera et Jones Kaumba, Afrique australe



Cet article vise à exposer comment le Centre de communication pour le développement de la communauté de développement de l'Afrique australe appuie des organisations nationales qui œuvrent dans le domaine de la gestion de l'environnement et des ressources naturelles au Malawi, en Ouganda et au Zimbabwe. Avec l'appui du CRDI, le Centre a mis de l'avant un projet destiné au renforcement des compétences de ces institutions en matière de communication participative pour le développement. Cette initiative fait partie des activités courantes du centre, qui visent à appuyer les efforts qui sont mis de l'avant par les gouvernements de la région en faveur du développement.

Le problème posé par ces efforts est qu'ils ont jusqu'ici été incapables de mettre le pouvoir décisionnel entre les mains des gens ordinaires. La participation des communautés rurales (qui représentent plus de 70 % de la population totale de la région) n'a jamais été réellement perçue comme ayant un rôle décisif à jouer pour susciter des changements positifs dans la région. Dans la plupart des initiatives de développement, l'opinion de la population est considérée comme étant sans importance. Ainsi, elle est presque toujours ignorée par ceux qui prennent les décisions en matière de développement.

Ceux qui sont d'avis que la participation de la population aux initiatives de développement rural et de réduction de la pauvreté est indispensable en sont encore à se demander comment faire pour susciter cette participation de façon durable. En effet, il existe encore un besoin réel pour qu'un ensemble de connaissances pratiques portant sur la façon d'assurer la pleine participation des communautés rurales à ce type d'initiatives soit disponible. C'est précisément dans cette optique que le Centre a été créé.

Jusqu'à maintenant, il a proposé des méthodologies de communication participative qui tentent de répondre au besoin d'avoir accès à ce type de connaissances. Parmi ces méthodologies, on compte l'analyse participative des besoins en matière de communication pour le développement et de développement rural, l'élaboration de stratégies de communication participative, l'élaboration participative d'un programme de formation pratique qui s'adresse aux agriculteurs, la méthode active de recherche participative en communication pour le développement, la rédaction de projets pour et par les communautés rurales, l'évaluation participative des programmes de communication et l'utilisation des médias traditionnels.

Ces méthodologies de communication participative, expérimentées par une vaste gamme d'initiatives de développement rural, ont démontré leur efficacité. Le défi auquel le Centre doit maintenant faire face consiste à partager, de façon rentable et durable, les connaissances acquises jusqu'à maintenant.

La recherche de solutions aux problèmes de développement rural

La faible participation de la population aux programmes de réduction de la pauvreté et de développement rural donne souvent lieu à une sous-utilisation de ces programmes ou à leur échec. Parmi les motifs avancés pour expliquer ces failles, on compte l'insuffisance de la planification avec

les communautés concernées, le manque d'appropriation de l'initiative par ces mêmes communautés, la mise en œuvre de solutions techniques inappropriées, la présentation et le traitement inadéquats de l'information et des connaissances, l'utilisation de méthodes de formation peu efficaces au regard des caractéristiques de la population, principalement rurale et peu alphabétisée, l'utilisation de canaux de communication peu efficaces et le choix de groupes cibles erronés. Un grand nombre de ces problèmes peuvent être résolus par la communication pour le développement, une approche transversale applicable à n'importe quelle sphère du développement où le progrès durable dépend des choix qui sont faits et des actions qui sont entreprises de façon éclairée par les personnes concernées. Cette approche peut notamment s'appliquer aux programmes d'amélioration de l'agriculture, de nutrition, de sécurité alimentaire, de santé, d'accès à l'eau portable et d'hygiène publique, de sensibilisation aux questions relatives à l'égalité entre les sexes, de population et de santé reproductive, d'élevage, de foresterie, d'environnement, d'alphabétisation, de crédit rural, de création d'emplois rémunérés, ainsi qu'à d'autres secteurs-clés.

La communication pour le développement consiste à utiliser la communication de façon systématique pour faciliter la participation réelle des gens aux efforts de développement, plus particulièrement en milieu rural. Elle repose sur le principe du dialogue et a recours à des approches de communication, des activités participatives, des médias et des canaux, de concert avec tous les groupes concernés. Ces derniers y sont considérés comme des partenaires égaux. Plutôt que de viser des « groupes cibles », comme le veulent les techniques de publicité et de promotion de type occidental, la communication pour le développement se fonde surtout sur des « groupes d'interaction » et promeut la compréhension mutuelle, ainsi que le partage des connaissances et des expériences. Elle peut être utilisée au niveau interpersonnel, pour un groupe ou à grande échelle. Elle peut :

- assurer que les préoccupations de la communauté qui n'avaient pas été exprimées jusque-là soient prises en compte dans la planification ;
- donner lieu à un processus d'appropriation des initiatives par la communauté et renforcer la capacité d'agir de cette dernière ;
- assurer que les meilleures solutions techniques soient prises en considération, en tenant compte des perceptions et des pratiques de la communauté, ainsi que de ses connaissances ancestrales ;
- présenter l'information de façon utile et attrayante aux yeux des utilisateurs, particulièrement aux yeux des personnes du milieu rural qui

peuvent être quasi analphabètes et qui vivent selon un mode de vie traditionnel ;

- améliorer la formation et l'acquisition de compétences technologiques en ayant recours à des approches de communication et à de l'équipement convenant à des personnes qui ont peu ou pas d'instruction traditionnelle ;
- repérer les canaux de communication et les médias qui sont à la fois efficaces et appréciés des populations, de même que les sources d'information et de conseils qui exercent une influence sur les gens, qu'elles soient modernes ou traditionnelles ;
- neutraliser les préjugés et faire ressortir les préoccupations des bénéficiaires qui peuvent être exclus.

La communication pour le développement peut conduire à des résultats qualitatifs et quantitatifs mesurables tels que des changements en matière de sensibilisation, de connaissances, d'attitudes et de pratiques. De plus, elle est particulièrement adaptée à la réalité rurale, où prédominent les cultures plus traditionnelles, bien que ses principes puissent également être appliqués dans un contexte périurbain.

Afin de résoudre le problème du manque de participation aux programmes de développement rural, le Centre a élaboré et utilisé une méthode qui comprend les étapes suivantes :

1. L'analyse de la situation ;
2. La recherche participative avec la communauté : définition du problème et de sa solution, enquête initiale pour estimer le niveau de sensibilisation, les connaissances, les attitudes et les pratiques propres à une question de développement. La réalisation d'une enquête au point zéro, dont l'outil est construit à partir des résultats de la recherche participative, fournit également un point de référence pour l'évaluation ultérieure du programme de communication ;
3. La conception d'une stratégie de communication ;
4. La conception participative des messages et des thèmes de discussion ;
5. L'élaboration de matériel de communication et la définition des méthodes qui seront utilisées ;
6. La mise en œuvre sur le terrain (y compris la formation du personnel terrain, si nécessaire) ;
7. Le suivi et l'évaluation, comprenant une deuxième enquête (pour mesurer les résultats et planifier l'intervention suivante, le cas échéant).

Cette méthode a été adaptée, expérimentée, mise en marché et diffusée. La solution se fonde sur des méthodes qui comprennent des approches dont le but est de favoriser la participation des gens, à tous les niveaux, à la définition des problèmes de développement rural et à la recherche de solutions à ces problèmes, au partage des connaissances, aux efforts pour susciter des changements d'attitude et de comportement, à la prise de décisions et à la recherche d'un consensus pour l'action.

Elle a été diffusée au moyen d'ateliers expérimentiels et de services-conseils ainsi que par la production de matériel de communication, à l'aide de méthodes participatives. En plus des méthodologies mentionnées ci-dessus, le Centre produit des manuels, des études de cas et des guides d'accompagnement pour les ateliers.

La diffusion de la méthode elle-même a été un facteur clé, qui a donné lieu à son adoption par des communautés et des programmes de développement rural. Une stratégie a été élaborée pour former le personnel national œuvrant dans des projets de développement rural à l'intérieur d'ateliers novateurs, pratiques et orientés vers l'action, qui comprennent un volet de mise en œuvre sur le terrain, auprès des populations à la base.

Ce travail a apporté des changements positifs notables en matière de sensibilisation, de connaissances, d'attitudes et de pratiques chez les personnes concernées, y compris les communautés rurales, les agents de développement sur le terrain et leurs employeurs au sein du gouvernement, les ONG, les institutions et les organisations internationales.

Comme le veut sa nouvelle stratégie de partenariat, le Centre travaille avec des organisations qui partagent les mêmes vues sur l'importance de la communication pour le développement. À titre d'exemple, il collabore avec l'Union des radiodiffusions et des télévisions nationales d'Afrique – Centre interafricain d'études en radio rurale de Ouagadougou (URTNA-CIERRO) au Burkina Faso –, afin d'améliorer la situation de la radio rurale en Afrique. Il collabore également avec le CRDI en matière de communication participative pour le développement dans le domaine de l'environnement et de la gestion des ressources naturelles. Ce dernier programme est présentement en cours en Ouganda, au Malawi et au Zimbabwe en tant que programme Isang Bagsak-Afrique australe et de l'Est. Le programme offre un exemple concret de communication participative pour le développement en action. Regardons comment cela se concrétise.

Isang Bagsak en Afrique australe et de l'Est

L'implantation du programme de communication participative pour le développement appliqué à la gestion des ressources naturelles en Afrique australe et de l'Est a été perçue comme une étape importante dans les efforts pour améliorer la façon dont les initiatives de recherche et de développement en matière d'environnement et de ressources naturelles sont mises en œuvre dans la région.

Le programme reconnaît que le niveau des compétences en communication de ceux qui cherchent à mettre en œuvre des programmes et des projets de développement revêt une importance primordiale pour la réussite de toute initiative visant la pérennité. Dans l'ensemble, on attend du programme qu'il aide les participants à concevoir et à appliquer de nouvelles façons d'atteindre plus efficacement la population où qu'elle soit, grâce à la communication interpersonnelle, de groupe ou de masse. Le programme vise aussi à rendre le processus d'élaboration des politiques plus transparent et accessible à toutes les parties intéressées, de même qu'à favoriser la participation des gens aux processus de décision relatifs à la conception et à la planification de solutions potentielles aux problèmes de leur société. Par ailleurs, il vise à aider les participants à concevoir des messages relatifs au développement qui ont recours à divers médias, à des stratégies de production de matériel et à des campagnes pour la communication de nouvelles idées et de pratiques à ceux qui en ont besoin. Enfin, le programme a pour but d'aider les gouvernements, par l'entremise de leurs nombreuses institutions et des ONG, à formuler des politiques bien documentées afin de réduire la pauvreté et d'assurer un développement rural durable, fondé sur l'équité hommes-femmes, qui soit aussi respectueux de l'environnement.

En contribuant à améliorer les capacités des chercheurs et des agents de développement à travailler avec les communautés, Isang Bagsak ouvrira de toutes nouvelles possibilités pour que les communautés puissent assurer la gestion des ressources naturelles et aborder les questions de développement à leur manière, selon leurs traditions et leur culture, contribuant ainsi à l'utilisation durable des ressources disponibles.

Conscient que le renforcement des capacités en communication participative pour le développement devrait être un volet important des programmes de gestion des ressources naturelles, Isang Bagsak, par ses huit projets en Afrique australe et de l'Est, s'efforce de faire une différence. Les chercheurs le voient comme un outil important pour travailler avec les communautés.

Par conséquent, le programme Isang Bagsak offre un espace de formation et d'interaction face à face entre les participants et les animateurs, ainsi que des échanges par le truchement d'un forum électronique. Les participants peuvent aussi communiquer entre eux librement par une « place publique » informatisée. De plus, ils ont accès aux ressources documentaires du CRDI, de même qu'au matériel et aux livres du Centre.

Le programme s'est aussi assuré que ces ressources humaines et matérielles aident les participants à renforcer leurs capacités à travailler de façon participative avec les communautés locales, facilitant ainsi la création de partenariats avec d'autres intervenants en développement qui cherchent à avoir une influence réelle sur les politiques aux niveaux local et national. Il fournit également aux participants l'occasion d'obtenir rapidement de l'information à jour en ce qui concerne les méthodes participatives utilisées dans le domaine de la gestion des ressources naturelles, sans avoir à s'absenter de leur lieu de travail. De plus, Isang Bagsak - Afrique australe et de l'Est fait la promotion de la coopération « Sud-Sud » afin que les participants qui œuvrent dans les pays du Sud puissent s'inspirer des expériences et des connaissances techniques des uns et des autres et ainsi réduire leur dépendance envers le Nord. Il convient également de souligner que les participants à ce projet ne doivent pas nécessairement tous avoir le même niveau d'expérience, puisque les équipes ayant peu ou pas d'expérience peuvent partager et apprendre de leurs collègues plus expérimentés.

Les initiatives inscrites au programme proviennent d'une grande diversité de disciplines, faisant ainsi de la mise en œuvre de la communication participative pour le développement une entreprise multidisciplinaire. À ce stade-ci, trois pays participent au programme : le Malawi, le Zimbabwe et l'Ouganda. Tel que décrit ci-dessous, les initiatives diffèrent beaucoup l'une de l'autre. Cependant, elles ont toutes le même point de vue sur l'importance de renforcer le pouvoir des communautés et d'accroître leur sentiment d'appropriation des projets de recherche et de développement.

- **Malawi**

Le Projet de développement des petits producteurs de Macadamia couvre deux directions du développement agricole, soit celles de Kasungu et de Mzuzu dans le nord du Malawi. Les chercheurs et les vulgarisateurs agricoles participent à la mise en œuvre de ses activités. L'initiative vise à améliorer le bien-être des Malawiens par la réduction de la pauvreté chez

les populations rurales, grâce à la promotion du développement de l'agriculture. Plus précisément, elle cherche à promouvoir la production de noix de Macadamia, intercalée avec d'autres cultures vivrières, afin d'assurer la sécurité alimentaire et la production de revenus pour les agriculteurs. La conservation de l'environnement fait partie intégrante de cette initiative. Selon le chef de l'équipe, par sa participation à Isang Bagsak, l'équipe compte acquérir un véritable savoir-faire en matière de communication qui permettra aux agents de vulgarisation de première ligne d'engager un dialogue avec les communautés avec lesquelles ils travaillent, tout en créant un environnement d'apprentissage et d'enrichissement mutuel qui renforce la capacité d'agir des agriculteurs.

Une seconde initiative, qui porte sur les variétés indigènes d'arbres fruitiers, est en voie d'être entreprise par le département de chimie de l'Université du Malawi. Des études antérieures sur la composition chimique des variétés indigènes de fruits sauvages comestibles qui poussent au Malawi ont révélé leur grande valeur nutritive, notamment en vitamines A, B et C et en minéraux. Cette initiative portera sur le développement de ces produits et la promotion de leur transformation et de leur mise en marché au niveau des ménages dans les régions rurales du Malawi. Plus précisément, la recherche portera sur l'utilisation et la commercialisation des fruits indigènes de l'écozone du Miombo. La mise en œuvre de cette étude nécessite de travailler de concert avec les communautés, en particulier avec les femmes, qui réalisent l'essentiel du travail de transformation des aliments au Malawi. Des technologies pouvant contribuer à éliminer les tâches les plus éreintantes et à diminuer la charge de travail des femmes ont été mises au point. Des efforts seront faits aussi pour renforcer les capacités des responsables de la transformation des aliments en milieu rural afin d'accroître la valeur de ces derniers et d'augmenter les revenus des ménages, dont on espère ainsi améliorer les conditions de vie.

L'équipe a également facilité la tenue d'activités de recension des priorités en matière de recherche et de développement au sein des communautés rurales. Pour réaliser ces activités, il a été nécessaire de travailler avec des ONG et des ministères gouvernementaux, en particulier avec leurs services de recherche et de vulgarisation.

Enfin, le département de biologie de l'Université du Malawi est le fer de lance d'une troisième initiative, qui a déjà démarré. Ce département a par le passé participé à divers projets multidisciplinaires où la communication pour le développement faisait défaut. Dans ce cas-ci, l'initiative porte sur la gestion des ressources en eau dans le sud du Malawi.

L'un des aspects les plus intéressants de cette initiative est qu'elle est née de l'intérêt manifesté par des spécialistes des sciences naturelles pour intégrer les questions sociales à leurs recherches en matière de gestion des ressources naturelles, dans le but d'améliorer leur travail. À ce jour, les membres de l'équipe ont effectué une collecte préliminaire des données. L'équipe de cinq personnes a aussi réalisé des enquêtes détaillées où des questionnaires et des groupes de discussion seront utilisés pour la collecte des données. Les membres de l'équipe sont d'avis que la communication participative pour le développement peut apporter une aide précieuse à ce processus. En outre, ils croient qu'elle contribuera à accroître la base de connaissances par la collecte de savoirs traditionnels qui existent déjà à l'échelon local et en les utilisant comme point de départ pour élaborer des plans de gestion des ressources en eau. Un autre des objectifs de cette initiative consiste à évaluer la qualité microbienne et chimique de l'eau, afin de déterminer si elle est propre à la consommation humaine. Les questions d'égalité entre les sexes qui affectent la gestion des ressources en eau au sein des communautés de la zone d'étude seront également examinées. Enfin, la recherche permettra de cerner les facteurs qui contribuent à la dégradation du bassin versant et à proposer des mesures d'atténuation pouvant être mises en place.

Toutefois, cet accroissement des connaissances pourra être partagé et utilisé de façon efficace uniquement si les membres de l'équipe acquièrent de nouvelles habiletés grâce au programme de formation en communication participative pour le développement.

• **Ouganda**

Trois initiatives sont également en cours en Ouganda. La première, intitulée « Intégration de la gestion des ressources naturelles aux services-conseils nationaux en matière d'agriculture », se déroule à Kabale, dans le sous-comté de Rubaya.

Il s'agit d'un endroit montagneux et très escarpé. Les agriculteurs font face à un problème d'érosion du sol, étant donné qu'ils pratiquent l'agriculture sur des pentes escarpées. Présentement, le programme les encourage à intégrer la plantation de pommiers et d'arbres fourragers à leurs pratiques, afin de contenir l'érosion du sol.

L'interaction fructueuse avec les communautés qui participent à cette initiative est vitale pour le succès de cette dernière. En ce sens, la communication participative pour le développement est perçue comme la meilleure

méthode pour y parvenir. Selon le coordonnateur du programme, cette nouvelle méthode, qui assure la participation des communautés à toutes les étapes, est probablement la meilleure solution pour répondre à certains problèmes de communication qui sont inhérents à ce type de projets.

La seconde initiative ougandaise se déroule sous la responsabilité de l'Institut Kawanda de recherche en agriculture de l'Organisation nationale pour la recherche en agriculture. Elle porte sur la communication entre les producteurs de bananes pour la gestion des sols et de l'eau, la manutention post-récolte, et l'amélioration des systèmes agricoles.

Les questions de communication qui sont abordées par le projet comprennent le besoin de partager les connaissances traditionnelles des agriculteurs, l'inadéquation des efforts de vulgarisation en raison de certaines insuffisances en matière de facilitation et de motivation, le manque d'accès des agriculteurs à de l'information appropriée, ainsi que le manque de communication entre les agriculteurs et les chercheurs, entre les agriculteurs eux-mêmes, et entre les chercheurs et les vulgarisateurs.

La communication d'agriculteur à agriculteur au moyen d'affiches et de journées portes ouvertes a été entreprise afin d'atténuer le problème de la vulgarisation inadéquate. Les efforts de planification faits conjointement par les chercheurs, les agriculteurs et les autres participants ont contribué à réduire le manque de communication entre les parties prenantes.

Enfin, la troisième initiative entreprise en Ouganda porte sur l'utilisation durable de la terre dans la production bananière du centre de l'Ouganda. Le partenaire principal pour cette initiative est une organisation appelée « Efforts volontaires pour le développement ». Cette initiative vise à réaliser des sessions utilisant la méthode active de recherche participative (MARF) afin d'élaborer des calendriers et des plans d'action pour la sécurité alimentaire, à former des agents de vulgarisation en développement rural à la planification et à l'aménagement, à l'entrepreneuriat agricole, à l'agriculture durable, à la manutention post-récolte et à la communication, à faire des démonstrations sur le terrain, à fournir des intrants agricoles de qualité (à productivité élevée, exempts d'insectes nuisibles et de maladies) et à mener des sessions de formation pratique en matière d'agriculture, en particulier sur l'espacement, la préparation d'engrais biologiques, la gestion intégrée des insectes nuisibles, l'émondage et la manutention post-récolte.

Étant donné que ce travail nécessite une interaction soutenue avec les agriculteurs, il est de première importance qu'une méthodologie appropriée soit utilisée afin d'assurer des résultats optimaux. La communication

participative pour le développement semble particulièrement indiquée dans ce cas-ci.

- **Zimbabwe**

Au Zimbabwe, une initiative appelée « Projet d'action dans les zones en marge du désert » sera mise en œuvre, dans l'optique de contenir la dégradation des terres aux confins du désert par des activités de démonstration et de renforcement des capacités. Elle abordera des questions d'importance mondiale sur le plan environnemental de même que des questions économiques et environnementales nationales, en particulier la perte de biodiversité, les insuffisances en matière de séquestration de carbone et l'accroissement de l'érosion et de la sédimentation des sols.

Cette initiative fait partie d'un programme plus vaste qui couvre neuf pays : le Burkina Faso, le Botswana, le Kenya, le Mali, la Namibie, le Sénégal, l'Afrique du Sud et le Zimbabwe.

Des sites-clés qui abritent des écosystèmes de première importance à l'échelon mondial et où la biodiversité est présentement menacée ont été sélectionnés dans chacun des neuf pays. Ces sites doivent servir de laboratoires sur le terrain pour des activités de démonstrations en ce qui concerne la surveillance et l'évaluation de l'état de la biodiversité, l'expérimentation des options les plus prometteuses en matière de gestion des ressources naturelles, ainsi que le développement de moyens de subsistance de rechange durables et l'élaboration de lignes directrices en matière de politiques.

Cette approche se veut globale, étant donné que le Projet d'action dans les zones en marge du désert a adopté une approche de gestion des ressources naturelles novatrice qui est à la fois participative et intégrée, et qui consiste à conserver les ressources biologiques au moyen d'activités de restauration qui renversent les processus de dégradation, plutôt que par la préservation d'écosystèmes ou d'activités particulières dans des zones protégées.

Au Zimbabwe, les sites qui ont été sélectionnés sont Matobo, Chivi et Tsholotsho, qui sont gérées par des autorités communales. Cela soulève la question de la recherche de consensus avant que quoi que ce soit ne soit entrepris. Les questions relatives à l'appropriation du processus par les participants, au système de maintien de l'ordre et au choix du maître-d'œuvre des interventions et de leur suivi, doivent toutes faire l'objet de discussions dès le départ.

La communication participative pour le développement a un rôle à jouer dès l'étape de définition du problème, y compris dans la recherche et le choix de solutions possibles. À ce jour, des enquêtes ont été réalisées pour collecter les données au point zéro dans les zones visées. Certains outils ont déjà été utilisés, comme les tableaux chronologiques et les tableaux de tendances. L'initiative aura une durée initiale de six ans, mais on vise à ce qu'elle puisse se poursuivre au-delà de cette période.

Dans ce cas-ci, la communication participative pour le développement est utile pour renforcer le pouvoir de la communauté, facilitant ainsi l'utilisation durable des ressources naturelles. Les communautés auront accès à une plateforme ouverte afin d'y discuter de leurs pratiques, de leurs problèmes et de leurs besoins en matière de gestion des ressources naturelles, de même que des perspectives d'avenir et des solutions possibles.

Ainsi, la communication participative pour le développement devient un outil important pour faire en sorte que les communautés s'approprient le projet, lui donnant ainsi de plus grandes chances de succès en ce qui concerne l'amélioration des conditions de vie des gens.

Pour sa part, le Projet de développement agricole de Sedwick se déroule dans le district de Tshlotsho de la province de Matabeleland-Nord. Il couvre 10 126 hectares de ce territoire habité par un certain nombre de ménages d'agriculteurs qui ont été déplacés de leur lieu d'origine, où il travaille directement avec 84 ménages et offre des services à quatre autres villages voisins situés dans les zones communales de Tsholotsho.

Le projet vise à assurer la production de cultures stratégiques pour la sécurité alimentaire nationale au moyen d'initiatives de développement de l'irrigation. Il cherche également à développer des capacités en matière de production de céréales et d'autres cultures de rente par la communauté, de même qu'à améliorer ses pratiques en matière de gestion du bétail, particulièrement en ce qui concerne l'alimentation des animaux et la lutte contre les maladies. Enfin, il vise à offrir des services de reproduction afin de préserver le troupeau indigène nkone pour la communauté et à établir des systèmes de gestion du veld¹, en collaboration avec le ministère du Développement et de la Production de bétail.

Les premiers contacts avec le projet ont été réalisés par l'entremise de la chefferie et des autorités locales. L'équipe a dû organiser des rencontres

1. Le terme « veld », qui vient de la langue afrikaans, est utilisé en Afrique australe pour décrire de vastes plateaux herbeux, qui s'apparentent à une prairie.

avec les membres de la communauté dans la zone visée par le projet. Le choix des zones d'intervention a été fait à l'aide de la technique d'analyse de l'arbre à problème et de la classification des priorités par des approches participatives.

Cela a aidé l'équipe à assurer que les causes, les effets et les solutions aux problèmes étaient analysés du point de vue de la communauté. De façon générale, les gens étaient d'avis que la zone est susceptible à la sécheresse, et qu'il est donc normal qu'il y ait des problèmes reliés à l'eau et au pâturage. En retour, ces problèmes entraînent la mort de certains animaux ou encore des problèmes de santé ou un poids insuffisant chez les bêtes avec, en bout de ligne, une perte de revenus au moment de leur vente. Étant donné le succès obtenu par cette approche, les agriculteurs ont accepté de participer à l'élaboration de plans de gestion des pâturages et de coordonner l'approvisionnement en eau pour les cuves à bétail.

Défis

Depuis le début du programme Isang Bagsak, certaines expériences ou certaines questions qui méritent qu'on s'y attarde ont fait surface. Ce sont :

- L'absence d'activités visant à fournir un appui technique pour assurer que les chercheurs obtiennent sur-le-champ l'assistance dont ils ont besoin sur le terrain et pour permettre aux institutions qui coordonnent les activités de les documenter.
- L'accréditation. Bien que le Centre accorde des certificats d'achèvement aux individus qui participent à ses ateliers et sessions de formation, les organisations ou les institutions où œuvrent ces participants ne les reconnaissent pas. Une reconnaissance ou une accréditation émise par une institution du milieu scolaire serait non seulement reconnue par les autres institutions, mais elle contribuerait aussi grandement à récompenser ceux qui participent véritablement au programme Isang Bagsak. De plus, cette accréditation pourrait éventuellement être utilisée en vue de l'obtention d'un diplôme.

Observations et réflexions

Le programme de communication participative pour le développement a jusqu'ici démontré qu'il existe une demande pour ses services chez un grand nombre d'acteurs, tel que le démontrent les organisations qui participent actuellement au programme. Il reste maintenant à assurer que les goulets d'étranglement que connaît présentement le programme seront résolus et que ce dernier pourra être offert à un plus grand nombre d'institutions de développement dans la région.

Jusqu'ici, le partage d'expériences au moyen du forum électronique s'est révélé une façon novatrice de surmonter les obstacles habituels que constituent la gêne, la peur et la réticence à s'exprimer qui accompagnent souvent l'éducation des adultes. Le facilitateur semble disparaître de la scène une fois que le « thème du jour » a été lancé. Les participants viennent ensuite commenter l'introduction faite par le facilitateur. Cela se fait de façon décontractée, en s'inspirant des expériences passées et des observations quotidiennes des participants (y compris des erreurs qu'ils ont commises), sans aucune peur ni gêne.

Les participants apprennent aussi les uns des autres au fur et à mesure qu'ils affichent leurs réponses dans le forum. Très souvent, ils répondent aussi aux commentaires de leurs collègues, demandent des conseils ou font part de leurs propres expériences ou problèmes.

L'un des aspects les plus gratifiants qu'il nous ait été donné d'observer lors de l'expérience Isang Bagsak est la bonne volonté démontrée par les scientifiques pour prendre en considération les questions relatives à la communication. Cela constitue une avancée significative pour le programme. Certains des participants issus du milieu scolaire ont déjà commencé à modifier leur façon d'enseigner les sciences pures, étant donné que l'expérience exige d'eux qu'ils revoient la façon dont ils entrent en relation avec le monde qui les entoure. Les sciences pures s'en trouvent ainsi « humanisées ».

MISE EN ŒUVRE D'ISANG BAGSAK : LA GESTION COMMUNAUTAIRE DES RESSOURCES CÔTIÈRES DANS LE CENTRE DU VIÊT NAM

Madeline Baguio-Quiamco*, Viêt Nam

La jeunesse de la population et sa croissance rapide, jumelées à une industrie du tourisme en plein essor, sont à la source du nouvel élan que connaît le secteur des pêches dans le centre du Viêt Nam. Alors que les prises en provenance de l'océan diminuent en raison de la surexploitation, l'aquaculture prend la relève pour répondre à la demande de produits maritimes. La culture d'espèces marines populaires de grande valeur telles que le homard, la crevette, l'huître, le crabe et diverses espèces de poissons très en demande dans les lagunes et les baies du centre du Viêt Nam est devenue une activité très lucrative. À ce titre, elle attire des investisseurs et est en

* Ce texte a été écrit en collaboration avec l'équipe de gestion communautaire des ressources côtières à Hue.

voie de donner naissance au triumvirat habituel de problèmes qui semblent toujours s'inscrire dans le sillage du développement axé sur la demande : une pression sur les ressources naturelles, le déplacement des habitants locaux de leurs moyens de subsistance et l'inéquité dans la répartition des profits.

Au cours de la dernière décennie, des recherches ont été menées dans la région centrale du Viêt Nam, afin de comprendre les dimensions biologiques et sociales de la gestion des ressources halieutiques. Entre 1995 et 2001, en vertu d'un programme de recherche intitulé *Projet Lagune*, l'Université d'agriculture et de foresterie de Hue, l'Université de Hue pour la science et le ministère des Pêches de Hue se sont penchés sur la gestion des ressources biologiques dans la lagune de Tam Giang. L'initiative de recherche a également examiné comment les changements survenus aux échelons national et mondial affectent les moyens de subsistance de la population qui vit dans la région côtière de la province de Hue.

L'initiative, intitulée *Gestion communautaire des ressources côtières* dans le centre du Viêt Nam, est un projet d'une durée de trois ans qui cherche à utiliser les résultats du *Projet Lagune* ainsi que ceux d'autres initiatives de recherche et efforts de développement afin de résoudre les problèmes de gestion des ressources côtières dans la région. Cette initiative est mise en œuvre par les trois organisations qui ont participé au *Projet Lagune*, auxquelles s'en sont ajoutées deux autres : l'Institut de recherche pour l'aquaculture – Région 3 et l'Université des pêches de Nha Trang. Par ce projet, on espère que les approches relatives à la gestion des ressources côtières dans l'ensemble du Viêt Nam seront améliorées, que les liens complexes qui existent en matière de moyens de subsistance seront mieux compris et que ces nouvelles connaissances influenceront les politiques locales, dans le but d'améliorer la gestion participative des ressources côtières. Enfin, un réseau de chercheurs en matière de gestion communautaire des ressources devrait être mis sur pied au Viêt Nam afin de mettre en œuvre un programme de renforcement des compétences s'adressant à tous les chercheurs.

Établir les bases d'un partenariat

La motivation de l'équipe à participer au programme *Isang Bagsak* est due surtout à son désir d'améliorer les capacités des scientifiques à utiliser la communication participative pour le développement dans le but d'atteindre les objectifs fixés en matière de gestion des ressources côtières. Les

membres de l'équipe ont vu dans Isang Bagsak la réponse à leurs besoins en matière de connaissances et de compétences relatives aux « sciences sociales ». Ils ont dit croire que de meilleures compétences en matière de communication leur permettraient d'accomplir plus efficacement les tâches qui les amènent à interagir avec les populations et, en bout de ligne, d'atteindre les objectifs du projet, qui sont :

- accroître la capacité des institutions partenaires à jouer un rôle de chef de file en matière de gestion communautaire des ressources côtières au Viêt Nam ainsi que la mise sur pied d'un réseau de chercheurs, comme moyen d'offrir de l'appui à d'autres institutions pour le renforcement de leurs capacités ;
- comprendre les changements qui sont survenus en ce qui concerne la diversité des moyens de subsistance, de même que les stratégies mises en place par les communautés et les réponses apportées par les politiques locales pour faire face à ces changements dans la gestion des ressources de la lagune ;
- trouver et évaluer des façons et des processus permettant d'élargir le travail de terrain afin d'inclure un grand nombre de communes qui utilisent les principes de gestion fondés sur les écosystèmes, tout en tenant compte de questions plus vastes relatives à l'organisation sociopolitique et aux aspects écologiques des ressources vivantes ;
- évaluer et comprendre l'effet de l'aquaculture sur les moyens de subsistance des pêcheurs traditionnels ;
- explorer les options possibles pour améliorer la gestion participative de l'aquaculture et des pêches.

Cette justification de la participation de l'équipe a convaincu le groupe coordonnateur du programme Isang Bagsak – Asie du Sud-Est que ses activités pourraient effectivement appuyer les objectifs du programme de gestion communautaire des ressources côtières. L'équipe était également en mesure de répondre aux autres exigences établies par Isang Bagsak pour qu'un groupe puisse être accepté comme participant : avoir un accès permanent à Internet, avoir des initiatives en cours dans la communauté et être disposé à appliquer la communication participative pour le développement à son travail actuel et à accorder du temps aux activités d'Isang Bagsak.

Résultats initiaux

Les membres de l'équipe ont participé au premier cycle d'Isang Bagsak en compagnie de trois autres équipes en Asie du Sud-Est : l'Administration forestière au Cambodge, le Centre d'aide juridique pour les autochtones philippins (PANLIPI) et le Collège de communication pour le développement de l'Université des Philippines à Los Baños, tous deux établis aux Philippines.

La mise en œuvre collaborative de l'atelier d'introduction

L'atelier d'introduction pour l'équipe du Viêt Nam a eu lieu à Nha Trang, dans le centre du Viêt Nam, du 20 au 22 février 2004. Seize scientifiques membres des trois organisations participantes, tous spécialisés dans les questions halieutiques, ont participé à l'événement. Au cours de la session où chacun devait exprimer ses attentes, il est apparu clairement que les participants espéraient acquérir les habiletés leur permettant de travailler avec des gens peu instruits, de faciliter les activités des populations locales à l'intérieur des initiatives de développement et de les aider à résoudre leurs problèmes. Ils ont aussi exprimé le souhait d'apprendre à planifier des activités de communication participative pour le développement dans un contexte de gestion communautaire des ressources côtières et d'acquérir les habiletés qui leur permettraient d'assurer la participation d'un plus grand nombre d'individus dans les activités communautaires. Les participants ont également exprimé certaines préoccupations relativement à certains aspects du programme et de la communication participative pour le développement, qui ont été discutées collectivement.

Le forum électronique

En ce qui concerne la connectivité et les aptitudes relatives aux aspects techniques du forum électronique, les trois organisations ont la capacité d'utiliser Internet et les membres de l'équipe y ont accès, malgré le fait qu'une équipe semble y avoir moins accès que les deux autres. Au cours de la session de formation au forum électronique qui s'est tenue pendant l'atelier d'introduction, on a pu constater que tous connaissaient les rudiments d'Internet. Une heure après la session de formation, les participants étaient déjà capables de se débrouiller avec le logiciel.

Cependant, ils éprouvaient des difficultés pour répondre aux questions posées lors du forum, pour construire leurs messages et pour les afficher de façon à ce que tout le monde puisse les voir, étant donné que ces tâches doivent se faire en anglais, la seule langue qu'ils ont en commun avec les autres équipes des Philippines et du Cambodge. Dans l'ensemble, les gens hésitaient à afficher leurs réflexions parce qu'ils considéraient que leur maîtrise de l'anglais était insuffisante. Il leur était difficile d'aller au-delà des salutations d'usage.

Bien que certains aient mentionné qu'ils considèrent que le fonctionnement du forum est complexe en raison des nombreuses étapes qu'il comporte, ils ont aussi exprimé que le forum électronique est une façon utile et pratique de communiquer, et que celui-ci leur est utile. Afin de résoudre le problème de la langue, ils ont suggéré de créer un espace à l'écart du forum électronique (et qu'eux seuls peuvent voir) où ils peuvent rédiger ce qu'ils souhaitent afficher dans le forum. Ils ont même suggéré de faire parvenir leur texte par courrier électronique d'abord à la facilitatrice nationale, afin qu'elle puisse le réviser avant de l'afficher. Plusieurs raisons peuvent expliquer cette attitude : 1) l'anglais n'est pas une langue qu'on parle tous les jours au Viêt Nam, même pour les scientifiques ; 2) afficher un texte dans un forum électronique peut donner l'impression qu'on publie quelque chose (qui devrait donc être « correct »), 3) faire connaître son point de vue et réagir à celui des autres en public n'est pas facile pour les Asiatiques ; il faut le faire avec prudence.

L'apprentissage de la communication participative pour le développement par les échanges en ligne

Par leur participation au forum électronique Isang Bagsak en tant qu'équipe représentant le Viêt Nam, les membres de l'équipe sont en voie d'accroître leur compréhension de la communication participative pour le développement en tant que concept et de son application. Pour une équipe dont les débuts remontent à seulement quelques mois et qui s'inquiétait de l'insuffisance de ses connaissances en matière de communication ainsi que de son manque de maîtrise de la langue anglaise, l'équipe du Viêt Nam se débrouille très bien.

L'équipe arrive à maintenir sa participation au forum électronique et apporte régulièrement une contribution enrichissante aux échanges de connaissances en faisant part de ses expériences de travail avec les communau-

tés côtières. Simultanément, les échanges en ligne sur les expériences, les idées et les analyses en matière de communication participative pour le développement qui ont lieu avec les équipes des Philippines et du Cambodge ont permis d'élargir la compréhension qu'avait l'équipe de la dimension communication de son travail avec les communautés côtières. Isang Bagsak aborde la démarche de la communication participative pour le développement sous forme d'un cycle de dix étapes reliées entre elles. En utilisant cette nouvelle perspective comme cadre d'action, l'équipe, de même que les équipes des autres pays, découvre un nouveau sens aux aspects de son travail qui, dans le contexte de la gestion des ressources naturelles, exige de travailler avec les personnes. Par le truchement du forum électronique, l'équipe du Viêt Nam est à même de partager avec les autres équipes les expériences suivantes en matière de communication participative pour le développement.

L'utilisation de la communication pour faciliter la participation

L'équipe a eu recours à une vaste gamme de méthodes de communication pour faciliter la participation, allant des conversations officielles et non officielles jusqu'à la formation, en passant par les techniques utilisées par la méthode active de recherche participative (MARF) et par les médias de masse, en particulier la radiodiffusion. Les membres de l'équipe ont dit que la communication aide à atteindre les objectifs de gestion des ressources naturelles en motivant les gens à participer, en clarifiant la coopération entre les parties prenantes, en persuadant les gens et en obtenant leur appui, en facilitant la mise en œuvre des lois et la formulation de politiques, de plans ou de projets, en atténuant les conflits en matière de limites territoriales ou d'utilisation des ressources et, enfin, en offrant davantage de choix et d'options. Ils ont fait savoir que la communication n'est pas utile lorsque l'information n'est pas mise à jour pour tenir compte de l'évolution du contexte, lorsqu'elle se fait à sens unique et lorsqu'il n'existe pas de système de rétroaction, d'évaluation ou de suivi, de même que lorsqu'il n'y a pas de transparence, ce qui donne lieu à une perte de confiance de la part de la population.

Pour être efficaces, les chercheurs et les agents de développement doivent avoir certaines habiletés et capacités. L'équipe a défini ces dernières comme des capacités en matière de communication et de présentation, l'habileté de motiver les gens et de travailler avec eux, ainsi que la connaissance

des problèmes, des préoccupations et des conditions sociopolitiques locales. Les chercheurs et les agents de développement, disent-ils, doivent avoir des capacités en matière de planification et une grande ouverture d'esprit, en plus de démontrer leur impartialité et leur vision. Ils doivent également faire preuve de sensibilité culturelle et d'ingéniosité, ainsi qu'avoir une personnalité facile d'accès.

Premiers contacts avec la communauté

Pour l'équipe du Viêt Nam, les premiers contacts avec une communauté doivent d'abord se faire auprès des autorités ou des dirigeants locaux, plutôt que d'aller directement vers les gens. Cela nécessite une bonne compréhension préalable des coutumes, des croyances et de la culture de la communauté. Il faut aussi savoir comprendre les gens et les écouter, même ceux dont les idées et les opinions sont en contradiction avec celles de l'équipe, ceux dont la confiance a été trahie par d'autres personnes extérieures à la communauté, et ceux avec qui l'équipe n'a eu que des contacts limités. Établir un contact avec une communauté signifie aussi expliquer clairement les buts et les objectifs poursuivis par une activité, partager l'information avec les gens, établir des relations et agir comme la population locale (c'est-à-dire manger, vivre avec eux et se comporter comme ils le font), afin de gagner leur confiance et d'établir les bases de la collaboration.

Au cours de cette première étape, l'équipe a initialement expérimenté certaines difficultés. En outre, les leaders communautaires ne voulaient pas autoriser l'équipe à se rendre dans le village. Ce problème a été résolu en « prenant le temps de demander de l'aide de la part de leaders de plus haut niveau, tels que les autorités de la commune ou du district ». Une autre des difficultés auxquelles l'équipe a dû faire face au début du projet a été celle de l'horaire de travail, qui n'était pas le même pour la population locale et pour l'équipe. Les membres de l'équipe travaillaient avec des agriculteurs et des pêcheurs. Les pêcheurs travaillaient de nuit et se reposaient de jour. La solution a été de s'adapter à l'horaire de travail des pêcheurs, démontrant ainsi l'importance pour les responsables du programme de faire preuve de souplesse et d'une grande capacité d'adaptation plutôt que de se laisser l'efficacité bureaucratique déterminer leur façon de faire.

Afin que les premiers contacts avec la communauté soient fructueux et les difficultés initiales, surmontées, l'équipe a eu besoin de bien plus que ce qui était disponible dans les documents officiels. L'équipe a ressenti le

besoin d'avoir accès à des informations d'ordre général et à des données secondaires, à de l'information sociodémographique sur la population, ainsi qu'à de l'information sur les projets de développement en marche et ceux à venir au cours des deux prochaines années. Ils ont recueilli toute cette information en ayant recours à certaines techniques de la MARP telles que les groupes de discussion, les lignes temporelles et les entrevues à domicile.

L'équipe a décrit les membres de la communauté comme étant soit des pêcheurs, soit des agriculteurs. Les pêcheurs utilisent de l'équipement fixe ou de l'équipement mobile. De plus, on compte des groupes comprenant les dirigeants du village, les femmes et les jeunes. De façon générale, les habitants de la communauté sont très pauvres et peu instruits. Ils sont accueillants, mais très conservateurs. La plupart d'entre eux pratiquent à la fois la pêche et l'aquaculture. De leur côté, presque tous les agriculteurs cultivent le riz.

Les habitants de la communauté ont pour la plupart un point de vue très simple en ce qui concerne les ressources naturelles. Ils considèrent que la rizière est privée, mais que les lieux de pêche sont une ressource commune. Ainsi, ils ne devraient pas semer de riz dans la rizière de quelqu'un d'autre, mais ils peuvent pêcher et placer des cages à poisson n'importe où dans la lagune. L'équipe a observé que des médias traditionnels et modernes sont utilisés dans la communauté. Les responsables qui organisent des activités informent chaque ménage des événements importants, écrivent des nouvelles ou animent des réunions, mais les gens ont aussi accès à des médias de masse tels que la radio, la télévision et la presse écrite (journaux), ainsi qu'à des affiches, des forums populaires et des échanges d'information. Depuis qu'elle a commencé à travailler avec la communauté en 2003, l'équipe du projet a partagé avec la population ses connaissances et son expérience en matière de gestion communautaire et de gestion du crédit, de l'information sur l'environnement et la protection des ressources naturelles, de même que son savoir-faire en matière de planification du développement de l'aquaculture.

L'arrivée dans la communauté

L'équipe arrive dans la communauté en ayant en main une ébauche de proposition d'initiative. Ce document, qui est le fruit de discussions au sein de l'équipe, décrit la finalité de l'initiative, la zone visée et la population-cible. Cependant, les objectifs particuliers devraient être définis à partir des

commentaires de la population locale après présentation des grandes lignes du projet. À titre d'exemple, l'une des priorités était de mettre en place des activités pour améliorer le niveau de vie de la population locale qui ne soient pas dommageables à l'environnement. Ainsi, les activités de recherche et les interventions devaient être en accord avec cet objectif prioritaire. Cependant, l'équipe a pris le temps de faciliter l'atteinte d'un consensus au sein de la communauté en ce qui concerne les activités prioritaires à entreprendre, ainsi que le lieu et le moment où ces activités devraient être mises en œuvre.

La population a été invitée à participer à la recension des problèmes et à la recherche de solutions possibles. Par des entrevues individuelles suivies de discussions de groupe, les gens ont été appelés à expliquer ce qu'ils avaient fait pour améliorer leurs moyens de subsistance, les problèmes qu'ils avaient dû affronter, et comment ils pensaient que ces problèmes pourraient être résolus. Au cours de la discussion de groupe, l'équipe a joué un rôle de facilitateur, tandis que les habitants de la communauté partageaient leurs expériences et leurs idées, écoutaient les points de vue des uns et des autres et en arrivaient à un moment donné à un consensus sur leurs problèmes, les solutions possibles et les actions prioritaires.

Malgré le fait que le processus avait le potentiel de permettre à la population locale de comprendre les enjeux, d'atteindre un consensus et de décider des actions à entreprendre, dans les faits, plusieurs difficultés se sont posées. En outre, la participation, a-t-on noté, était influencée par 1) le statut des participants et la culture du groupe ; 2) la compréhension qu'avaient les gens des activités du projet et des bénéfices qui pourraient en être retirés. L'équipe a décrit la situation comme suit :

La position d'un individu au sein de la communauté fait en sorte que sa confiance en lui est soit suffisante, soit insuffisante pour participer aux activités. Autrement dit, un chef de village a davantage confiance en lui qu'une personne pauvre, même si cette personne est tout à fait normale. Si une personne qui est pauvre et peu instruite exprime sa pensée, cette dernière ne sera peut-être pas considérée comme étant aussi importante que celle émise par un villageois instruit, même si les deux idées sont semblables. Dans l'une des communautés où nous avons travaillé, la culture empêchait les femmes de participer. Les femmes n'étaient pas habituées à prendre la parole au cours des réunions villageoises. Selon une vieille conception, « les femmes sont intraverties, tandis que les hommes sont extravertis ». Cela empêche les femmes de participer à de telles rencontres. La différenciation en fonction de la stratification sociale (c'est-à-dire les petits pêcheurs mobiles versus les grands

pêcheurs qui utilisent de l'équipement fixe) empêche aussi les gens de prendre part à une action commune.

Un autre problème qui a empêché la participation était que notre intention d'aider les gens n'était pas toujours claire à leurs yeux. Par conséquent, ils ne réalisaient pas toujours les bienfaits des actions qui allaient être mises de l'avant. Cela a limité leur participation.

Les témoignages apportés par d'autres individus vivant dans les mêmes conditions au sujet de cette initiative, de même que l'explication claire de ses buts, de ses objectifs et des bénéfices pouvant en être retirés ont contribué à atténuer l'effet de ces facteurs, qui ont initialement posé obstacle à la participation des gens.

Conclusion

Jusqu'à présent, Isang Bagsak et la communication participative pour le développement ont aidé le projet à accroître son efficacité auprès des groupes concernés : les pêcheurs artisanaux, les responsables de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques, les pêcheurs commerciaux et les investisseurs, les autres scientifiques de même que les étudiants du domaine des pêches. De par l'intérêt qu'elle a manifesté pour la communication participative pour le développement, l'équipe a démontré sa capacité à se mobiliser, à collaborer et à partager des ressources. Elle continue de participer activement au forum électronique en partageant ses expériences et ses idées sur les thèmes qui y ont été discutés. Il lui reste toutefois à démontrer sa capacité à réagir aux expériences des autres équipes et à publier ses réflexions.

L'interaction avec les autres équipes qui participent à Isang Bagsak a également aidé l'équipe à cerner ses besoins en matière d'habiletés de communication. En fait, avant que l'atelier de mi-parcours se tienne en août 2004, les membres de l'équipe étaient déjà capables de formuler les habiletés qu'ils devaient acquérir en matière de communication, afin d'améliorer leur efficacité sur le terrain. À leur demande, l'équipe du projet Isang Bagsak du Collège de communication pour le développement a organisé des sessions de développement des capacités en matière d'écriture radiophonique et de production vidéo.

Le fait d'être exposés aux concepts relatifs à la communication participative pour le développement et à ses applications sur le terrain en Asie du Sud-Est a permis à l'équipe d'améliorer sa compréhension et ses connais-

sances sur les façons dont la communication participative pour le développement peut être utilisée pour accroître l'efficacité de la recherche et du travail de développement en matière de gestion des ressources naturelles. Les responsables de la mise en œuvre d'Isang Bagsak continuent d'aider l'équipe à alimenter cette compréhension et ces connaissances en leur offrant une ambiance d'apprentissage participatif, c'est-à-dire en faisant preuve de détermination, de clarté dans leurs objectifs, de respect des différences, de transparence et d'une intention véritable de renforcer leurs capacités. Par conséquent, ces derniers devraient développer un sentiment de responsabilité pour les activités d'Isang Bagsak, une confiance mutuelle et une capacité accrue en ce qui concerne tous les aspects de la communication participative pour le développement.

LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS EN MATIÈRE DE COMMUNICATION POUR LA GESTION DES RESSOURCES NATURELLES AU CAMBODGE

Jakob S.Thompson et Mario Acunzo, FAO

L'atteinte de la sécurité alimentaire et le maintien de celle-ci comptent parmi les priorités du gouvernement du Cambodge, un pays où la population connaît une croissance rapide. De plus, les politiques nationales existantes promeuvent la gestion durable des ressources naturelles par les divers utilisateurs à l'échelon communautaire. Or, cela ne saurait être possible en l'absence d'interventions d'information et de communication ayant pour but de modifier les attitudes négatives et de réduire les pratiques non durables et dommageables des utilisateurs des ressources naturelles. Cela nécessite en retour un renforcement des capacités institutionnelles nationales en matière de conception et de mise en œuvre d'interventions d'information et de communication ciblées, en appui aux plans et aux efforts de



gestion des ressources naturelles des communautés locales. À défaut d'y parvenir, les capacités institutionnelles pour prévenir et atténuer la dégradation environnementale s'en trouveront diminuées, entraînant ainsi un effet négatif pour la productivité agricole et la sécurité alimentaire nationale.

Objectif et activités

L'objectif global de l'initiative de la FAO, intitulée Information et communication pour la gestion durable des ressources naturelles en agriculture, est de contribuer à l'amélioration de la gestion des ressources naturelles au Cambodge, par le renforcement des capacités nationales en matière de conception et d'utilisation systématique de stratégies, de méthodes et de matériel de communication. L'activité principale entreprise par cette initiative est la formation de membres du personnel du ministère de l'Agriculture, des Pêches et des Forêts et de celui du ministère de l'Environnement, aux niveaux provincial et central, à la théorie, à la conception et à l'utilisation de la communication participative pour le développement. Au cours du programme de formation d'une durée de 36 jours, les 19 participants qui ont été formés jusqu'ici ont conçu et mis en œuvre une stratégie préliminaire de communication participative pour le développement avec les villageois de deux sites pilotes. Ce processus d'apprentissage par la pratique comprenait l'analyse participative, la formation des villageois, la conception et la production de matériel, de même que le suivi et l'évaluation, dans une optique d'amélioration des pratiques d'agriculture et de pêche. Le programme de formation a été mené par une équipe de formateurs du Collège de communication pour le développement de l'Université des Philippines à Los Baños.

Stratégie de formation

La stratégie de renforcement des capacités est axée sur l'acquisition d'une expérience de terrain par la formation sur les lieux de travail et l'apprentissage par la pratique, c'est-à-dire par la planification, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation d'une véritable stratégie de communication dans deux sites pilotes à l'échelon local. L'approche de formation étape par étape utilisée pour cette initiative peut se résumer comme suit :

1. L'établissement d'une unité de coordination du projet et d'une équipe de communication, comprenant 16 employés de l'unité de communication des deux ministères ;
2. La formation de huit membres de l'équipe de communication du niveau central à la conception, la mise en œuvre et l'évaluation de stratégies d'information et de communication ;
3. La sélection des sites pilotes ;
4. La réalisation d'un voyage d'étude par deux membres de l'équipe à l'Université des Philippines à Los Baños ;
5. La formation théorique et pratique des membres de l'équipe par l'analyse participative de la situation, la planification, le suivi et l'évaluation, le développement de matériel et la mise en œuvre du plan, en collaboration avec 73 utilisateurs des ressources naturelles, tout en accordant une attention particulière aux problèmes de gestion des ressources naturelles recensées ;
6. La formation des membres de l'équipe à la manipulation, à l'utilisation et à l'entretien de l'équipement ;
7. La formation des membres de l'équipe au recouvrement des coûts.

Jusqu'à maintenant, l'équipe de communication a participé à trois ateliers de formation, pour un total de 36 jours. Trois autres ateliers sont prévus d'ici la fin du projet.

Accomplissements

Les impressions et les commentaires recueillis à tous les niveaux suggèrent fortement que l'approche a entraîné une amélioration sensible des connaissances, des compétences et du comportement, et ce, tant chez le personnel gouvernemental que chez les villageois. Cette amélioration est particulièrement évidente lorsqu'on regarde la façon dont le travail est mené par l'équipe de communication et la façon dont les gens ont changé leur vie dans les sites pilotes. Cependant, les retombées institutionnelles du projet sont tout aussi importantes.

Les retombées du projet

Les membres de l'équipe ont fait savoir que le projet les avait aidés à améliorer leurs capacités techniques et la façon dont ils travaillent avec les

populations dans les communautés. Ils disent qu'ils maîtrisent maintenant la publication assistée par ordinateur et le montage vidéo. De plus, leur reconnaissance de l'importance que revêt l'engagement des populations dans l'élaboration et la mise en œuvre d'initiatives d'information et de communication s'est améliorée.

Dans les communautés, les gens disent que les activités ont mené à l'amélioration de leurs pratiques et à une prise de conscience accrue. En outre, la production porcine s'est améliorée et la coupe des forêts inondées a diminué. Les gens ont également soulevé que des nouveaux thèmes comme l'élevage de poulets et les précautions à prendre en raison de la grippe aviaire constituent de nouveaux défis en matière de communication pour la communauté. Cela démontre qu'ils reconnaissent que la communication participative pour le développement est une façon de traiter les problèmes auxquels ils doivent faire face.

Une unité de coordination du projet a été établie au tout début du projet et fonctionne depuis lors, grâce à la volonté et à la capacité d'unir leurs efforts qu'ont manifesté les deux ministères aux niveaux provincial et central. En ce qui concerne l'avenir, cette coopération a démontré les avantages de travailler ensemble pour faire face aux défis en matière de communication participative pour le développement, étant donné que les liens solides entre les membres du personnel des deux ministères constituent maintenant une base sur laquelle il est possible de construire pour poursuivre la collaboration. Le projet a également apporté une contribution de grande valeur sous forme de la reconnaissance, par divers niveaux du gouvernement cambodgien, de l'importance et des bienfaits potentiels des initiatives d'information et de communication ciblées et planifiées pour résoudre des problèmes complexes liés aux ressources naturelles. De plus, cette initiative peut fournir des exemples à suivre sous forme de méthodologie de formation et de travail sur le terrain, ainsi que d'outils et de matériel de communication. Ces aspects ont vraisemblablement contribué à améliorer les conditions dans lesquelles la gestion communautaire des ressources naturelles sera désormais intégrée aux efforts du gouvernement cambodgien pour améliorer la sécurité alimentaire.

Équipement

Le projet a fourni aux deux ministères un système de production et de montage vidéo numérique, un appareil photo numérique et un système de

publication assistée par ordinateur, qui sont constamment en usage. De plus, le personnel qui a été formé est de plus en plus sûr de lui et utilise de plus en plus efficacement ces outils sophistiqués de production médiatique de pointe. Au niveau provincial, l'équipe de communication a également été dotée du même équipement. Toutefois, les occasions de s'exercer ne sont pas aussi fréquentes et l'équipement n'est pas aussi utilisé qu'il ne l'est au niveau central, où l'équipement est installé et utilisé dans une zone du bureau réservée à cet effet qui est aussi facile d'accès. Il fait toutefois l'objet d'une supervision et d'un entretien constants.

Autres capacités

Les capacités acquises par l'équipe de communication en matière de formation ont été démontrées et renforcées encore davantage lorsque le projet a offert une formation en communication stratégique à une initiative de gestion communautaire des ressources naturelles menée par la FAO dans la province de Siem Reap. À cette occasion, l'équipe de communication a formé le personnel à la conception et à la production d'outils multimédias lors d'une session de formation d'une semaine. Les résultats de la formation et les commentaires des participants portent à croire qu'il s'agit là d'une tâche que l'équipe de communication pourrait assumer dans l'avenir. L'équipe de communication a également entrepris la formation du Programme spécial pour la sécurité alimentaire et de l'Office de développement de la pêche communautaire, en vue de la conception et de la mise en œuvre d'une stratégie de communication. L'équipe fournit également un appui technique à ces deux programmes. Ces expériences constituent pour les membres de l'équipe de communication une occasion de renforcer leurs compétences en tant que formateurs, qui seront probablement une partie importante de l'appui qu'on prévoit pouvoir offrir aux programmes et aux projets dans l'avenir.

Situation actuelle

À ce stade-ci, une étape importante a été franchie pour que la communication participative pour le développement puisse contribuer à la gestion durable des ressources naturelles au Cambodge. Tel que mentionné ci-dessus, l'équipe de communication fournit présentement un appui à deux programmes de gestion des ressources naturelles, afin de créer et de mettre en

œuvre des composantes d'information et de communication. En plus d'offrir aux membres de l'équipe une occasion de pratiquer et de perfectionner leurs compétences nouvellement acquises, ces vastes programmes de gestion des ressources naturelles, qui sont des programmes très en vue, sont particulièrement appropriés pour démontrer la qualité du matériel et des produits conçus par l'équipe de communication en tant que prestataire de services.

Les limites auxquelles l'initiative a dû faire face en raison de...

...sa dépendance à l'égard des ressources de formation étrangères

Jusqu'à maintenant, l'une des principales limites auxquelles le projet a dû faire face a été le fait que ses activités ont été plus ou moins interrompues lorsque les consultants internationaux n'étaient pas au pays pour dispenser la formation ou faire pression pour que les activités aient lieu. Ce problème a été résolu par l'embauche de personnel national pour assurer la poursuite des activités entre les missions. De plus, l'insuffisance des budgets opérationnels pour couvrir les frais de déplacement et le matériel fait en sorte qu'il est difficile pour l'équipe de communication de travailler et de mettre en pratique ses nouvelles compétences. Le fait que le projet dépende de ressources de formation étrangères a aussi pour conséquence qu'il est difficile d'assurer un appui et un suivi continu, un besoin que les membres de l'équipe expriment pourtant clairement, en particulier en ce qui concerne l'utilisation et l'entretien des outils informatiques.

...la langue

En ce qui a trait à la formation en tant que telle, le Cambodge, comme bien d'autres pays, présente un défi en matière de langue. L'utilisation de ressources de formation étrangères constitue une entrave à l'efficacité de la formation, étant donné qu'il y a toujours un risque que des aspects importants soient perdus dans le processus de traduction.

...les compétences et l'attitude des apprenants

L'attitude préexistante des agents de terrain doit également être prise en compte lors de la conception et de la mise en œuvre de sessions de formation. Les apprenants ont souvent une vision directive de l'enseignement qui entre en contradiction avec les approches d'enseignement participatives. Le niveau relativement faible des connaissances des agents de terrain en matière de gestion des ressources naturelles influence également la volonté de respecter un principe inhérent à la participation de première importance, soit la souplesse. Cet état de choses est probablement dû au fait que, lorsqu'on donne aux apprenants un rôle directeur, le formateur peut se retrouver dans des domaines de connaissances imprévisibles qui lui sont étrangers. Cela constitue en retour une menace à l'autorité du formateur. Il s'agit vraisemblablement de l'une des raisons pour lesquelles les apprenants tendaient à se concentrer davantage sur le contenu abordé que sur le processus de communication en tant que tel, tout au moins au cours des premières étapes du programme de formation.

Leçons apprises

Choix du contenu et de son niveau

La complexité et l'ampleur du contenu abordé par le programme de formation se sont révélées un défi de taille. L'équipe qui a bénéficié de la formation était constituée de personnel de différents niveaux et aux antécédents variés. En effet, certains d'entre eux avaient déjà suivi une formation en production vidéo et en informatique, tandis que d'autres avaient de l'expérience de travail avec les communautés, mais peu d'entre eux avaient connu les deux types d'expérience. Par conséquent, ces deux groupes ont exprimé des besoins de formation différents après le démarrage de la formation. Alors que le groupe qui était axé davantage sur la pratique voulait renforcer ses compétences en matière d'organisation communautaire et ses connaissances générales en écologie, le groupe qui s'intéressait davantage à la technologie exprimait clairement des besoins très précis ayant pour but d'approfondir l'utilisation de nouveaux programmes informatiques ou l'aspect technologique de la communication pour le développement. Les besoins en formation semblaient être exprimés en fonction de ce que les membres de l'équipe connaissent déjà et prennent comme point de réfé-

rence pour définir leurs besoins. Il semble y avoir une tendance à vouloir renforcer ses connaissances existantes et se spécialiser davantage plutôt que d'élargir ses compétences à la vaste gamme de celles qu'une approche de développement participatif exige du facilitateur.

Par ailleurs, il serait nécessaire d'adapter le programme aux conditions locales et de doser la quantité d'information transmise aux apprenants. Il serait également utile d'évaluer l'utilité et l'utilisation potentielle des solutions de haute technologie. À titre d'exemple, les membres de l'équipe veulent maintenant apprendre à utiliser divers programmes de montage vidéo, étant donné qu'une station de télévision locale compte sur eux pour fournir du matériel d'un certain format. Une étude approfondie des connaissances existantes des apprenants et du contexte dans lequel ils sont appelés à les utiliser doit être réalisée en vue de concevoir un programme de formation.

Fournir des occasions de s'exercer

L'équipement de haute technologie fourni par le projet est coûteux, raison pour laquelle les gens tendent à le manipuler avec soin... ou à ne pas le manipuler du tout. Si l'on souhaite que les gens deviennent réellement des utilisateurs des outils tels que les caméras numériques ou les appareils de publication assistée par ordinateur, ils doivent avoir l'occasion de pratiquer ces techniques régulièrement. Cela est particulièrement vrai dans le cas du bureau provincial, où l'équipe de communication attend une formation supplémentaire avant d'utiliser les outils. Il est donc important de souligner qu'on ne devrait pas attendre que les occasions se présentent ou d'avoir des tâches à accomplir avant de commencer à utiliser ces outils : il faut plutôt les manipuler et s'exercer continuellement. Cela permet de renforcer ses compétences et d'être prêt lorsque le besoin se présente. Par ailleurs, il est préférable de disposer d'une vieille caméra qu'un grand nombre de personnes peuvent utiliser plutôt que d'une caméra neuve que personne ne sait utiliser convenablement.

Pérennité

Afin que les nouvelles connaissances et habiletés se transforment en capacités, il doit y avoir des occasions de s'exercer, ainsi qu'un processus d'adaptation individuel et coopératif. Dans ce cas-ci, la plupart des appre-

nants ciblés provenaient d'unités du gouvernement central, dans l'optique de créer des capacités au niveau central et ainsi d'assurer l'institutionnalisation et la visibilité des activités du projet. Or, le personnel a peu d'occasions d'acquérir de l'expérience de terrain sans appui extérieur, étant donné que les budgets alloués aux déplacements sont souvent inexistantes au sein des institutions gouvernementales. Par conséquent, les membres du personnel au niveau central réalisent aujourd'hui des tâches de production télévisuelle et des travaux sur ordinateur, alors que les conditions nécessaires pour que les aspects terrain de la communication participative pour le développement puissent se transformer en compétences pratiques ne sont pas en place. Au niveau provincial, les occasions d'aller travailler avec les communautés et d'expérimenter les aspects terrain du programme de formation ne manquaient pas, mais les apprenants ont mentionné l'absence d'activités de soutien et de dépannage sur le terrain, ce qui les a empêchés d'utiliser davantage les habiletés technologiques qu'ils avaient acquises lors du projet, comme la production médiatique numérique. Ces aspects peuvent être pris en compte en formant du personnel de différents niveaux à des techniques complémentaires et en les encourageant à travailler sur une base participative, technique ou coopérative, selon le niveau de gouvernement où ils se trouvent. Une autre option consisterait à donner l'occasion aux agents de terrain de pratiquer les habiletés techniques et vice versa, afin d'établir les bases pour un plan de recouvrement des coûts permettant à l'équipe de se déplacer de façon autonome et de réaliser des activités de soutien et de dépannage sur le terrain.

LA MISE EN ŒUVRE D'ISANG BAGSAK : UNE FENÊTRE OUVERTE SUR LE MONDE POUR LES GARDIENS DES FORÊTS DES PHILIPPINES

Ma. Theresa H. Velasco, Luningning A. Matulac, Ma. Vicenta P. de Guzman, Philippines

Isang Bagsak - Asie du Sud-Est est un programme qui habilite les gens à plus d'un titre. La mise en œuvre de ce programme de réseautage, par sa stratégie de base en matière de communication pour le développement, est en voie de donner lieu à des expériences et à des perspectives nouvelles sur les façons de susciter la participation des communautés au développement au moyen de la communication. Qui plus est, cette participation s'appuie sur l'utilisation de technologies de l'information et de la communication, un outil du XXI^e siècle dont les applications en matière de développement gagnent présentement du terrain dans les pays en développement.



Aux Philippines, le programme est mis en œuvre par le Collège de communication pour le développement de l'Université des Philippines à Los Baños et son partenaire pour ce premier cycle du programme, le PANLIPI (Tanggapang Panligal Para sa Katutubong Pilipino ou Centre d'aide juridique pour les autochtones philippins). La décision pour déterminer qui serait le partenaire philippin qui participerait au réseau d'apprentissage Isang Bagsak n'a pas été facile à prendre. En effet, un grand nombre d'organisations plus traditionnelles comptaient une vaste expérience en matière de gestion des ressources naturelles. Les limites existantes en ce qui concerne les ressources disponibles ont aussi compté pour beaucoup dans le choix du partenaire.

En bout de ligne, le Collège de communication pour le développement s'est posé une question qui a fait toute la différence : qui pourrait bénéficier le plus de l'expérience Isang Bagsak ? La question suivante a aussi fait pencher la balance en faveur du PANLIPI : pourquoi ne pas partager les apprentissages tirés d'Isang Bagsak directement avec les peuples autochtones, les gardiens des forêts des Philippines ?

En vertu de la Loi sur les droits des peuples autochtones des Philippines, le terme peuples autochtones désigne un groupe de personnes ou des sociétés homogènes qui définissent elles-mêmes leur identité ou dont l'identité est définie par d'autres, qui ont toujours vécu en tant que communautés organisées sur un territoire défini et délimité de façon communale et qui ont, depuis des temps immémoriaux, occupé, possédé et utilisé des territoires, dont ils réclament la propriété. Ces personnes sont unies par la langue, les coutumes, les traditions et d'autres traits culturels distinctifs. En raison de l'influence politique, sociale et culturelle exercée par des cultures et des religions non autochtones, ces peuples sont devenus culturellement différents de la majorité des Philippins. Les peuples autochtones comprennent les gens considérés autochtones parce qu'ils sont des descendants des populations qui occupaient le pays avant la colonisation et qui conservent une partie ou l'ensemble de leurs institutions socioculturelles ou politiques.

Une synergie exemplaire

Le PANLIPI est une organisation de juristes et de défenseurs des préoccupations propres aux peuples autochtones. Établi en 1985, le PANLIPI vise au premier chef à appuyer la lutte des peuples autochtones pour la

reconnaissance de leurs droits à leur territoire, à leur culture, à leurs traditions ancestrales et aux autres droits fondamentaux. Son but ultime est d'accroître le pouvoir des peuples autochtones autant que faire se peut, afin qu'ils puissent participer à tous les aspects de la société philippine. Le mandat du PANLIPI comprend l'aide juridique en matière de développement, l'éducation juridique et le travail de terrain, le renforcement des capacités institutionnelles, la délimitation des territoires ancestraux et la planification de la gestion des ressources.

Le réseautage entre Isang Bagsak, le Collège de communication pour le développement et le PANLIPI peut être considéré comme synergique dès le départ. Du point de vue du PANLIPI, la promotion des droits des peuples autochtones à leurs territoires ancestraux et la question de la gestion des ressources naturelles vont de pair. Après tout, les peuples autochtones sont les meilleurs gardiens ou protecteurs des ressources naturelles, principalement en raison du caractère durable et non destructeur de leur système socioéconomique.

Pour sa part, le CDC a trouvé dans le PANLIPI un partenaire qui pourrait grandement bénéficier des fondements de la communication pour le développement, c'est-à-dire l'utilisation de la communication en vue d'améliorer la croissance socioéconomique d'une communauté qui vise l'équité sociale et le développement plus large du potentiel individuel. Par l'entremise d'Isang Bagsak, les peuples autochtones des Philippines ont accès à une fenêtre ouverte sur le monde de l'apprentissage tout en partageant leurs propres connaissances, leurs perspectives et leurs expériences avec les membres du réseau qui proviennent des quatre coins du monde. De la même façon, les autres membres du réseau ont accès au riche patrimoine de peuples qui, jusque-là, n'étaient pas connectés au réseau Isang Bagsak.

Leçons apprises

Le travail en cours avec le PANLIPI a déjà permis de jeter un nouvel éclairage des plus utiles pour les chercheurs et les agents de développement en général. L'étape préliminaire du partenariat avait déjà fourni un grand nombre de leçons, dont les plus importantes étaient des considérations d'ordre éthique. En premier lieu, était-il éthique d'inviter les peuples autochtones à participer à un programme qui leur était plutôt étranger en ce qui concerne les outils (technologies de l'information) utilisés ? Deuxièmement,

s'ils acceptaient de faire partie de l'initiative, comment assurer leur participation ?

La confiance et le respect mutuel

Dès le départ, le Collège de communication pour le développement a fait un effort conscient pour manifester son respect et gagner la confiance des peuples autochtones. Avant qu'une entente ne soit signée, l'équipe du projet, avec l'aide du PANLIPI, avait défini qu'il était de son devoir de respecter deux règles : 1) s'efforcer de comprendre le contexte culturel ; et 2) s'assurer du consentement libre et préalable des peuples autochtones.

À partir de ce moment, des consultations ont été lancées auprès des peuples autochtones qui allaient participer au réseau. L'équipe du CDC, en compagnie des avocats du PANLIPI, a littéralement traversé des rivières et gravi des montagnes pour dialoguer avec les aînés des communautés culturelles. Cela faisait partie des efforts pour s'assurer de leur consentement éclairé et préalable, tel qu'il était établi par le protocole avec le PANLIPI et la nature même de la communication participative pour le développement. Ce sont-là deux valeurs qu'un grand nombre d'agents de développement semblent tenir pour acquis, mais que l'expérience d'Isang Bagsak met en relief.

L'établissement d'un véritable dialogue entre le Collège de communication pour le développement, le PANLIPI, et les peuples autochtones a ouvert la voie à la participation des peuples de quatre régions : les Mangyans de Mindoro, les Tagbanuas de Palawan, les Kankanaeys des Cordilleras et les Aetas de Zambales. En outre, des consultations itératives menant à l'atteinte d'un consensus ont été tenues. En premier lieu, l'équipe du CDC a discuté avec le personnel et les juristes du PANLIPI affectés aux régions visées. Une fois la coopération du PANLIPI assurée, le dialogue a été établi avec les aînés et les leaders autochtones, puis avec les membres de la communauté.

Les sessions de dialogue ont fait ressortir les points suivants :

- Partage des connaissances : Isang Bagsak a non seulement offert une occasion au réseau PANLIPI et aux peuples autochtones des quatre régions participantes d'apprendre les uns des autres en ce qui concerne la gestion des ressources naturelles et la communication partici-

pative pour le développement, mais il leur a également offert la possibilité de faire bénéficier au réseau de leurs propres connaissances.

- Assurance que les systèmes de connaissances autochtones seraient respectés :

Les peuples autochtones ont clairement exprimé leur préoccupation concernant la possibilité que leurs connaissances traditionnelles soient piratées, comme cela s'est déjà produit par le passé. Ils étaient méfiants des étrangers qui pouvaient vouloir « voler » leurs connaissances ancestrales sous le couvert du développement. L'existence d'une expérience antérieure, où des chercheurs (étrangers et locaux) les avaient exploités, a été une pierre d'achoppement principale des efforts pour obtenir le consentement éclairé et préalable des peuples autochtones. Les membres de l'équipe ont déployé beaucoup d'efforts pour expliquer qu'aucune information ne provenant pas de la population, par l'entremise de leurs représentants au programme, ne serait affichée sur le site Internet. Il s'agissait en fait d'une manifestation de respect à l'égard des droits de propriété intellectuelle.

Pertinence en regard des préoccupations des peuples autochtones

La décision des peuples autochtones de participer au programme Isang Bagsak reposait largement sur le fait qu'ils étaient conscients que les habiletés qu'ils allaient acquérir seraient utiles aux questions dont ils faisaient la promotion, comme le Plan de protection et de développement durable des terres ancestrales et d'autres aspects importants de la récente Loi sur les droits des peuples autochtones.

Les participants du PANLIPI ont vu en Isang Bagsak une excellente occasion d'interagir avec des professionnels d'autres pays. Par le partage des connaissances, une révélation importante a fait surface : la reconnaissance du fait que, depuis toujours, le PANLIPI et les peuples autochtones mettent en pratique les principes de la communication pour le développement en général, plus particulièrement ceux de la communication participative pour le développement. La formation qu'ont suivie les participants du PANLIPI en vertu d'Isang Bagsak leur a également permis de rédiger et de communiquer leurs idées de façon claire.

Les technologies de l'information pour les peuples autochtones

La technologie pourrait être un développement prometteur pour les peuples autochtones, parmi lesquels seulement quelques individus ont déjà été en contact avec des ordinateurs, et un nombre encore plus limité avec Internet. Une partie de leur réticence initiale à participer à Isang Bagsak était due à leur appréhension à l'égard de la technologie en tant que telle. La connectivité et l'accessibilité semblaient aussi être un problème potentiel.

Pour répondre à ces préoccupations, le PANLIPI a de son côté commencé à organiser des sessions de formation sur les technologies de l'information destinées aux leaders autochtones qui participent à Isang Bagsak. Par ailleurs, l'équipe des technologies de l'information du CDC a formé les dirigeants d'Iraya Mangyan et de Mindoro en février 2004. Un document de référence facile d'utilisation, qui portait sur l'usage de l'ordinateur et d'Internet a été produit par le Collège à cette occasion. Ce document de référence pourrait être utile lors de futures sessions de formation sur les technologies de l'information destinées aux peuples autochtones. De plus, le PANLIPI a été d'un grand soutien en facilitant l'accès des peuples autochtones à des ordinateurs et à Internet.

Le CDC et le PANLIPI sont d'accord pour dire que l'un des effets inespérés d'Isang Bagsak a été l'entrée graduelle des peuples autochtones dans l'ère numérique.

La CPD par Internet : le travail d'équipe à son meilleur

Au moment où le projet atteignait son rythme de croisière, le réseau PANLIPI-Isang Bagsak comptait 45 membres, soit neuf membres issus de chacun de cinq groupes autochtones. Ainsi, un réseau à l'intérieur d'un réseau a été créé par les partenaires.

Les membres ont été sélectionnés par les communautés autochtones elles-mêmes, sur la base de leurs connaissances et de leurs habiletés en matière de gestion des ressources naturelles. D'autres critères se sont également retrouvés sur la liste des qualifications requises. Les membres potentiels de l'équipe devaient notamment avoir des connaissances en matière de gestion des ressources naturelles et être au fait des systèmes de connaissances et des pratiques autochtones. Ils devaient aussi être capables de faciliter la participation communautaire. Enfin, on s'attendait également à ce qu'ils

comprennent le travail de développement et soient en mesure de promouvoir une approche du développement axée sur les droits.

L'équipe ainsi constituée a été surnommée Limang Tagupak, un terme mangyan qui signifie victoire. Le mot signifie également une étoile à cinq branches, représentant ainsi la configuration du réseau de cinq équipes au niveau du PANLIPI. L'étoile symbolise aussi un guide.

Le processus actuel de partage et d'apprentissage en matière de communication participative pour le développement dans le domaine de la gestion des ressources naturelles prend la forme suivante :

- Les équipes locales participent à une session d'orientation et de formation sur Isang Bagsak ;
- Les équipes locales participent au forum :
 - Le Collège de communication pour le développement affiche les questions thématiques sur le site ;
 - Le PANLIPI – région de la capitale nationale traduit les questions thématiques et les envoie aux équipes locales ;
 - Les équipes locales discutent des questions thématiques, formulent des questions, et les font parvenir au PANLIPI – région de la capitale nationale ;
 - Le PANLIPI – région de la capitale nationale traduit les réponses et les affiche sur le site ;
 - Le PANLIPI – région de la capitale nationale télécharge et traduit les commentaires des autres équipes dans le pays et les envoie aux équipes locales ;
- Les équipes locales discutent des commentaires et y ajoutent leurs propres réflexions, qu'ils font parvenir au PANLIPI – région de la capitale nationale ;
- Le PANLIPI – région de la capitale nationale traduit et affiche les réflexions ;
- La personne ressource du Collège de communication pour le développement prépare une synthèse ;
- Le PANLIPI – région de la capitale nationale traduit la synthèse et la fait parvenir aux équipes locales ;
- Les équipes locales discutent de la synthèse et en tirent des leçons.

Ce processus peut sembler bien lourd. Effectivement, un certain nombre de problèmes ont entravé la mise en œuvre d'Isang Bagsak au niveau du PANLIPI. En outre, les traductions vers l'anglais ont pris du temps, ce qui a inévitablement entraîné des délais dans l'affichage sur le site. Les délais étaient aussi dus aux horaires de travail très chargés des membres de l'équipe, ou au fait qu'ils étaient préoccupés par des activités économiques, ce qui limitait le temps qu'ils pouvaient consacrer au forum. L'accès à Internet (manque d'équipement, de lignes téléphoniques, de terminaux et de connexion Internet) a constitué la partie « équipement » de ces limites. Les coûts financiers inhérents aux consultations, aux réunions ordinaires et au service Internet ont été des problèmes réels. Tout comme l'ont aussi été les forces de la nature telles que la mauvaise température, qui a parfois empêché la tenue de réunions.

La réponse apportée par le PANLIPI aux problèmes causés par le manque de ressources reflète son engagement envers le partenariat. Le PANLIPI a fourni des fonds de contrepartie pour la formation des peuples autochtones à l'utilisation de base de l'ordinateur et à la navigation sur Internet, de même que de l'équipement pour assurer l'accès à Internet. L'organisation a mis sur pied des initiatives conjointes avec des organisations non gouvernementales et d'autres amis dans le but d'améliorer son équipement et son accès à Internet. Afin de faciliter les réunions entre les membres de l'équipe, le PANLIPI a pris des ententes pour que les activités d'Isang Bagsak coïncident avec les rencontres ordinaires des organisations des peuples autochtones.

Voilà quatre des leçons qu'il nous a été possible de tirer après plusieurs mois de mise en œuvre d'Isang Bagsak aux Philippines. De nombreuses autres leçons pourraient être tirées des expériences des chercheurs et des peuples autochtones, au fur et à mesure qu'ils franchiront les étapes du processus au cours des prochains mois. Isang Bagsak – Asie du Sud-Est est une œuvre encore inachevée.

This page intentionally left blank

- VI -

CONCLUSION

This page intentionally left blank

LA FACILITATION DES PROCESSUS DE GROUPES PARTICIPATIFS : RÉFLEXIONS SUR LES EXPÉRIENCES DE COMMUNICATION PARTICIPATIVE POUR LE DÉVELOPPEMENT

Chin Saik Yoon

Les études de cas réunies dans cet ouvrage constituent un recueil unique d'expérimentations qui visent à placer l'humain au centre du processus de développement. Elles suscitent des questionnements et représentent à la fois des initiatives de grande valeur, qui ont pour but de trouver des façons d'utiliser les outils et les méthodes de communication de manière résolument participative, afin de faire progresser les priorités collectives des communautés telles qu'elles les définissent elles-mêmes.

Ces expériences portent sur des questions relatives à la gestion des ressources naturelles, un domaine d'activités où les approches participatives



semblent particulièrement appropriées. Sans la participation et l'appui des communautés, il est peu probable que la gestion des ressources naturelles soit efficace. Les ressources naturelles telles que la terre, l'eau, l'air et les forêts font partie du « patrimoine commun », c'est-à-dire des lieux et des espaces qui sont accessibles à tous, mais souvent protégés par personne. En ce sens, ils appartiennent à tout le monde mais personne ne s'en occupe vraiment.

Les approches participatives qui font l'objet d'une facilitation appropriée permettent aux communautés d'assumer la propriété collective du patrimoine commun et de le gérer de façon à sauvegarder les intérêts à long terme de la population. En l'absence d'une telle participation, la dégradation des ressources naturelles s'accélère, alors que chacun tente de les utiliser et d'en tirer profit au maximum avant que d'autres ne le fassent. Les approches participatives peuvent contribuer à remplacer cette compétition destructrice par une coopération sensée, afin de préserver les ressources plutôt que de les piller.

En revanche, la mise en marche d'une telle coopération dépend de notre capacité à renforcer et à activer notre « patrimoine intérieur ». Ce patrimoine invisible comprend nos cultures, nos valeurs et notre sens de la communauté. Ce sont des éléments qui, en bout de ligne, incitent les gens à mettre de côté leurs désirs égoïstes à court terme, au profit de la sécurité de la communauté à long terme. Ainsi, la dégradation de notre patrimoine intérieur mène à la destruction de notre patrimoine physique et vice-versa.

La facilitation des processus, au cœur de la CPD

Étant donné qu'elles ont été conçues pour répondre à des intérêts à court terme, la plupart des stratégies qui visent à promouvoir le développement font face au défi que constitue la gestion des ressources naturelles. On ne peut s'étonner du fait que ces techniques de promotion et de marketing échouent, lorsqu'elles ont pour objectif ultime d'inciter les gens à moins consommer et à mettre leurs propres intérêts de côté dans l'intérêt supérieur de la communauté, un geste essentiel à la viabilité des générations futures.

La méthode participative expérimentée dans la plupart des études de cas décrites dans cet ouvrage est celle de la communication participative pour le développement (CPD). Le premier chapitre, par Guy Bessette, décrit les multiples facettes du travail réalisé par les communicateurs qui ap-

portent leur appui à la participation communautaire. Il brosse également un tableau des méthodes, des stratégies et des outils auxquels les études de cas présentées dans ce livre ont eu recours. Le rôle transversal que joue le praticien de CPD est celui de facilitateur des processus de groupe participatifs par lesquels les communautés développent leur conscience et arrivent à des consensus. Le texte qui suit tente de décrire les dynamiques de groupe que le praticien de CPD facilite.

En mettant l'accent sur la facilitation de processus de groupes participatifs plutôt que sur la mise en œuvre de stratégies de communication unidirectionnelles, la CPD se distingue de la communication pour le développement au sens classique du terme. Dans ce dernier cas, les praticiens appliquent de façon intégrée un ensemble de stratégies et d'outils qui mobilisent les gens pour atteindre des objectifs de développement préalablement définis.

Avec la CPD, les facilitateurs suivent plutôt la voie définie par une communauté. Ils contribuent à organiser des activités et à faciliter des processus qui rassemblent les gens, afin de renforcer leur sentiment d'appartenance, d'approfondir leur conscience des aspirations et des problèmes qu'ils ont en commun, ainsi que pour mettre sur pied des actions collectives qui permettent à ces communautés de réaliser leurs aspirations. L'approche collective augmente la confiance des gens, tout en rendant leurs actions plus efficaces par la mise en commun des ressources et le partage des risques.

Étant donné que la communication sociale constitue l'un des principaux éléments qui cimentent les communautés, les praticiens de la CPD peuvent puiser dans leur expertise en matière de communication pour relever l'utilité de leur rôle de facilitateur. En outre, en aidant les communautés à renforcer leur capacité à communiquer, non seulement renforcent-ils la capacité de ces dernières à s'organiser par elles-mêmes, mais ils les encouragent aussi à tisser des liens avec ceux qui, à l'intérieur et à l'extérieur de leurs frontières, ont un rôle à jouer dans la réalisation de leurs aspirations.

La facilitation des processus-clés

Le tableau qui suit présente quelques-uns des principaux processus de communication de groupe que les praticiens de la CPD cherchent à faciliter :

PROCESSUS-CLÉS EN MATIÈRE DE CPD

La communication efficace

L'expression individuelle

L'écoute

La compréhension

La création de connaissances

La recherche d'information

La valorisation des connaissances locales

Le traitement et la validation de l'information

Le partage des connaissances

Le renforcement des communautés

L'établissement de relations de confiance

La gestion des conflits et de la compétition

L'établissement de partenariats

Le renforcement de l'identité

La réflexion sur le passé et le présent

La visualisation de l'avenir

L'affirmation des valeurs

L'ajustement des valeurs

L'instauration de la transparence dans la prise de décision

Le partage des bénéfices

Les actions habilitantes

La recension des problèmes

La recherche de solutions susceptibles d'évoluer

Le développement d'un sentiment de responsabilité à l'égard de la protection du patrimoine commun

La gestion des attentes

La mise en commun des ressources

La recherche de ressources complémentaires

Le plaidoyer auprès des parties prenantes

La mobilisation pour l'action

L'évaluation des actions entreprises

La répétition et l'amélioration des actions

Les principaux processus que les praticiens de la CPD cherchent à faciliter peuvent donc être regroupés en quatre catégories :

- Communiquer efficacement
- Créer des connaissances
- Renforcer les communautés
- Mettre en œuvre des actions habilitantes

Pour sa part, la communication pour le développement traditionnelle concentre habituellement ses efforts sur la première et la dernière de ces catégories. La CPD couvre deux catégories de plus. L'une d'elles vise l'affranchissement des populations par l'accroissement et la validation de leurs connaissances sur des questions qui ont un effet primordial dans leur vie. La seconde vise l'établissement de solides alliances entre les gens, les groupes et les communautés, afin qu'ils puissent échanger et agir efficacement pour résoudre leurs problèmes et réaliser leurs aspirations.

C'est la facilitation de ces deux catégories additionnelles de processus collectifs qui donne à la CPD son caractère participatif et sa capacité d'appuyer des initiatives durables à long terme. Par le passé, de nombreux efforts de développement mettant l'accent sur la communication efficace et les actions habilitantes ont été entrepris. Or, le fait qu'ils se limitent à ces aspects rend ces efforts vulnérables à l'échec. Ils échouent parce que les gens ne se sont pas approprié le processus et qu'ils n'ont pas en main les connaissances pertinentes qui leur permettraient de prendre le contrôle de ces activités à long terme. Ces efforts échouent également parce que le sentiment d'appartenance à une communauté et la capacité d'action que confère cette dernière leur font défaut.

La création de connaissances

Bien que les efforts en matière de communication pour le développement portent souvent une attention particulière à la diffusion d'information, il ne permettent pas toujours aux populations ciblées d'acquérir de nouvelles connaissances. De plus, les efforts de diffusion ne tiennent que rarement compte du riche bassin de connaissances qui existe déjà au sein des communautés. Cela est particulièrement important dans le cas de la gestion des ressources naturelles, où les connaissances traditionnelles sont tout aussi importantes que les connaissances scientifiques. Les connaissances traditionnelles sont transmises de génération en génération et sont le fruit de l'observation attentive que font les gens de leur environnement.

Elles sont donc particulièrement pertinentes dans le contexte de la gestion des ressources naturelles, qui s'échelonne sur de longues périodes de temps.

Dans son texte, le Malien N'Golo Diarra relate sa rencontre inoubliable avec la régulatrice des saisons d'un village éloigné. Cette dame avait hérité des connaissances de son père, un guérisseur traditionnel du village. Ce dernier avait observé que les hirondelles construisaient toujours leurs nids sur les branches des arbres situées au-dessus des eaux de crue de la rivière qui coulait tout près du village. Juste avant sa mort, il avait partagé sa connaissance de ce phénomène d'importance primordiale avec sa fille. Grâce à cette précieuse connaissance traditionnelle, elle était devenue la très respectée régulatrice des saisons qui aidait les agriculteurs de son village à décider où et quand planter leurs semences, et où mettre leur bétail au pâturage pour la saison à venir.

La CPD cherche à faciliter la fusion des connaissances traditionnelles avec l'information scientifique. Ainsi, au lieu de prendre l'information scientifique comme point de départ, la démarche de CPD vise d'abord à renforcer les populations en validant les connaissances traditionnelles, qu'elles maîtrisent très bien, avant de présenter l'information scientifique. Les approches participatives adoptées pour filtrer, traiter et utiliser les nouvelles informations, de même que celles qui étaient déjà disponibles, aident à créer des connaissances qui permettent aux gens de se responsabiliser et de prendre des décisions.

Le continuum chaos-sagesse permet de mieux comprendre l'importance des processus dans la création de connaissances :

Chaos → Données → Information → Connaissances → Sagesse

Le continuum commence avec le *chaos*, constitué de données fragmentées et désorganisées qui ne sont utiles à personne. Les *données* prennent souvent la forme de regroupements de nombres et d'observations visuelles qui ont été traitées en vue de leur utilisation. L'*information* fait référence pour sa part à des données qui ont été organisées en ensembles significatifs et porteurs de sens pour les gens. L'information devient *connaissance* lorsqu'elle a été correctement communiquée aux gens et que ces derniers l'ont comprise. « La connaissance est le produit de l'information à laquelle se sont ajoutées la pensée et les idées. Elle implique un jugement de valeur parce que la connaissance signifie qu'il y a eu traitement, par un être humain, d'information utile et pertinente » (L. Green et collab., 2005). La sagesse survient lorsque la connaissance est utilisée pour émettre un jugement approprié.

Le plus souvent, les stratégies adoptées par les approches de communication traditionnelles portent uniquement sur la diffusion de données et d'information aux populations. La plupart du temps, ces stratégies font abstraction des processus de groupe participatifs qui permettent aux populations de transformer ces données brutes en connaissances utiles sur la base desquelles ils peuvent agir en tant que communauté.

Le renforcement des communautés

Le sentiment d'appartenance varie d'une communauté à l'autre. Il peut être très fort au sein de communautés rurales qui sont unies par des liens culturels, religieux et sociaux qui se sont forgés pendant plusieurs générations. Il peut par contre être très faible parmi des communautés sans terre qui comptent un pourcentage élevé de migrants.

Dans la mesure du possible, les approches de CPD tentent de s'appuyer sur les processus communautaires existants, afin de renforcer les communautés plutôt que de les affaiblir. À cette fin, les facilitateurs ont préférentiellement recours à des médias traditionnels et communiquent surtout par des canaux et des réseaux déjà existants qui leur sont accessibles.

Dans les cas de groupes où les liens sont faibles, des efforts de qualité doivent être consentis pour rassembler les gens, afin qu'ils puissent forger leur sentiment d'appartenance à la communauté. Ces efforts surviennent souvent en même temps que ceux qui visent à créer des connaissances. Dans un tel cas, l'information et les données sont partagées. Ainsi, le facilitateur aide les gens à traiter l'information et les données en groupe, non seulement pour qu'ils créent des connaissances mais aussi pour qu'ils découvrent à la fois les multiples expériences et problèmes qu'ils ont en commun et, ce faisant, développent leur sentiment d'appartenance à la communauté. Le cas de Java-Ouest décrit dans les pages qui précèdent a adopté cette approche.

Dans d'autres cas, le stress et le conflit créés par la compétition pour l'accès à des ressources déjà dégradées peuvent mettre sérieusement à l'épreuve les liens sociaux et communautaires. Karidia Sanon et Souleymane Ouattara nous présentent un cas de ce type, celui du bassin du Nakambé au Burkina Faso. Les zones situées autour de Silmiougou, un village au cœur du Burkina, étaient devenues de véritables arènes de boxe, où les femmes se faisaient concurrence chaque jour pour avoir accès aux forages et à l'eau. La compétition était devenue si féroce que des batailles éclataient fréquemment entre

les femmes, qui finissaient par faire voler en éclat les jarres des unes et des autres. Dans ce texte, les auteurs réfléchissent sur la façon dont l'équipe de CPD a réussi à aider la communauté à résoudre ses conflits au moyen de causeries qui ont fait l'objet d'une facilitation judicieuse, auxquelles se sont ajoutés des outils de CPD tels que le théâtre-forum, la vidéo et la radio participatives, de même que des affiches.

Outils et méthodes

Le fait que la communication pour le développement mettrait auparavant l'accent sur la communication efficace et les actions habilitantes a fait en sorte qu'il existe aujourd'hui un plus grand nombre d'outils et de méthodes dans ces deux domaines. Cela est évident à la lecture des cas présentés dans ce livre, où l'on voit à l'œuvre des stratégies de communication éprouvées qui sont appliquées avec compétence.

Or, le potentiel de la CPD se révèle davantage lorsque les praticiens vont au-delà de ces stratégies et commencent à utiliser des méthodes et des outils novateurs, qui accompagnent les gens dans les deux autres domaines : la création de connaissances et le renforcement des communautés. Dans leur quête d'outils appropriés, les praticiens de la CPD ont puisé dans divers types de processus de groupe. Les méthodes axées sur les médias participatifs, la méthode active de recherche participative (MARP), (Chambers, 1994) et la méthode connue sous le nom de visualisation intégrée aux processus participatifs (VIPP) (UNICEF Bangladesh, 1993) ont toutes apporté leur contribution à la CPD sous forme d'outils et de méthodes.

L'expérimentation d'outils novateurs pour faciliter des processus de communication participative qui s'est déroulée lors des initiatives présentées dans cet ouvrage est importante non seulement en raison des efforts consentis par des praticiens de la CPD, mais aussi et surtout parce que des milliers de personnes y ont participé dans les villages et les communautés où elles ont eu lieu. Les « nouveaux » outils, les techniques et les méthodes qui sont présentés dans cet ouvrage sont donc des innovations tout autant des villageois et des agents de terrain que des praticiens de la CPD qui en ont écrit l'histoire.

L'évolution de la participation à Java-Ouest

Le cas relaté par Amri Jahi d'Indonésie est important, notamment parce qu'il s'agit de la plus longue initiative de développement étudiée dans

ce livre. Au cours d'une bonne partie de ses quinze années d'existence, cette initiative n'a été soutenue que par les communautés elles-mêmes et par l'équipe de CPD, sans aucune autre aide extérieure. De plus, elle a débuté en Indonésie à une époque où le régime autoritaire en place n'encourageait pas la participation et où le développement était conçu selon un modèle vertical, allant de l'expert vers les agriculteurs. Même si cette histoire de cas semble de prime abord une histoire de communication pour le développement classique qui débute par des activités de vulgarisation agricole traditionnelles, elle s'est graduellement et subtilement transformée au cours de ses quinze ans de vie en une brillante initiative de CPD entièrement gérée par des paysans sans terre qui se consacraient à l'élevage de moutons. Ces éleveurs ont réussi à établir des relations constructives avec les parties prenantes au sein des diverses agences gouvernementales. En outre, le problème de gestion des ressources naturelles posé par l'érosion des berges qui avait auparavant provoqué un affrontement entre les communautés sans terre et les autorités a été résolu à l'amiable, dans l'intérêt de tous. L'avenir de la vallée est désormais assuré, tout comme les moyens de subsistance des communautés d'éleveurs de chèvres.

La transition vers la CPD a débuté par la participation de leaders paysans et de membres des coopératives à des réunions mensuelles visant le partage d'information sur les soins à apporter aux chèvres. Ces rencontres n'avaient pas pour seul but de transmettre de l'information, mais aussi de construire une solide base de connaissances au sein de la communauté. De plus, elles poursuivaient un autre objectif de grande importance, soit celui de susciter un sentiment d'appartenance à la communauté et de permettre à cette dernière de se doter d'une vision commune. L'une des premières tâches qui attendait la communauté était la distribution d'agneaux. Les animaux ont été remis à la communauté après que les agriculteurs se furent au préalable engagés à rembourser les prêts qui leur avaient été consentis en redonnant à la communauté une partie de la progéniture de leurs animaux.

L'équipe a découvert l'une des méthodes de CPD les plus efficaces très tôt dans son travail, lorsqu'elle a réuni des leaders des groupes d'agriculteurs afin qu'ils partagent leurs expériences avec les agriculteurs d'autres villages. La communication de fermier à fermier s'est révélée plus efficace que les méthodes expérimentées auparavant par les chercheurs et les agriculteurs, fournissant ainsi la preuve que l'approche participative était appropriée.

Quinze ans plus tard, la communauté continue de faire face à de nombreux défis. En outre, les facilitateurs de CPD ont remarqué que la qualité des agneaux qui sont retournés à la communauté a récemment diminué. Cette situation constitue une menace à la pérennité du fonds rotatif de jeunes animaux qui permet à d'autres villageois sans terre de prendre part à cette initiative.

Vidéos et médias participatifs au Liban et en Ouganda

La vidéo participative est l'un des plus anciens outils de la CPD. Son origine remonte environ à 1967, moment où elle a été développée dans les îles Fogo (Canada) par Don Snowden, alors directeur du département de vulgarisation de l'Université Memorial à Terre-Neuve. Cette méthode, maintenant connue sous le nom de « Processus Fogo » (Williamson, 1991), a depuis été adaptée et utilisée partout dans le monde. Dans l'étude de cas présentée par Shadi Hamadeh et ses collègues, on peut voir à l'œuvre une version libanaise de ce processus, utilisée dans ce cas-ci pour résoudre les conflits et fournir aux femmes un moyen de s'affranchir.

L'initiative libanaise a eu recours surtout à des méthodes de communication interpersonnelle. D'autres outils de CPD ont été utilisés lorsque les approches interpersonnelles se sont révélées inappropriées, notamment lorsque des individus en conflit refusaient de rencontrer leurs opposants face à face afin de résoudre leurs différends. Les facilitateurs ont donc décidé d'interviewer séparément les personnes mêlées à ce conflit, afin d'obtenir leur point de vue sur les questions en litige. Une vidéo comprenant les interviews individuelles a ensuite été projetée au cours d'une rencontre réunissant toutes les parties concernées. La vidéo a réussi à relancer les discussions face à face suspendues précédemment, dans le but de trouver des solutions aux différends. La rencontre elle-même a été enregistrée et le matériel issu de la rencontre de même que les entrevues individuelles ont été réunies sur une nouvelle bande vidéo. Celle-ci a ensuite été projetée au cours d'une autre rencontre à laquelle d'autres personnes de la communauté avaient été invitées à participer, afin d'élargir les discussions visant à résoudre le conflit.

Les facilitateurs libanais ont ensuite produit une vidéo qui présentait des entrevues avec des femmes, où la productivité économique de ces dernières dans la société pastorale était mise en relief. La vidéo a été montrée aux hommes et aux femmes. Après la projection, les femmes qui apparais-

saient à l'écran se sont senties plus sûres d'elles et davantage capables d'agir. C'est là « l'effet miroir » découvert lors du processus Fogo. La vidéo avait joué un rôle de miroir de la communauté, en démontrant le rôle joué par les femmes au sein de celle-ci et en faisant prendre conscience de ce rôle à l'ensemble de la population.

Bien que le processus Fogo ait fait ses débuts sur pellicule 16 mm avant de se tourner vers la vidéo, le processus peut être appliqué à toute une gamme de médias modernes, de la radio jusqu'à Internet. Il s'agit là d'un champ prometteur en matière de recherche et de développement, auquel les praticiens de la CPD pourraient s'intéresser au cours des prochaines années.

Le cas de l'Ouganda raconté par Nora Naiboka Odoi illustre les applications multiples du processus Fogo, mais cette fois à l'aide d'appareils photo, de dépliants et d'affiches, en plus de la vidéo. Les processus itératifs utilisés pour élaborer le matériel vidéo et écrit peuvent paraître confus à première vue, mais ils ont joué un rôle très important dans le traitement de l'information pour créer des connaissances sur la culture de la banane, en plus de la production des outils de CPD.

La radio communautaire au Ghana

Racontée par Kofi Larweh, l'histoire de Radio Ada, la première radio communautaire du Ghana, décrit comment le médium puise dans la tradition orale de la communauté desservie par la station. Dans ce contexte de radiodiffusion communautaire, les auditeurs définissent le contenu qui sera mis en ondes et produisent les émissions tour à tour. Il s'agit d'une adaptation du processus Fogo au médium. Les membres du personnel de Radio Ada se voient comme des facilitateurs. En outre, ils enregistrent leurs émissions dans les villages plutôt que dans les studios. Les villageois décident des sujets qu'ils veulent aborder et des façons de les présenter aux auditeurs.

L'histoire raconte le rôle joué par la station de radio dans les efforts de la population pour draguer une rivière longue de 10 kilomètres qui était obstruée. Il s'agissait d'une tâche colossale pour la population. Radio Ada a d'abord fourni un médium pour mobiliser les gens qui vivaient aux abords de la rivière, afin qu'ils se joignent aux efforts colossaux entrepris pour draguer le cours d'eau. La station est alors devenue une source d'encouragement au fur et à mesure que cet éreintant travail progressait. Les noms des villageois qui venaient prêter main-forte aux travaux étaient annoncés sur

les ondes, une façon de reconnaître leur contribution tout en encourageant les autres à faire de même.

Après quatre ans de dur labeur, la communauté a atteint son objectif : après plus de 40 ans d'abandon, le cours d'eau a été réouvert à la circulation de bateaux et à la pêche. Radio Ada est demeurée aux côtés de la population pendant tout ce temps. Une fois la rivière débloquée, elle a pu à nouveau fournir de l'eau aux canaux d'irrigation des fermes situées aux abords de la rivière. Les champs ont alors commencé à reverdir. C'est ainsi que la population a pris conscience du pouvoir de la radio et a commencé à l'utiliser en tant qu'outil de plaidoyer, en abordant en ondes des questions relatives à l'environnement et à ses moyens de subsistance. Ainsi, la population n'a pas seulement redécouvert le cours d'eau : elle a aussi découvert un canal de communication.

Le théâtre-débat

Le texte de Jacques Thiamobiga parle d'un outil de CPD utilisé pour faire face à un défi qui existe dans certaines régions du Burkina Faso, où les femmes n'ont pas l'habitude de prendre la parole en public en raison de certaines restrictions culturelles. Cet aspect difficile des traditions des communautés s'est transformé en un obstacle de taille lorsque des actions, visant au premier chef à freiner la désertification et l'érosion des terres agricoles, ont été entreprises dans les villages de Toukoro et de Badara. Étant donné le rôle primordial qu'elles jouent dans l'agriculture, ces actions visaient d'abord les femmes paysannes. Toutefois, il est rapidement devenu évident qu'une autre tradition, qui n'avait pas encore été discutée ouvertement, empêchait la pleine participation des femmes à ces efforts environnementaux. En effet, dans cette région du Burkina Faso, les femmes n'ont pas droit à la propriété foncière. Elles peuvent seulement obtenir le droit temporaire de semer des cultures vivrières dans certains champs, qui sont généralement les moins productifs. En raison de cette situation, les femmes considèrent qu'il ne sert à rien d'investir temps et ressources pour améliorer un lopin de terre qui leur sera vraisemblablement retiré lorsqu'il deviendra plus productif, affectant ainsi l'ensemble de la communauté. N'étant pas autorisées à prendre la parole en public, elles faisaient donc face à un énorme problème de communication, qui s'ajoute à tous les autres problèmes. Alors qu'elles discutaient du problème entre elles et avec le producteur de théâtre, les femmes de Badara se sont alors souvenu d'une cérémonie traditionnelle, où les

femmes sont autorisées à se vêtir comme des hommes et à discuter ouvertement, sur la place publique, des questions qui les préoccupent.

L'équipe de CPD a alors travaillé étroitement avec les femmes pour définir les messages qui seraient présentés et les a aidées à se préparer en vue des représentations. Une fois la pièce de théâtre prête à être présentée, les femmes ont offert cinq représentations : deux à Badara, une à Toukoro, une à Tondogosso et une à Dou. Chaque représentation a été un franc succès. Les femmes ont eu beaucoup de plaisir à jouer dans leur propre village. L'auditoire a été surpris lorsqu'elles ont fait leur entrée sur scène. Certains spectateurs ont été agréablement surpris de voir leur mère, leur sœur ou leur épouse vêtue d'habits masculins. De nombreux maris ont reconnu leurs femmes à leurs gestes et à leur façon de s'exprimer. En fait, chaque représentation a donné lieu à une grande fête dans les villages et à des occasions d'apprentissage pour tout le monde : hommes, femmes et enfants. Les gens ont échangé leurs points de vue sur la vie au village, ils ont discuté des relations hommes-femmes et de la propriété foncière, tout en échangeant des informations techniques en vue de la préservation et de l'amélioration des sols. Puis, l'impensable est survenu : les femmes ont réussi à donner des conseils aux hommes sur la fertilité de sols. Ce faisant, les femmes ont découvert que cette expérience leur avait permis d'accroître leur estime de soi et leur capacité d'agir, tout en démontrant aux hommes qu'elles étaient capables de discuter efficacement des problèmes de développement de leurs communautés en public, de même que de proposer des solutions et des pistes d'action utiles.

L'utilisation de méthodes multiples le long des rivières Lisungwi, Mwanza et Mkulumadzi

L'initiative présentée par Meya Kalindekafe du Malawi a eu recours à une combinaison intéressante de méthodes participatives. L'équipe de Meya a commencé son travail par les étapes usuelles de recherche et de développement que constituent la revue de littérature, la formation, les enquêtes utilisant des questionnaires semi-structurés, les groupes de discussion, les entrevues avec les informateurs-clés et le Cadre analytique de Harvard. L'équipe a ensuite utilisé des méthodes plus participatives en intégrant les membres des communautés riveraines à la préparation de cartes des ressources et de tableaux d'analyse des bénéfices. Par la suite, des randonnées par transect ont été réalisées avec les membres des communautés, une méthode fréquemment utilisée par les praticiens de la MARP.

L'initiative du Malawi est un exemple probant d'une tendance qui pourrait prendre de l'ampleur parmi les équipes de CPD, une tendance qui consiste à choisir soigneusement les outils et les méthodes qui seront utilisées pour une seule initiative, à partir de l'éventail des possibilités offertes par une grande diversité de disciplines. Les chercheurs en communication ont commencé à adopter des approches multidisciplinaires après avoir reconnu il y a longtemps que le domaine de la communication est essentiellement multidisciplinaire et qu'il ne se limite pas aux outils et aux méthodes qu'offrent les médias.

Ce qu'il nous reste à faire

La CPD est probablement la plus jeune composante du domaine relativement nouveau que constitue la communication. Les expériences rapportées dans cet ouvrage, qui s'ajoutent à d'autres initiatives mises en œuvre ailleurs, démontrent la solidité des principes qui sous-tendent la CPD. Elles démontrent également que les approches de CPD contribuent bel et bien à faciliter les efforts pour le développement des communautés tel qu'elles le définissent elles-mêmes.

Le fait que la CPD soit d'origine récente fait en sorte qu'un grand nombre d'outils et de méthodes ne sont pas encore entièrement à point. Les dynamiques de groupe complexes que la CPD tente de faciliter exigent des praticiens de la CPD qu'ils fassent preuve d'une grande capacité d'innovation en ce qui concerne les outils et les méthodes. Les expériences relatées dans cet ouvrage démontrent que les méthodes axées sur les médias sont appropriées pour bon nombre de processus dans lesquels les praticiens ont à s'engager. Ces expériences démontrent aussi qu'un grand nombre de ces processus sont de nature interpersonnelle ou ont recours à des processus de groupe participatifs qui semblent mieux servis par des techniques de communication interpersonnelle ou de groupe. Cela indique l'importance, pour les praticiens de la CPD, de développer ou d'acquérir toute une gamme de techniques de communication interpersonnelle et de méthodes de facilitation de groupe. L'élaboration et le partage des méthodes qui s'appuient sur les gens eux-mêmes comptent parmi celles qui présentent le plus grand défi. En effet, s'il est facile de reconnaître un bon facilitateur de processus de groupe participatifs, il est beaucoup plus difficile de l'imiter. Le tableau ci-dessous résume la disponibilité ou l'absence des outils et des méthodes dont la CPD a besoin pour appuyer ou faciliter les processus :

DISPONIBILITÉ DES OUTILS ET MÉTHODES UTILES AUX PROCESSUS DE CPD

Processus	Disponibilité des outils et méthodes		
	Disponibles	En voie d'être développés	Quasi inexistants
LA COMMUNICATION EFFICACE			
L'expression individuelle	✓		
L'écoute et la compréhension		✓	
LA CRÉATION DE CONNAISSANCES			
La recherche d'information	✓		
La valorisation des connaissances autochtones		✓	
Le traitement et la validation de l'information		✓	
Le partage des connaissances			✓
LE RENFORCEMENT DES COMMUNAUTÉS			
L'établissement de relations de confiance		✓	
La gestion des conflits et de la compétition			✓
L'établissement de partenariats		✓	
Le renforcement de l'identité			✓
La réflexion sur le passé et sur le présent	✓		
La visualisation de l'avenir	✓		
L'affirmation des valeurs			✓
L'ajustement des valeurs			✓
L'instauration de la transparence dans la prise de décision			✓
Le partage des bénéfices		✓	

Processus	Disponibilité des outils et méthodes		
	Disponibles	En voie d'être développés	Quasi inexistants
LES ACTIONS HABILITANTES			
La recension des problèmes	✓		
La recherche de solutions susceptibles d'évoluer	✓		
Le développement d'un sentiment de responsabilité envers la protection du patrimoine commun		✓	
La gestion des attentes		✓	
La mise en commun des ressources	✓		
La recherche de ressources complémentaires	✓		
Le plaidoyer auprès des parties prenantes	✓		
La mobilisation pour l'action	✓		
L'évaluation des actions entreprises	✓		
La réitération et l'amélioration des actions	✓		

Ce tableau démontre que les outils et les méthodes qui n'existent pas encore ou qui sont en voie d'être développés se retrouvent surtout dans les domaines de la création de connaissances et du renforcement des communautés. Cela reflète le caractère novateur de la CPD dans ces deux sphères d'activités qui, par le passé, n'ont pas retenu l'attention des communicateurs.

La CPD a probablement beaucoup à apprendre du domaine de l'éducation en ce qui concerne la création de connaissances. En ce sens, les efforts interdisciplinaires offrent un grand nombre de possibilités et pourraient s'avérer profitables aux deux domaines. La sphère d'activités que constitue le renforcement des communautés pourrait aussi bénéficier des travaux menés dans des domaines tels que la communication organisationnelle, l'organisation communautaire, les études culturelles, l'ethnographie, l'ethnoscience, l'étude des structures de pouvoir, la négociation et la médiation, de même que la psychologie.

Conclusion

Dans son texte publié dans les premières pages de cet ouvrage, Nora Quebral mentionne que les modèles et les théories de communication ne se remplacent pas les uns les autres, mais qu'ils coexistent plutôt de façon constructive. Cette coexistence est attribuable aux rôles que joue la communication dans les interactions humaines et communautaires. Chaque théorie et chaque modèle répond à un certain type d'interaction et vise un objectif différent. Le rôle de la CPD dans la gestion des ressources naturelles et le développement durable semble très prometteur si l'on se fie aux études de cas publiées dans ce recueil. Mais ce n'est pas un rôle facile à jouer. En effet, il donne lieu aux expérimentations et aux tribulations propres aux arts de la scène, où les acteurs doivent passer à travers de longues années d'apprentissage ardu avant d'être prêts à jouer sur scène. Là encore, le défi se modifie d'une représentation à l'autre, au fur et à mesure que l'humeur et la composition de l'auditoire se modifient aussi. Il ne s'agit pas d'une science pure, dans la mesure où les gens sont au cœur des efforts qui sont entrepris.

Cependant, la CPD diffère grandement des arts de la scène à plusieurs autres égards. Elle ne se déroule pas entre deux montées de rideau prédéterminées. La CPD requiert du temps ; elle s'est même échelonnée sur une période de plus de quinze ans dans l'un des cas relatés ici. Elle doit aussi s'appuyer sur un ensemble de valeurs et de principes très clairs.

Bien que la CPD soit très semblable à d'autres sphères d'activités du domaine de la communication en ce qui a trait aux médias et aux outils auxquels elle a recours, elle en est radicalement différente en ce qui concerne sa philosophie. Ainsi, tandis que, dans la plupart des sphères d'activités relatives à la communication, on attend des praticiens qu'ils formulent leurs messages clairement, la CPD exige souvent de nous de garder le silence et d'écouter attentivement.

Références

- Chambers, Robert (1994). « The Origins and Practice of Participatory Rural Appraisal », *World Development*, vol. 22, n° 7.
- Green, L. et collab. (2005). « Social, political and cultural aspects of ICT : E-governance, popular participation and international politics », dans S.Y. Chin (ed.), *Digital Review of Asia Pacific*, Penang : Southbound.

- Stonier, T. (1990). *Information and the Internal Structure of the Universe : An Exploration into Information Physics*, London : Springer.
- UNICEF Bangladesh (1993). *Visualisation in Participatory Programmes : A Manual for Facilitators and Trainers Involved in Participatory Group Events*, Dhaka.
- Williamson, H.A. (1991). « The Fogo process : development support communications in Canada and the developing world », dans F.L. Casmir (ed.), *Communication in Development*, Norwood, NJ : Ablex Publishing Corporation.